

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Acquisition et Transmission des Titres nobiliaires

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Lundi 6 Décembre 1926

à 2 heures

PAR

ANDRÉ DE MONLEZUN

Avocat à la Cour, Docteur en Droit

Président... M. PIÉDELIEVRE.

Suffragants } M. BARTIN, professeur.
M. DEMOGUE, professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge

1926

A
LA MÉMOIRE
DU
PREMIER PRÉSIDENT
OSCAR DE MONLEZUN

A MA MÈRE
EN
HUMBLE TÉMOIGNAGE
DE
PIÉTÉ FILIALE

A. M.

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Acquisition et Transmission des Titres nobiliaires

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Lundi 6 Décembre 1926

à 2 heures

PAR

ANDRÉ DE MONLEZUN

Avocat à la Cour, Docteur en Droit

Président... M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants } M. BARTIN, professeur.
 } M. DEMOGUÉ, professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES
45, Rue de Maubeuge

1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Dans la nuit du 19 juin 1790, dont Lambel, député de Villefranche-de-Rouergue, voulut faire « le tombeau de la vanité », l'Assemblée nationale supprima « pour toujours » les titres nobiliaires (1).

Le 4 août 1789, le duc de Noailles lui-même avait dit : « Anéantissons ces vains titres, enfants frivoles de l'orgueil et de la vanité ; ne reconnaissons de distinctions que celle des vertus ».

Dix-huit ans plus tard, le 13 mars 1808, le Sénat en corps déposait humblement au pied du trône l'adresse suivante : « Sire, le Sénat vient présenter à Votre Majesté Impériale et Royale le tribut de sa

(1) « L'Assemblée décrète que la noblesse héréditaire est pour toujours abolie, qu'en conséquence les titres de prince, de duc, comte, marquis, vicomte, vidame, baron, chevalier, messire, écuyer, noble et tous autres titres semblables, ne seront ni pris par qui que ce soit, ni donné à personne, qu'aucun citoyen français ne pourra prendre que le vrai nom de sa famille, qu'il ne pourra, non plus, porter ni faire porter de livrée ni avoir d'armoiries, que l'encens ne sera brûlé dans les temples que pour honorer la divinité et ne sera offert à qui que ce soit, que les titres de Monseigneur et de Messeigneurs ne seront donnés ni à aucun corps ni à aucun individu, ainsi que les titres d'Excellence, d'Altesse, d'Éminence, de Grandeur... » Il est à remarquer que ce décret semble avoir été arraché par surprise à l'Assemblée (*Sur le rétablissement des titres purement honorifiques de la noblesse*, Anonyme, 1791).

reconnaissance pour la bonté qu'Elle a eue de lui faire communiquer par S. A. S. le prince archi-chancelier de l'Empire, les deux statuts relatifs à l'érection des titres impériaux ».

Mais ce n'est qu'avec Louis XVIII que la noblesse d'ancien régime reprit ses titres selon l'article 71 de la charte octroyée (1). La Monarchie de juillet maintint l'existence des titres nobiliaires, bien que la charte constitutionnelle ait été amendée. L'article 71 de l'ancienne charte devint l'article 62 de la nouvelle.

Depuis lors, si le gouvernement provisoire de 1848, dont faisait partie Alphonse Prat de Lamartine, crut nécessaire d'abolir les titres (2), son décret fut, à son tour, abrogé le 15 janvier 1852 par le Président Louis Napoléon (3).

(1) « La noblesse ancienne reprend ses titres ; la nouvelle conserve les siens. Le roi fait des nobles à volonté, mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exemption des charges et devoirs de la société ». Durant les Cent jours, la noblesse d'ancien régime fut de nouveau abolie ainsi que « les titres féodaux » (Décret de Lyon du 13 mars 1815).

(2) « Le gouvernement provisoire considérant que l'égalité est un des trois grands principes de la République française, qu'il doit, en conséquence, recevoir une application immédiate, décrète : tous les anciens titres de noblesse sont abolis. Les qualifications qui s'y attachaient sont interdites ; elles ne peuvent être prises publiquement ni figurer dans un acte public quelconque. Paris, le 29 février 1848. Les membres du gouvernement de la République française ». Cf. art. 10 de la constitution du 12 novembre 1848.

(3) « Au nom du Peuple français, Louis Napoléon, Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la Justice, décrète : Art. 1. Le décret du gouvernement provisoire en date du 29 février 1848 concernant les anciens titres de noblesse est abrogé. Art. 2. Le garde des sceaux, ministre de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret. Fait au Palais des Tuileries, le 24 janvier 1852. Louis NAPOLEON. »

La troisième République n'ayant édicté aucune disposition contraire, les qualifications nobiliaires se trouvent donc, aujourd'hui, jouir d'une existence légale et même d'une protection assez forte en vertu de l'article 259 du Code pénal (1). D'ailleurs, dans un document récent, le gouvernement a déclaré ne point se proposer d'abolir l'ensemble de la législation nobiliaire, car « la République a montré par plus de cinquante ans d'existence qu'elle n'avait rien à redouter de cette survivance du passé » (2).

Toutefois cette survivance heurte les sentiments plus ou moins avoués de beaucoup de nos dirigeants. M. Raymond Poincaré, par exemple, a dit, du haut de la tribune, qu'il conviendrait de ne plus reconnaître aux titres de noblesse leur caractère légal et de cesser de consacrer officiellement l'aristocratie et l'inégalité (3). Plusieurs vœux ou projets ont tendu à l'abolition

(1) Cet article, modifié par la loi du 28 mai 1858, est ainsi conçu : « Sera puni d'une amende de 500 à 10.000 francs quiconque, sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, aura publiquement pris un titre ou aura changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les actes de l'état civil. Le tribunal ordonnera la mention du jugement en marge des actes authentiques ou des actes de l'état civil dans lesquels le titre aura été pris indûment ou le nom altéré. Dans tous les cas prévus par le présent article, le tribunal pourra ordonner l'insertion intégrale, ou par extrait, du jugement dans les journaux qu'il désignera... Le tout aux frais du condamné ». Sur l'application de la loi du 28 mai 1858, V. HÉDOUIN, *De l'usurpation des titres nobiliaires*.

(2) V. *infra*, p. 269, Exposé des motifs du projet de loi portant abolition de l'investiture des titres nobiliaires en Chancellerie.

(3) *J. off.*, 1889, Chambre, Documents Parlementaires, Session ordinaire, p. 582 et 768.

des titres (1), mais sans succès et, théoriquement, ceux-ci demeurent (2).

En fait, on se croirait revenu aux splendeurs de Versailles, si la majorité des titres sonores en usage n'étaient par trop nouveaux. Afin de ne point s'étonner, il suffit de se rappeler ces paroles de Bossuet : « Quoique Dieu et la nature aient fait tous les hommes égaux en les formant de même boue, la vanité humaine

(1) Vœu déposé au Conseil municipal de Paris par MM. CHABERT, JOFFRIN et VAILLANT (Séances des 7 janvier et 21 juin 1886 ; délibération annulée par un décret du Président de la République ; V. Borel d'HAUTERIVE, 1887, p. 367). Proposition BEAUQUIER, déposée le 26 novembre 1885 (*J. off.*, Doc. Parlem., Chambre, 1886, S. O., p. 417 et 831). Proposition MOREAU (*J. off.*, Doc. Parlem., Chambre, 1890, S. E., p. 331 et 505). Proposition de MM. FRANÇOIS FOURNIER et autres déposée le 3 décembre 1902 (V. BREUIL, *De la particule dite nobiliaire*. Thèse de Paris, 1903). Certains se sont contentés de demander l'abrogation des 4 derniers paragraphes de l'article 259 du Code pénal. V. notamment autre proposition BEAUQUIER (*J. off.*, Doc. Parlem., Chambre, 1882, S. O., p. 456 et 1302). Proposition de MM. DRELON et JEANNENEY (*J. off.*, Doc. Parlem., Chambre, 1906, S. E., Annexe n° 568 et Débats, p. 3242 et s.). D'autres, enfin, ont proposé simplement de « prélever la dime de l'orgueil sur les vestiges d'un passé odieux ». V. proposition BORIE, déposée le 2 mars 1889 (*J. off.*, Doc. Parlem., Chambre, 1889, S. O., p. 582 et 768) ; récemment un article additionnel à la loi de Finances fut déposé par M. Jean LOQUIN, député radical (V. *Echo de Paris* du 16 février 1926). Ajoutons que certains pays étrangers ont, il y a peu de temps, aboli chez eux les titres nobiliaires. Citons l'Autriche (3 avril 1919), la Tchécoslovaquie (10 décembre 1918) et, pour la qualification d'Altesse, l'Allemagne (23 juin 1920).

(2) Les nombreux arrêts, auxquels nous renverrons par la suite, admettent tous, au moins implicitement, que l'article 71 de la charte de 1814 doit toujours être considéré comme en vigueur (V. en particulier C. E., 11 août 1866, D. P., 69, 3, 2). Parmi les auteurs, V. MM. PERREAU, *Le droit au nom*, p. 331 ; CAPITANT, *Cours élément. de droit civil*, 4^e édition, t. I, p. 363 ; JÈZE, *Revue de droit public*, 1910, t. 27, p. 476. Bien rares sont ceux qui ont prétendu, d'ailleurs avant la loi de 1858, que les chartes de 1814 et 1830 ayant disparu les institutions créées par elles seraient mortes avec elles (SENEMAUD aîné, *De la noblesse en France*, p. 25 et s.).

ne peut souffrir cette égalité, ni s'accommoder à la loi qui nous a été imposée de les regarder tous comme nos semblables ».

Le prestige des titres est encore si grand dans notre démocratie que romans, théâtres, cinémas, en créent chaque jour à profusion, qu'une qualification nobiliaire aide en son labeur l'aventurier qui s'en pare. Naguère comparaisait, devant la Cour de Montpellier, le marquis d'Alba dont le nombre des escroqueries s'élevait à 2.241. Son titre était d'emprunt, comme ses châteaux, ses meubles, ses habits (1). Une brillante appellation est un passe-partout que n'ignore pas la police ; l'affaire Philippe Daudet a révélé, dans un baron d'Arger, un indicateur du nom de Cécile.

Contrairement aux immortels travaux de Pasteur, nous constatons chaque jour les merveilles de la génération spontanée. Tout contrôle est, en conséquence, jugé incorrect. Une circulaire confidentielle avait été adressée en janvier 1909 par M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, à tous les agents désignés dans le service avec un titre pour les inviter à produire l'arrêté d'investiture personnelle les reconnaissant dans la possession de ce titre. Elle souleva de si violentes protestations qu'elle ne put être exécutée (2). Certaines de ces protestations émanaient du reste

(1) J. DE BONNEFON, *La noblesse de France*, p. 23.

(2) BOREL D'HAUTERIVE, 1910, p. 390. Tout récemment d'ailleurs, le Quai d'Orsay pria le ministre de la Justice de le renseigner en secret sur la régularité des titres en usage dans le corps diplomatique français. Le résultat de l'enquête fut, paraît-il, stupéfiant. Il est vrai qu'une usurpation nobiliaire est peut-être une nécessité de la Carrière... Ne vit-on

de gentilshommes de vieille roche, car, dans presque toutes les anciennes maisons, les titres sont mis au pillage : « le sangre azul » justifie tous les abus.

Si sont multiples les usurpations, c'est que le ministère public, armé vigoureusement par la loi, demeure passif et que, surtout, nous n'avons pas de code nobiliaire groupant et coordonnant les règles coutumières d'acquisition et de transmission (1).

En l'absence de ce code s'est établie, dans le monde, une législation des plus fantaisistes, fondée, d'ailleurs, sur des usages aussi anciens que la courtoisie française. Cependant, s'il est essentiel d'être poli, il est moins nécessaire d'être dupe et cela nous a amené à rechercher les principes qui gouvernent la matière.

Toutefois, notre projet d'étude a surpris. On nous a jugé « antimoderne » et nos très modestes travaux

pas, vers 1884, un membre de la légation chinoise arriver du Céleste Empire avec le titre de marquis Tseng ? Le Japon ne nous a-t-il pas, en 1920, envoyé, comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Si Exc. M. le vicomte Kikujiro Ishii ?

(1) La promulgation d'un code de ce genre devenait indispensable, sous le second Empire, comme complément de la loi du 28 mai 1858. Il est impossible au Parquet de poursuivre des usurpations qui ne sont pas ridicules, alors que, déjà en 1817, le baron de SCHONEN (*De la noblesse en France selon la charte*, p. 25) reconnaissait « qu'il n'y a pas de législation plus arbitraire, plus vague, plus contradictoire que la législation féodale et héraldique ».

Ce n'est donc que pour « escamoter » des difficultés que M. DU MIRAL, le rapporteur de la loi, écrivait : « Si l'utilité d'un règlement ultérieur venait à se faire sentir, soit pour consacrer les règles de transmission actuellement pratiquées, soit pour déterminer à nouveau les conditions de la possession légitime, à défaut de titres, déjà fixées par la législation ancienne, le gouvernement, dans les attributions duquel rentrerait évidemment une pareille mesure, aviserait dans sa sagesse ; mais l'adoption et l'exécution de la loi n'ont, avec cette éventualité incertaine et peu probable, aucune connexité essentielle ».

ont été assimilés, au point de vue de leur utilité pratique, à ceux d'un égyptologue (1). Il nous a paru néanmoins intéressant de tenter d'établir une démarcation entre des habitudes de salons et des règles de droit. Nous croyons qu'il est abusif de prétendre que la question nobiliaire doit « rester dans la sphère de l'opinion publique » et que « le texte de nos lois ne doit pas s'en occuper » (2).

Notre tâche était difficile étant donné que l'institution de la noblesse est dominée par le droit féodal. Puissions-nous, du moins, n'avoir pas mérité, des mânes de Charles-René d'Hozier, une appréciation semblable à celle inscrite de sa main sur un ouvrage à lui offert : « Donné par l'auteur le 10 février 1689,

(1) Déjà LAURENT, traitant en une courte page des titres de noblesse (*Principes de droit civil*, t. II, p. 20), s'en excusait pourtant, et déclarait « se hâter de passer à un sujet plus sérieux ». Dans l'affaire Bretonneau-Clary (Trib. civ. de la Seine, 13 février 1891, *Pand. franc.*, 91, 2, 250) le substitut LOMBARD disait : « De citoyens élevés au-dessus des autres il n'y en a plus ; de privilèges politiques, nous n'en concevons même plus l'idée. C'est un passé si bien mort, ce sont des choses si étrangères au courant de nos préoccupations, qu'un procès tel que celui-ci présente quelque chose d'exceptionnel et d'un peu singulier ». De même, l'avocat général SELIGMAN s'étonnait d'avoir, dans ses fonctions, à donner son sentiment sur une question de droit nobiliaire, et s'exprimait ainsi (6 mars 1910, D. P., 1912, 2, 324) : « La Cour d'appel de Paris, par un *anachronisme assez curieux*, va, à l'heure actuelle, se prononcer sur les droits des grands dignitaires de l'Empire et sur l'étendue des faveurs qui leur ont été accordées par Napoléon I^{er} ». Plus raisonnables nous semblent les paroles du premier président DELANGLE affirmant, dans un rapport présenté au Sénat le 28 février 1855 (BOREL D'HAUTERIVE, 1859, p. 324), que la solution des problèmes nobiliaires présente « des difficultés dignes des méditations et des études des hommes d'État et des jurisconsultes ».

(2) Déclaration de M. VIVIEN en 1834 à la Chambre (MARQUIS DE LA GRANGE, *De la noblesse comme institution impériale*, p. 19).

qui a traité son sujet avec beaucoup de vanité, peu de certitude et une grande ignorance, car la matière était bonne et ample et fondée » (1).

Le titre que nous avons adopté pour notre travail indique, à lui seul, que nous n'entendons pas nous occuper de la « simple noblesse ». Au temps de Loyseau nous n'eussions pas manqué, pour éviter toute confusion, d'écrire au frontispice de ce livre : « *Acquisition et transmission des titres de haute noblesse* ». Notre dessein n'est pas de montrer comment s'est acquise, autrefois, la noblesse, de quelle manière on peut en hériter aujourd'hui (2), mais, bien que nous

(1) Note manuscrite de D'HOZIER, sur l'exemplaire que possède la Bibliothèque nationale de la *Vie de plusieurs anciens seigneurs de la maison de Mornay et généalogie de cette famille*, par RENÉ DE MORNAY DE LA VILLETETRE, curé de Saint-Germain-en-Laye.

(2) Il est d'usage, parmi les auteurs modernes, de déclarer que, s'il y a encore des distinctions honorifiques, il n'y a plus de noblesse (LOUANDRE, *La noblesse française sous l'ancienne monarchie*, p. 4 ; LEVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, p. 1 ; TOURNADE, *Des noms de famille et des titres de noblesse*, p. 115 ; SALVETON, *Le nom*, n° 588 ; LALLIER, *De la propriété des noms et des titres*, p. 59 ; REY, *De la noblesse*, p. 61 ; BEAUNE, *Gazette des Tribunaux*, 27 octobre 1861). Cf. Amédée THIÉRRY, au Sénat, séance du 4 juillet 1860 (Document. Parl., p. 201). La Faculté de Droit de Paris elle-même, évita d'évoquer le fantôme de la noblesse dans le sujet donné au concours de doctorat de l'année 1890 (De la propriété des noms et des titres). Le gouvernement actuel s'est montré moins réservé en déposant, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi « portant abolition de l'investiture des titres nobiliaires en Chancellerie ». On pourrait, en effet, répondre, avec GRANIER DE CASSAGNAC (*Histoire des classes nobles et anoblies*), que « rien au monde ne peut faire qu'il y ait noblesse quand il n'y en a pas ou qu'il n'y en ait pas quand il y en a ». C'est bien sur la noblesse qu'il faut encore s'appuyer, à notre époque, pour entrer dans l'ordre de Malte. Afin d'être reçu chevalier d'honneur et de dévotion, on doit prouver la noblesse de ses bisaïeuls et bisaïeules dans les huit lignées dont on descend (V. *L'ordre de Malte*, par FR. DE PARSEVAL). Au point de vue légal, M. DU MIRAL, rapporteur de la Commission du Corps législatif, lors de la discus-

laissions ce sujet dans l'ombre, il nous faut proclamer, au seuil de notre étude, que la noblesse seule compte vraiment avec le nom qui l'incorpore et qu'illustre l'ancienneté de la race. Cette vérité est singulièrement foulée aux pieds par quantité de familles d'ancienne extraction dont les représentants prennent des titres qui ne leur appartiennent pas. Les saines traditions se retrouvent cependant, parfois, par exemple chez les Granier de Cassagnac, dont la noblesse est prouvée par dix-sept jugements de maintenue de 1666 à 1698.

En ce qui touche les titres nobiliaires eux-mêmes, nous passerons sous silence les nombreuses questions que soulève leur sanction (action en réclamation ou en contestation, compétence, modes de preuve, etc.), l'application de l'article 259 du Code pénal, ainsi que l'étude des armoiries plus attachées à des familles qu'à des titres.

sion de la loi de 1858, s'exprimait ainsi : « Il faudrait admettre le projet alors même qu'il serait réellement, comme on l'a dit, le rétablissement de la noblesse en France ; mais c'est là une erreur capitale contre laquelle nous ne saurions trop nous élever. La noblesse n'est pas à créer, elle existe, elle est vivante, nous la voyons partout autour du trône, dans l'armée, dans l'administration, mêlée à tous les pouvoirs publics ». L'auteur anonyme du *Traité de la procédure en matière nobiliaire* (p. 6), déclarait, trois ans après, qu'un noble non titré avait le droit de faire reconnaître sa noblesse par la Chancellerie. Depuis lors rien n'a changé, car Venise, Gênes et Florence ont prouvé que république et aristocratie ne procèdent pas de deux idées inconciliables. Il est vrai qu'une façon de faire disparaître, aujourd'hui, la simple noblesse, est de considérer comme nobles tous les citoyens, ainsi que le voulait un prince d'origine très suspecte, Auguste de Hongrie, prince de Crouy-Chanel. Selon lui, « de par le Christ, tout homme libre, et surtout celui qui a reçu la consécration de sa liberté par le baptême, est de droit noble et gentilhomme dans toute la chrétienté et surtout en France » (*La noblesse et les titres nobiliaires dans les sociétés chrétiennes*, p. 7).

Traitant uniquement de l'acquisition et de la transmission de ceux-ci, nous examinerons, après de rapides observations sur leur origine, de quelle manière ils ont pu, aux différentes époques, entrer dans les familles. Nous chercherons ensuite à déterminer leur nature, à exposer les règles générales et les différents modes de transmission. Nous terminerons par quelques considérations sur les titres étrangers et la question, toute d'actualité, des investitures en Chancellerie.

PREMIÈRE PARTIE

Origine des Titres

CHAPITRE PREMIER

SOURCES HISTORIQUES DES TITRES

§ I. — *Notions générales*

Les titres furent, à l'origine, de simples dénominations d'officiers publics, amovibles, auxquels étaient attribués de vastes domaines, appelés bénéfices, et dont le revenu servait de solde (1). « On trouve, dit Louandre (2), sous les premiers Mérovingiens, quelques bénéfices cédés à titre perpétuel, mais ce n'est là qu'une exception fort rare. Depuis l'établissement définitif de

(1) Cf. Capitulaires de l'an 802, art. 8 ; de l'an 805, art. 6 ; de l'an 809 art. 2 ; de l'an 807, art. 13, dans les *Capitularia Regum Francorum*, de BALUZE.

(2) *La noblesse française*, p. 7 et s.

Clovis jusqu'au traité d'Andelot, conclu en 587 entre Childebert II, Brunehaut et Gontrand, le bénéfice ne fut qu'une concession temporaire, révocable à la volonté du donateur (1). Le traité d'Andelot en assura, aux titulaires, la possession à vie ; ce fut le premier pas vers l'hérédité ».

Cette hérédité des bénéfices, et, par suite, des fonctions qui leur étaient attachées, fut reconnue par Charles le Chauve dans le capitulaire de Kierzy-sur-Oise (877).

Mais si les titres de fonctions, nos actuels titres de noblesse, se maintinrent après le ix^e siècle, leur signification se modifia. Ceux qui en étaient investis héréditairement ne se rattachaient plus que nominale-ment à un pouvoir central ; ils étaient indépendants sur le territoire qui, autrefois, leur avait été confié et s'attribuaient tous les droits de la souveraineté (2).

(1) Cf. LOYSEAU, *Seigneuries*, ch. V, n^o 35 : « Il y avait cette différence entre les ducs et les comtes de l'empire romain et ceux de France, que ceux de l'empire n'étaient que de simples officiers, non plus que les pro-consuls et les présidents de provinces, et avaient, pour leur entretien, certains droits ou coutumes à prendre sur le peuple. Mais ceux de France avaient la seigneurie de leur territoire unie à leur office, tenue néanmoins en fief, à vie, de sorte qu'ils étaient officiers et vassaux tout ensemble, qui est ce que nous appelons seigneurs. Mais ces seigneuries n'étaient ni héréditaires ni patrimoniales du commencement ». V. *Histoire de la législation nobiliaire de Belgique*, par P.-A.-F. GIRARD, p. 27 ; *Essai sur l'origine de la noblesse*, par GUILHIERMOZ, p. 197 et s.

(2) LOYSEAU, *Seigneuries*, ch. V, n^o 36 et s. ; PASQUIER, *Recherches de la France*, L. 2, ch. XIV ; LE GENDRE, *Mœurs et coutumes des Français*, p. 18 ; GUIZOT, *Hist. de la civilisat. en France*, t. II, p. 129. Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que ceux qui, par la suite, purent, par leur épée, exercer des droits de souveraineté ou reçurent des arrière-fiefs, prirent les titres des anciens officiers royaux. Ainsi se multiplièrent les ducs, marquis, etc. (LOYSEAU, *op. cit.*, ch. VII, n^o 17).

Nous n'avons à étudier ici que des titres de noblesse et non pas des qualifications génériques de haute ou de simple noblesse. C'est pourquoi les qualifications de chevalier ou d'écuyer ne trouveront point de place dans les développements qui suivent. Celle de chevalier (1) était prise, à la fin de l'ancien régime, par d'assez nombreux cadets, et constituait l'indice d'une

(1) « C'est à tort que de nos jours on a voulu faire du mot chevalier un titre et comme le dernier échelon de la hiérarchie nobiliaire. Anciennement, la chevalerie constituait le grade le plus éminent, le plus envié de la noblesse militaire mais n'était conféré que viagèrement et après avoir été mérité » (Ed. DE BARTHÉLEMY, *La noblesse avant et après 1789*, p. 107). Sur les ordres de chevalerie, voir la bibliographie très complète dressée dans la *Bibliothèque héraldique de la France*, par J. GUIGARD ; on peut consulter particulièrement le livre classique du P. MÉNESTRIER, *De la chevalerie ancienne et moderne*. Le comte DE PIERRÉDON prépare actuellement un ouvrage sur les ordres de chevalerie en France. On a soutenu qu'il y eut autrefois une chevalerie héréditaire résultant d'un fief de chevalerie ou de hautbert (SEMAINVILLE, *Code de la noblesse française*, p. 523 et s. ; BOSSU, *Jurisprudence du Hainaut français*, p. 25 ; Vicomte ALÈS DE CORBET, *Origine de la noblesse française*, p. 289). Mais il est plus exact de constater seulement, avec encore M. Ed. DE BARTHÉLEMY, que le titre de chevalier fut usurpé quant à la transmission héréditaire et que ce changement fut déterminé par ce qui se passait à l'étranger, en Allemagne notamment, où les empereurs donnaient la qualité chevaleresque à des gentilshommes et à toute leur postérité née et à naître. « C'est à la fin du x^v^e siècle que ce mouvement commença et il fut général au xvi^e siècle ; la chevalerie devint alors une simple qualification pour les nobles de race ». Cf. LOYSEAU, *Des offices*, ch. VII, *Des ordres*, ch. VI et XI, *Des seigneuries*, ch. VIII ; GUYOT, *Répert. de jurisprudence*, V. chevalier. L'ordonnance du roi Louis XIII du 10 janv. 1629 (art. 189) portait : « Nous défendons à toutes personnes de prendre la qualité de chevalier, si elles ne l'ont obtenue de nos prédécesseurs ou de nous ou que l'éminence de leur qualité ne le leur attribue ». Tous les anciens nobles, a écrit le P. MÉNESTRIER, étaient censés du corps de la chevalerie. Cette règle n'a pas été supprimée (V. cep. SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 758 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 134 et 337).

race illustre. S'en paraient surtout les gentilshommes appartenant à certains ordres militaires. Elle ne devait acquérir une nouvelle signification que dans les statuts de la noblesse impériale, bien que, cependant, il y ait eu, sous nos rois, quelques chevaliers héréditaires créés par lettres ou en conséquence de la patrimonialité de certains grands offices.

Quant à la qualification d'écuyer (1), donnée du temps de la féodalité au jeune gentilhomme non encore revêtu de la dignité chevaleresque, elle devint la simple « caractéristique de noblesse » (2) appartenant donc

(1) Sur l'origine de ce titre, V. Marquis DE MAGNY, *Le Roy d'armes*, p. 196.

(2) Arrêt du Parlement de Paris du 30 octobre 1554. Il suffit de parcourir l'*Abrégé chronologique d'édits, etc., concernant le fait de noblesse* de CHÉRIN, pour constater que tous les édits et règlements réprimant les usurpations de noblesse visent essentiellement l'hypothèse d'un roturier se qualifiant écuyer. Cf. *Traité de la coutume de Bretagne*, quæst. 14, nos 1 et 3; PASQUIER, *op. cit.*, p. 130; BISTON, *De la fausse noblesse*, p. 35. Aujourd'hui encore, en Belgique, tous les nobles ont droit au titre d'écuyer ou, en flamand, de jonkheer ou jonkvrouw (Comte DE MARSY, *La noblesse en Belgique, Revue d'Hist. nobiliaire*, 1882 et *Almanach royal*, 1925, p. 192). De même, les Anglais nobles prennent celui d'esquire (R. BORDEAUX, *De la noblesse au temps présent*, p. 11). Chez nous, la qualification d'écuyer, que n'a pas fait définitivement disparaître la Révolution (C. de Paris, 25 mars 1820, S., 24, 1, 280) est, en général, reconnue par les auteurs comme appartenant de droit à tous ceux qui descendent, par les mâles, d'aïeux nobles. V. cep. SALVETON, *op. cit.*, n° 640; TETU, *Etude sur les noms*, p. 95; LALLIER, *op. cit.*, p. 134; PERREAU, *op. cit.*, p. 337 et Cour de Douai, 10 août 1852, *D. P.*, 53, 2, 227. Il est vrai que les nobles se révèlent en général par le port de la particule (DE NEY-REMAND, *La particule et sa valeur nobiliaire*; DE CHERGÉ, *Lettre d'un gentilhomme*; MAUBLON D'ARBAUMONT, *Cabinet hist. de novembre* 1860; SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 516 et s.) bien que celle-ci ne soit pas une preuve irrécusable de noblesse. Toutefois, il y a, en France, 750 à 800 familles nobles sans titre ni particule. Ainsi est noble le Président Georges Clémén-

de droit aux plus récents anoblis. Ceux de « mince extraction » en faisaient suivre leur nom. Ce mode d'emploi suffirait seul à montrer qu'il ne s'agissait nullement d'un titre proprement dit, signe de la puissance d'un seigneur sur une terre.

Nous n'avons pas davantage à nous occuper d'épithètes ou qualifications honorifiques telles que noble, noble homme (prises finalement par les bourgeois), Majesté, Altesse, Altesse Royale, Altesse Sérénissime, Illustre, Illustrissime, Messire, Monseigneur, Monsieur, Excellence, etc.

Il serait par ailleurs inutile, pour comprendre la législation nobiliaire du ^{xx}^e siècle, de dissenter sur le titre de roi de France (1) ou sur les titres tombés complètement en désuétude (captals, vidames, avoués, châtelains, vavasseurs, etc.).

Passons simplement en revue ceux restés en usage.

§ II. — *Les princes*

Le mot de prince (princeps), aux premiers temps de la féodalité, synonyme de sire ou seigneur (2), ne fut plus guère employé comme titre après le ^{xii}^e siècle.

ccau, issu d'une famille du Bas-Poitou, anoblie en Jehan Clémenceau par Louis XIII. Armes : d'azur à 2 clefs d'argent passées en sautoir (DE NAUROS, *Les classes dirigeantes*, p. 77). Pour la noblesse impériale, V. *infra*, p. 70.

(1) Trib. civ. Seine, 28 janv. 1897, *La loi* 1897, p. 96 (Marie-François de Bourbon, duc d'Anjou, contre Louis Philippe Robert, duc d'Orléans).

(2) DUCANGE, *Glossaire*, V. Princeps ; DE WAILLY, *Elém. de paléographie*, t. I, p. 184 ; LALANNE, *Dict. historique de France*, V. Prince ;

Cependant, il avait été longtemps la qualification des empereurs romains et, sous l'ancienne monarchie, il fut toujours, comme il l'est encore aujourd'hui, celle des membres de la famille royale (1). Le souverain constitue, selon Loyseau, « la vive image de Dieu ».

GUILHIERMOZ, *op. cit.*, p. 149, en note. Ainsi, chez les Castelbajac, maison d'ancienne chevalerie de Bigorre, on trouve un Bernard, baron de Castelbajac, qualifié prince du pays dans un acte dressé le 1^{er} avril 1080 (LAINÉ, *Dict. véridique des origines des maisons nobles*, V. Castelbajac). A la même époque, le seigneur de Mirabeau se qualifie : « Willelmus castri Mirebelli princeps » (GIRY, *Manuel de diplomatie*, p. 325).

(1) On a souvent fait remarquer que, pour les personnes de sang royal, le titre de prince est plus un qualificatif qu'un titre proprement dit. C'est pourquoi il n'obéit à aucune des règles de transmission que nous exposerons par la suite, notamment au grand principe de l'indivisibilité. On distinguait, sous l'ancienne monarchie : 1^o les princes du sang appelés éventuellement à succéder à la couronne ; 2^o les princes légitimés ou français nés d'une union illégitime et reconnus par le roi ; 3^o les princes étrangers, comprenant ceux ayant des souverainetés sous la protection de la France ou les princes issus des maisons souveraines étrangères, naturalisés et établis en France ou, enfin, ceux descendant par les femmes des rois de France et autorisés à porter ce titre (V. SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 671 et s.). De nos jours, les Bourbon et Bonaparte ont tous la qualification de prince. Notons, pour la famille royale, que, selon l'usage (GOTHA, *Almanach* 1925, V. Bourbon), les frères et sœurs du chef de la maison de France, ou d'un précédent chef, portent le titre de prince et princesse de France, les autres membres, de prince ou princesse d'Orléans, tous avec la qualification d'Altesse Royale. En outre, chacun des mâles prend un titre de duc ou de comte attaché, en général, à l'un des domaines qui furent l'apanage des ducs d'Orléans (apanage conféré par Louis XIV et Louis XV et augmenté, en 1672, 1692, 1751) ou dont la maison d'Orléans a hérité. Certains des titres ainsi portés ont une origine lointaine. Eudes, frère de Charles le Simple, s'intitulait Odo Parisiorum pagi humilimus comes (Ch. de 887, au *Cartulaire de N.-D. de Paris*, t. I, p. 298). Sur la nature de ces titres, V. note sous Req. ; 18 mars 1913, *D. P.* 1916, 1, 248, pour le titre de Comte de Bari porté par Pasquale Bayen Marie de Bourbon. Semblable usage n'existe pas pour les princes Bonaparte, qui, d'ailleurs, aux termes d'un décret de Napoléon III, n'ont pas tous la qualification d'Altesse (BATJIN, *Histoire de la noblesse*, ch. XV). Contrairement à ce que

Il est « si auguste et si plein de majesté que ceux qui naissent de lui méritent bien un respect particulier et un rang au-dessus des autres sujets ». La dignité princière assurait à ses descendants ce respect et ce rang. Cela explique, sans doute, qu'il n'y ait jamais eu de principautés établies dans le royaume France au profit de simples particuliers et, si la terre de Guéménée, par exemple, fut érigée en principauté en faveur de Louis de Rohan (1570), c'est probablement parce que les Rohan étaient considérés comme princes étrangers, issus des rois de Bretagne. Joinville reçut une dignité semblable au bénéfice d'un prince de la maison de Lorraine. De même, « en 1523, dit Loyseau (1), le roy d'Angleterre érigea la seigneurie de Galles en principauté et l'affecta désormais aux fils aînés des roys, ses successeurs, ce qui se garde encore à présent ». Pour les princes seuls se créaient les seigneuries « extraordinaires et extravagantes » appelées principautés (2).

Toutefois, les titres de prince furent assez abondants à la cour avant 1789. Le roi, pourtant, n'accordait pas, sans les attacher à des terres, des titres de ce genre ; on ne peut citer, comme titre purement honorifique de

nous avons exposé sur la nature du titre princier porté par les personnes de sang royal, ajoutons que, tout récemment, le roi de Roumanie a, par l'intermédiaire de la légation de Roumanie à Paris, informé le prince Carol que, par suite de sa renonciation au trône, il ne pouvait plus porter le titre de prince, mais devait se faire appeler M. Carol Caraiman, nom qui lui a été attribué par le décret royal sanctionnant l'abdication.

(1) *Des seigneuries*, chap. V, n° 77.

(2) V. cep. DUCANGE, *ubi supra* ; LOYSEAU, *ubi supra* et *Des ordres*, chap. VII, n° 85. Pour la Belgique, V. GÉRARD, *Histoire de la législation nobiliaire de Belgique*, p. 180.

prince, que celui de prince de Berghes, créé à Marly en 1701. La raison en fut plutôt que certains puissants seigneurs voulaient, en qualifiant leur fief principauté, rappeler les droits régaliens exercés par leurs ancêtres (principauté de Bidache dans la maison de Gramont, de Monaco dans celle de Grimaldi) (1), ou simplement possédaient un domaine dont un prince de sang royal avait antérieurement pris le nom comme support de sa qualification (ainsi le titre de prince de Carency, né dans la maison de Bourbon, était porté, en 1789, par un Quelen Estuer Caussade de la Vauguyon) (2) ; enfin, et surtout, commençait la grande invasion des princes du Saint-Empire et du Saint-Empire romain (3).

§ III. — *Les ducs*

Les ducs remontent aux dernières années de l'empire romain et tirent leur origine du mot *dux*, général d'armée. Le titre ducal était, effectivement, un grade

(1) Cela se produisit dès le x^e siècle dans la maison de Talleyrand. Charles prit le titre de prince de Chalais à l'exemple de ses ancêtres qui l'avaient porté pour se dire seigneurs (V. DU CANGE, *ubi supra*. Cf. MAURY, *Revue des Deux Mondes*, La noblesse avant et depuis la Révol., 15 décembre 1882, p. 803.

(2) V. dans BOREL D'HAUTERIVE, 1845, p. 299, la liste des fiefs français qui ont porté le titre de principauté. Cf. *Dict. de MORERI*, art. Escars, *Mémoires de St-Simon*, t. IV, chap. 167 ; Marquis DE MAGNY, *De la représentation des usurpations*, p. 113 ; DE SORBIERS DE LA TOURRASSE, *Question des titres*, p. 8 ; TOISON D'OR, *Noblesse de contrebande*, p. 14 ; BON DE SOYECOURT, *Notions sur l'ancienne noblesse de France*, p. 88.

(3) V. dans Ed. DEBARTHÉLEMY (*La noblesse avant et après 1789*, p. 91) la liste des familles françaises décorées héréditairement à diverses époques par les chancelleries de Rome et de Vienne du titre de prince.

militaire répondant au plus haut degré de la hiérarchie. On comptait treize ducs pour l'empire d'Orient et douze pour celui d'Occident (1). Les Francs, en maintenant l'organisation qu'ils trouvèrent, divisèrent la Gaule en duchés et comtés et donnèrent le nom, tantôt de ducs et tantôt de comtes, aux gouverneurs des provinces. Certains ducs avaient la garde et l'administration de plusieurs provinces. Ils se mêlaient alors plus spécialement des affaires militaires, et les comtes, qu'ils avaient sous leurs ordres, des affaires civiles (2). Quelques ducs (*duces limitum*) n'avaient aucun territoire, mais seulement le commandement de troupes (3).

De bonne heure les ducs, devenus héréditaires, parvinrent à se rendre indépendants. Charles Martel, puis Charlemagne, eurent à lutter contre eux et en triomphèrent. Le succès fut éphémère. Les grands feudataires devinrent, par la suite, de véritables souverains et le duc de France, Hugues Capet, élu roi, ne put que traiter en compagnons les ducs d'Aquitaine, de Bourgogne, de Normandie et de Bretagne. Mais à partir de Louis XI, s'établit solidement la suzeraineté du roi de France et « à dater de cette époque les ducs ne furent plus que les premiers des seigneurs

(1) ED. DE BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 79 et *De la noblesse au xix^e siècle*, p. 24. V. également, même auteur, *Les ducs et les duchés français avant et après 1789*; MURATORI, *Antiquitates italicæ medii ævi*, V^e Dissertation, ap. MARQUIS DE MAGNY, *Le Roy d'armes* (Appendice, p. 25 et s.).

(2) SAINT-ALLAIS, *De l'ancienne France*, t. I, p. 94 et s.

(3) Childebert donna à 20 ducs le commandement des troupes qu'il envoya en Italie contre les Lombards (GRÉGOIRE DE TOURS, *Hist.*, X, 3).

français » (1). Il y eut plusieurs sortes de ducs : les ducs pairs (2), les ducs non pairs héréditaires (3) et, enfin, les ducs à brevet (4). Les uns et les autres ont, en général, occupé les grades supérieurs de l'armée ou les premiers emplois du gouvernement dans les provinces, ou, surtout, les grandes charges de la cour.

Le titre ducal fut extrêmement recherché, car il comportait les honneurs du Louvre et la qualification de « cousin du roi ». Nous verrons que, pour sa transmission, ces hautes prérogatives firent édicter, au xviii^e siècle, des règles précises.

§ IV. — *Les marquis*

Le marquis (*marchisus*, *marchio*, *marchis*) était, à l'origine, un officier militaire ayant le gouvernement

(1) Ed. DE BARTHÉLEMY, *ubi supra*.

(2) Sur la pairie, V. BOULAINVILLIERS, *Histoire de la pairie de France*; de COURCELLES, *Histoire des pairs de France*; de LAIGUE, *Les familles françaises*, chap. X; DESBROUSSES, *Condition personnelle de la noblesse au moyen âge*, p. 86 et s. Les premiers duchés créés par nos rois furent constitués pour être donnés en apanage aux princes du sang. Louis, sire de Bourbon, reçut du roi Charles IV, le 24 septembre 1327, le titre de duc et l'acte d'érection de la seigneurie de Bourbon en duché est le plus ancien qu'on connaisse (GIRY, *Manuel de diplomatique*, p. 326).

(3) Les ducs non pairs, dont les titres étaient réels, c'est-à-dire attachés à une terre érigée en duché par des lettres patentes vérifiées et enregistrées, recevaient les mêmes honneurs et jouissaient des mêmes prérogatives que les ducs-pairs, sauf pour l'entrée au Parlement.

(4) On désignait ainsi, dit M. Ed. DE BARTHÉLEMY (*La noblesse en France avant et après 1789*, p. 82) les ducs « créés sans érection de terres et seulement par commission royale contresignée d'un Secrétaire d'État et ayant encore les mêmes privilèges et notamment l'hérédité ». Ajoutons, toutefois, que ces ducs ne jouissaient généralement que d'une dignité purement viagère.

d'une marche ou province frontière d'un pays (1). C'est ce qui résulte de ce passage de le Vie de Louis le Débonnaire : «... *Marchionibus qui fines regni tuentur omnes, si forte ingruerunt, hostium arcerent incursus* ». Lorsque s'établit la féodalité, les *feuda marchia*, maintenues par les Francs, devinrent héréditaires. Il y eut des marquis d'Anjou (marche de la Bretagne), de Gothie, de Provence, de Lorraine et des comtes-marquis, c'est-à-dire des comtes chargés de la défense d'une marche (2).

Mais, sauf quelques très rares exceptions, le titre de marquis disparut complètement durant tout le moyen âge et l'on cite couramment le marquisat de Trans comme le premier érigé en France (lettres patentes de Louis XIII, à Blois, au mois de février 1505, vérifiées au Parlement d'Aix le 15 novembre de la même année) (3).

(1) Ed. DE BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 94. Certains marquis semblent avoir été munis de pouvoirs très amples qui leur permettaient de traiter avec les nations voisines de leur marche (SAINT-ALLAIS, *op. cit.*, p. 104 et s.). Cf. MURATORI, *op. cit.*, VI^e dissertation; DE COMBLÈS, *Etat de la France*, t. II, p. 8.

(2) Ainsi les comtes de Flandre et de Barcelonne étaient appelés indifféremment comtes ou marquis. De même (BOREL D'HAUTERIVE, 1845, p. 278) les premiers comtes de Provence étaient souvent dits marquis de Provence et les ducs de Savoie se qualifiaient toujours marquis en Italie (*marchio in Italia*).

(3) Historiens et généalogistes sont d'accord pour déclarer que ce ne fut qu'au début du xvi^e siècle que, d'Italie et d'Allemagne, ce titre revint en France après avoir reparu en Espagne et en Angleterre. Cependant, nous devons signaler l'opinion contraire de DOM DE BÉTENCOURT (*Question de diplomatie*, p. 11 et s.). Pour ce savant auteur, le titre de marquis devint commun dès les xi^e, xii^e et xiii^e siècles et, avant le xvi^e, il aurait été donné à des seigneurs particuliers, autres que les grands vassaux, et

Par la suite, cette qualification fut peut-être la plus en vogue à la cour, et Saint-Simon d'écrire, surtout pour les marquis dont, avec Molière, nous rions encore : « Les titres de comte et de marquis sont tombés dans la poussière par la quantité de gens de rien et même sans terres qui les usurpent et par là tombés dans le néant, si bien même que les gens de qualité qui sont marquis ou comtes, qu'ils me permettent de le dire, ont le ridicule d'être blessés qu'on leur donne ce titre en parlant à eux ».

§ V. — *Les comtes*

L'origine des comtes est lointaine. Les maisons des grands personnages romains possédaient une organisation complète de tous les services nécessaires à la vie matérielle et intellectuelle. Ces divers services du palais (*officia palatina*) furent le partage de la noblesse et leurs chefs, officiers domestiques, reçurent le titre de *comes* (compagnon). Un riche patricien avait ses comtes comme l'empereur avait les siens (1). Les comtes de l'empereur occupaient le premier rang.

dont les possessions étaient même dans l'intérieur du royaume. Les documents sur lesquels s'appuie D. DE BÉTENCOURT ont, il est vrai, été interprétés autrement par GIRY (*op. cit.*, p. 328, en note). Sur la date exacte de l'érection du marquisat de Trans, V. *Lettre adressée par Tobiesen Dubry à MM. les Auteurs du journal des Savans*, 9 avril 1789 (p. 17).

(1) GRANIER DE CASSAGNAC, *Histoire des titres et dignités (Mémorial historique de la noblesse*, t. II, p. 295). Cf. MURATORI, *op. cit.*, dissertations VII et VIII. Les premiers comtes de l'empereur auraient été créés par Hadrien choisissant un certain nombre de sénateurs pour lui servir de conseillers et l'accompagner partout (SEMMAINVILLE, *op. cit.*, p. 67).

Ils conservaient leur titre, même dans l'éloignement, lorsqu'ils avaient le gouvernement d'une province. « Petit à petit, nous dit Pasquier, ce titre s'épandit » (1).

Les Francs ne changèrent pas « cette générale police plantée » et conservèrent les comtes comme officiers civils et militaires (2) placés souvent sous la dépendance d'un duc. Ce titre de comte, qui n'était pas attaché au début à une terre (*comites palatii nostri*) (3), qui n'indiquait que la qualité de fonctionnaire amovible (4), devint, sous les derniers rois de la seconde race, celui de véritables souverains d'un territoire.

(1) *Recherches de la France*, liv. II, chap. XIV. Il ajoute : « Il n'y avait ville qui n'eut son comte pour juge, voulant chaque juge rapporter sa grandeur, comme s'il eut été tiré de la suite et compagnies des empereurs. »

(2) On a tendance à les considérer comme de simples officiers de justice. LA ROQUE (*Traité de la noblesse*, chap. LXXXIII) définissait ainsi leurs fonctions : « Ils étaient juges des provinces, ils suivaient les rois pour leur donner conseil ; d'où vient que dans plusieurs chartes ils étaient appelés consules ». Mais MONTESQUIEU a fait justice de cette erreur. Cf. *Formules de Marculfe*, liv. I, formule 8, de *ducatu, patriciatu vel comitatu*. Remarquons, d'ailleurs, que les comtes n'étaient pas tous égaux entre eux. Il existait des comites mineurs ou comtes des cités inférieurs à ceux des provinces, les comites majeurs. Cette hiérarchie était ancienne. V. SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 68. Cf. GRÉGOIRE DE TOURS, *Hist.*, IV, 41 ; VIII, 23.

(3) Sur les comtes palatins, V. DUCANGE, *Glossaire*, v. *Des comtes palatins de France*. Les comtes de Champagne conservèrent jusqu'au XIII^e siècle le titre de comte palatin.

(4) LABOUR, *La noblesse coutumière* et Les prescriptions du capitulaire de KIERZY : « Si un comte de ce royaume vient à mourir et que son fils soit auprès de nous, voulons que notre fils avec ceux de nos fidèles qui ont été les plus proches parents du comte défunt et avec les autres officiers du comté ou l'évêque dans le diocèse duquel le comté est situé, pourvoient à l'administration jusqu'à ce que la mort du comte nous ait été annoncée et que nous ayons conféré à son fils, présent à notre cour, les honneurs dont son père était revêtu ».

L'évolution du titre de comte est montrée par les différentes manières dont il fut usité. La forme primitive (*comes Andecavorum* ou *andegavensis*) se modifia et le nom du fief apparut de bonne heure, soit au génitif (*comes Flandrie*), soit à l'ablatif (*comes de Bello-monte*).

Parmi les comtes, il en fut de très puissants, tels que les comtes de Champagne, de Toulouse, de Flandre, de Poitou, d'Anjou, d'Angoulême, de Blois. La royauté eut à lutter contre eux comme elle le fit contre les ducs.

Plus tard le titre de comte a été livré au pillage des courtisans, moins toutefois que celui de marquis puisque Napoléon put rétablir le premier et non le second.

§ VI. — *Les vicomtes*

On peut considérer l'institution des vicomtes comme déjà connue des Romains. Les comtes de l'époque romaine avaient des vicaires (*vicarii*), des envoyés (*missi comitum*), des suppléants (*ministri comitum*), qui les remplaçaient au besoin, d'où le nom de *vice-comites* (1). Lieutenants des comtes, les vicomtes remplissaient, en principe, les mêmes fonctions que

(1) Il en est fait mention pour la première fois dans la chapitre 36 de la loi des Allemands publiée par THIERRY, fils de Clovis et roi de Metz et de Thuringe (SAINT-ALLAIS, *De l'ancienne France*, p. 123 et s.). Cf. MURATORI, *op. cit.*, dissertation VIII.

ceux-ci (1) mais semblent s'être occupés surtout des affaires judiciaires (2).

Sous les derniers rois de la seconde race, à l'exemple des ducs et des comtes, ils se rendirent héréditaires et s'attribuèrent, eux aussi, tous les droits régaliens (3). Ils furent peu nombreux et, fait curieux, leurs offices ou fiefs demeurèrent longtemps sans être considérés comme fiefs de dignité (4).

À partir du ^{xiv}^e siècle, il n'en a plus été de même et, depuis, le souverain érigea des vicomtés qui n'avaient rien de commun avec celles des anciens feudataires.

§ VII. — *Les barons*

Le mot baron, qui désigna au moyen âge le seigneur féodal par excellence, dérive probablement du mot teuton « ber » signifiant seigneur comme semble

(1) « *Viccomes quasi vicecomitis gubernaculum tenens* » (Cf. LA ROQUE, *Traité de la noblesse*, chap. LXXXIII) ; LOYSEAU (*Des seigneuries*, chap. XII, n° 4) définit le vicomte : « le lieutenant général du comte tant au fait du gouvernement que de la justice, se réservant toutefois à soy la sentence définitive des causes capitales ».

(2) L'officier judiciaire prenait le titre de vicomte, de viguier (ou vicaire), de chatelain selon le territoire sur lequel s'exerçaient ses fonctions et qui pouvait être une ville, un canton rural, un château.

(3) C'est surtout en Guyenne, en Languedoc, que surgirent alors des vicomtés ; citons celles d'Alby, de Polignac, de Narbonne, de Béziers, de Nîmes. Mais, il y eut des vicomtés ailleurs que dans le Midi. La plus considérable fut celle de Thouars dans le Poitou. Le Nord n'eut guère que des chatellenies.

(4) SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 564.

l'indiquer l'expression fief de hautbert autrefois usitée pour dénommer un fief de haut baron (1). Très anciennement le titre de baron fut en grand honneur (2). Les Fils de France se glorifiaient d'une dignité aussi éminente : « *barones inter nobiles sunt optimates* ».

Mais il est essentiel de remarquer que c'est la féodalité qui, la première, créa des barons, que ceux-ci ne furent, à aucune époque, des fonctionnaires à la tête d'une circonscription administrative. Le titre de baron eut différents sens (3). On l'attribua à ceux rendant directement hommage à la couronne (barons à fief chenel) (4), composant, en grande partie, la cour des pairs et constituant le « ban » convoqué par le roi. On l'attribua encore à des arrière-vassaux tenant des seigneuries érigées par de haut-barons ou acquises par l'épée. Enfin, cette qualification ne tarda pas à

(1) On en a donné d'autres origines. V. DE WAILLY, *op. cit.*, t. I, p. 186 ; Ed. DE BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 102 ; SAINT-ALLAIS, *op. cit.*, p. 128.

(2) En 856, l'assemblée des grands seigneurs, à Bonneuil, est composée de barons. En 1390, Jacques, sire de Montmorency, prit la qualité de 1^{er} baron de France. Il dut, d'ailleurs, 12 ans plus tard, prouver devant le Parlement qu'il était effectivement le plus ancien baron du royaume. Il est curieux d'observer que le chef de cette illustre maison de Montmorency, éteinte au siècle dernier, a souvent porté le titre de 1^{er} baron chrétien, à la manière de son suzerain se qualifiant roi très chrétien.

(3) V. LOYSEAU, *Des seigneuries*, chap. VII, nos 32 et s.

(4) C'est dans ce sens que plus tard, dans toutes les érections de terres en duchés, comtés, etc., il fut stipulé que le nouveau fief de dignité serait tenu « *in baroniam* ». Lorsque fut écrit le *Grand Coutumier* (liv. II, chap. XXVII) trois baronnies de ce genre existaient, savoir : Bourbon, Beaujeu, Coucy. Cf. *Guidon des Praticiens*, V. Fiefs et DU TILLET, *Recueil des rangs*, liv. II, p. 41.

être prise par un grand nombre de seigneurs haut-justiciers (1).

Elle perdit alors de son éclat, au point, dès le xvi^e siècle, d'être abandonnée par certains représentants des vieilles races féodales (2).

(1) « Aucuns veulent dire que tout homme qui a haute justice et ressort en icelle se peut nommer baron » (*Grand Coutumier, ubi supra*). Nous lisons de même dans LOYSEAU, *op. cit.*, chap. VII, n^o 40 : « le titre de baron fut rendu si commun que tous les hauts justiciers s'en sont, autrefois, appelés barons ».

(2) Président PEZET, *Les barons de Creully*.

CHAPITRE II

HIÉRARCHIE DES TITRES

Des titres de prince, duc, marquis, comte, vicomte et baron, quelle était la hiérarchie ? Embarrassante question ! Pour la résoudre se sont vainement exercées la science et la subtilité des auteurs (1). Sur des monnaies de la fin du ^x^e siècle, le comte de Toulouse prend, d'un côté la qualité de comte, de l'autre celle de duc, marquis de Provence (2). Ainsi peut paraître sans fondement l'idée d'une hiérarchie.

Au surplus, ce n'est pas tout d'abord par le titre qu'on voulut établir des degrés dans la haute noblesse, mais par la manière dont les fiefs étaient tenus. Avaient le pas les grands feudataires qui ne relevaient que du

(1) V. en particulier BOHIER, *Tractatus de auctoritate magni consilii* ; LOYSEAU, *Des seigneuries*, chap. V ; LA ROQUE, *Traité de la noblesse*, chap. LXXXIII.

(2) Lettre adressée par M. Tobiesen Dubry à MM. les auteurs du *Journal des Savans*, 9 avril 1789 ; Raimond V s'intitule en 1188 : « *Nos, per Dei gratiam, come Tholose, dux Narbonne et marchio Provincie* » (GIRY, *op. cit.*, p. 327).

roi. Cette classification, logique pour les débuts de la féodalité, était déjà d'une application impossible à l'époque où Loyseau en exposait les principes (1).

En considérant en eux-mêmes les titres autres que celui de prince du sang, on peut, toutefois, selon une très lointaine tradition, mettre la dignité ducale au premier rang (2).

Après elle, venaient immédiatement celle de prince (3), puis celles de marquis et de comte (4).

(1) *Seigneuries*, chap. VI et VII. On distinguait ainsi les hautes et médiocres seigneuries ; mais des complications résultaient du fait que des arrière-fiefs ne relevaient plus que de la couronne, à la suite de certaines reversions. D'ailleurs, LOYSEAU, renonçant à ce mode difficile de différenciation, plaçait dans les hautes ou grandes seigneuries les duchés, marquisats, comtés et principautés, dans les médiocres seigneuries les vicomtés, vidamés, baronnies et chatellenies, après avoir, assez arbitrairement, divisé les dignités en dignités honoraires, dignités réelles et dignités proprement dites.

(2) « Les ducs tiennent maintenant le premier rang après la dignité royale. Les uns sont souverains comme le duc de Toscane fait souverain en 1569 ; les autres n'ont que l'honneur du titre ». (LA ROQUE, *Traité de la noblesse*, chap. LXXXIII). On lit de même, dans les lettres d'érection du duché de Rohan (1603) : « Entre tous les honneurs de notre monarchie, il est indubitable que le plus éclatant, le plus solide, le plus élevé de tous pour l'établissement des familles, est le titre de duché qui communique en même temps aux seigneurs qui le possèdent, et qui ont mérité cette faveur, des prééminences et un relief extraordinaire au-dessus de toutes les autres grandeurs communes à notre État ». Ce premier rang, donné au titre ducal, s'expliquait par le fait que, généralement, la pairie était jointe au duché. Des conflits se sont souvent produits entre deux ducs pairs lorsque le titre de duc de l'un était plus ancien que celui de l'autre, mais la pairie plus récente.

(3) Sans aucune exception, si ce n'est pour les princes de sang royal, était alors admise la règle que le titre de duc est supérieur à celui de prince. M. DE GRAMONT-LESPARRE (*Les ducs français*, p. 6) cite, d'après le P. ANSELME (t. V, p. 821), le cas du prince de Bournonville, aîné et chef du nom, mais non investi du titre de duc cédé par le père à un cadet.

C'est surtout pour savoir si le marquis doit l'emporter sur le comte que l'on a discuté à perte de vue. D'excellentes raisons ont été données pour empêcher les marquis d'avoir la préséance. Il a été fait observer, par exemple, qu'en certaines provinces, et jusqu'à la Révolution, les comtes passèrent devant les marquis, que les Enfants de France ont toujours été qualifiés ducs ou comtes, jamais marquis, que la pairie fut attachée à des comtés non à des marquisats, et, surtout, que « les comtes de Champagne, de Toulouse et de Flandre étaient en même considération que les ducs de Bourgogne, de Normandie et d'Aquitaine » (1).

Un brevet de Louis XIV donna au prince les mêmes honneurs et privilège qu'au puîné. De même aujourd'hui, et bien que Napoléon I^{er}, pour la noblesse impériale, ait interverti l'ancien ordre, dans les familles cumulant comme celle des Broglie, les titres de duc héréditaire et de prince du Saint Empire, l'aîné seul, comme chef, prend la qualification de duc ou de prince-duc (V. cep. Marquis DE MAGNY, *De la répression des usurpations*, p. 113).

(1) LA ROQUE indique que d'après certains auteurs les marquis et les comtes avaient rang avant les princes (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXXXIII). Ce fut, en effet, l'opinion qui prévalut jusqu'au xvi^e siècle. Voici ce qu'écrivait, en 1785, DE COMBLES (*Etat de la France*, t. II, p. 5) : « Après la qualité de duc, on met celle de prince, qu'on suppose précéder celle de marquis et de comte, quoiqu'ils aient été en concurrence. Mais l'exemple d'Espinay, qui de comté a été érigé en principauté, semble décider la question... Ces principautés sont des dignités féodales qui ont été inférieures à celles des comtés. La principauté d'Orange a été tenue du comte de Provence... Aussi l'on tient que ces principautés étaient inférieures aux comtés et le titre de prince ne signifie que la principale personne qui a le droit de commander ».

(1) V. LOYSEAU, *op. cit.*, chap. V, n^o 32; LA ROQUE, *ubi supra*; DE COMBLES, *op. cit.*, p. 10 et s. Cf. DE BÉTENCOURT, *Question de diplomatique* et SAINT-ALLAIS, *op. cit.*, p. 110.

Cependant l'usage semble avoir mis presque toujours, à la fin de l'ancienne monarchie, le titre de marquis au-dessus de celui de comte (1).

En dernier lieu, après les vicomtes qui, selon leur origine première, et surtout par la force des mots étaient inférieurs aux comtes, on rangea les barons, non, il est vrai, sans discussion et malgré leur antique splendeur (2).

On peut s'étonner d'une aussi grande et aussi persistante incertitude dans le classement des titres. La raison en est cependant simple. La hiérarchie nobiliaire n'avait pas pour base les titres de noblesse (3). Le nom seul, son lustre et son antiquité détermi-

(1) C'était se conformer à la classification établie par l'édit inobservé d'Henri III exigeant, pour l'érection d'une terre en marquisat, un fief plus vaste que pour son érection en comté (V. *Grande encyclopédie*, v. *Titres nobiliaires* et *infra*, p. 47). La place du marquis est d'ailleurs indiquée par la forme de sa couronne « partie fleuronée, partie perlée, parce que les marquis sont comme mitoyens entre les ducs et les comtes » (LOYSEAU, *op. cit.*, chap. V, n° 49). Nous verrons que néanmoins, très souvent, les qualifications de comte et de marquis étaient assimilées l'une à l'autre au point d'être prises indifféremment (V. *infra*, p. 150).

(2) Voici, cependant, ce que contenait une enquête inscrite sur les registres du Parlement en 1282 (citée par LA ROQUE, *ubi supra*) : « Appert que baronnie anciennement était seigneurie après le roy et dessous lui. Ainsi, baronnie est plus que comté, attendu qu'il y a des comtes qui sont barons et d'autres non ».

(3) « En France, quoique le plus petit gentilhomme le soit autant que le plus grand, il y a pourtant des degrés de noblesse qu'on a divisée en simple, haute et illustre : le premier est pour les nobles ordinaires, le second pour les chevaliers, les grands officiers et les grands seigneurs, et le troisième pour les princes. Les uns et les autres ont leurs titres et qualités propres, en sorte qu'un simple gentilhomme ne serait pas moins usurpateur en se qualifiant messire qu'un bourgeois en prenant la qualité d'écuyer (BELLEGUISE, *Traité de la noblesse*, p. 53).

naient la place de chacun dans l'aristocratie. (1) Les titres étaient pris avec un sans façon fantaisiste par la vieille noblesse qui les portait comme un habit de cour (2). C'est pourquoi, en 1777, le vicomte de Toustain Richebourg pouvait affirmer qu'entre les différents titres, celui de duc mis à part, la différence était « presque imperceptible » (3).

Sous l'Empire, au contraire, comme l'anquité de la race ne pouvait plus servir de discriminant (« Des ancêtres, pourquoi faire ? Je suis un ancêtre, disait le duc de Dantzig, mari de Madame Sans-Gêne »), la hiérarchie des titres de prince, duc, comte, baron, chevalier a été soigneusement établie pour fixer l'ordre des préséances.

(1) Dans une maison c'était également l'antiquité d'un titre qui fixait sa place parmi les différentes dignités dont pouvait être investi le chef. Les La Tremoille plaçaient leur titre de vicomte de Thouars avant celui de prince de Talmont, et les Rohan faisaient précéder le titre de prince de Guéménée de celui, plus ancien, de vicomte de Rohan.

(2) Vicomte d'AVENEL, *La noblesse française sous Richelieu*, p. 95 ; V. BARON DE SCHONEN, *De la noblesse française selon la charte*, p. 19 et s.

(3) *Précis historique*, p. 44 et s. Cf. BON DE WATTEVILLE, *Simple note sur les origines de la noblesse*, p. 38. Ajoutons qu'en droit moderne on a souvent invoqué, en faveur de l'ordre hiérarchique que nous avons donné l'article 12 de l'ordonnance du 25 août 1817 (*infra*, p. 151).

DEUXIÈME PARTIE

Acquisition des Titres

CHAPITRE III

ACQUISITION DES TITRES

I. — ANCIENNE MONARCHIE

SECTION I

Titres féodaux

Sous l'ancienne monarchie un titre ne pouvait régulièrement être créé que par concession royale. Telle est la règle qui tend à s'établir en droit dès la fin du XIII^e siècle (1). En étudiant l'origine des titres, nous

(1) C'est de l'année 1270 que l'on fait généralement dater la première lettre royale d'anoblissement (noblesse accordée par Philippe le Hardi à

avons vu qu'antérieurement ceux-ci ont eu d'autres sources que la faveur du souverain. Les grands vassaux, notamment, s'attribuèrent les titres qu'ils voulaient et ces titres représentaient une puissance indépendante et effective. Comment les hauts feudataires auraient-ils sollicité une dignité d'un roi que certains avaient élu en l'an 987 et que d'autres, comme les comtes de Flandre, de Troyes, de Toulouse, le duc d'Aquitaine, n'avaient pas reconnu ? On a maintes fois rapporté l'histoire d'Aldebert qui s'était emparé des villes de Tours et de Poitiers et en avait pris les titres de comte. Hugues Capet lui ayant fait demander par un héraut : « Qui t'a fait comte ? » s'entendit répondre : « Qui t'a fait roi ? »

Agirent de même de moins grands seigneurs :

« Chacun selon ses dents se partagea sa proie. »

En particulier, remarque Dom de Bétencourt, « une foule de petits comtés émanèrent des grands et il s'en répandit bientôt dans toutes les parties du royaume » (1).

Raoul son argentier et son orfèvre). Il est sans doute plus exact de dire que Philippe le Hardi fut le premier à consacrer irrévocablement le principe « *Ad regem solum pertinet nobilitare in regno suo* » (Ed. de BARTHÉLEMY, *La noblesse avant et après 1789*, p. 11). Cf. A. de BARTHÉLEMY, *Etude sur les lettres d'anoblissement*, p. 9 et Papon, livre IV, arrêt II. Les premières concessions devaient commencer à apparaître avec les successeurs de ce prince. En septembre 1297 Philippe le Bel institua des pairies en faveur de Charles de Valois, comte d'Anjou, de Robert, comte d'Artois, de Jean, duc de Bretagne, et nous avons déjà rappelé que le 27 décembre 1327 Charles le Bel créa la duché-pairie de Bourbon pour Louis de Clermont, sire de Bourbon.

(1) *Question de diplomatie*, p. 11. C'est ainsi que Bernard d'Astarac, dont le fils Oger devait, le premier, prendre le nom de Montlezun, celui

Suivant Chateaubriand (1), empruntant d'ailleurs ces chiffres à La Chesnaye Desbois, sur les soixante dix mille fiefs ou arrière-fiefs qui existaient lors de la constitution définitive de la royauté, trois mille étaient titrés. Ces trois mille « hautes seigneuries » ne devaient pas leur dignité à un roi qui comptait très peu ; le sire de Monthléry, à la fin du ^{xr}e siècle, empêchait de dormir son voisin, le roi Philippe, premier du nom dans la Maison de France.

Mais les Capétiens devaient triompher par la supériorité que leur donnait la dignité royale, l'onction du sacre et une vague tradition de l'unité personnifiée par le roi (2).

de l'un de ses principaux châteaux, dont les ruines dominent encore la commune de Monlezun (Gers), reçut de son père, le comte d'Astarac, par donation, vers l'an 1025, la terre de Pardiac, en Gascogne, et fut le premier comte de Pardiac par la grâce de Dieu (LA CHESNAYE DESBOIS, *Dict. de la noblesse*, V. Montlezun). Bien que, par la suite, Arnaud Guilhem de Montlezun, II^e du nom, ait fait hommage au roi Philippe le Hardi de ce comté, en juillet 1275, jamais Pardiac ne fut considéré comme tenu du roi ainsi que le prouve le fait suivant : les Montesquiou se disaient descendants des anciens ducs d'Aquitaine et obtinrent de Louis XV l'autorisation d'ajouter à leur nom de Montesquiou celui de Fezensac, ce qui, indirectement, pouvait servir à légitimer leurs prétentions. Le chef de nom et d'armes de cette famille notifia la décision royale au comte de Pardiac ; ce dernier répondit avec humeur, car il soutenait descendre également des ducs héréditaires d'Aquitaine : « J'ai reçu, M. le Comte, la lettre par laquelle vous m'annoncez que vous avez le nom de Fezensac de par le roi. Quant à moi, vous le savez, je suis Pardiac de par Dieu » (*Mémoires du général Thiébault*, t. I, p. 106 ; BON DE WATTEVILLE, *Simple note sur les origines de la noblesse*, p. 13).

(1) *Etudes historiques*, t. III, p. 364.

(2) Jacques BAINVILLE, *Histoire de France*, ch. V. Cependant l'indépendance des grands à l'égard de la royauté devait encore durer de longs siècles. Henri IV recommandait à la reine, quelque temps avant sa mort,

Au ^{xv}^e siècle remontent déjà d'assez nombreuses créations, par lettres patentes, de duchés, marquisats, comtés, vicomtés, baronnies, et les érections de terres en fiefs de dignité font, dès ce temps-là, l'objet d'une réglementation (1).

C'est uniquement de l'acquisition des titres *cum auctoritate regis* que nous parlerons ultérieurement. Il importera de ne pas oublier, dans les développements suivants, qu'à côté des titres créés par le roi, il en existait autrefois un grand nombre d'origine féodale, pris anciennement par des seigneurs souverains et conservés par leurs descendants, ces nobles de race dont Belleguise disait que, dans l'heureuse ignorance du commencement de la gloire de leurs aïeux, ils pouvaient la porter aux siècles les plus éloignés et se flatter d'être illustres de tous temps (2).

d'avoir soin « de contenter les grands » de peur que « quand ils verraient qu'il n'y aurait rien à espérer pour eux, il n'y eût beaucoup à craindre pour l'État ».

(1) C'est de l'année 1535 que date le très curieux ouvrage de CHAMPIER dont la Bibliothèque nationale possède un exemplaire : « Le fondement et l'origine des titres de noblesse et excellences estatz de tous nobles et illustres quant à la différence des empires, royaumes, duchez, contez, et aultres seigneuries et la manière comment elles ont été érigées pour la dessence et gouvernement de la chose publique ».

(2) *Traité de la noblesse*, p. 16. Il est indubitable qu'il existe encore aujourd'hui de vieux titres féodaux non conférés par les rois. Aussi ne comprenons-nous pas l'attendu suivant de la Cour de Toulouse (5 mars 1888, *Gaz. Pal.*, 88, 2, 418) : « Attendu que, bien que ne soient pas représentées les décisions souveraines érigeant formellement la terre noble de Panat en vicomté, il est certain que ce fief était, dès la plus haute antiquité, qualifié de vicomté ; qu'ainsi dans plusieurs hommages au roi ou à l'évêque de Rodez cette appellation était employée ; qu'il est certain, dès lors, que l'érection avait eu lieu de la part de l'autorité royale ». M. LALLIER (*De la*

SECTION II

Concessions régulières

§ 1. — Concessions réelles

La concession d'un titre par le roi pouvait, sous l'ancien régime, être soit réelle, c'est-à-dire consister dans l'érection d'une terre en un fief d'une dignité déterminée dont allait bénéficier le possesseur, soit personnelle lorsqu'elle était faite non plus à un domaine, mais, directement, à une personne.

C'est par l'étude des concessions réelles que nous débiterons, pour nous occuper après des concessions personnelles, des lettres patentes qui contenaient les unes et les autres, et de l'enregistrement de ces lettres. Nous exposerons ensuite des modes d'acquisition voisins, mais non réguliers quoiqu'autrefois admis, du moins à la cour.

propriété des noms et des titres, p. 83) veut ignorer ces anciens titres. Sans doute, les filiations sont difficiles à établir. D'après le baron DE SOYECOURT (*Notions sur l'ancienne noblesse*), seules 12 maisons d'ancienne chevalerie jalonnent « les cinq siècles antérieurs à l'an 1400 qui sont la plus haute ancienneté où les preuves historiques puissent atteindre ». (Cf. la récente étude de M. GHEUSI, *Les chefs, les symboles vengeurs*). Mais la liste qu'il en donne paraît bien réduite et, d'ailleurs, nous verrons que les titres pouvant se transmettre en dehors de la famille, peu importait souvent que celle-ci vint à disparaître. V. la déclaration du comte DE BASTARD à la Chambre des Pairs (*Moniteur* du 13 mars 1832).

Pour faire un duc, un marquis, un comte, un vicomte, un baron, on créait un duché, un marquisat, un comté, une vicomté, une baronnie. La seigneurie avait un nom et un titre particulier lesquels se « réverbéraient » sur le seigneur (1). Telle était la conséquence de ce que les titres indiquaient encore des droits de propriété, presque de souveraineté. Nulle terre sans seigneur, à plus forte raison nul seigneur sans terre.

Généralement les fiefs érigés étaient pris parmi ceux du bénéficiaire (2) et, afin de donner aux titres quelque similitude avec les dignités féodales et les empêcher de dégénérer en distinctions simplement honorifiques, des édits déterminèrent l'importance que devaient avoir les seigneuries. Le nombre des clochers exigés variait suivant le titre accordé (3).

(1) LEVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, n° 93. Cf. LOYSEAU, *Seigneuries*, ch. II, n° 77.

(2) Ce n'est que très exceptionnellement que le roi procédait autrement. Une pratique contraire eût été trop onéreuse. Aux termes d'une loi de février 1566 (chancelier de Lhopital) les dons perpétuels de terres de la couronne cessèrent d'être permis et cette prohibition a été fidèlement observée (Anonyme, 1823, *Note sur les titres féodaux*). Pour les cas où les terres faisant l'objet de l'érection constituaient un arrière fief, V. DENISART, *Collection de décisions nouvelles*, v. Comté, Duché; LA ROQUE, *op. cit.*, ch. LXXXIII; DE COMBLES, *op. cit.*, t. II, p. 20 et s.

(3) DE FREMINVILLE, *Des vrais principes des fiefs*, V. Fiefs de dignité; DENISART, *ubi supra*; SAINT-ALLAIS, *op. cit.*, t. I, p. 100 et s. Nous ne pouvons entrer dans le détail des nombreuses règles relatives aux érections. Déjà au xv^e siècle Antoine DE LA SALLE intitulait *La salade* l'ouvrage dans lequel il rassemblait celles de son temps. Son manuscrit fut imprimé en 1521 après que l'éditeur l'eût fait « escrire et translater de vieil et ancien languaige en bon stille commun et bon francoys ». Quatorze ans plus tard paraissait l'ouvrage précité de CHAMPIER. Indiquons seulement que depuis l'édit d'Henri III, du 15 août 1579, il fallait que les terres érigées en duchés fussent de quatre comtés ou d'un produit

Les terres étaient érigées non seulement en faveur de celui qui les possédait alors, mais, en outre, pour ses descendants et souvent pour « ses hoirs, successeurs et ayants cause, masles et femelles ».

Des édits prévoyaient bien un retour du fief à la couronne, ou du moins l'extinction du titre au cas où un titulaire viendrait à mourir sans postérité mâle. Mais ces édits n'eurent pour ainsi dire aucun effet (1).

Les fiefs faisant l'objet d'une érection pouvaient être soit des seigneuries « petites ou médiocres », pour employer le langage de Loyseau (2), soit des baronnies

annuel de 8.000 écus d'or. Pour un marquisat, on exigeait 3 baronnies et 2 chatellenies ou 2 baronnies et 6 chatellenies ; pour un comté, 2 baronnies et 3 chatellenies ou 1 baronnie et 6 chatellenies ; pour une vicomté, 2 baronnies ; enfin pour une baronnie, 3 chatellenies ou 4 fiefs de hautbert. Cf. LA ROQUE, *op. cit.*, ch. LXXXIII. La portée de cet édit est controversée (DE FREMINVILLE, *ubi supra* ; LOYSEAU, *Seigneuries*, ch. IV). Il est certain, du moins, qu'il fut inobservé (V. notamment DE LA ROCHE FLAVIN, *Hist. des Parlements de France*, t. VII, ch. XII).

(1) L'édit de Charles IX de 1566 portait : « Dorénavant il ne sera plus fait par nos successeurs aucune érection de terres et seigneuries de quelque qualité, grandeur et valeur qu'elles soient, esdits titres de duchés, marquisats ou comtés que ce ne soit en la charge et condition que venant les sieurs propriétaires des dites terres à décéder, sans hoirs mâles, procréés de leur corps en loyal mariage, icelles terres seront réunies et incorporées à notre domaine inséparablement ». Henri III confirma ces dispositions par un édit du 17 août 1576 et l'ordonnance de Blois de 1579. Mais étaient toujours insérées, dans les lettres patentes, les clauses nécessaires pour déroger aux édits et ordonnances (DE FREMINVILLE, *ubi supra* ; LOYSEAU, *Des seigneuries*, chap. VI, n° 40 ; DENISART, *op. cit.*, V. Comté et Duché ; BOREL D'HAUTERIVE, 1845, p. 268 et s.).

(2) *Des ordres*, chap. VI, n° 19. Ainsi pour Déodat de Montlezun, chevalier, vicomte d'Euze, seigneur de Projan, Campagne, Segos, etc., le roi Louis XIV, par lettres patentes du 24 mars 1661, érigea la simple terre de Campagne en comté « tant en considération de ce qu'il était issu des anciens comtes souverains de Pardiac que de ses services et de ceux de ses ancêtres ».

ou comtés d'origine féodale (1), soit, enfin, des terres auxquelles le pouvoir royal avait déjà attaché une dignité inférieure (2).

Au XVIII^e siècle on peut observer un usage qui révèle une large évolution dans la notion du titre. La pratique se répandit de faire ériger en fiefs de dignité des terres auxquelles était donné le nom de famille (3) et même, par de curieuses lettres patentes du mois de mars 1735, le roi Louis XV permit à Charles-Antoine de Beauffort, marquis de Mondicourt, de prendre le titre de marquis de Beauffort et d'appliquer le dit titre sur telle de ses terres que bon lui semblerait (4).

Si, maintenant, nous parcourons la liste des érections faites par nos rois, nous constatons qu'elles n'ont pas été très nombreuses (5) et qu'aux XVII^e et

(1) En faveur de M. de Cardaillac de Lévy, comte de Bioule, issu des seigneurs et barons féodaux de Cardaillac en Quercy dont Hugues le premier de ces seigneurs est cité, en 1064, la baronnie de Cardaillac, avec les seigneuries de la Capelle-Marival et autres, fut érigée en marquisat par lettres patentes de juillet 1645.

(2) L'humble seigneurie d'Antin, située en Bigorre, et marquisat depuis 1617, devint duché en 1711. Cet honneur lui fut décerné par ce qu'elle se trouvait être en la possession de Louis-Antoine de Pardaillan de Gondrin, seul fils légitime de la marquise de Montespan.

(3) Les Becdelièvre font ériger Treambert en marquisat sous le nom de Becdelièvre et la Gacherie se transforme en marquisat de Charette (POL DE COURCY, *De la noblesse*, p. 19). En 1736, la ville de Mauléon devient la ville de Chatillon de par les lettres patentes constituant en duché la baronnie de Mauléon au profit d'Alexis-Madelaine-Rozalie, comte de Chatillon (V. *La pratique universelle pour la rénovation des terriers*, par DE FREMINVILLE, t. II, p. 732 et s.).

(4) *Tablettes historiques*, t. VIII. V. BEAUFFORT.

(5) D'après les archives des Parlements et des Chambres des comptes et des aides, on a pu évaluer à 2.500 les érections régulières accordées de

xviii^e siècles elles furent accordées, en général, en faveur de la robe et de la finance, non de l'épée. Furent surtout titrées, sous Louis XIII, Louis XIV et Louis XV, des terres des environs de Paris. « C'était, nous dit le vicomte d'Avenel, des maisons de campagne de magistrats ou de financiers trop nouveaux nobles pour porter des titres faux. Sur cent fiefs, on trouverait peut-être, en l'Isle-de-France, vingt-cinq baronnies, comtés ou marquisats ; en Bretagne, en Languedoc, en Provence, on n'en trouverait pas deux » (1). Les concessions étaient sollicitées du souverain, sauf bien entendu pour les duchés, par ces anoblis que Massillon flagellait dans son sermon sur l'aumône. « Aujourd'hui, disait le grand orateur de la chaire évangélique, nul

1600 à 1789 (BOREL D'HAUTERIVE, 1908, p. 319). Peu de maisons possédaient, à la veille de la Révolution, des terres titrées érigées pour elles. Le catalogue en a été dressé, pour les fiefs autres que les duchés, dans l'*Annuaire* de M. BOREL D'HAUTERIVE, années 1857 et 1858. En tête de sa première liste (année 1857), M. BOREL D'HAUTERIVE demanda aux intéressés de combler les lacunes de son énumération. A celle-ci ne fut jointe, l'année suivante, qu'une addition fort courte dont la brièveté n'était sûrement point due à la négligence des lecteurs de l'*Annuaire*. En dénombrant les maisons inscrites dans la liste de 1857, ainsi complétée, on ne trouve que 217 familles pouvant, il y a 70 ans, appliquer à un titre d'ancien régime le nom d'un fief érigé en leur faveur. Plusieurs de ces familles se sont éteintes depuis lors. Pour connaître les fiefs de haute seigneurie on peut consulter, en dehors des armoriaux, les ouvrages suivants : Louis CHASSOT DE NANTIGNY, *Tablettes historiques, généalogiques et chronologiques* ; COMBLES (comte DE WAROQUIER DE), *Etat de la France* ; LAINÉ, *Dictionnaire véridique des origines des maisons nobles* ; H. GOURDON DE GENOUILLAC, *Dictionnaire des fiefs, seigneuries, chatellenies de France*.

(1) *La noblesse française sous Richelieu*, p. 113. On a même fait remarquer que des familles d'une origine récente comme les Barral, les la Croix de Chevières, les Colbert, etc., n'avaient pas moins de trois, quatre et même cinq terres titrées.

n'est content de son état ; chacun veut monter plus haut que ses ancêtres ; leur patrimoine n'est employé qu'à acheter des titres et des dignités qui puissent faire oublier leur nom et la bassesse de leur origine ».

§ II. — *Concessions personnelles*

Nous avons dit qu'à côté des concessions réelles, il y eut des concessions personnelles, faites indépendamment de toute possession territoriale. Le titre ne reposait pas sur autre chose qu'un nom, le plus souvent un nom patronymique. Cela put advenir lorsque les prérogatives souveraines des seigneurs eurent considérablement diminué. Ces simples distinctions honorifiques, généralement viagères, furent accordées dès la fin du règne de Louis XIV (1). Elles provoquèrent

(1) En 1701, Philippe-Ignace de Beghes recevait, à Marly, le titre de prince attaché au nom de Berghes, par son érection « en titre, nom et qualité de principauté ». Le nom était assimilé à l'un de ces fiefs sans glèbe, personnels, incorporels, de pur honneur, connus de l'ancien droit, ainsi que, notamment, le prouvent les expressions de fiefs en régale, en l'air, volants, sans terre, sans domaine (V. DUCANGE, *Glossaire*, au mot *Feudum*). A la même époque, d'Auray, baron de Saint-Pois, fut créé marquis d'Auray (SEMAINVILLE, *Code de la noblesse française*, p. 576), les conseillers au Parlement Dreux et Chamillard devinrent respectivement marquis de Dreux et comte de Chamillard (*Galerie de l'ancienne cour*, t. XI, p. 66). Vers la fin de l'ancien régime furent également faits seigneurs sans terres, les comtes de Cunchy (sept. 1779), de Genevrières (juillet 1780), du Puget (avril 1789). On a voulu trouver, dans une époque assez reculée, des titres de ce genre (SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 574, pour le titre de comte de Beaumont le Roger de juin 1403) ; mais, parmi ceux qu'on a cités, ne se trouvent que des titres étrangers ou portés irrégulièrement (V. toutefois LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXXXIII).

des railleries cruelles (1) et, bien que sous Louis XV des gentilshommes de vieille race aient été autorisés, moyennant le droit de marc d'or (édit de décembre 1770), à se pourvoir de brevets de marquis, comte, baron, elles demeurèrent assez rares. Malgré la croyance contraire de beaucoup d'auteurs, elles constituent presque des curiosités nobiliaires. On en trouve la preuve dans ces lignes écrites peu avant la Révolution : « Il y a bien aussi quelques ducs et marquis à brevet, mais jusques à présent en si petit nombre que cela fait plutôt exception qu'interruption à la règle qui rend ces titres purement réels » (2).

Remarquons enfin que, quelle que fût la nature du titre, aucun recours n'était ouvert contre l'exercice de la prérogative souveraine. Lorsqu'un nom était donné, les droits d'autrui étaient toujours réservés « pour le tout ». Mais, quant à la collation d'un titre, il en était autrement. A propos du duché de Piney, érigé par lettres patentes du 13 août 1577, le Parlement de Paris déclarait : « scait fort bien le Parlement que celui doit être honoré qu'il plait au roy d'honorer ».

§ III. — *Lettres patentes, enregistrement*

Avoir été l'objet de la faveur du roi était insuffisant non seulement pour la postérité du bénéficiaire, mais

(1) V. SAINT-SIMON (*Mémoires*, édit. de 1829, t. III, p. 304) et la lettre adressée par M. de Clairembeau à M. Le Tourneur (DE COURCELLES, *Dict. universel de la noblesse de France*, V. Titres). Napoléon III (*Œuvres*, t. II, chap. Des nobles) devait plus tard comparer à des généraux *in partibus* les nobles investis de titres personnels.

(2) VICOMTE DE TOUSTAIN RICHEBOURG, *Précis historique*, p. 43.

encore, pour ce dernier lui-même (1). La volonté du souverain ne produisait aucun effet tant que des lettres patentes (2) n'avaient été retirées et enregistrées au Parlement, à la Chambre des comptes et au Bureau des finances (3).

(1) Il put en être différemment dans le très ancien droit nobiliaire : « Qui ignore en effet qu'avant le ^{xv}^e siècle les érections de terres en dignités se faisaient souvent sans diplôme ? Dans le siècle, même suivant, Charles Quint n'en usa-t-il pas ainsi à l'égard d'Adrien de Croy, sire de Rœux, lorsqu'il érigea cette terre en comté *solo vocis oraculo* » (DOM DE BETENCOURT, *Quest. de diplomatique*). LOYSEAU disait dans le même sens : « Rien n'empêche, à mon avis, que le roi *seul* puisse faire des érections à perpétuité » (*Des seigneuries*, chap. IV, n^o 74). On est d'accord, en général, pour déclarer que la transmissibilité du titre était soumise à l'accomplissement de certaines formalités (BOREL D'HAUTERIVE, 1857, p. 344). Mais on ne fait pas observer que ces formalités étaient essentielles même pour le premier titulaire (Pour la simple noblesse, V. LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XVII). Il suffit, cependant, pour le démontrer, de citer un arrêt du Parlement de Paris du 13 août 1663 faisant « défense à tous propriétaires de se qualifier barons, comtes, marquis et d'en porter la couronne à leurs armes, sinon en vertu de lettres patentes bien et dûment enregistrées à la cour ». Pour le Parlement le titre n'avait d'existence qu'après son enregistrement. M. A. DE GRAMONT LEPARRE, dans sa récente brochure sur les ducs français (p. 11), en donne sans doute la raison lorsqu'il rapporte que le Parlement, qui élevait souvent des prétentions à l'encontre du pouvoir royal, alla, dans des remontrances, jusqu'à affirmer, avec plusieurs auteurs, que sa sanction était nécessaire pour la validité du titre.

(2) Pour les titres « en l'air », la décision n'était le plus souvent constatée que par un *brevet* rédigé et contresigné par un secrétaire d'État, revêtu de la signature royale, mais ne portant pas le grand sceau, et non susceptible d'enregistrement. La teneur du brevet était généralement transcrite sur les registres du secrétariat de la maison du roi. Les titres accordés par brevet étaient, ordinairement, non héréditaires. MERLIN dit du titre de duc à brevet qu'il n'était qu'une grâce personnelle que le souverain concédait à un particulier et qui s'éteignait à la mort de celui qui avait obtenu cette faveur.

(3) En ce qui concerne les brevets, leur enregistrement au Parlement n'était pas nécessaire ainsi que nous le fait savoir DENISART pour les brevets de comte (*Collect. de décisions nouvelles*, V. Comte). D'après cet auteur,

On sait que les lettres dites patentes, par opposition aux lettres closes ou de cachet, étaient celles que le monarque adressait ouvertes aux différentes Cours après les avoir fait sceller du grand sceau et contresigner par un secrétaire d'État. Elles énonçaient la grandeur et l'illustration de la maison du seigneur auxquelles elles étaient données, « les services rendus par ses ancêtres, ainsi que les siens, motifs et causes de l'érection » (1).

Après l'obtention des lettres patentes, de nombreuses formalités restaient à accomplir. Les lettres étaient soumises au Parlement (2). D'office, une enquête était faite à la requête du procureur général du roi par le lieutenant général de bailliage ou sénéchaussée de la province où la terre érigée en dignité était située (3). Sur les conclusions d'un rapporteur inter-

il suffisait de l'enregistrement aux Chambres des comptes où les brevetés voulaient prendre la qualité de comte dans les actes de foi et hommage, aveux et déclarations et aux greffes des Assemblées d'États quand ils voulaient l'insertion de ce titre dans les listes de la noblesse.

(1) *La pratique universelle pour la rénovation des terriers* par DE FREMINVILLE (édit. de 1748, t. II, p. 170). On trouvera dans cet ouvrage un exemple de lettres patentes, d'ailleurs fort longues (érection de la terre et baronnie de Mauléon en duché pairie de Chatillon, p. 732 et s.).

(2) Toutefois, très exceptionnellement, certains ducs, marquis, comtes, etc., étaient pourvus de titres de pur honneur, mais héréditaires, par des lettres patentes non susceptibles d'enregistrement. SAINT-SIMON a fait remarquer que c'est à tort que les ducs de cette catégorie étaient qualifiés ducs à brevet, puisqu'ils étaient pourvus de lettres patentes. Pour lui, ils étaient des ducs « non vérifiés ». Cf. ED. DE BARTHÉLEMY, *Les ducs et les duchés français*, p. 9.

(3) Selon DE FREMINVILLE (*op. cit.*, p. 172) « l'information doit être principalement sur l'union des justices, si elle n'est point à charge et préjudiciable aux sujets soit par l'éloignement ou autrement, si la terre est

venait l'arrêt ordonnant que les lettres fussent enregistrées au greffe.

Une requête était ensuite présentée à la Chambre des comptes « expositive de ce qui s'était fait jusque-là ». L'arrêt de la Chambre des comptes n'était prononcé que lorsque le nouveau titulaire avait prêté foi et hommage au roi et souvent après une seconde enquête.

Enfin, toute la procédure était soumise au Bureau des finances de la généralité, et ce Bureau en ordonnait aussi l'enregistrement (1).

Pour les quelques titres de pur honneur accordés par lettres patentes, des simplifications résultaient de l'absence même de terres, mais l'enregistrement au Parlement demeurait, en principe, obligatoire (2).

revêtu de beaux droits seigneuriaux, s'il y a fours et marchés, combien de clochers en la justice, à quoi se montent les revenus ».

(1) Pour les détails V. DE FREMINVILLE, *ubi supra*. Le dernier enregistrement du Parlement de Paris fut en faveur du marquis de Villedeuil, le 6 avril 1789.

(2) L'enregistrement était, d'une façon générale, nécessaire pour que des lettres patentes eussent leur effet (MARION, *Dict. des institutions de la France*, V. Lettres patentes). Dans sa lettre précitée à M. Le Tourneur, M. DE CLAIREMBEAU ne distinguait pas entre titres personnels et titres réels : « Quoique dans la règle, écrivait-il, je ne dusse passer dans les preuves de MM. les chevaliers des ordres, aucun de ces titres de comte, marquis, etc. qui ne sont revêtus de *lettres patentes registrées*, je me trouve obligé de suivre le torrent ». Le vicomte D'ESTAINTOT (*Des titres de l'ancienne noblesse*, p. 11 et s.) a cependant cherché à établir l'inutilité de l'enregistrement pour les rares lettres patentes accordant des titres de pur honneur. Mais les raisons sur lesquelles il croit pouvoir s'appuyer semblent bien insuffisantes, car les lettres patentes contenaient, en leur forme habituelle, des « adresses » aux compagnies chargées de les enregistrer (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XXI). De plus, les arguments par lui invoqués se comprendraient pour un noble recevant un titre, non pour un roturier anobli par là-même (Cf. LOYSEAU, *Offices*, chap. IX, n° 63).

SECTION III

Concessions irrégulières

§ I. — *Honneurs de la cour*

Nous venons de voir que des lettres patentes enregistrées étaient nécessaires pour qu'un gentilhomme fût investi d'un titre que lui avait décerné la faveur royale. Mais le souverain était-il toujours le prisonnier d'un certain formalisme, est-ce que demeuraient sans valeur les *verba enuntiativa regis* attestées par un écrit qui en devait informer la postérité ? N'y avait-il pas, au contraire, des cas où, par le seule volonté expresse ou implicite du prince, un noble se trouvait devenir marquis, comte, vicomte ou baron ?

Cette question se posait principalement pour les gentilshommes admis aux honneurs de la cour (1) par leur présentation au roi. Le principe était que, seuls, pouvaient s'approcher du souverain les person-

(1) On entendait par là le privilège d'être admis aux cercles du roi, aux bals de la reine, de suivre les chasses en usant des chevaux et des carrosses du monarque. Pour ce droit de monter dans les carrosses, un règlement intervint le 31 décembre 1771, le roi ayant été informé que ses carrosses transportaient plus de personnes que ne le voulaient « la sûreté et la décence de ceux qui étaient dedans ». Sur le cérémonial des présentations (la femme offrait sa joue au roi, à la reine, au dauphin et aux princes), V. l'intéressante étude que vient de consacrer M. GARRÉ à *La noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle* (p. 22 et s.).

nages de la plus haute qualité, les représentants des plus anciennes maisons. Le célèbre règlement du 17 avril 1760, appelé ordonnance des preuves ou des carrosses, limita singulièrement le nombre de ceux qui, par l'antiquité de leur race, pouvaient solliciter la gloire de faire officiellement partie de l'entourage de Sa Majesté (1).

Mais, par une extraordinaire aberration, on crut, en outre, donner plus d'éclat à la cour de France en « marquisant » et « comitisant » des noms qui n'avaient aucun besoin d'une parure d'autant plus vaine qu'elle devenait uniforme.

(1) Ce règlement, dont la minute est conservée aux archives nationales, n'est pas reproduit par CHÉRIN (*Abrégé chronologique*). Ce dernier donne seulement le règlement identique (*mutatis mutandis*) qui concernait les femmes. En voici les dispositions : « A l'avenir, nulle femme ne sera présentée à S. M. qu'elle n'ait préalablement produit devant le généalogiste des ordres trois titres sur chacun des degrés de la famille de son époux, tels que contrats de mariage, testaments, partages, actes de tutelle, donations, etc., par lesquels la filiation sera établie clairement depuis l'an 1400. Défend S. M. au dit généalogiste d'admettre aucun des arrêts de son Conseil, de ses Cours supérieures, ni des jugements rendus par ses différents commissaires lors des diverses recherches de noblesse faites dans le royaume et de ne recevoir, par quelque considération que ce puisse être, que des originaux des titres de famille. Et voulant, à l'exemple des rois, ses prédécesseurs, n'accorder qu'aux seules femmes de ceux qui sont issus d'une noblesse de race l'honneur de lui être présentées, S. M. enjoint également à son généalogiste de ne délivrer aucun certificat lorsqu'il aura connaissance que la noblesse dont on voudra faire preuve aura pris son principe dans l'exercice de quelque charge de robe et d'autres semblables offices ou par des lettres d'anoblissement, exceptant toutefois, de ce dernier cas, ceux à qui de pareilles lettres auraient été accordées pour des services signalés rendus à l'État, se réservant, au surplus, d'excepter de cette règle ceux qui seraient pourvus de charges de la couronne ou dans sa maison et les descendants par les mâles des chevaliers de ses ordres lesquels seront seulement tenus de prouver leur jonction avec ceux qui auront été des dits ordres ».

Aux membres de la noblesse chevaleresque et à ceux qui étaient « carrossés par ordre » (p. o. a écrit Chérin sur certains documents), le roi permit tacitement de prendre des titres autres que ceux de duc et de prince. La qualification dont désirait s'orner le « débutant », ou qu'il prenait ordinairement, était mentionnée dans le mémoire que le généalogiste du cabinet des ordres du roi présentait à Sa Majesté et que celle-ci annotait souvent de sa main, comme on peut s'en rendre compte en consultant les nombreuses et précieuses pièces de ce genre que possèdent les archives nationales.

Au jour de la présentation, le premier gentilhomme de service nommait au souverain le nouveau venu, en lui donnant le titre arrêté. Ainsi le voulaient, paraît-il, « le bon air et la décoration de la cour ».

Il ne faudrait cependant point croire que le port d'un titre de haute noblesse fut obligatoire. On trouve un exemple contraire dans la maison de Montlezun qui eut trois fois les honneurs de la cour en vertu des preuves faites au cabinet des ordres du roi. L'un des membres de cette maison fut présenté, le 8 mai 1770, avec la simple qualification de chevalier, mais le cas est assez rare. Nous voyons, en effet, dans la même famille, le chef de la branche de Campagne (comté érigé le 24 mars 1661) présenté comme marquis de Monlezun-Campagne, le 12 novembre 1784 ; son cousin, descendant, comme tous les Montlezun, des comtes souverains de Pardiac, avait été, le 15 mai de la même année, titré devant le roi marquis de Montlezun-Pardiac (d'après d'autres listes, comte de Pardiac de Montlezun).

Bref, la fantaisie la plus grande présidait aux distributions de titres. Mais celles-ci étaient nécessaires à défaut d'érections régulières « monopolisées » par les anoblis (1). Les gentilshommes qui recevaient ainsi des dignités constituaient l'élite de la noblesse française. Nul ne pouvait mieux qu'eux porter un titre d'une façon brillante et les nobles admis aux honneurs de la cour étaient en trop petit nombre pour provoquer, par ces usages, une dépréciation des qualifications de marquis et de comte, celles généralement prises (2).

Ces dignités, en somme conférées par le roi, étaient simplement consignées sur les registres de la

(1) Voici ce que dit, en ce sens, le marquis DE MAGNY (*De la répression des usurpations de noms et de titres de noblesse*, p. 47) : « Une grande confusion s'était déjà introduite dans la noblesse. D'arrogants anoblis, de stupides traitants, de vains et fastueux fermiers généraux ayant pu acheter des terres considérables dont ils se firent confirmer les titres anciens ou dont ils purent obtenir l'érection pour celles qui n'en avaient pas eu, en marquisats, comtés, etc., ne se contentèrent pas seulement d'éclipser l'ancienne noblesse par leur luxe effréné, mais en se targuant de leurs titres élevés de marquis, de comte, etc., ils voulurent encore prendre le pas sur les anciens nobles d'origine chevaleresque, qui n'en possédaient pas. Le roi, en restreignant les honneurs de la cour aux anciens serviteurs de l'État et de la couronne, à l'exclusion des nouveaux anoblis, voulut encore y ajouter une autre faveur qui permettrait aux membres de l'ancienne noblesse d'aller de pair, quant aux qualifications nobiliaires, avec les nouveaux acquéreurs de titres et de fiefs nobles ». Cf. LAINÉ, *op. cit.*, p. 7.

(2) DE SAINT-ALLAIS (*Etat actuel de la noblesse de France*, p. 355 et s.) a publié, en 1816, un état général des gentilshommes admis aux honneurs de la cour de 1731 à 1789. Une nomenclature en a été également donnée par BOREL D'HAUTERIVE (1849-1850, p. 283). Mais la liste des nobles, non seulement ayant fait leurs preuves, mais admis réellement aux honneurs de la cour, se trouve dans DUVERGIER, *Mémorial historique*, t. II, p. 14.

Chambre (1). C'est pourquoi les Parlements ne les admettaient jamais dans les procès. Si, cependant, on veut considérer le gentilhomme présenté comme ayant acquis un titre par brevet, on doit, sans aucune hésitation, déclarer que ce titre fut purement *viager* (2).

Le monde en a fait un titre héréditaire et, comme l'a constaté M. de Saint Allais, « que de familles se sont décorées à toujours du titre de comte, de marquis, de vicomte pour une galanterie qui leur a été faite une fois » !

§ II. — *Titres donnés par le roi dans les brevets, contrats, etc.*

De la prétendue concession d'un titre par son attribution dans la présentation au roi, on peut rapprocher tous les cas où Sa Majesté désignait un de ses sujets en le titrant. C'est ce qu'Elle faisait d'office dans des hypothèses nombreuses. Par exemple, depuis Louis XV, le monarque donnait toujours une brillante qualification à ses ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires, aux premiers présidents, aux officiers généraux, brigadiers et colonels, aux capitaines de vaisseau et, même,

(1) Seul ce registre peut servir de moyen de preuve aux familles de ceux qui furent admis aux honneurs de la cour, lorsque le billet d'admission du premier gentilhomme de la Chambre a été égaré. Malheureusement les registres de la Chambre ne nous sont point parvenus sans lacunes.

(2) BOREL D'HAUTERIVE, 1849-1850, p. 281, 1857, p. 348 ; DE TOUSTAIN RICHEBOURG, *op. cit.*, p. 104 ; Ed. DE BARTHÉLEMY, *De la noblesse au XIX^e siècle*, p. 27. V. toutefois Marquis DE MAGNY, *op. cit.*, p. 51 et LAINÉ, *op. cit.*, t. I, p. 8.

aux simples capitaines de l'armée de terre. On s'informait d'ordinaire du titre que le promu désirait porter afin de l'insérer dans le brevet soumis à la signature du souverain (1).

C'est dans cette même signature, apposée au bas d'un contrat de mariage ou d'une simple lettre, qu'on a voulu souvent trouver l'acte de collation du titre contenu dans le contrat (2), dans la lettre (3). On a même été jusqu'à prétendre qu'une qualification qu'aurait, par mégarde, donnée le roi, était acquise à celui qui avait été faussement désigné.

(1) LA ROQUE (*Traité de la noblesse*, chap. LVII) remarque qu'il faut « que cette grâce soit émanée du souverain immédiatement. Si c'est par des officiers il faut qu'il apparaisse d'un ordre et commandement exprès du prince ».

(2) L'usagé de s'autoriser de la signature royale devait être fréquent puisque SAINT-SIMON (*Mémoires*, t. VI, chap. XXVI) signale « que le roi avait déclaré, depuis très longtemps, que sa signature aux contrats de mariage était donnée simplement pour l'honneur, sans approuver, donner, confirmer quoique ce soit ni donner aucun poids à ce qui s'y mettait ». Le roi, ajoute SAINT-SIMON au sujet des titres, « ne voulait ni les confirmer ni les admettre ; c'est ce qui produisit cette déclaration qu'il fit que sa signature... n'était simplement que d'honneur ». Ce singulier mode de collation a cependant été invoqué devant la Cour d'Amiens (24 décembre 1890, *Gaz. Pal.*, 1891, 2, 625) pour un mariage célébré sous la Restauration. Nous lisons dans les attendus « que l'appelant ne précise point la date où le titre aurait été conféré à l'un de ses auteurs ; que les documents dont il se prévaut sont inopérants ; qu'il importe peu en effet que le roi ait apposé sa signature à un contrat de mariage et à un brevet de la Légion d'honneur dans lesquels son auteur était qualifié vicomte ; que de tels actes n'avaient point pour but et ne sauraient avoir pour effet de reconnaître ou confirmer un titre nobiliaire ».

(3) Une décision de la Commission du Sceau du 14 mai 1818 a refusé de considérer comme une concession une lettre émanée des bureaux et adressée au nom du souverain. On vit, cependant, sous l'ancien régime, des gentilshommes faire enregistrer au Parlement des lettres de ce genre. Ils étaient considérés comme pourvus d'un titre à brevet non héréditaire.

Pour grands que soient les rois ils sont ce que nous sommes.
Ils peuvent se tromper comme les autres hommes.
Mais on doit ce respect au pouvoir absolu,
De n'examiner rien, quand un roi l'a voulu.

Ainsi auraient pu se faire, par distraction, de hauts dignitaires (1). Tant il est vrai qu'écarter les règles que nous avons dégagées, ne pas exiger pour la volonté royale les formes usitées, c'est enclore, dans les bornes d'une bienveillante légalité, presque tous les titres usurpés qui ne relèvent pas du seul génie de l'invention, qui peuvent trouver un appui quelconque dans « des marques de complaisance et de gracieuseté ».

Mais si l'on n'admet pour valables que les titres régulièrement conférés, on peut, alors, s'étonner de cette rareté des collations que nous avons constatée et pour les titres réels et, surtout, pour les titres personnels. A la veille de la Révolution, le généalogiste Maugard, avec beaucoup d'indulgence, tenait pour authentiques 2.000 marquis, comtes ou barons (2).

(1) C'était une bien vieille règle que celle qui voulait qu'un sujet interpellé et qualifié, volontairement ou par erreur, verbalement ou par écrit, par le souverain, pût s'en prévaloir pour l'avenir. On cite plusieurs exemples fameux en Espagne et en France. Lorsque le roi d'Espagne parlant à un de ses sujets, le tutoie par distraction ou machinalement lui commande de se couvrir, il le fait Grand d'Espagne (DE NIMAL, *Nobles et noblesse*, p. 122 ; LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LVII). LA ROQUE étudiait, au chap. LVII de son *Traité*, la question de savoir « *an nobilitetur quem princeps nobilem vocat* ». Il se demandait, après Tiraqueau, si le prince n'a pas des dispenses *in scrinio pectoris* pour gratifier « ceux qu'il estime capables de ses récompenses ». C'est pour couper court à des abus, qui survécurent à la Révolution, que Louis XVIII affirma, pour la validité d'une collation de titre, la nécessité d'une ordonnance (ordonnance du 10 février 1824, art. 1).

(2) En Angleterre il y avait encore moins de titres donnés régulièrement par le roi. Au début du XIX^e siècle, la noblesse titrée de l'Angle-

Il n'est donc pas exact de prétendre que la noblesse féodale jadis si fière, si insolente, ait supplié le souverain de laisser tomber sur elle les rayons dorés du soleil sans pareil de Sa Majesté (*nec pluribus impar*). Elle n'oubliait pas que le nom était tout au point de vue nobiliaire. Peu lui importaient des titres négligés par les ancêtres (1). Elle plaçait la qualité de gentilhomme, qui est dans le sang, que ne peut donner qu'une illustre ascendance, bien au-dessus d'une simple qualification due seulement à la volonté capricieuse

terre ne comprenait que 311 familles, celle de l'Irlande 215 et celle d'Écosse 80 (THIÉBAULT, *Influence d'une noblesse héréditaire*, p. 60).

(1) Le vicomte d'AVENEL (*La noblesse française sous Richelieu*, p. 310) fait observer que la liste des députés de la noblesse aux États Généraux de 1576 comprend 72 gentilshommes sur lesquels trois seulement portent des titres : le vicomte de Polignac, le seigneur de Narbonne, baron de Campandu et noble François de Quincampoix, comte de Vignoris. A côté d'eux figurent, sans aucun titre, des personnages de la plus haute qualité tels que les seigneurs de Senecey (Bauffremont), de Thouars (La Trémoille), de Rochefort, de Liancourt, etc. Cela fait songer à la devise des seigneurs de Coucy :

« Roi ne suy, ne prince, ne duc, ne comte aussi
Je suis le sire de Coucy ».

Celle des Rohan était :

« Comte ou baron ne daigne
Noble suis ».

Le vicomte d'Alais faisait graver sur son épée de bataille, non pas « une couronne de quatre perles seulement au milieu et aux extrémités », mais ces mots :

« Je suis *Cambis* pour ma foi
Ma maîtresse et mon roi
Si tu m'attends, confesse-toi ».

du roi (1). Tel était le sentiment traduit par La Roque : « On demande si celui qui est constitué en haute dignité soit féodale ou personnelle, mais qui est de basse extraction, excelle par-dessus celui qui est d'ancienne race ; l'ancien noble est préférable quoyque l'autre éclate par d'excellents titres » (2). « Que ne suis-je mon petit-fils » devait, plus tard, s'écrier Napoléon 1^{er}.

Si, à la suite d'une curieuse évolution, les titres, à mesure qu'ils perdirent leur signification première, excitèrent plus de convoitises, les gentilshommes s'en parèrent comme de droit, sans demander au roi une concession régulière, bonne tout au plus pour ceux qui avaient encore un pied dans la roture. Telle est la cause du petit nombre de titres d'ancien régime inatta-

(1) Sur les causes curieuses de quantité de collations on peut consulter avec intérêt la célèbre *Liste des ci-devant ducs, marquis, comtes, barons, etc., Excellences, Monseigneurs, Grandeurs, demi-seigneurs et anoblis*, par J.-A. DULAURE, an II. Titre et date, à eux seuls, indiquent les réserves que nous devons faire sur la valeur documentaire de cette liste. Pour la réfutation de quelques-unes des allégations qui y sont contenues, V. PAUL LACROIX (sous le pseudonyme de P.-L. JACOB), *Dissertation sur quelques points curieux de l'histoire de France et de l'histoire littéraire et Mémorial historique de la noblesse*, liv. IV, section I. Relativement aux origines de certains titres, V. DE NIMAL, *Nobles et noblesse* (notamment les chapitres X et XI), d'après TALLEMANT DES RÉAUX, SAINT-SIMON, BACHAUMONT, etc. Pour ne froisser aucune susceptibilité, empruntons à LA ROQUE (*op. cit.*, chap. XCVI) un exemple très ancien : « Est-il permis de demander pourquoi le roi Louis XI a anobli Olivier le Daim, son barbier, par lettres de l'an 1474 en l'investissant du comté de Meulent et lui changeant son nom de Diable, en celui de Daim; quoiqu'il fût sans mérite si l'on en croit la renommée publique ? Voici ce que dit GAGUIN : *Oliverius Dandus, legatus Ludovici XI ad Mariam Burgundiam ab ea ludibrio habitus; ipsa enim quesivit quid sibi opus medico, cum optime valeret, quia erat tonsor seu chirurgus* ».

(2) LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXII.

quables dans leur origine. Ce nombre est si réduit qu'il est vraiment ridicule, de la part de certains, d'avoir soutenu que des titres de noblesse la royauté battait monnaie (1).

(1) GILBERT écrivait : « Tous les rangs sont à vendre à qui peut les payer ». On lit de même, dans les *Lettres persanes* de MONTESQUIEU : « Le roi de France est le plus puissant prince de l'Europe. Il n'a point de mines d'or comme le roi d'Espagne, son voisin ; mais il a plus de richesses que lui parce qu'il les tire de la vanité de ses sujets, plus inépuisable que les mines. On lui a vu entreprendre ou soutenir de grandes guerres, n'ayant d'autres fonds que des titres d'honneur à vendre et, par un prodige de l'orgueil humain, ses troupes se trouvaient payées, ses places munies et ses flottes équipées ». Ces lignes sembleraient ne devoir s'appliquer qu'aux anoblissements (Cf. BISTON, *De l'avilissement des titres de noblesse sous l'ancien régime*, p. 5), bien qu'encore il y ait eu infiniment moins d'anoblis par concessions royales que par les nombreuses charges dites « savonnettes à vilains ».

CHAPITRE IV

ACQUISITION DES TITRES

II. — PREMIER EMPIRE

§ 1. — *Création d'une noblesse impériale*

Napoléon rêvait d'avoir autour de lui une cour brillante et titrée, semblable à celle de l'ancien régime. Mais, pour créer des titres impériaux au lendemain de la Révolution, il dut procéder par étapes.

Après le sénatus consulte du 28 floréal an XII, instituant les grands dignitaires de l'Empire, et au lendemain du traité de Presbourg (25 décembre 1805), résultat de la victoire d'Austerlitz, il forma, en pays conquis, de grands fiefs, des principautés et des duchés. Ces terres devaient servir de dotations à ses maréchaux, à ses généraux, à ses ministres, à ses fidèles, à ses parents, qui en furent investis le jour même (30 mars

1806) (1), ou ultérieurement, en particulier par les décrets du 5 juin 1806 (2).

C'était l'époque où un obscur poète pouvait dire aux serviteurs de l'empereur :

Le glaive impérial qui détruit et qui fonde
Pour vous, en écussons, découpera le monde.

Il y avait pour ces titres et ces fiefs un élément étranger qui permettait de les accepter assez facilement. Or, la princesse Pauline ayant été amenée à céder sa principauté de Guastalla au royaume d'Italie, le sénatus consulte du 14 août 1806 autorisa, en dédom-

(1) « Décret du 30 mars 1806, portant création dans le royaume d'Italie de duchés, grands fiefs de l'Empire français..., art. 3. Nous avons érigé et érigeons en duchés, grands fiefs de notre Empire, les provinces ci-après désignées : 1^o Dalmatie, 2^o Istrie, 3^o Frioul, 4^o Cadore, 5^o Bellune, 6^o Conegliano, 7^o Treviso, 8^o Feltre, 9^o Bassano, 10^o Vicence, 11^o Padoue, 12^o Ravigo... Art. 4. — Nous nous réservons de donner l'investiture des dits fiefs pour être transmis héréditairement »...

Décret (même date) instituant roi de Naples et de Sicile Joseph Napoléon et créant six duchés impériaux dans son royaume (Bénévent, Gaëte, Otrante, Porte-Corvo, Reggio et Tarente). Décret (même date) érigeant en duché de l'Empire français le pays de Massa et Carrara et la Garfagnana, réunis à la principauté de Lucques. Décret (même date) transférant au prince Joachim Murat les duchés de Clèves et de Berg créés par les rois de Prusse et de Bavière. Décret (même date) transférant la principauté de Guastalla à la princesse Pauline, avec le titre de prince et de duc de Guastalla pour le prince Borghèse, son époux. Décret (même date) transférant la principauté de Neuchâtel avec le titre de prince de Neuchâtel au maréchal Berthier. Décret (même date) créant trois duchés (Parme, Plaisance, Guastalla) de l'Empire français dans les États de Parme.

(2) C'est de ce jour-là que Talleyrand fut prince et duc de Bénévent, Bernadotte, prince et duc de Porte-Corvo.

agement, la création d'une dotation en France (1) ; l'article 4 de ce sénatus consulte portait la disposition suivante : « Lorsque Sa Majesté le trouvera convenable, soit pour récompenser de grands services, soit pour inciter une utile émulation, soit pour concourir à l'éclat du trône, elle pourra autoriser un chef de famille à substituer ses biens libres pour former la dotation d'un titre héréditaire. »

Deux ans plus tard la noblesse impériale recevait sa charte dans les deux statuts organiques du 1^{er} mars 1808 et, dès lors, les titres devinrent si nombreux que l'on a pu soutenir que le premier Empire, en quelques années, en a conféré plus que la monarchie en trois siècles (2).

De fait, Napoléon créa 9 princes, 32 ducs, 388 comtes, 1.090 barons (3). Hommes du peuple (« C'est nous qui sont les princesses », disaient leurs femmes), anciens jacobins, bourgeois, vieux gentilshommes (4) bénéficièrent de cette large émission de titres, semblables aux anciens par le son, différents par le sens et l'origine (5).

(1) V. MASSON, *Napoléon et sa famille*, t. III, p. 333 et PIERSON, *Etude de la noblesse de l'Empire*, p. 28. Une substitution de ce genre devenait possible pour tous les possesseurs de grands fiefs.

(2) TOISON D'OR, *Noblesse de contrebande*, p. 36.

(3) GOURDON DE GENOUILLAC, *Dict. des anoblissements*, p. 33 ; Ed. DE NAUROIS, *Les classes dirigeantes*, p. 43 ; *La Grande encyclopédie*, V. Titres ; LAROUSSE, *Grand dict. universel*, V. Noblesse ; Vicomte RÉVÉREND, *Armorial du 1^{er} Empire*.

(4) Pour ne parler que des gentilshommes, citons les Montmorency, les Cossé Brissac, les Mornay, les Noailles, les Béarn, les Seguiet et les Molé. Cf. CARRÉ, *La noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle*, p. 557 et s.

(5) LEVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, n^o 136.

§ II. — *Manière d'acquérir un titre*

Il y avait deux manières d'acquérir un titre, soit uniquement par l'effet du bon plaisir de Sa Nouvelle Majesté (1), comme autrefois par la grâce du roi, soit par l'occupation de certaines fonctions, l'investiture de certaines dignités (2). Ainsi qu'on l'a souvent

(1) Premier statut du 1^{er} mars 1808, art. 13 : « Nous nous réservons d'accorder les titres que nous jugerons convenables aux généraux, préfets, officiers civils et militaires et autres de nos sujets qui se seront distingués par les services rendus à l'État ». Décret du 3 mars 1810, art. 21 : « Des chevaliers de l'Empire. Ce titre pourra être accordé à ceux qui auront bien mérité de l'État ou de l'Empereur ».

(2) Premier statut du 1^{er} mars 1808, « ARTICLE PREMIER. — Les titulaires des grandes dignités de l'Empire porteront le titre de prince et d'Altesse Sérénissime.

ART. 2. — Les fils aînés des grands dignitaires auront, de droit, le titre de duc de l'Empire.

ART. 4. — Nos ministres, les sénateurs, nos conseillers d'État à vie, les présidents du Corps législatif, les archevêques porteront, pendant leur vie, le titre de comte.

ART. 8. — Les présidents de nos Collèges électoraux des départements, le premier président de notre Cour de cassation, le procureur général de notre Cour de cassation, le premier président de notre Cour des comptes, le procureur général de notre Cour des comptes, les premiers présidents des Cours d'appel, les procureurs généraux des Cours d'appel, les évêques, les maires des 37 bonnes villes qui ont droit d'assister à notre couronnement, porteront, pendant leur vie, le titre de baron, savoir : les présidents des Collèges électoraux lorsqu'ils auront présidé le Collège pendant trois sessions, les premiers présidents, procureurs généraux et maires, lorsqu'ils auront dix ans d'exercice et que les uns et les autres auront rempli leurs fonctions à notre satisfaction.

ART. 10. — Les membres des Collèges électoraux des départements qui auront assisté à trois sessions de Collège, et qui y auront rempli leurs fonctions à notre satisfaction, pourront se présenter devant l'Archichancelier pour nous demander qu'il nous plaise de leur accorder le titre de baron.

ART. 11. — Les membres de la Légion d'honneur et ceux qui, à l'avenir, obtiendront cette distinction, porteront le titre de chevalier ».

fait remarquer, c'était, après des siècles, le retour au système byzanto-romain imité par les Carolingiens.

Les titres correspondaient de nouveau à des fonctions militaires ou administratives. Notamment princes et ducs étaient de très hauts fonctionnaires comme à l'époque romaine. De même que sous la féodalité le fief anoblissait, et jusqu'à la Révolution titrait, de même, sous l'Empire, la fonction donnait droit à une qualification plus ou moins brillante, celle de baron, de duc, de prince (les titres de marquis et de vicomte n'avaient pas été restaurés). Les serviteurs de l'État prenaient rang dans la hiérarchie fixée par les statuts de 1808, comme en Chine les lettrés prennent rang dans celle que constituent les dix-huit classes ou degrés du Mandarinat (1).

Il fallait d'ailleurs qu'ils eussent une certaine fortune personnelle : trente mille francs de revenus pour les comtes, quinze mille pour les barons (2). Aucune condition de ce genre n'existait pour les grands dignitaires.

(1) Ainsi, certains, sous l'Empire, furent faits comtes malgré eux, parce qu'étant sénateurs ils étaient comtes *ipso facto*. On a prétendu que si Napoléon avait conféré aux sénateurs le titre de comte qu'il affectionnait, c'était avec l'espoir de lui restituer un peu de son antique splendeur (V. LAROUSSE, *ubi supra*).

(2) Premier statut du 1^{er} mars 1808, art. 6 et 9. — Les chevaliers de la Légion d'honneur qui voulaient porter le titre de chevalier de l'Empire devaient justifier d'un revenu de trois mille francs (art. 12 du même statut et décision du Conseil du Sceau du 28 mai 1808. V. *Recueil des Statuts... relatifs aux titres nobiliaires et au Conseil du Sceau*, publié par ordre du Garde des Sceaux, p. 41).

Le titre ainsi acquis se plaçait, d'ordinaire, devant le nom patronymique (1) et sans la particule comme lia son (2).

§ III. — *Lettres patentes, enregistrement*

Ceux qui avaient reçu un titre de l'empereur ou pouvaient invoquer les articles 1, 2, 4, 8, 10 ou 11 du premier statut organique, devaient demander l'expédition de lettres patentes. L'obtention de celles-ci était nécessaire pour avoir la possibilité d'user du titre. Tel fut l'avis exprimé dans sa séance du 21 octobre 1814 par la Commission du Sceau. Elle estima que, d'après les statuts du 1^{er} Empire, « la concession d'un titre de noblesse n'était régulière et effective qu'autant qu'elle avait été complétée par la délivrance de lettres » (3).

(1) Il pouvait en être autrement. Voici, en effet, ce qu'on peut lire dans le procès-verbal de la séance du Conseil du Sceau du 21 mars 1808 (*Recueil précité*, p. 34) : « Le prince archichancelier annonce que l'empereur autorise ceux qui auront obtenu des titres à les porter avec leur nom propre ou avec le nom d'une propriété, pourvu que ce ne soit pas le nom d'une commune ».

(2) Il n'y avait de particules que pour les titres attachés aux grands fiefs (Talleyrand, prince et duc de Bénévent) ou pour les titres chargés de rappeler de glorieux faits d'armes (prince de la Moskowa, duc de Rivoli, etc.). Cf. LALLIER, *op. cit.*, p. 143. D'ailleurs, dans ces cas, ce n'est pas le patronymique que précédait la particule. Néanmoins, on trouve aujourd'hui, dans la noblesse impériale, une foule de particules furtivement introduites. Voilà une manière de vieillir sa maison.

(3) Cf. ministère de la Justice, *Dossier* n° 7990 de l'année 1890. Les membres de la Légion d'honneur qui n'avaient point obtenu de lettres patentes de leur titre ne pouvaient le porter qu'à la suite de leur nom patronymique (Avis du Conseil du Sceau du 19 avril 1813, *Recueil précité*, p. 42).

Celles-ci étaient rédigées sur parchemin, revêtues du grand sceau (1), et énonçaient les motifs de la distinction, le titre affecté au majorat, les biens formant la dotation, les armoiries et livrées (art. 20). Elles devaient être enregistrées et portées à la connaissance du public de diverses manières (2), notamment par une insertion au *Bulletin des lois*. Ces formalités entraînaient des frais mis à la charge de l'impétrant (3).

Notons, en terminant, que les lettres patentes n'étaient délivrées, pour leur enregistrement, qu'après l'accomplissement d'une formalité que l'absolutisme

(1) Décret du 17 mars 1808 : « ARTICLE PREMIER. — Il y aura un sceau particulier pour les lettres patentes conférant des titres soit à vie, soit héréditaires.

ART. 2. — Le type de ce sceau sera conforme à ce qui est prescrit par la loi du 16 pluviôse, an XIII. Il portera pour légende : « Sceau impérial des titres ».

(2) Premier statut du 1^{er} mars 1808. « Art. 21. — Les lettres patentes seront transcrites en entier sur un registre spécialement consacré à cet usage et qui demeurera déposé aux archives du Conseil du Sceau des titres. Art. 22. — Notre cousin, l'Archichancelier de l'Empire, d'après nos ordres, se rendra au Sénat pour, conformément à l'art. 7 du sénatus consulte du 14 août 1806, donner communication de nos lettres patentes et les faire transcrire sur les registres. Art. 23. — Les lettres patentes seront à la diligence, tant du procureur général que de l'impétrant et sur la réquisition du ministère public, publiées et enregistrées à la Cour d'appel et au Tribunal de première instance du domicile de l'impétrant et de la situation des biens ».

(3) Deuxième statut du 1^{er} mars 1808, art. 18. — « Il sera tenu, à cet effet, de verser à la caisse de la Légion d'honneur une somme égale au cinquième d'une année des revenus du majorat ». En outre, l'art. 3 du décret du 17 mars 1808 portait : « Les frais d'expédition des lettres patentes délivrées à ceux de nos sujets auxquels des titres seront conférés de plein droit demeurent fixés ainsi qu'il suit : pour les ducs 600 francs, pour les comtes 400, pour les barons 200, pour les chevaliers 50 ». Cf. BOREL D'HAUTERIVE, 1846, p. 299.

impérial jugeait essentiel. Aux termes de l'article 37 du 2^e statut du 1^{er} mars 1808, les sujets auxquels les titres de duc, de comte, de baron ou de chevalier étaient conférés de plein droit, ou ceux qui avaient obtenu, en leur faveur, la création d'un majorat, devaient prêter, dans le mois, le serment suivant :
« Je jure d'être fidèle à l'empereur et à sa dynastie, d'obéir aux constitutions, lois et règlements de l'Empire, de servir Sa Majesté en bon, loyal et fidèle sujet et d'élever mes enfants dans les mêmes sentiments de fidélité et d'obéissance et de marcher à la défense de la patrie toutes les fois que le territoire sera menacé ou que Sa Majesté ira à l'armée. »

CHAPITRE V

ACQUISITION DES TITRES. — III. RESTAURATION

Lorsque Louis XVIII, roi de France par le grâce de Dieu, revint parmi ses sujets, dans la dix-neuvième année de son règne, il put, du point de vue nobiliaire, exercer, parce que roi, tous les droits dits « régaliens » qu'il possédait alors, comme autrefois son malheureux frère. Mais, par la charte (art. 71), il s'interdit la création de titres qui ne seraient pas de pur honneur. Il n'y eut donc aucun nouveau titre assis sur des terres. Les concessions furent du genre personnel.

Elles ont permis au monarque de récompenser notamment certains serviteurs dont il avait pu mesurer le dévouement dans la tourmente ou dans l'exil. Dorénavant, plus de titres acquis de plein droit (1), mais

(1) Sauf cependant pour le titre de chevalier. L'article premier de l'ordonnance du 8 octobre 1814 était, en effet, ainsi conçu : « Il continuera d'être expédié des lettres patentes confirmant le titre personnel de chevalier et des armoiries aux membres de la Légion d'honneur qui se retireront à cet effet devant le chancelier de France et qui justifieront qu'ils possèdent un revenu net de 3.000 francs au moins en biens situés en France ».

seulement, comme avant la Révolution, des collations particulières faisant l'objet d'ordonnances royales sur le rapport du garde des sceaux (1).

On compte, pour la Restauration, 17 ducs, 70 marquis, 83 comtes, 62 vicomtes, 215 barons (2). La Commission du Sceau, créée par une ordonnance du 15 juillet 1814, jouait (art. 2) auprès du roi le même rôle qu'antérieurement le Conseil du Sceau auprès de l'empereur (3).

Le titre n'était acquis que lorsque des lettres patentes avaient été retirées de la Chancellerie (4). Mais il y eut des bénéficiaires négligents comme en témoigne l'ordonnance royale du 15 octobre 1828, « concernant les délais accordés pour retirer de la

(1) V. ordonnance du 10 février 1824, article 1, *in fine*.

(2) Furent, en outre, accordées 785 lettres de noblesse. V. GOURDON DE GENOUILLAC, DE NAUROIS, *La grande encyclopédie*, LAROUSSE, *ubi supra* ; Vicomte RÉVÉREND, *Titres, anoblissements et pairies de la Restauration*. Il est à remarquer qu'un assez grand nombre de ces titres ne furent que viagers (BOREL D'HAUTERIVE, 1876, p. 246). Pendant les Cent jours, du 20 mars au 28 juin 1815, Napoléon concéda 12 titres de comte et 5 titres de baron (BATJIN, *Histoire de la noblesse*, p. 171).

(3) Elle statuait sur la régularité, quant à leur forme extérieure, des actes royaux qui devaient être présentés au Sceau, sur les oppositions qui pouvaient être formées à la délivrance des lettres patentes, concernant les intérêts locaux et particuliers (BATJIN, *op. cit.*, p. 151). Mais si la possibilité d'une opposition à une collation de titre était prévue, la loi de germinal an XI, relative aux additions et changements de nom, ne s'appliquait nullement et, cela, pour des raisons que nous examinerons au chapitre VIII. Relativement à une ordonnance de 1819, V. Req., 22 avril 1846, D. P., 46, 1, 172.

(4) Cf. décision du garde des sceaux du 29 août 1817 (*Recueil de statuts* précité, p. 105) déclarant qu'il n'y a jamais lieu à transmettre que ce qu'on possède et que la noblesse n'est acquise que par la délivrance de lettres patentes.

Chancellerie de France les lettres patentes portant concession de titres de noblesse » (1). Les descendants de ceux qui n'ont pas accompli cette formalité ne peuvent, par suite, avoir plus de droits que leurs auteurs. C'est ce que décide le Conseil d'administration du ministère de la Justice (2), héritier des attributions de l'ancien Conseil du Sceau des titres (3). La jurisprudence des tribunaux judiciaires est dans le même sens (4).

Le peu d'empressement des intéressés pour régulariser leur situation nobiliaire s'explique assez facilement. Le montant des droits d'enregistrement et d'expédition, peu considérables sous l'Empire, fut

(1) Aux termes de cette déclaration « les ordonnances par lesquelles il est accordé des titres de noblesse imposent l'obligation de se pourvoir de lettres patentes signées du roi et revêtues du sceau de l'État » ; un délai de six mois était donné à peine de péremption (art. 1) et, à l'avenir, les délais imposés par les ordonnances de concession devaient être définitifs (art. 4).

(2) Lettre du garde des sceaux (ministère de la Justice *Dossier* 3673 de l'année 1899) : « Je vous serais obligé de faire connaître à M.... que son aïeul a bien été créé vicomte par ordonnance, mais qu'il a négligé de se mettre en instance pour obtenir les lettres patentes qui lui étaient nécessaires pour jouir effectivement de son titre. En raison du non accomplissement de cette formalité, il n'a pu porter régulièrement le titre de vicomte ni le transmettre à ses descendants ».

(3) Décret du 11 janvier 1872.

(4) Aff. de Malartic, Tribunal civil de la Seine, 20 juin 1895, *Gaz. Pal.*, 95, 2, 274. Une ordonnance royale du 17 août 1822 avait conféré le titre de comte au maréchal de camp de Malartic qui en fut informé, le 22 du même mois, par une lettre du ministre de la Guerre, duc de Bellune. Mais M. de Malartic ne se présenta pas devant le garde des sceaux pour obtenir des lettres patentes, « nécessaires pour prendre et porter le titre de comte ».

décuplé par Louis XVIII qui avait affecté à sa cassette les frais de Chancellerie (1).

Les collations de titres furent d'abord publiées au *Bulletin des lois*, comme auparavant les lettres patentes impériales. Mais, par la suite, on supprima ce moyen de connaître les bienfaits du prince et on laissa au gratifié le soin de faire insérer une note dans la gazette du jour (2).

(1) V. ordonnances des 8-14 octobre 1814, 26 décembre 1814, 18 juin, 25 août, 31 août 1817 et loi de Finances du 28 avril 1816, art. 55. Les droits de sceau étaient pour les ducs 15.000 francs, les marquis et les comtes 6.000, les vicomtes 4.000, les barons 3.000, les chevaliers 60. M. BOREL D'HAUTERIVE (1846, p. 299), en ajoutant les frais d'enregistrement et d'expédition, donne les chiffres suivants : pour les ducs 18.470 francs, les marquis et les comtes, 7.490, les vicomtes 5.050, les barons 3.830.

(2) BON DE SCHONEN, *De la noblesse française selon la charte*, p. 45. C'était, en général, au *Moniteur universel* que s'adressaient ceux qui désiraient donner quelque publicité à leurs titres nouveaux (BOREL D'HAUTERIVE, 1876, p. 246).

CHAPITRE VI

ACQUISITION DES TITRES

IV. — MONARCHIE DE JUILLET, SECONDE RÉPUBLIQUE, SECOND EMPIRE

Nous savons que la révolution de 1830 ne changea rien à la législation nobiliaire (1). La nouvelle charte, ainsi que l'ancienne, portait : « ...Le roi fait des nobles à volonté... » Mais une époque où le roi-citoyen, parapluie sous le bras, se promenait à pied dans Paris, était peu favorable à la collation de titres nouveaux. La famille royale était la première des familles bourgeoises, Louis-Philippe, le premier des bourgeois. Tout de suite, le « roi des Français » montra son désir de ne plus s'occuper de titres et de noblesse (2). Cette ten-

(1) Le marquis DE LA GRANGE (*De la noblesse impériale*, p. 17) a même fait observer que Dupont de l'Eure, garde des sceaux, contresigna, dans son rapide passage à la chancellerie, les lettres patentes d'un majorat de marquis.

(2) 14 août 1830, suppression de l'hérédité de la pairie ; 20 août 1830, suppression de la commission du Sceau ; 28 avril 1832, abrogation des pénalités frappant les usurpations de titres ; 12 mai 1835, abolition de l'institution des majorats.

dance était assez naturelle pour une monarchie née sur les barricades.

Cependant les titres demeuraient un puissant moyen de gouvernement et, si Louis-Philippe ne donna point de lettres patentes de simple noblesse, il créa du moins 3 ducs, 19 comtes, 17 vicomtes, 59 barons (1). Très souvent ce fut comme à regret et plusieurs de ceux promus comtes, vicomtes ou barons, n'eurent qu'un titre viager (2).

Aucun recours n'était prévu au profit des tiers qu'aurait lésés l'acte du souverain (3). Des lettres patentes étaient délivrées en la même forme qu'antérieurement et figuraient le plus souvent au *Bulletin des lois* (4).

(1) V. GOURDON DE GENOUILLAC, DE NAUROIS, *La Grande encyclopédie*, LAROUSSE, *ubi supra*; RÉVÉREND, *Titres et confirmation de titres*, 1830-1908. Ce dernier auteur donne des chiffres différents, quoique extrêmement voisins. Remarquons que c'est inexactement, pour le titre de vicomte, que M. BOREL D'HAUTERIVE (1846, p. 297) déclarait alors que la Chancellerie s'était reportée aux règles de l'Empire en supprimant les qualités de marquis et de vicomte.

(2) Dans l'ouvrage précité du vicomte RÉVÉREND nous avons relevé comme personnels les titres des barons d'André, de Bourgoing, Chanteau, Gazan, Marchand, Rabelleau, Regnault, Robinet, des trois baronnes Laraton de la Conde, des vicomtes d'Etchegoyen-O'Connel, de Meaux, des comtes de Bourbon-Conti, du Quesne, de Lurde, de Marescot.

(3) Cf. Req., 22 avril 1846, D. P., 46, 1, 172. Le procureur général Dupin, dans ses conclusions, écartait les formalités de la loi de germinal an XI relative aux additions et changements de nom, donc la possibilité de faire opposition. Cependant, en l'espèce, il s'agissait d'un M. Morel fait vicomte de Morel.

(4) Ont été découvertes des lettres patentes signées de Louis-Philippe et scellées du grand sceau de France qui conféraient à Adolphe Thiers le titre de baron, en récompense des services par lui rendus à la monarchie. Ces lettres n'ont jamais été mentionnées au *Bulletin des lois* (BOREL D'HAUTERIVE, 1884, p. 364).

Dès que le roi Louis-Philippe fut parti pour faire place au gouvernement provisoire, la République fut proclamée, car, paraît-il, « le gouvernement de la nation par elle-même, la liberté, l'égalité et la fraternité pour principes, le peuple pour devise et mot d'ordre, voilà le gouvernement démocratique que la France se doit à elle-même » (1).

Nous avons dit qu'on s'empessa d'abolir les titres de noblesse (29 février 1848). Il ne pouvait donc plus être question de concessions nouvelles (2).

Mais, en fait, cette seconde République fut détruite après le coup d'État du 2 décembre 1851. Nominale-ment, elle dura jusqu'au 2 décembre 1852 et il serait intéressant, bien que sans doute oiseux, de rechercher quels furent, pour la collation des titres, les pouvoirs du Prince Président entre le 24 janvier 1852, date du décret abrogeant celui de 1848, et le 2 décembre 1852, date de la proclamation de Louis-Napoléon comme empereur héréditaire des Français (3).

Le droit de conférer des titres « soit pour récompenser de grands services, soit pour exciter une utile

(1) Manifeste du Gouvernement provisoire.

(2) Mais le gouvernement, même après la loi du 11 mai 1849, eut à s'occuper de la transmission des dotations et majorats. Cela fit l'objet d'un certain nombre d'arrêtés ministériels recueillis par le vicomte RÉVÉREND (*Titres et confirmations de titres, 1830-1908*, p. 155 et s.).

(3) La question est de savoir si le chef d'un État républicain peut conférer des titres. Nous aurons à l'étudier ultérieurement pour l'époque actuelle et l'on a précisément tiré argument de ce qui s'était passé en 1852 (REY, *De la noblesse*, p. 84 ; SALVETON, *Le nom*, n° 648. Cf. LEVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, n° 134). Mais si le prince Louis-Napoléon Bonaparte, président, a joui de cette prérogative, il n'en a du moins jamais usé.

émulation, soit pour concourir à l'éclat du trône » (1) est un des droits essentiels et un des privilèges de la souveraineté. Néanmoins, le nouvel empereur ne distribua guère de distinctions nobiliaires avant la loi du 28 mai 1858 (2). Par la suite il n'en fut pas prodigue, surtout lorsque le régime, se transformant, devint l'empire libéral. Furent promus, par Napoléon III, 12 ducs, 19 comtes ou vicomtes, 21 barons (3).

(1) Cf. art. 5 du sénatus consulte du 14 août 1806.

(2) Si l'on ne compte pas l'intervention de l'empereur pour la transmission du titre de prince de la Moskova, dans la famille Ney (Décret du 22 septembre 1857), puisque cette intervention se produisit selon les lettres de concession, un seul titre, durant cette période, fut accordé par la grâce impériale. Le 22 juillet 1856 la dignité de duc de Malakoff était conférée au maréchal Pélissier et une note, insérée dans la partie officielle du *Moniteur*, faisait connaître à la France la distinction accordée au commandant en chef de l'armée d'Orient. Le caractère héréditaire de ce nouveau titre ne résulta d'ailleurs que de la loi du 18 mars 1857, constituant au maréchal une dotation de 100.000 francs de rente déclarée transmissible à sa descendance, de mâle en mâle, et par ordre de primogéniture (V. BATJIN, *Histoire de la noblesse*, p. 303 et s.). Dans les premières années de l'Empire, NAPOLEON III devait d'autant plus hésiter à conférer des titres que cela était nettement contraire aux idées par lui exprimées antérieurement. « Si la noblesse, avec privilège, est opposée à nos idées, sans privilège, elle devient ridicule » avait-il écrit dans le *Progrès du Pas-de-Calais* (23 décembre 1844). On lit de même dans ses *Œuvres* (t. II, p. 51) : « Conférer des titres nouveaux qui seraient sans autorité et sans prestige, courir après le reflet d'une chose qui a disparu..., créer à la sourdine quelques petits ducs, c'est froisser, sans but et sans résultat, les sentiments démocratiques de la majorité. C'est un anachronisme ». Ajoutons que, dans les débuts, les pouvoirs du souverain, en matière nobiliaire, étaient parfois discutés (DUVERGIER, *Collection des lois*, 1858, p. 176; SENEMAUD aîné, *De la noblesse actuelle en France*, p. 27), ce qui n'eut plus lieu après le rétablissement des pénalités contre les usurpations de titres (Cf. décret du 8 janvier 1859, art. 6, 1^o et décret du 8 mars 1859, art. 1 et 2).

(3) L'empereur accorda, en plus, 368 particules. V. *La grande encyclopédie*; Pierre LAROUSSE, *ubi supra*. On trouvera la liste des titres du

Par contre, de multiples confirmations furent accordées pour d'anciens titres de validité extrêmement douteuse (1). En outre, un certain nombre de qualifications éteintes furent relevées en faveur de collatéraux ou de descendants par les femmes, comme pour les titres de duc de Montmorency et de duc d'Hamilton. Ces investitures nouvelles furent faites « au mépris de tous les droits acquis et même de toutes les conventions » (2). Mais, contre le caprice du souverain aucun recours judiciaire ou administratif n'était ouvert (3).

Sur les demandes en collation, confirmation et reconnaissance de titres « le Conseil du Sceau délibérait et donnait son avis » (4). Les droits de sceau furent

II^e Empire dans BOREL D'HAUTERIVE, année 1873 ; CAMPARDON, *Liste des membres de la noblesse impériale* et RÉVÉREND, *op. cit.*

(1) Selon le vicomte RÉVÉREND (*op. cit.*, p. 9) qui a donné l'énumération de toutes ces confirmations, beaucoup d'héritiers de titres de courtoisie, portés avant 1789, en obtinrent la confirmation et la transmission par des lettres modernes. D'autres, dont les auteurs avaient reçu avis d'un titre sous le I^{er} Empire ou la Restauration, obtinrent la validation de ces promesses de titres. D'autres encore, dont les titres n'étaient pas transmissibles par le défaut de majorat, bénéficièrent de régularisations.

(2) BOREL D'HAUTERIVE, 1773, p. 247.

(3) C. de Paris, 8 août 1865 ; D. P. 65, 2, 121 ; Req., 30 décembre 1867 ; D. P., 68, 1, 49 ; Conseil d'État, 28 mars 1866 ; D. P., 66, 3, 49 et 11 août 1866 ; D. P., 69, 3, 2. Les auteurs avaient cependant tendance à admettre la possibilité d'un recours (LEVESQUE, *Du droit nobiliaire*, n° 302 et note, D. P., 68, 1, 49 ; REVERCHON, note. D. P., 66, 3, 49. Cf. *Pand. franç.*, Répertoire, V. Noms et prénoms, n° 280).

(4) Décret du 8 janvier 1859, art. 6. Aux termes mêmes du décret il s'agissait non d'une décision, mais d'un simple avis, que l'empereur, d'ailleurs, pouvait ne pas provoquer (V. cependant REY, *op. cit.*, p. 25 et Dalloz, *Répertoire*, V. Noblesse, n° 17).

encore ceux fixés par les ordonnances royales de la Restauration, notamment celle des 8-14 octobre 1814. Quant à la publicité des collations et actes de même nature, par la remise de lettres patentes (1) et l'insertion au *Bulletin des lois* (2), la pratique en fut très incertaine jusqu'à l'effondrement de l'Empire, qui a tari, dans sa source, la noblesse napoléonienne.

(1) Au lieu de diplômés en parchemin, scellés du grand sceau du souverain et revêtus de toutes les formes les plus solennelles, on se borna à remettre aux impétrants une simple ampliation écrite sur papier libre (BOREL D'HAUTERIVE, 1861, p. 302). On ne mettait pas en doute la validité et la transmissibilité du titre qu'elle mentionnait (RÉVÉREND, *op. cit.*, p. 10). Cependant, de véritables lettres patentes étaient délivrées, avec le concours du Conseil du Sceau et de la Chancellerie, chargée d'enregistrer les décrets de l'empereur, quand les bénéficiaires demandaient un règlement d'armoiries. « Cette mesure ne paraît donc avoir été appliquée que pour être agréable aux intéressés, soucieux de faire le moins de frais possible, même pour une chose de vanité » (RÉVÉREND, *ibid.*).

(2) Ordinairement, les décrets n'étaient pas insérés au *Bulletin des lois* ; on tenait dans le plus strict secret les concessions ou confirmations de titres (BOREL D'HAUTERIVE, 1873, p. 243). Parmi les décrets promulgués pour les rendre plus facilement opposables aux tiers, citons celui du 14 mai 1864, relevant le titre de duc de Montmorency au profit du comte de Talleyrand-Périgord. Il est admis qu'on ne peut aujourd'hui contester la régularité d'un titre du second Empire en se basant sur le fait qu'il n'a point paru au *Moniteur* ou au *Bulletin des lois* (Conclusions du substitut LOMBARD, aff. Bretonneau Clary, Tribun. Seine, 13 février 1891, *Pand. franç.*, 91, 2, 250).

CHAPITRE VII

ACQUISITION DES TITRES V. — TROISIÈME RÉPUBLIQUE

En matière nobiliaire, le Président de la troisième République jouit-il des prérogatives royales et impériales (1) ? Nos lois constitutionnelles ne fournissent

(1) En mars 1881, M. LAROCHE-JOUBERT, député, attribuait ces prérogatives au Parlement, lorsqu'il déposait sur le bureau de la Chambre la proposition suivante : « Article premier. — Tout Français jouissant de ses droits civils a le droit d'acquérir tel titre qu'il lui convient de porter. Art. 2. — Tout Français jouissant de ses droits civils, soit qu'il possède déjà ce titre, soit qu'il veuille en devenir possesseur, a le droit de le porter aux conditions suivantes :

1 ^o	Moyennant 10.000 francs par an pour le titre de duc.
2 ^o	— 5.000 — — marquis.
3 ^o	— 4.000 — — comte.
4 ^o	— 3.000 — — baron. »

Ajoutons qu'une taxe annuelle de 2.000 francs aurait donné droit à la particule. Il y eut, dans le même genre, en 1890, une proposition de M. Émile MOREAU (Séance du 23 octobre 1890, Doc. Parlem., 1890, S. E., p. 331). Les droits annuels perçus par l'État (sans parler de ceux à percevoir par les communes) eussent été de 500 francs pour les personnes prenant la particule, 1.000 francs pour les chevaliers, 5.000 pour les barons, 10.000 pour les vicomtes, 20.000 pour les comtes, 30.000 pour les mar-

aucune réponse à cette question (1) et la présence de M. Doriot à l'Assemblée nationale rendrait, sans doute, tumultueuse toute révision sur ce point !...

On peut avoir, toutefois, de bonnes raisons pour penser qu'en droit les titres de duc, de marquis, de comte, de vicomte, de baron et même de chevalier, peuvent être encore aujourd'hui conférés par le chef de l'État, selon une attribution traditionnelle régalienne (2).

Lorsqu'on parle de droits régaliens, il ne faut pas entendre par là des droits que seul un souverain est susceptible d'exercer, mais ceux qui, dans l'ancienne France, n'appartenaient qu'au roi. Or, si les pouvoirs

quis, 50.000 pour les ducs, 100.000 pour les princes, de 200 à 250.000 pour les Altesses.

(1) L'article 3 de la loi du 25 février 1875, définissant les pouvoirs essentiels du Président, est ainsi conçu : « Le Président de la République a l'initiative des lois concurremment avec les membres des deux Chambres ; il promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par les deux Chambres ; il en surveille et en assure l'exécution. Il a le droit de faire grâce. Les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi. Il dispose de la force armée ; il nomme à tous les emplois civils et militaires ; il préside aux solennités nationales ; les envoyés et ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui ».

(2) En ce sens, REY, *op. cit.*, p. 29 et 84 ; SALVETON, *op. cit.*, n° 639 et s. ; DEMANTE, *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1898-1899, t. XXXXVII, p. 70 ; CHARMONT, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1895, p. 5. Cf. BATBIE, *Droit public et administratif*, p. 28 ; LEVESQUE, *op. cit.*, n° 134 ; Dalloz, *Répertoire*, V. Noblesse, n° 21 ; DE BONNEFON, *La noblesse en France*, p. 43. Pour les auteurs qui identifient le titre au nom (V. *infra*, chap. VIII), il ne saurait y avoir aucun doute. Mais ces additions ou changements de nom, les collations de titres ne seraient plus que cela, devraient être accordés par décret rendu en Conseil d'État et selon les formalités prescrites par la loi de germinal an XI (TOURNADE, *Des noms de famille*, p. 129).

des monarques se trouvent, aujourd'hui, morcelés entre de nombreuses mains, ils n'en subsistent pas moins dans le silence des lois et il est en outre naturel de désigner, pour conférer des distinctions héréditaires, celui qui distribue ces distinctions viagères que sont les décorations.

Cependant, est généralement contesté le principe qu'aucun acte législatif n'étant intervenu sur la matière depuis le 4 septembre 1870, les droits du chef de l'État subsistent *in statu quo ante* (1). Sans doute, on pourrait prétendre qu'il n'y a rien de commun entre un roi ou un empereur, d'une part, et un Président de l'autre (2). Mais, plus respectueusement pour notre premier magistrat, on tire seulement argument de ce que ses pouvoirs, d'ailleurs temporaires, sont rigoureusement définis (3), qu'il n'aurait point, par exemple,

(1) PERREAU, *Le droit au nom*, p. 380; LALLIER, *op. cit.*, p. 183, HEDOUIN, *op. cit.*, p. 175; BOREL D'HAUTERIVE, 1871-1872, p. 14. Rapports des Conseillers MARIGNAN (aff. de Ligneris, D. P., 1909, 1, 467) et CORNEILLE (aff. de Martimprey, D. P., 1912, 3, 73).

(2) Du point de vue nobiliaire, nous ne pouvons que trouver étrange l'opinion de M. SALVETON (*op. cit.*, n° 641) qui ne saisit entre le roi d'Angleterre et un président qu'une faible nuance. Le protocole souligne cependant la différence; on dit de l'un : Sa Majesté, de l'autre, du moins en dehors de l'Union des Républiques socialistes soviétiques : Son Excellence. Pour ne pas nuire au prestige présidentiel, signalons que, très anciennement, les rois, parfois, ont pris le titre d'Excellence (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXXXV).

(3) C'est un gros problème constitutionnel que de savoir si l'énumération de l'article 3 précité de la loi du 25 février 1875 est limitative ou simplement énonciative, comme il est généralement admis. Cependant, même en ne donnant au Président que des pouvoirs définis, M. SALVETON (*op. cit.*, n° 642) a très habilement voulu déduire les droits présidentiels du devoir de surveiller et d'assurer l'exécution des lois (art. 3 précité), notamment de l'art. 71 de la charte de 1814 : « Le roi fait des nobles à volonté ».

le droit de grâce si la constitution ne le lui donnait expressément et, surtout, on se prévaut de ce que l'institution d'une noblesse, et particulièrement d'une noblesse héréditaire, est peu en harmonie avec les principes modernes de notre démocratie (1).

Pour ne pas invoquer des théories égalitaires, comme les grands ancêtres de 1789, nous ferons seulement une observation élémentaire et essentielle : il manque au Président une qualité nécessaire, celle de premier gentilhomme de France, dont s'enorgueillissaient nos rois. Pour conférer des titres, le chef de l'État devrait être au sommet de la hiérarchie nobiliaire : or, il n'en occupe même pas, généralement, le premier degré (2). Concevrait-on qu'un Président pût distri-

Mais l'argument n'est pas sérieux ; d'une part, si le Président pouvait créer des titres, il ne pourrait faire des nobles ; d'autre part, l'article 71 de la charte n'établissait pour le souverain qu'une pure faculté.

(1) « Rien ne paraît moins prouvé, écrit M. CHARMONT (*Rev. Critique* précitée), la démocratie n'exclut pas le goût des distinctions sociales et l'idée même d'hérédité n'y rencontre pas tant d'opposition qu'on pourrait le croire. Les influences de famille n'ont pas cessé de s'exercer ; la notoriété et le crédit qu'elles peuvent donner tendent plutôt à constituer une sorte de noblesse républicaine ».

(2) M. Félix Faure avait fait peindre des armoiries sur les voitures de l'Elysée (d'azur, à une ancre d'or, chargées de deux F entrelacées de même). On disait alors que le premier magistrat de la République cherchait à passer pour le dernier des anoblis. Il n'est même pas possible de prétendre que le titre de Président de la République est le titre le plus élevé, la dignité suprême. Il a été, en effet, jugé que la qualification de roi de France n'était que la désignation d'une fonction (Tribunal Seine, 28 janvier 1897, *La loi*, 1897, p. 96). Il en était autrement dans l'ancien temps, selon LA ROQUE (*op. cit.*, chap. LXXXIII) : « L'auguste titre de roy est au-dessus de tous les titres. On lui obéit, dit saint Pierre, *quasi prae-cellenti* et parce que c'est l'oint du Seigneur, ainsi qu'il est écrit au premier livre des rois ».

buer les différents insignes de la Légion d'honneur s'il n'avait le collier de Grand Maître ? Une ordination n'est point faite par celui qui n'a pas la plénitude du sacerdoce.

Cependant, à une époque assez voisine de la chute de l'Empire, le Président de la troisième République donna parfois ce qu'il n'avait pas lui-même. Ce ne fut toutefois qu'après des hésitations (1) et lorsque, par le décret du 11 janvier 1872, le Conseil d'administration vint remplacer le Conseil du Sceau. Aucun titre nouveau ne fut, il est vrai, lancé dans la circulation (2), mais des confirmations prirent tournure de

(1) Aussitôt après le 4 septembre 1870, « on considéra la seule proclamation de la République comme entraînant la suppression de toutes les attributions du pouvoir exécutif relatives aux titres et celle des organes spécialement créés à leur sujet, le Conseil du Sceau, par exemple » (PERREAU, *op. cit.*, p. 382). De l'exposé des motifs du décret des 10-11 janvier 1872 (D. P., 72, 4, 21) résulte qu'on estimait alors que le Conseil du Sceau avait cessé d'exister.

(2) Certains auteurs (PERREAU, *op. cit.*, p. 383 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 183 ; FUZIER HERMAN, *Répertoire*, V. Noblesse) citant Borel d'Hauterive (1875, p. 339), ont signalé la création, sous le gouvernement de la République, d'un chevalier héréditaire, M. Marie-François-Louis-Henri Vesin (décret du 25 septembre 1874). En réalité, il n'y a eu, au profit de M. Vesin, qu'une *confirmation* du titre de chevalier conféré, par lettres patentes du 11 juillet 1810, à François Vesin dont il était le petit-fils aîné. Le même jour, d'ailleurs, une confirmation semblable de ce titre était l'objet d'un second décret, au profit de M. Paul-Luce-Hippolyte Fleury (RÉVÉREND, *op. cit.*, V. Vesin et Fleury). Ces décrets ont pu, tout au plus, ne pas exiger les conditions strictes de l'ordonnance du 8 octobre 1814 (art. 2, V. *infra*, p. 108). Par contre, M. SALVETON (*op. cit.*, n° 650) rappelle qu'aux environs de 1885, un décret a conféré à un habitant de l'Inde française le titre de Maharajaha de Chandernagor. Maharajaha, en langue hindoustani, signifie Grand Roi. Etre Grand Roi, par la grâce d'un Président de la République, cela parut, à la réflexion, un peu excessif et le décret fut rapporté. Si, d'ailleurs, un titre nouveau pouvait être

collations. Ainsi Louis de Carbonnier de Marzac, député, fut confirmé, le 18 janvier 1874, dans le titre héréditaire de marquis. La famille Carbonnier qui, d'ailleurs, citée dès le xiv^e siècle, a donné de nombreux officiers et chevaliers de Saint-Louis, n'avait aucun droit à ce titre, pris par François de Carbonnier après une donation (8 mars 1746 et 7 août 1749) de la seigneurie de Marzac consentie par François de Roffignac, seigneur de Marzac, dit, à tort, le marquis de Marzac (1).

Le baron Ducasse se disposait à introduire une instance pour relever le titre de duc de Ligny conféré à son aïeul maternel, le général Girard, le 16 juin 1815. Il ne put mettre son projet à exécution, car un revirement ne tarda pas à se produire dans les sphères gouvernementales. Le 10 mai 1875, le maréchal Président de la République décida, sur le rapport du garde des sceaux, qu'en l'état des lois constitutionnelles, « il n'y avait lieu de donner suite aux demandes tendant au relèvement ou à la collation de titres français » (2).

créé par le Président, ce ne serait que par un acte authentique et officiel, pratiquement par un décret rendu après avis du Conseil d'administration (décret des 8-12 janvier 1859 et 10 janvier 1872). La collation ne produirait d'effet qu'après le paiement des droits de sceau (ordonnance des 8-14 octobre 1814 et art. 55 de la loi du 28 avril 1816, non abrogés). Les formalités de la loi du 11 germinal an XI seraient inutiles (*infra*, chap. VIII).

(1) V. RÉVÉREND, *op. cit.*, V. Carbonnier de Marzac et BOREL D'HAUTERIVE, 1876, p. 404. Nous pourrions faire des observations analogues pour les titres de marquis Vassinhac d'Imecourt et de comte de Rougé.

(2) V. Rapport précédant le décret du 11 janvier 1892 (*Journal off.* du 12), et lettre de la Chancellerie rapportée *infra*, p. 203. Nous ne

Depuis lors, cet avis fut plusieurs fois exprimé par nos gouvernants (1), en particulier par M. Gaston Doumergue qui, dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé le 4 novembre 1924 (2), a déclaré que les principes d'un gouvernement démocratique « s'opposent à la création de titres nouveaux ».

Donc, plus de collations nouvelles (3). On peut le regretter, car la famille devrait pouvoir être à l'honneur comme l'individu que l'on décore. Ainsi que l'écrivait le baron d'Eggers : « Il n'y a rien qui exalte tant l'homme, pour tout ce qui est digne d'admiration, que la certitude de transmettre à ses descendants, avec son nom, un titre à la reconnaissance des siècles à venir » (4). De même, le comte de Lur-Saluces disait, alors qu'il était chef du cabinet politique du duc d'Orléans : « De tous les privilèges de la noblesse, un

signalons d'ailleurs cette décision de Mac-Mahon que comme une indication d'un nouvel état d'esprit, car il va sans dire qu'aucune valeur ne s'attachait, pour l'avenir, à semblable décision.

(1) V. Séance de la Chambre, 14 déc. 1906, *Journal off.*, 15 décembre, Débats Parlementaires, p. 3243 et s.

(2) Rapporté *infra*, p. 269.

(3) Ce n'est pas donner au Président de la République le pouvoir de conférer des titres que de déclarer non abrogé l'article 1 de l'ordonnance du 8 octobre 1814 ainsi conçu : « Il continuera à être expédié des lettres patentes confirmant le titre personnel de chevalier et des armoiries aux membres de la Légion d'honneur qui se retireront à cet effet devant le chancelier de France et qui justifieront qu'ils possèdent un revenu net de 3.000 francs au moins en biens situés en France ». Nous sommes cependant sceptique sur le succès que pourrait avoir, place Vendôme, une semblable demande de lettres patentes.

(4) *Réflexions sur la nouvelle noblesse héréditaire*, p. 16. Cf. Ch. DE TOURTOULON, *L'hérédité et la noblesse*, p. 14.

seul est essentiel. Il ne consiste qu'à avoir bien plus de devoirs que les autres. N'est-il pas urgent de réorganiser ce privilège, d'assurer de si nobles obligations, et ne voit-on pas qu'il y a, dans ce sentiment, une force précieuse pour le pays ? On serait coupable de l'en priver » (1).

Quoi qu'il en soit, la noblesse, à l'heure actuelle, est, selon l'image de M. le conseiller Corneille (2), un arbre d'essence un peu particulière dont les racines subsistent, mais qui ne peut pousser de nouveaux rameaux.

Plus, également, de confirmations, de régularisations qui équivalent à des concessions, mais simplement la constatation de droits préexistants. Nous verrons qu'aux termes d'un projet de loi précité serait même supprimée, à l'avenir, cette unique hypothèse d'intervention de l'autorité administrative.

(1) Charles MAURRAS, *Enquête sur la monarchie* (Chez le comte de Lur-Saluces).

(2) Aff. de Martimprey, D. P., 1912, 3, 73.

TROISIÈME PARTIE

Nature des Titres et Règles générales de transmission

CHAPITRE VIII

NATURE DES TITRES

§ I. — *Définition du titre*

Après avoir étudié très sommairement l'histoire des titres, examiné de quelles manières ils sont entrés dans les familles, nous devons, maintenant, chercher à déterminer quelle est la nature de ces titres sous notre législation actuelle. La solution apportée à ce problème ne sera pas sans influence sur les règles générales de transmission dont nous traiterons ensuite.

De nos jours, qu'est-ce qu'un titre nobiliaire ? Une simple qualification honorifique, quelle que soit son origine ou, pour employer les termes mêmes de la Cour de cassation (1), une distinction émanée de la puissance souveraine, destinée à honorer celui auquel elle a été conférée ou, encore, selon la Cour de Paris, un complément du nom patronymique permettant de bien distinguer l'état des personnes tout en perpétuant de grands souvenirs (2).

Il n'y a plus de titres réels. La nuit du 4 août 1789 les a supprimés en enlevant aux seigneurs les derniers vestiges de leur ancienne puissance, de leurs privilèges et prérogatives, tenus du roi ou constituant les débris d'une antique souveraineté (3).

Tous les titres de l'ancien régime, à plus forte raison ceux du ^{xix}^e siècle, sont de la même nature qu'autre-

(1) Civ., 25 octobre 1898, D. P., 99, 1, 166.

(2) Cour de Paris, 2 janvier 1896, D. P., 96, 2, 327.

(3) C'est ce que constatait l'article 71 de la charte de 1814 qui ne restituait aux gentilshommes que des titres mutilés. En déclarant « la noblesse ancienne reprend ses titres, la nouvelle conserve les siens », Louis XVIII semblait, dans une certaine mesure, assimiler les premiers aux seconds. De plus, dans le même article, il affirmait sa volonté de ne pas restaurer les anciens privilèges, en déclarant : « Le roi fait des nobles à volonté, mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs sans aucune exemption des charges et devoirs de la société ». Lorsque le roi voulut assurer aux familles qu'il honorait une certaine stabilité de fortune, il eut recours aux majorats (ordonnances du 25 août 1817 et du 10 décembre 1824), non aux anciennes érections devenues impossibles. Notons que cette manière moderne de concevoir les titres fut exposée au lendemain de leur première abrogation, afin de faciliter leur restauration (Anonyme, *Sur le rétablissement des titres purement honorifiques de la noblesse*, Paris, 15 août 1791). Cf. C. de Nîmes, 21 décembre 1874, D. P., 77, 2, 121 ; C. de Paris, 30 mai 1879, D. P., 79, 2, 137 ; C. de Riom, 20 décembre 1906, D. P., 09, 1, 467.

fois les qualifications dites de pur honneur, parce que non assises sur une terre. Ce que la Révolution a détruit sans retour, c'est la noblesse terrienne formant une classe distincte.

Du fait que le titre n'est qu'une décoration du nom, en constitue le complément, résultent d'importantes conséquences. Le droit « *sui generis* » qu'on peut avoir sur un titre est analogue à celui qu'on possède sur le nom patronymique, présente, dans sa détermination précise, les mêmes difficultés, s'impose, ainsi que lui, comme une conséquence du respect dû à l'individualité de chacun, se fonde beaucoup plus sur ce respect de la personnalité que sur l'idée ancienne de propriété, bien qu'on puisse trouver le mot de propriété dans un certain nombre d'arrêts (1).

Comme le nom encore, le titre ne constitue pas un bien véritable, n'entre pas dans le patrimoine, mais en tant que droit attaché à la personne, jouit de la protection des tribunaux judiciaires (2).

§ II. — *Distinction du titre et du nom*

Certains auteurs, particulièrement MM. Levesque et Tournade, ont été plus loin et n'ont vu, dans le titre nobiliaire, qu'un élément du nom se confondant

(1) V. notamment Req., 3 août 1908, D. P., 09, 1, 467.

(2) Sur le fondement, la nature, les caractères du droit au nom et pour tous les problèmes qui se rattachent à ces questions, nous ne pouvons que renvoyer à l'étude magistrale qu'en a faite M. E.-H. PERREAU (*Le droit au nom en matière civile*).

avec lui (1). Plus de titres, rien que des noms. C'est refuser de faire une élémentaire distinction qui n'échappait pas au ministre de la Guerre lorsque, dans une instruction du 19 décembre 1839, encore obligatoire, il interdisait aux officiers, au-dessous d'un certain grade, l'usage de leurs titres dans le service (2).

Nous verrons que les conséquences de cette théorie permettent de justifier juridiquement les abus que nous constatons tous les jours dans les salons. Mais nous sommes vraiment étonnés que ce monstrueux para-

(1) LEVÊSQUE, *op. cit.*, n° 151 ; TOURNADE, *op. cit.*, p. 115 et s. Voici comment s'exprime ce dernier : « Qu'est-ce qu'un titre de noblesse ? En vain chercherait-on une définition distincte du nom. Le titre, comme le nom, sert toujours à distinguer un homme d'un autre, en rappelant sa filiation et, puisque depuis l'abolition des privilèges de la noblesse, il ne sert plus qu'à cela, il est absolument impossible, au point de vue juridique, de faire une différence entre le nom et le titre de noblesse. Il existe, en effet, une multitude de noms de famille dans notre langue qui ne sont autre chose que des titres anciens (Lecomte, Duc, Baron, etc.). Personne ne trouve étrange ces noms répandus. Pourquoi trouverait-on plus étrange que le titre ancien, qui compose seul le nom dans les exemples cités, soit joint à un autre nom, dans le système que je soutiens ? Il n'existe plus, à l'époque présente, aucun titre de noblesse. Il n'existe plus que des mots qui autrefois servaient à indiquer la noblesse **et qui** aujourd'hui font corps avec les noms de famille ». Le point de départ de cette complaisante théorie semble se trouver dans une fausse interprétation des paroles de M. DU MIRAL, rapporteur de la loi de 1858 (D. P., 58, 4, 60), qui, pour montrer le caractère personnel et non plus réel des anciens titres, déclarait : « Les titres usités parmi nous ne sont plus qu'une distinction nominale. Le titre fait partie du nom et se confond avec lui ». Mais, isoler ce passage que le contexte éclaire, est en dénaturer le sens. On a voulu invoquer l'autorité de M. le conseiller GUILLEMARD (rapport à la Cour de Paris, arrêt du 15 avril 1864, *Gaz. trib.*, 18 avril 1864). C'est à tort, car ce magistrat prétendait simplement établir, entre le titre et le nom, un lien permettant, du titre comme du nom, l'insertion dans les actes d'état civil.

(2) V. Tribunal civil Seine, 13 février 1891, *Pand. franc.*, 91, 2, 250.

doxe ait pu être seulement soutenu, soit devant la Faculté de Droit de Paris (1), soit devant les Tribunaux les Cours d'appel et même jusque devant la Cour de cassation et le Conseil d'État. Jurisprudences administrative et judiciaire ont heureusement fait justice d'une aussi singulière innovation en droit nobiliaire (2).

Il faut vraiment bien peu savoir ce qu'était autrefois la possession d'un titre pour la confondre avec la possession d'un nom. Titre et nom sont deux choses tellement différentes que l'on dit, avec raison, Maurice de Broglie, 6^e duc de Broglie, car il se pourrait que le duc de Broglie ne s'appelât pas Broglie. Ainsi le duc de Richelieu a nom Chapelle de Jumilhac, le prince de Chalais est de la maison de Galard de Béarn, et le 5^e duc de Trévise a pour patronymique Mortier.

Renversant la théorie de MM. Levesqué et Tournade, nous pourrions déclarer que le mot servant de support au titre, même s'il a formé, avec le temps, l'appellation d'une maison, même s'il constitue le

(1) TOURNADE, *op. cit.*, thèse, 1882.

(2) C. de Nîmes, 9 août 1860, D. P., 62, 2, 17. C. d'Agén, 28 août 1860, D. P., 62, 2, 19. Req., 30 décembre 1867, D. P., 68, 1, 49. Trib. Toulouse, 5 mars 1888, *Gaz. des Trib. du Midi*, 18 mars 1888. Trib. Seine, 13 février 1891, *Pand. franç.*, 91, 2, 250. Civ., 25 octobre 1898 (Conclusions de l'avocat général DESJARDINS), D. P., 99, 1, 166. C. de Paris, 16 mai 1900, D. P., 02, 2, 174. Conseil d'État, 29 avril 1910 (Rapport de M. le conseiller CORNEILLE), D. P., 12, 3, 73. Cf. Trib. Seine, 19 juin 1878 et C. de Paris, 30 mai 1879, D. P., 79, 2, 137. Les auteurs sont, en général, du même avis : PERREAU, *op. cit.*, p. 352 ; REY, *op. cit.*, p. 36 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 8 et 170 ; BARBIER DE FELCOURT, *De la noblesse*, p. 134 ; Stéphane BERGE (De la rectification des actes d'état civil, *Revue générale du dr. et de la législ.*, mars 1877). V. cep. note sous l'arrêt de la Cour de Paris du 30 mai 1879 précité.

patronymique du premier bénéficiaire, s'incorpore toujours à ce titre, forme avec lui un titre concret, c'est-à-dire un tout indivisible et vagabond. En seront investis, successivement, des individus de noms parfois différents.

On vit ainsi, autrefois, un comte d'Harcourt qui n'était autre qu'un des princes de Lorraine. Le chef de la maison d'Harcourt portait, alors, le titre de marquis de Beuvron. En voici la raison : le titre était attaché à une terre et fréquemment passait d'une famille dans une autre sans que personne prît le nom de cette terre. En 1373 entra, dans la maison d'Armagnac, le titre de comte de Pardiac né et porté jusque-là dans celle de Montlezun. Aucune difficulté ne pouvait surgir, les Montlezun n'avaient jamais porté le nom de Pardiac (1). Mais souvent le gentilhomme prenait le nom de sa terre ou, plus régulièrement, l'ajoutait au sien qui parfois alors disparaissait à la longue. Cependant, le titre de cette terre, dont une famille avait le nom, pouvait encore, par la suite, être cédé avec le fief à ceux d'une autre race, qui n'en gardaient pas moins « leur vrai nom de famille » (2), qui même ne

(1) D'autres exemples de ce genre sont rapportés dans la note parue sous l'arrêt de la C. de Paris du 8 août 1865, D. P., 65, 2, 121.

(2) Henri II de Montmorency, duc de Montmorency, fut, par déclaration royale du 23 août 1632, dépouillé de tous biens, titres et honneurs et notamment du duché de Montmorency pour avoir embrassé le parti de Gaston d'Orléans. Quelque temps après son exécution, en vertu de l'arrêt de condamnation du Parlement de Toulouse, Montmorency fut de nouveau érigé en duché au profit du prince de Condé qui avait épousé la plus jeune des sœurs d'Henri et le titre de duc de Montmorency ne fut plus porté par un Montmorency. Le titre ducal ne revint dans l'illustre

pouvaient faire usage comme patronymique que de celui-là (1).

Si certains « grands » possèdent aujourd'hui encore des titres multiples, ils n'ont, toutefois, qu'un seul nom de famille. Le duc de Bauffremont s'appelle uniquement Bauffremont et non pas, en outre, Courtenay, Carency, Listenois, Marnay, Pont-de-Vaux, Marigny, Salins, etc., parce que prince de Courtenay, de Carency, de Listenois, de Marnay, comte et duc de Pont-de-Vaux, vicomte de Marigny et de Salins, etc.

C'est donc avec raison qu'il a été jugé que le décret du 14 mai 1864, par lequel Napoléon III autorisait le comte de Talleyrand-Périgord à relever le titre de duc de Montmorency, avait conféré « non pas le nom de Montmorency, mais, ce qui est bien différent, le titre de duc de Montmorency » (2).

maison de ce nom qu'après la cession que consentit à en faire le prince de Condé au maréchal de Luxembourg, fils du comte de Montmorency Boutteville (V. note précitée).

(1) Citons avec MERLIN (*Répert. de jurisprudence*, V. Nom, § 3, n° 5) le cas des Rochechouart-Mortemart défendant à François de Pontville, vicomte de Rochechouart, comme possesseur de cette vicomté, de prendre le nom de Rochechouart.

(2) Tribunal Seine, 3 février 1865 et C. de Paris, 8 août 1865, D. P., 65, 2, 121. Conseil d'État, 28 mars 1866, D. P., 66, 3, 45. Req., 30 décembre 1867 précité. Il est à remarquer que M. de Talleyrand Périgord reconnaissait n'avoir aucun droit au nom patronymique de Montmorency, mais ses adversaires cherchaient à établir la confusion entre le titre et le nom, car le décret impérial n'avait pas été rendu selon les formes prescrites par la loi du 11 germinal an XI relative aux changements de noms. Si parfaitement motivées que fussent les décisions rendues dans cette retentissante affaire, elles suscitèrent alors de très vives critiques (V. LEVESQUE, *op. cit.*, n° 220 et s. ; BOREL D'HAUTERIVE, 1867, p. 419).

Très justement l'avocat du comte de Talleyrand-Périgord pouvait dire à la barre du Conseil d'État : « M. de Talleyrand-Périgord cessera-t-il de s'appeler de Talleyrand-Périgord pour s'appeler de Montmorency ? Nullement. Aura-t-il seulement le droit d'ajouter à son nom celui de Montmorency ? Pas davantage. Pourra-t-il, armé du décret, se présenter devant les tribunaux civils pour requérir la rectification de son acte de naissance ? Non. Pourra-t-il, dans les actes de la vie civile, signer Montmorency ? Non. Et, s'il a des enfants, comment se nommeront-ils ? Ils se nommeront tous : Talleyrand-Périgord » (1).

Cependant, n'a pas toujours été faite, par la jurisprudence, la distinction entre un nom de famille et un support de titre, entre un nom patronymique et un nom de terre, de bataille, etc., attaché à un titre, formant bloc avec lui (2). D'ailleurs, si on con-

(1) Les plaidoiries de l'affaire de Montmorency devant le Conseil d'État ont été reproduites dans la *Gazette des Tribunaux* des 24 et 25 mars 1866.

(2) Ainsi, en 1858, M. Hibon de Frohen semblait pouvoir prendre légitimement la qualité de duc de Brancas, du chef de sa femme, Marie Ghislaine-Yolande de Brancas. M. Hibon de Frohen, qui se titrait duc de Brancas, prétendait n'user que d'une qualification. La Cour de Paris répondit que le nom patronymique est la propriété de la famille, que Brancas était un nom patronymique et ne pouvait, en l'état de la législation, être transporté à une autre famille sans les formalités légales, qu'une qualification héréditaire qui consisterait dans un nom propre produirait évidemment le même effet que le nom lui-même (Arrêt du 10 juin 1859, D. P., 63, 1, 313). La Cour de cassation s'associa pleinement à cette doctrine (Civ., 15 juin 1863, D. P., 63, 1, 313). C'est par suite de la même confusion que le fils naturel d'un Quelen, duc de la Vauguyon, a fait reconnaître son droit au nom de Quelen de la Vauguyon (C. de Paris, 17 août 1884 et Civ., 27 juillet 1886, D. P., 86, 1, 454). Cf. pour la famille de Charles

sulte la liste des titres qui furent régulièrement relevés au *xix^e* siècle, on remarque aussitôt que, généralement, le décret d'autorisation a été précédé d'une procédure de changement ou d'addition de nom (1).

Telle est la conséquence d'une erreur aussi singulière que persistante. Les auteurs mélangent titre et nom et font intervenir à chaque instant, dans la législation nobiliaire, la loi de germinal an XI faite uniquement pour les noms.

Il suffit d'avoir lu les Mémoires de Saint-Simon pour savoir que le Conseil du roi Louis XIV ne faisait aucune confusion de ce genre. Lorsqu'Henri Chabot, ayant épousé l'héritière du duché de Rohan, se fit appeler Rohan-Chabot, duc de Rohan, nul ne lui contesta le titre de duc de Rohan. On lui refusait uniquement le nom patronymique de Rohan.

Si donc il est exact de définir le titre une simple qualification honorifique, de rapprocher le droit au

de Dreux, marquis de Brézé, Req., 10 novembre 1897, D. P., 98, 1, 242. Ajoutons que, d'ailleurs, en ce qui concerne la noblesse du 1^{er} Empire, l'article 11 du décret du 3 mars 1810 donne à tous les descendants le nom ajouté au titre abstrait. C'est du moins le sens qu'on a cru pouvoir donner à cet article ainsi conçu : « Les armoiries et livrées passent avec le nom du père à tous les enfants, sauf le signe caractéristique du titre qu'ils ne pourront porter que lorsqu'ils deviendront titulaires du majorat ». En conséquence, les cadets de la maison Régnier, dont le chef est Jean Régnier, 4^e duc de Massa, portent le nom de Régnier de Massa ; l'oncle et les enfants de Charles-Louis Fouché, 6^e duc d'Otrante, portent celui de Fouché d'Otrante.

(1) M. Hibon de Frohen, duc de Brancas et Grand d'Espagne, avait sollicité du gouvernement l'autorisation de joindre à son nom celui de Brancas. Elle lui fut refusée alors que tant de citoyens français ne doivent leur nom, à prétention nobiliaire, qu'à un décret de ce genre.

titre du droit au nom, de leur donner le même fondement, la même nature, les mêmes caractères, il est impossible, sans commettre une erreur grossière, d'assimiler totalement le titre au nom et d'appliquer, en conséquence, aux titres nobiliaires les règles qui gouvernent la seule matière des noms.

CHAPITRE IX

RÈGLES GÉNÉRALES DE TRANSMISSION

SECTION I

Conditions de transmissibilité

§ I. — *Institution des majorats*

Les titres nobiliaires sont presque toujours transmissibles. A l'époque actuelle, il n'est plus de titres français non héréditaires. On peut donc considérer cette hérédité comme étant maintenant de leur essence.

Nous ne discuterons pas la question de savoir s'il est légitime qu'un titre se transmette de génération en génération, au lieu de rester personnel à celui qui l'a mérité. « La révolte des faits contre le Code », pour

employer la forte expression de M. Morin, a montré ce que valait l'individualisme révolutionnaire. Elle dispense de justifier l'hérédité qui enchaîne les générations entre elles, l'hérédité qui fait que l'homme ne vit pas seulement dans le présent par lui-même, mais, aussi, dans le passé par ses ancêtres, et, dans l'avenir, par ses descendants. Grâce à elle se réalise le vœu d'Horace : « *Non omnis moriar...* » et s'explique la pensée de Blanc de Saint-Bonnet : « Tout homme est l'addition de sa race » (1).

Mais avant d'étudier, avec quelques détails, les divers modes de transmission, il nous faut préciser les conditions de transmissibilité du titre et les règles générales de sa dévolution.

Sous l'ancienne monarchie, il suffisait que le premier gratifié fût régulièrement investi de la dignité qui lui avait été conférée pour que le titre devînt transmissible, sauf clauses contraires des lettres patentes. Il n'en est plus de même sous le premier Empire. Les titres sont déclarés tous personnels à l'origine et seulement susceptibles de devenir transmissibles par l'accomplissement de certaines formalités,

(1) Ch. DE TOURTOULON, *L'hérédité et la noblesse* ; BIGOT DE MOROGUES, *La noblesse constitutionnelle* ; BLANC DE SAINT-BONNET, *La légitimité*. Pour donner un signe d'une réaction déjà ancienne contre un individualisme absurde, nous pouvons citer ce que M. CHEUSI disait dans son rapport sur la loi du 2 juillet 1923 perpétuant le nom des citoyens morts pour la patrie : « Nous élargissons la signification du nom ; au lieu d'être à peu près exclusivement, comme aujourd'hui, le signe distinctif de la personnalité, une simple étiquette, il s'ennoblit d'un souvenir, s'auréole d'une gloire, il devient un symbole, un enseignement du devoir ». (*Lois nouvelles*, 1923, p. 209).

l'exécution de conditions déterminées ; la transmission du titre dépend alors de la création d'un majorat (1).

Le majorat, composé de biens quelconques (2), était destiné à soutenir l'éclat du titre qui lui était annexé (3). Un même souci avait dicté, autrefois, la réglementation des érections de terres en duchés, marquisats, etc. Si les ordonnances promulguées en ce sens avaient été peu observées, les biens des grandes maisons étaient, du moins, de multiples façons, protégés contre le morcellement. Sans parler de l'ancienne indivisibilité du fief, il suffit de rappeler le droit d'aînesse et le privilège de masculinité, l'application de la

(1) Sur les majorats, V. DESQUIRON, *Commentaire sur le statut impérial du 1^{er} mars 1808*, Paris 1809 ; BOISSARD, *Des substitutions et des majorats, thèse*, Dijon, 1858 ; FRAIN DE GAULAYRIE, *Les majorats, thèse*, Rennes, 1909 ; PIERSON, *Étude sur la noblesse d'Empire, thèse*, Paris, 1910.

(2) « C'est une bien grande nouveauté, remarque M. PIERSON (*op. cit.*, p. 91), de créer des nobles dont les biens sont une maison de rapport à Paris ou dans une grande ville de l'Empire, un titre de rente conservé par privilège ou hypothèque, une action d'une société commerciale, comme la Banque de France, une part ou action dans un canal ou même, encore, une usine ».

(3) Le but, essentiellement politique, que poursuivait la tyrannie napoléonienne par l'institution des majorats, se révèle très nettement dans la fameuse lettre adressée par l'empereur à son frère Joseph : « Mon frère, je veux avoir à Paris cent fortunes, toutes s'étant élevées avec le trône et restant seules considérables, puisque ce ne sont que des *fideicommiss* et que ce qui ne sera pas elles, par l'effet du Code civil, va se disséminer. Établissez le Code civil à Naples ; tout ce qui ne nous est pas attaché va se détruire et ce que vous voulez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code civil. Il consolide votre puissance puisque, par lui, tout ce qui n'est pas *fideicommiss* tombe et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un Code civil et m'a porté à l'établir » (*Mémoires du roi Joseph*, édit. de 1853, t. II, p. 275).

régle *paterna paternis, materna maternis*, l'emploi du retrait lignager et, surtout, les substitutions qui se dressaient contre les folles et généreuses dissipations coutumières à ceux qui ont de la race.

Avec Napoléon, le rang de ceux dont les auteurs avaient joui des faveurs impériales était assuré par la constitution d'une masse de biens indisponibles. Ces biens étaient donnés aux premiers titulaires (majorats de propre mouvement, dotations impériales) (1) ou pris par ces derniers sur leur propre patrimoine (majorats volontaires, majorats sur demande). Le premier statut du 1^{er} mars 1808 fixait l'importance des majorats à constituer pour rendre les titres, non pourvus de dotations, transmissibles en vertu de l'article 7 du second statut ainsi conçu : « Ceux de nos sujets auxquels les titres de duc, de comte, de baron sont conférés de plein droit, et qui voudront profiter de la faculté de rendre leur titre héréditaire en formant un majorat, adresseront, à cet effet, une requête à notre cousin le prince archichancelier de l'Empire » (2).

(1) L'Empereur constitua en faveur des grands dignitaires, des maréchaux de l'Empire et de plusieurs généraux des majorats de propre mouvement très opulents. Lannes reçut 328.000 francs de revenus, 100.000 francs en argent, Davoust 410.000 francs de revenus, 300.000 francs en argent ; Berthier 405.000 francs de revenus, 500.000 francs en argent ; Ney 229.000 francs de revenus, 300.000 francs en argent.

(2) « Article 1. — Les fils aînés des grands dignitaires auront de droit le titre de duc de l'Empire, lorsque le père aura constitué, en leur faveur, un majorat produisant 200.000 francs de revenus ». Pour les fonctionnaires ayant le titre de comte (art. 1), le majorat devait être d'un revenu de 10.000 francs (art. 6). Pour ceux créés de droit barons (art. 8 et 10), le revenu du majorat à ériger pouvait n'être que de 5.000 francs (art. 9 et 10).

Après le retour de Louis XVIII, il ne parut plus indispensable de faire dépendre la transmission des nouveaux titres de la création d'un majorat (1). C'était peut-être oublier que la législation ancienne, protectrice des maisons nobles, avait été abrogée (2). On s'explique qu'une réaction n'ait point tardé à se manifester. L'ordonnance du 25 août 1817 vint subordonner à l'existence de majorats la création de nouvelles pairies (3) et le système du premier Empire, n'admettant la possibilité d'une transmission que par

(1) Certains préférèrent former un majorat destiné, comme les substitutions de l'ancien régime, à assurer une certaine fortune aux chefs successeurs de leur maison. C'est pourquoi il est très souvent question de majorats dans les premières lettres patentes de la Restauration. Ces majorats étaient même parfois imposés. Un titre de baron héréditaire fut créé en faveur d'Alexandre-Maurice Blanc d'Hauterive (28 juin 1822) avec faculté, pour le titulaire, d'augmenter son majorat afin d'y attacher le titre de comte. Citons, parmi ceux qui obtinrent des titres héréditaires sans institution de majorat, le baron d'Hauteclouque (14 mai 1822), le comte Boudet de Puymaigre (1820), le baron du Teil (14 avril 1820). V. BOREL D'HAUTERIVE, 1857, p. 342, en note.

(2) Ce n'est que le 17 mai 1826 qu'il fut rétabli l'usage des substitutions dans les limites de la quotité disponible, en les restreignant toutefois à la ligne descendante et à une durée de deux degrés en sus de l'institué. Cette loi du 17 mai 1826 fut abrogée le 7 mai 1849. Sur l'utilité des substitutions pour conserver à l'heure actuelle les biens dans les familles, V. vicomte DE D., *Les substitutions* (chez Guillaume, Paris, 1863).

(3) Cette ordonnance royale décida que nul ne serait appelé à la Chambre des pairs, les ecclésiastiques exceptés, s'il n'avait, préalablement à sa nomination, obtenu l'autorisation de former un majorat et s'il ne l'avait constitué. Elle établissait trois classes de majorats pour la pairie : 1^o les majorats attachés au titre de duc et qui devaient produire un revenu d'au moins 30.000 francs ; 2^o les majorats des comtes et des marquis avec au minimum 20.000 francs de revenus ; 3^o enfin ceux de vicomte et de baron rapportant une somme supérieure à 10.000 francs. Si modestes que fussent ces chiffres, certains pairs ne purent constituer des majorats correspondant aux titres dont ils avaient hérité, et l'on vit des ducs,

la création d'un majorat, fut, par l'ordonnance du 10 février 1824, étendu à tous les titres qu'accorderait par la suite Sa Majesté (1).

Comme sous le statut du 1^{er} mars 1808, les titulaires avaient, jusqu'à leur mort, la faculté de rendre, par des biens majoratisés, leur titre héréditaire.

Mais la nécessité d'un majorat, pour la transmission, disparut avec la loi du 12 mai 1835 qui interdit toute institution nouvelle. Les titres du premier Empire et ceux de la Restauration, créés postérieurement au 10 février 1824, ont été transmissibles si leur premier titulaire n'est mort qu'après le 12 mai 1835 (2). Depuis, plus rien n'a empêché un titre, accordé

des marquis et des comtes créés barons-pairs. D'ailleurs, à partir du 1^{er} septembre 1815, le roi n'admit plus de nouvelles nominations de pairs que sous la forme de barons-pairs.

(1) Art. 1 de la dite ordonnance : « A l'avenir les titres de baron, de vicomte, de comte, de marquis qu'il nous aura plu d'accorder à ceux de nos sujets qui nous en auront paru dignes, *seront personnels* et ne passeront à leurs enfants et descendants en ligne directe qu'autant que les titulaires auront été autorisés par nous à constituer et auront constitué, en effet, le majorat affecté dont ils seront revêtus. »

(2) Cela résulte d'une décision royale du 4 octobre 1837, aux termes de laquelle les titulaires d'un titre héréditaire, à charge de constitution d'un majorat, et non suivi de cette constitution, avant la loi abolitive du 12 mai 1835, étaient censés avoir été surpris par cette loi avec l'intention d'instituer le majorat et transmettaient, en conséquence, le titre à leurs descendants (*Recueil des statuts précité*, p. 112, en note). Cf. *infra*. Aff. de L., p. 265 et s. ; *Contra*, Amédée THIERRY, Sénat, séance du 4 juillet 1860, Débats Parlem., p. 216 et déclarations de MM. DE VINCENT et de CASABIANCA au Sénat, séance du 17 avril 1861, *Moniteur* du 18 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 164. Cf. dans l'aff. de Rivoli, les conclusions de l'avocat général SELIGMAN (BOREL D'HAUTERIVE, 1911, p. 448), adoptées par la Cour de Paris (16 mars 1910, D. P., 12, 2, 324). Il semble même que sous le second Empire, d'après l'usage adopté par la Chancellerie, les titres du 1^{er} Empire et tous ceux de la Restauration, conférés par lettres patentes régulières,

pour honorer une famille, de devenir, de sa nature transmissible dès que le premier titulaire en a été régulièrement investi.

§ II. — *Transmissibilité du titre de chevalier*

Il y a cependant quelques réserves à formuler pour le titre de chevalier. Destiné, dans les débuts de l'Empire, exclusivement aux membres de la Légion d'honneur, le titre de chevalier devenait transmissible à la descendance sans la constitution d'un majorat, par le simple retrait de lettres patentes et après certaines justifications (1). Mais le décret du 3 mars 1810 vint décider que le titre de chevalier de l'Empire, créé par voie de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur, ne deviendrait transmissible qu'après avoir été confirmé au profit de trois générations succes-

aient été considérés comme héréditaires malgré l'absence de majorats (BOREL D'HAUTERIVE, 1858, p. 392 et Marquis DE MAGNY, *De la répression des usurpations*, p. 60). Cette bienveillance aurait profité à beaucoup, car il y a eu relativement peu de majorats et de dotations. Ainsi, sur les 388 comtes du 1^{er} Empire, 80 reçurent des majorats de propre mouvement et 42 s'en constituèrent volontairement. Depuis la chute de l'Empire, la Chancellerie semble être redevenue, à cet égard, plus respectueuse des textes (V. aff. de L. précitée).

(1) Article 12 du 1^{er} statut de 1808 : « Ce titre (de chevalier) sera transmissible à la descendance directe et légitime, naturelle ou adoptive de mâle en mâle, et par ordre de primogéniture, de celui qui en aura été revêtu en se présentant devant l'archichancelier de l'Empire afin d'obtenir, à cet effet, nos lettres patentes et en justifiant d'un revenu net de 3.000 francs au moins ».

sives (1). Neuf cents chevaliers seulement se soucièrent de rendre leur titre héréditaire.

Louis XVIII, qui ne donnait à la qualification de chevalier d'autre origine que l'ordre de la Légion d'honneur (2), déclara, en abrogeant pour l'avenir toutes les dispositions contraires, que le titre de chevalier, porté par l'aïeul, le fils et le petit-fils, membres de la Légion d'honneur, deviendrait transmissible par l'accomplissement de certaines formalités (3).

(1) Art. 21. — Des chevaliers de l'Empire. Ce titre pourra être accordé à ceux qui auront bien mérité de l'État ou de l'empereur.

Art. 22. — Lorsqu'une dotation aura été accordée à un chevalier de l'Empire membre en même temps de la Légion d'honneur, et qu'il ne sera revêtu d'aucun autre titre impérial, le dit titre de chevalier ne sera transmissible à l'aîné de ses descendants qui ne serait pas membre de la Légion d'honneur, jusques et y compris la 3^e génération, qu'autant qu'ils en auront obtenu la confirmation, sur demande adressée par eux au Conseil du Sceau des titres ; mais après trois confirmations successives, la transmission du titre de chevalier de l'Empire aura lieu sans autre formalité que celle du visa du Conseil du Sceau des titres. » Cet article suppose une dotation impériale, mais, avec raison, on estime en général qu'à défaut de cette dotation, le légionnaire, pour bénéficier du décret de 1810 et rendre par la suite son titre transmissible, devait justifier d'un revenu de 3.000 francs (LALLIER, *op. cit.*, p. 152 ; *Contra*, LEVESQUE, n^o 149).

(2) Nous faisons ici abstraction des droits au titre viager de chevalier de l'Empire reconnus, dans certains cas, au fils du titulaire d'un majorat ou à ses frères puînés. Certains ont cru, en tirant argument du préambule de l'ordonnance du 8 octobre 1814, que, sous les mêmes conditions que pour la Légion d'honneur, le titre de chevalier pouvait, selon la législation de la Restauration, appartenir à des descendants de chevaliers de Saint Louis (LEVESQUE, *ubi supra* ; BARBIER DE FELCOURT, *op. cit.*, p. 136). Cela semble assez douteux et le préambule de l'ordonnance paraît avoir commis une confusion relativement à l'acquisition de la qualité de chevalier sous l'ancien droit.

(3) Ordonnance royale du 8 octobre 1814, art. 2 : « Quand l'aïeul, le fils et le petit-fils auront été successivement membres de la Légion d'hon-

Il est d'ailleurs à remarquer que l'ordonnance de Louis XVIII est toujours en vigueur et qu'un individu, jouissant du droit d'aînesse, peut porter le titre héréditaire de chevalier si, par exemple, son bisaïeul, son aïeul et son père ont eu, en vertu de lettres patentes, le titre viager de chevalier (1).

SECTION II

Règles de dévolution

§ I. — *Titres postérieurs à la Révolution*

Voyons maintenant, d'une manière générale, quel est le régime de transmission des titres de noblesse à notre époque. Sans doute il serait souhaitable qu'une

neur et auront obtenu des lettres patentes, conformément à l'art. 1, le fils et petit-fils sera noble de droit et transmettra la noblesse à toute sa descendance ». La lecture de ce texte pourrait faire croire que se transmettait, par la suite, une noblesse sans titre. Ce serait une erreur. En effet, une ordonnance du même jour, portant règlement des droits de sceau à percevoir pour la délivrance de lettres patentes, porte en son article 3 : « Les lettres patentes de chevalier que nous jugerons à propos d'accorder aux membres de la Légion d'honneur ne donnant ce titre héréditairement qu'à la troisième génération, ne seront soumises qu'au droit de 60 francs ». Le texte est assez curieux, car il prouve, qu'à l'encontre de traditions séculaires, il y eut, sous la Restauration, des chevaliers non-nobles.

(1) Voici, en ce sens, une lettre adressée par les bureaux du ministère de la Justice (dossier 3073 de l'année 1895) : « Le sieur... me prie de lui faire

seule et même règle s'appliquât à toute la noblesse quelle que soit sa date d'origine (1). Pratiquement il est fort loin d'en être ainsi et, de là, résultent des difficultés sans nombre.

A vrai dire, ces difficultés n'existent guère pour les titres postérieurs à la Révolution. Les statuts impériaux et la rédaction des lettres patentes modernes déterminent un mode de dévolution que la suppression des majorats n'a en rien modifié (2). Il suffit, pour

connaître si l'article 2 de l'ordonnance royale du 8 octobre 1814 qui, sous certaines conditions, rendait héréditaire le titre nobiliaire de chevalier pour les membres de la Légion d'honneur, est toujours en vigueur et quelles sont les formalités pour en obtenir l'application. Je vous prie de vouloir bien faire connaître à M... que s'il est en mesure d'établir que son bisaïeul, son aïeul et son père ont obtenu successivement des lettres patentes leur conférant ce titre personnel de chevalier, il est en droit de réclamer son inscription sur les registres du Sceau de France, comme successeur au titre héréditaire de chevalier. Il devra, à cet effet, présenter requête à M. le Ministre de la Justice par l'intermédiaire d'un référendaire au Sceau de France. A défaut de trois confirmations consécutives accordées à l'aïeul, au fils et petit-fils, la demande ne pourrait être accueillie, car il ne s'agirait plus de la reconnaissance d'un droit acquis, mais d'une décision ayant le caractère d'une collation nouvelle de titre nobiliaire. Or, il a été reconnu, à plusieurs reprises, depuis 1875, qu'en l'état des lois constitutionnelles, il n'y aurait pas lieu de solliciter de pareilles décisions de M. le Président de la République ».

Ajoutons enfin que, sous le second Empire, on se montra moins exigeant que ne le permettaient les textes. Le Conseil du Sceau, saisi en 1862 de la demande de plusieurs chevaliers de l'Empire, fut d'avis de « confirmer » la transmission perpétuelle de leur titre, sans qu'il y ait eu 3 générations de membres de la Légion d'honneur ou 3 confirmations successives (BOREL D'HAUTERIVE, 1863, p. 345).

(1) MARQUIS DE BELBEUF, *De la noblesse française* en 1861, p. 23.

(2) Les majorats sur demande ont été abrogés par les lois des 13 mai 1835 et 7 mai 1849. Il y en avait alors 529, soit 212 pour l'Empire, 306 pour la Restauration, 11 pour la Monarchie de juillet. Les majorats de propre mouvement ont, à leur tour, été attaqués avec la loi de Finances du 22 avril

fixer la manière dont se transmettra un titre de cette catégorie, de suivre fidèlement les clauses de l'acte de collation. Cet acte, presque toujours, appelle à la succession du titre, par ordre de primogéniture, la descendance mâle, légitime et naturelle du premier concessionnaire.

Pour les titres impériaux est encore mentionnée la filiation adoptive. Mais aucune vocation héréditaire n'est habituellement accordée aux filles.

Parfois des dispositions spéciales ont été inscrites dans les lettres, généralement pour éviter que le titre ne meurt avec le premier titulaire (1) ou pour établir une sorte de ventilation des titres dans une même

1905 (art. 29 et s.) autorisant le rachat de ceux qui subsistaient ; ils étaient au nombre de trente-six. M. ROUVIER, ministre des Finances, déclara qu'en votant ce rachat, la Chambre sauvait la République du déshonneur (séance du 17 avril 1905, *Journal off.* du 18, p. 866). Selon une décision royale précitée du 4 octobre 1837, l'abolition des majorats sur demande n'a eu aucun effet quant aux titres. Le ministre des Finances écrivait en ce sens, le 18 juin 1838 (affaire du baron de B...) : « En réponse à la lettre que vous m'avez adressée le 15 courant, j'ai l'honneur de vous informer que l'annulation que vous obtiendriez en vertu de la loi du 12 mai 1835 du majorat que vous auriez fondé et sur lequel aurait été assise l'hérédité du titre dont vous êtes revêtu, n'enlèverait pas l'hérédité à ce titre qui continuerait ainsi à être transmis isolément dans la ligne mâle directe et légitime comme il l'eût été avec le majorat auquel il était uni antérieurement » (*Recueil des statuts précité*, p. 120). Cf. les *conclusions* de l'avocat général SELIGMAN et l'arrêt de la Cour de Paris du 16 mars 1910 (D. P., 12, 2, 324 et BOREL D'HAUTERIVE, 1911, p. 448). Il va sans dire que la suppression des majorats de propre mouvement (loi du 22 avril 1905) n'a pas eu, sur les titres, plus d'influence que la loi abolitive de 1835.

(1) Ainsi, le titre de baron fut conféré à Urbain-François-Joseph Bréant avec autorisation de transmission à un cousin, par lettres patentes du 29 avril 1826 (confirmé en faveur du dit cousin Achille Meslin, par arrêté ministériel du 21 mai 1864).

famille (1). Fréquemment, des lettres patentes originales ont été rédigées en la forme ordinaire et des lettres nouvelles sont venues, par la suite, modifier, à la demande du bénéficiaire, le système de transmission prévu tout d'abord (2) ou du moins le compléter, dans le but encore d'éviter l'extinction du titre (3).

Mais, nous le répétons, ce n'est pas pour les distinctions honorifiques accordées au cours du *xix^e* siècle que l'on peut éprouver quelque embarras. *Les lettres patentes constituent la loi du titre* et les formules employées sont si claires que nous ne connaissons aucune discussion sérieuse pour l'interprétation de l'une d'entre elles.

(1) Par lettres patentes du mois de mai 1808, le maréchal Ney reçut le titre héréditaire de duc d'Elchingen. Par nouvelles lettres patentes du 25 mars 1813, lui fut conféré le titre de prince de la Moskowa, mais il était stipulé que la principauté de Moskowa et le duché d'Elchingen ne pourraient, après la mort du maréchal, être réunis sur la même tête. Un décret du 22 décembre 1857 régla la transmission du titre de prince de la Moskowa, devenu par suite vacant, et lorsqu'en octobre 1882 Edgard Ney, prince de la Moskowa, mourut sans héritier direct, c'est en vertu de ce décret que le titre de prince de la Moskowa passa sur la tête du jeune duc d'Elchingen dont le titre échut à son frère puîné, Charles-Aloïs-Jean-Gabriel Ney.

(2) Par exemple, une ordonnance du 1^{er} mars 1819 portait dans son article 1 : « Les rang, titre et qualité de pair du royaume qu'il nous aura plu d'accorder au vicomte de Morel seront transmis héréditairement à notre amé Charles-Louis Terray, son petit-fils, dans le cas où le vicomte de Morel viendrait à décéder sans postérité mâle » (V. Cass., 22 avril 1846, D. P., 46, 1, 172).

(3) Autorisation de transmission du titre de duc de Plaisance en faveur des descendants mâles par ordre de primogéniture nés ou à naître du mariage d'Anne-Elisabeth-Adèle-Jeanne Le Brun de Plaisance avec Armand-Urbain-Louis de Maillé de La Tour Landry, par décret du 27 avril 1857, dans le cas où le duc de Plaisance et son neveu et héritier, le comte de Plaisance, viendraient à décéder sans héritier mâle.

§ II. — *Titres antérieurs à la Révolution*

Le problème est plus épineux pour les titres d'ancien régime qui étaient presque tous glébés, c'est-à-dire attachés à une terre, et dont la transmission s'effectuait généralement selon la loi des fiefs. On peut se demander si, relativement aux titres, cette loi des fiefs doit encore être appliquée à une époque où n'existe plus aucune prééminence d'un héritage sur un autre (art. 638 du Code civil).

Considérant la législation nobiliaire de la vieille France comme abrogée, des auteurs ont pu, pour déterminer une réglementation nouvelle, donner libre cours à leur fantaisie créatrice. MM. Levesque et Tournade (1) notamment, faisant du titre un nom, par une grossière erreur déjà signalée, appliquent tout simplement aux titres les règles de transmission du nom patronymique. La jurisprudence n'a pas voulu accommoder, avec eux, au goût du jour, des règles séculaires (2).

(1) LEVESQUE, *op. cit.*, n° 151 et s. ; TOURNADE, *op. cit.*, p. 121 et s. et, pour les cas où les lettres patentes ne sont pas contraires, SALVETON, *op. cit.*, nos 629 et 633.

(2) Parmi les nombreuses décisions judiciaires qui ont repoussé l'application de cette théorie extravagante (V. *supra*, p. 95), le jugement du Trib. civ. de la Seine du 13 février 1891 (*Pand. franç.*, 91, 2, 250) déclare « que sans doute il n'existe plus aujourd'hui en France de titres entraînant certains privilèges et certaines immunités, mais que les dénominations comte, baron répondent à certaines idées spéciales, à certains avantages sociaux qui ne permettent pas de les confondre avec le nom lui-même... qu'enfin, cette confusion est contraire aux règles qui ont présidé à la création du droit individuel, transmissible dans des conditions déterminées qui ne sauraient disparaître sans la volonté formelle du législateur ».

D'autres croient que les statuts impériaux constituent les lois organiques de toute noblesse et par conséquent réglementent les titres de l'ancienne monarchie. Nous avons été singulièrement étonné de trouver semblable affirmation sous la plume de M. Borel d'Hauterive (1) ou d'apprendre que, pour l'éminent doyen de la Faculté de Droit de Toulouse, M. Hauriou, cette extension du domaine de la législation impériale est peut-être possible (2).

A la vérité, on ne voit aucune raison sérieuse pour ne pas continuer à appliquer aux vieux titres les principes de transmission qui furent les leurs jusqu'en 1789. Les dignités non attachées à une terre obéiront aux prescriptions de leurs lettres patentes, comme les qualifications accordées au siècle dernier et les dignités jadis glébées se comporteront ainsi qu'avant l'abolition des fiefs.

(1) Nous lisons dans l'*Annuaire* de 1853, p. 298, après le texte du décret du 25 janvier 1852 par lequel fut abrogé celui du 29 février 1848 : « La législation relative aux titres paraîtrait d'abord ramenée par ce décret au point où elle était avant février 1848. Elle se résumait alors toute entière dans l'article 71 de la charte de 1814 devenu l'article 62 de celle de 1830... Mais la charte a été abrogée et la constitution de 1852 ne s'est nullement occupée des titres. C'est donc le décret du 1^{er} mars 1808 qui peut seul régir aujourd'hui cette matière ».

(2) « Il serait sans doute très intéressant, a-t-il écrit dans une note (sous Trib. des conflits, 17 juin 1899, S. 00, 3, 17), de rechercher si ces règles de démembrement et de transmission des titres nobiliaires se trouvent aujourd'hui uniquement dans la législation napoléonienne du décret du 1^{er} mars 1808 et textes subséquents, ou bien si les règles de l'ancien régime peuvent être considérées comme ayant revécu ». C'est oublier que les titres antérieurs à la Révolution ont aujourd'hui une existence légale, non pas grâce à Napoléon I^{er}, mais en vertu de la charte octroyée par Louis XVIII. Cf. Rapport au Conseil d'administration, *infra*, p. 228 et s.).

L'article 71 de la charte de 1814 semble ne rien innover aux pratiques antérieures en déclarant simplement : « La noblesse ancienne reprend ses titres ». Elle les a repris dans le silence du texte avec la réglementation qu'ils avaient à l'époque de leur suppression (1). Toutes les décisions judiciaires et administratives que nous avons citées, ou que nous citerons par la suite pour des titres antérieurs à la Révolution, admettent, d'une façon expresse ou du moins implicite, ce principe fondamental (2).

Sans doute, c'est, du même coup, faire revivre des usages peu conformes au Code civil qui ne connaît, par exemple, ni droit d'aînesse, ni privilège de masculinité, mais, interprète des lois, il ne nous appartient pas de les mutiler pour les rendre homogènes.

Un inconvénient plus grave du rétablissement de l'antique réglementation résulte de l'inextricable complexité de celle-ci. Nous n'avons pas un code de la noblesse, nous avons quelques ordonnances promulguées au cours des siècles et contredites par des usages cons-

(1) Cette interprétation paraît avoir été confirmée par le préambule de l'ordonnance du 8 octobre 1814 concernant la Légion d'honneur : « Le roi, y est-il dit, voulant fixer les prérogatives d'une institution destinée à perpétuer d'honorables souvenirs et y attacher un mode d'hérédité *plus conforme aux anciennes lois et usages qui régissent la noblesse du royaume*, et déjà rétabli pour l'ordre de Saint-Louis, a ordonné, etc... »

(2) Il a été, en particulier, dégagé nettement dans un arrêt de la Cour de cassation (Civ., 25 octobre 1898, D. P., 99, 1, 166) déclarant, d'une façon générale, « que si les titres nobiliaires n'entraînent plus de privilèges d'aucune sorte, ils n'en doivent pas moins être maintenus dans le caractère qui leur a été donné à l'origine ». V. de même Conseil d'État, 29 avril 1910, D. P., 12, 3, 73 (*sol. impl.*).

tants (1). Selon qu'ils raisonnaient en gentilshommes ou en gens du roi, nos pères émettaient, en matière nobiliaire, des idées dissemblables.

Mais, si l'on arrive à dégager les grandes lignes de l'ancienne législation, nous ne pensons pas qu'en dehors d'hypothèses exceptionnelles, et bien que le contraire soit en général enseigné, cette législation doive être élaguée, en certaines de ses parties, selon le droit moderne (2). Nous ne tiendrons compte que d'indis-

(1) C'est par suite d'une stupéfiante ignorance ou plutôt pour « camoufler » les difficultés qu'allait faire naître l'application de la loi du 28 mai 1858, que M. DU MIRAL, rapporteur de cette loi, affirma (Rapport au Corps législatif, D. P., 58, 4, 59) que « les usages de l'ancienne monarchie, ravivés dans l'ordonnance du 25 août 1817, et consacrés par les mœurs nouvelles, continueraient à être la règle de toutes les transmissions à l'avenir ». Cf. note au Dalloz, sous l'arrêt de la C. de Paris du 30 mai 1879 (D. P., 79, 2, 137). Cette ordonnance, faite uniquement pour la pairie héréditaire, a disparu avec elle (Tribunal du Mans, 5 février 1896, D. P., 98, 1, 242 ; Trib. Seine, 5 juillet 1906, dans BOREL D'HAUTERIVE, 1907, p. 327 ; SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 758). D'ailleurs, comme on l'a très justement fait remarquer (LEVESQUE, *op. cit.*, n° 25 et s.), la noblesse était, en 1817, une institution d'État ayant une existence constitutionnelle ; il ne pouvait appartenir au seul pouvoir exécutif de déterminer les conditions d'existence de la noblesse ancienne rétablie.

(2) Ainsi, partant de cette idée que si le titre n'est pas l'accompagnement obligé du nom, il ne peut aller sans lui, M. LALLIER (*op. cit.*, p. 173) décide, en sa sagesse, comme le roi en ses Conseils, que le titre, dorénavant, ne se transmettra que dans deux hypothèses : soit avec le nom qui lui sert de support et dont il n'a pas été détaché, soit au profit d'une personne déjà en possession de ce nom que le titre va rejoindre. M. LALLIER déclare aujourd'hui impossible des transmissions autrefois autorisées et cela, d'ailleurs, en conséquence de la loi de germinal an XI promulguée à une époque où les titres d'ancien régime n'existaient plus (V. REY, *op. cit.*, p. 96 et PERREAU, *op. cit.*, notamment p. 353, 379, 396). Le Conseil d'administration du ministère de la Justice veut également exercer un certain contrôle sur la législation ancienne (V. rapport au Conseil, *infra*, p. 228). De nombreux arrêts admettent également des restrictions à la restauration pure et simple de toutes les coutumes du droit nobiliaire.

cutables évolutions du droit nobiliaire au xix^e siècle et ne chercherons nullement à fausser ou étendre des textes pour les faire cadrer avec les idées actuelles. Il n'y a pas lieu d'examiner comment chaque principe de l'ancienne organisation nobiliaire a pu se modifier au contact de l'esprit nouveau, quelle réfraction il a dû subir en pénétrant dans notre milieu démocratique. Ce serait œuvre de législateur, non de légiste et, en outre, œuvre inutile : la noblesse est une vieille dame vivant avec des habitudes d'antan et qui, fière de son grand âge, ne veut pas se rajeunir.

Notre conclusion sera donc que les titres anciens et modernes sont soumis aux règles qui existaient et présidaient à leur dévolution à l'époque où ils ont été créés, ainsi qu'aux conditions particulières contenues dans les lettres patentes de collation.

Ajoutons que tous ces titres, sans exception, doivent se transmettre tels qu'ils furent portés à l'origine et non, comme cela s'est souvent produit, abstraction faite de leur support, pour venir se placer devant le patronymique du nouveau porteur. Ainsi, le fils de François de Montlezun, chevalier, comte de Campagne, marquis de Mauléon, fut appelé Louis Hercule, marquis de Montlezun et c'est sous cette dénomination qu'il

Selon la Cour de Riom (20 décembre 1906, D. P., 09, 1, 467), « le régime de la transmission de ces titres relève encore aujourd'hui des règles anciennes : *en tout ce qui n'est pas incompatible avec le nouvel état social* ». Ce sont les expressions mêmes de la Cour de cassation dans l'arrêt précité du 25 octobre 1898. V. Trib. d'Orange, 27 mai 1874 et C. de Nîmes, 21 décembre 1874, D. P., 77, 2, 121.

épousa, en 1767, la fille du gouverneur Mahé de la Bourdonnais (1).

Pour exposer maintenant, avec quelques détails, comment un titre passe d'une tête sur une autre, et après des explications sommaires mais essentielles sur l'ancienne transmission d'un titre par transmission d'un fief, il nous faudra étudier successivement les effets de l'institution contractuelle ou testamentaire, de la filiation légitime, naturelle ou adoptive, de la parenté collatérale et du mariage.

SECTION III

Saisine de l'héritier

Dans les différentes hypothèses que nous venons d'énumérer, la transmission du titre n'avait lieu, autrefois, que lorsque le successeur avait rendu foi et hommage, sauf, sans doute, pour les vieux titres

(1) Pour la maison de Levis-Mirepoix, V. TOISON D'OR, *Noblesse de Contrebande*, p. 320. Le tribunal de la Seine a eu l'occasion de déclarer incorrect cette fréquente transposition. Au comte de Montricoux, qui se qualifiait comte de Malartic, il a répondu « que si le demandeur a le droit de s'appeler Maures de Malartic, comte de Montricoux, il ne saurait du moins séparer du titre ancien de comte, qui a pu lui appartenir légalement, le nom de terre de Montricoux auquel il était jadis attaché et qui en faisait partie intégrante » (Jug. du 20 juin 1895, *Gaz. Palais*, 95, 2, 275). V. cependant Trib. Seine, 13 février 1891, *Pand. franç.*, 91, 2, 250.

féodaux des anciens seigneurs souverains (1). L'hommage de l'héritier se recevait dans l'année (2). Mais semblable investiture du fief, donc du titre, devint simple formalité (3). Quant aux titres non « fieffés », la transmission s'en effectuait de plein droit (4).

Sous l'Empire, par suite de la création de majorats substitués aux anciens fiefs, la dévolution n'avait pas lieu *ipso jure*. L'appelé avait à remplir les nombreuses exigences des statuts et décrets impériaux pour porter régulièrement le titre qui lui était échu (5). Il

(1) Encore, pour ces derniers, voyons-nous, par exemple, Armand Guilhem de Montlezun, II^e du nom, comte de Pardiac par la grâce de Dieu, faire hommage de ce comté au roi Philippe le Hardi en juillet 1275.

(2) Ordonnance de Saint-Louis (1235), dans les ordonnances des rois de France de la troisième race, recueillies par LAURIÈRE (t. I, p. 56).

(3) « L'acte de foi et hommage essentiel à l'époque féodale avait, avec le temps, fort perdu de son importance. L'ancien formalisme avait disparu. On dressait un acte notarié qui tenait la foi et l'hommage pour accomplis. C'était un reste de droit féodal incommode et inutile, une soumission de pure cérémonie, peu coûteuse, entraînant toutefois, après elle, aveu et dénombrement » (MARION, *Dict. des Institutions de la France*, V. Foi et hommage).

(4) SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 291.

(5) Article 14 du décret du 4 mai 1809 : « Le successeur appelé à recueillir un majorat sera tenu de se présenter au Conseil du Sceau des titres, de faire sa soumission, de remplir les charges portées aux articles 50 et 52 de notre statut du 1^{er} mars 1808, de joindre ses quittances du paiement du cinquième d'une année de revenus du majorat entre les mains du trésorier de la Légion d'honneur et du Sceau des Titres. Il sera inscrit au Sceau des titres comme ayant succédé à la possession du majorat et extrait de cette inscription lui sera délivré, au moyen duquel extrait, visé par notre cousin le prince archichancelier, il sera admis au serment en sa qualité. Il sera payé pour chaque délivrance d'extrait, à la caisse du Conseil du Sceau des titres, le tiers de la somme fixée par notre décret du 1^{er} mars 1808 pour l'expédition des lettres patentes ». Pour les dotations impériales, V. article 5 du décret du 14 octobre 1811.

devait, notamment, prêter dans les trois mois un serment de fidélité qui n'était qu'une réminiscence de l'acte féodal de foi et hommage.

Bien entendu, ces dispositions de la législation napoléonienne n'ont jamais eu d'application que pour la noblesse du premier Empire (1).

Toutefois, les titres créés par la suite, avec institution de majorats, ne se fixaient sur la tête des successeurs que lorsque ces derniers étaient investis régulièrement des dits majorats.

Mais, maintenant qu'il n'y a ni fief exigeant foi et hommage, ni majorat nécessitant des formalités de transfert, les qualifications nobiliaires se transmettent à qui de droit sans aucune formalité, par le fait même du décès du dernier titulaire (2). Les porteurs successifs d'un même titre en ont reçu, parfois du fond des âges, une sorte de saisine collective (3).

(1) C'est à tort, croyons-nous, que le procureur général DUPIN, dans un procès qui fit grand bruit (aff. Terray, Cass., 22 avril 1846, D. P., 46, 1, 172), invoqua, pour la dévolution d'un titre de la Restauration (lettres patentes du 1^{er} mars 1819), les décrets précités.

(2) S'il est naturel d'estimer que la forme actuelle du gouvernement dispense les héritiers de titres impériaux de prêter serment de fidélité, il n'y a, par contre, aucun motif de considérer comme abolie l'obligation, pour ces héritiers, de se faire inscrire au Sceau de France (PERREAU, *op. cit.*, p. 359). Toutefois, on considère généralement la suppression de toute formalité comme entraînée par la disparition des majorats (COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de droit civil français*, 4^e édition, t. I, p. 363).

(3) V. Req. 3 août 1908, avec les conclusions de M. le conseiller MARI-
GNAN, D. P., 09, 1, 467.

QUATRIÈME PARTIE

Dittérents modes de transmission

CHAPITRE X

TRANSMISSION D'UN TITRE PAR CESSIION D'UN FIEF

§ I. — *Doctrine généralement admise*

Nous allons examiner d'abord si, dans l'ancien droit, un premier mode de transmission ne consistait pas dans la cession d'un fief de dignité, du moins depuis l'époque où cette cession fut admise (1), si, par exemple,

(1) On chercha de bonne heure à établir la stabilité des fiefs dans les familles (ordonnance de Saint-Louis, en 1250, insérée dans LAURIÈRE, *op. cit.*, t. I, p. 65).

l'acquéreur d'un comté ne se trouvait pas devenir comte au moment précis où le vendeur perdait fief et titre.

La possibilité de concevoir un mode de transmission de ce genre, résulte de ce que, pendant fort longtemps, l'achat d'un fief noble a rendu noble son nouveau propriétaire ; or, l'acquisition, par un roturier, de la qualité d'écuyer était chose plus grave que l'acquisition, par un gentilhomme, d'un titre de haute noblesse.

Il est vrai, d'ailleurs, qu'au moins depuis Henri III, fut très nettement posé le principe du non-anoblissement par les terres (1). L'article 258 de l'ordonnance de Blois (1579) était ainsi conçu : « Les roturiers et non-nobles achetant fiefs nobles ne seront, pour ce, anoblis, ni mis au rang et degré des nobles de quelque revenu et valeur que soient les fiefs par eux acquis » (2).

(1) LA ROQUE, (*Traité de la noblesse*, chap. XVIII) explique ainsi l'origine historique de cette sorte d'anoblissement : « L'inféodation a conféré l'ancienne et première noblesse car, autrefois, tout ce que tenait un noble était fief et il n'y avait que deux sortes d'états : celui des gens libres feudataires, et celui des esclaves, tellement que toute la noblesse consistait en la possession des fiefs ». Les Établissements de Saint-Louis (LAURIÈRE, *op. cit.*, t. I, p. 127) portaient que la noblesse pouvait s'acquérir par la possession d'un fief à la tierce fois, c'est-à-dire qu'un roturier, acquérant un fief, ses descendants étaient nobles au troisième hommage du même fief. V. de même les ordonnances de 1275 de Philippe le Hardi (*ibid.*, p. 304), de 1291 de Philippe le Bel (*ibid.*, p. 324), de 1330 de Philippe le Long (*ibid.*, p. 746), de 1326 de Charles le Bel (*ibid.*, p. 798) et SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 294.

(2) « Il est encore vrai que les fiefs n'anoblissent point sans le consentement du prince, dont la grâce doit paraître, car, comme la lumière procède du soleil et les rivières de la mer, de même la noblesse est une émanation de l'autorité souveraine » (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XVIII).

Mais cette ordonnance n'a modifié que pour les roturiers le droit préexistant (1) et, pour la période postérieure à l'année 1579, comme pour celle qui lui est antérieure, se pose le problème de la détermination des droits du gentilhomme nouveau propriétaire.

Il semble difficile de lui accorder le titre perdu par le possesseur primitif. Les lettres d'érection indiquent toujours en faveur de qui elles sont faites, n'appellent à en bénéficier avec, généralement, sa descendance mâle et par primogéniture, que celui que le souverain entend récompenser (2).

Si le gentilhomme acquéreur voulait bénéficier des attributs de son nouveau fief, il devait solliciter du roi une confirmation (3) qui, probablement, ne lui était jamais refusée. De fait, on peut citer un certain

« Ce serait une chose répugnante qu'un roturier fût seigneur, d'un fief de dignité, qui ne convient qu'à la haute noblesse » (*id.*, chap. XX). V. BELLEGUISE, *Traité de la noblesse*, p. 54; LOYSEAU, *Dés seigneuries*, chap. VI, n° 66; Jean BAQUET, *Œuvres*, éd. 1744, t. II, p. 355; D'ARGENTRÉ, article 31 de *La coutume de Bretagne*.

(1) Cela résulte de l'article 258 précité et des articles 256 et 257 (CHERIN, *Abrégé chronol.*).

(2) « Selon les clauses des érections qui sont « *stricti juris* », elles ne s'étendent à ceux qui n'ont point mérité cette grâce, ni aux ayants cause, c'est-à-dire à ceux acquéreurs qui ne sont de l'estoc, ni de la ligne de ceux en faveur desquels les lettres ont été concédées » (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XX). Cf. MERLIN, *Rép. de jurisprudence*, V. Comtes et Marquis. D'ailleurs, à défaut d'hoirs mâles, se produisait le retour du fief à la couronne ou du moins l'extinction du titre (DENISART, *Collection de décisions nouvelles*, V. Comte, § 2, n°s 6, 8 et 9).

(3) « *Si quis nobilis emptione, donatione, contractu aliove titulo quam beneficio aut indulto vel successione legitima baronatum, comitatum aliamve majorem dignitatem obtineat, eamque in familia sua retinere cupiat, regis solet accedere confirmatio* » (Jean BAQUET, ap. LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XX).

nombre de nobles ayant demandé la réerection, à leur profit, de terres récemment acquises (1).

Ces nobles savaient, comme La Roque, que les comtés, marquisats, duchés n'étaient pas créés « pour des gens qui achètent des fiefs, mais en considération des services des impétrants, des mérites de leurs prédécesseurs et, même, dans l'espérance d'être encore servi par leurs descendants » (2).

Aussi, des spécialistes, comme M. Borel d'Hauterive, ont énergiquement affirmé que jamais semblable transmission, par cession d'un fief, n'a pu, sous l'ancien régime, s'effectuer légalement et de plein droit (3). Telle a toujours été l'opinion de la Chancellerie (4).

(1) Nous lisons dans les *Tablettes historiques* (t. IV. V. Châteauncuf) : « Le marquisat de Châteauncuf a été acquis par N. de Baude de la Vieuville et il a été de nouveau érigé en marquisat par lettres de juin 1746, enregistrées à Nantes le 23 novembre suivant, en faveur et considération des services de son fils Étienne-Auguste de Baude de la Vieuville, officier au régiment des Gardes françaises ». De même, au t. VIII (V. Paroy) : « Le marquisat de Paroy, qui est situé en Brie, a été acquis par Marie-Thérèse Fournier, veuve de Guy le Gentil, commissaire général de la Marine, issu d'une ancienne famille noble de Bretagne et a été érigé de nouveau en marquisat par lettres patentes données à Versailles en novembre 1754, en faveur de son fils Guy le Gentil, officier au régiment des Gardes françaises et de sa postérité mâle ». Ainsi, encore, M. de Laborde, conseiller secrétaire du roi, avait acquis le marquisat de Méreville dont il obtint la confirmation en sa faveur sous le titre de marquisat de Laborde, par lettres patentes d'octobre 1785 (RÉVÉREND, *Titres et confirmations de titres*, V. Laborde).

(2) LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XVIII. Cf., pour les Pays-Bas, article 4 de l'édit du 14 décembre 1616 et article 8 de l'édit du 11 décembre 1754, rapportés dans P.-A.-F. GÉRARD, *Histoire de la législation nobiliaire de Belgique*, p. 183.

(3) BOREL D'HAUTERIVE, notamment 1873, p. 209 ; 1875, p. 355. V. de même, POL DE COURCY, *De la noblesse*, p. 18 ; BARON DE VINCENT, *Etude sur la noblesse*, p. 17.

(4) *Recueil des statuts* précité, p. 100 (en note). Voici ce que décidait

§ II. — Critique de cette doctrine

Soutenir que, dans l'ancienne France, un titre ne pouvait se transmettre par la cession d'un fief de dignité peut sembler éclaircir singulièrement l'étude de la législation nobiliaire. Ce n'est pas une raison suffisante pour accepter aveuglément semblable doctrine. Voyons plutôt si des distinctions ne s'imposent pas, si même cette règle était solidement assise.

Constatons, d'abord, que, parfois, une transmission de ce genre était prévue par les lettres patentes elles-mêmes. C'est ainsi que, pour la vicomté de Saint-Priest, les lettres de 1655 portaient : « que même icelui titre de vicomte demeure uni et annexé à la dite terre, quelque mutation qui arrive d'icelle, sans que, pour quelque cause que ce soit, il en puisse être désuni » (1).

la Commission du Sceau dans sa séance du 15 février 1821 : « Un impétrant sollicite la confirmation du titre de comte, en raison de l'acquisition faite par lui, en 1787, du comté de... La Commission rejette, attendu qu'en principe la terre titrée ne donne le titre qu'à celui en faveur duquel les lettres patentes d'érection ont été expédiées » (*Recueil des statuts* précité, p. 206).

(1) SALVAING, *Usage des fiefs*, chap. V ; SAINT-ALLAIS, *De l'ancienne France*, t. I, p. 216 ; le *Recueil des dignités de Provence*, publié par M. DE MONTVALLON, conseiller au Parlement en 1752 (EXPILLY, *Dict. des Gaules*, V. Provence), expose que la Provence avait 1 duché, 1 principauté, 60 marquisats ou comtés, les uns sujets à s'éteindre à défaut d'hoirs, les autres érigés pour les successeurs et ayants cause, c'est-à-dire perpétuels, comme le comté de Grignan (1588). De même, M. DE SEMAINVILLE (*op. cit.*, p. 306) cite la baronnie de la Boullaye et le marquisat de Charette, érigés pour toujours et en faveur de tous leurs possesseurs. Dans une multitude de lettres d'érection, même pour des duchés (GUY COQUILLE, *Les pairs de France*, éd. de 1665, p. 524 et s. Cf. art. 4 de l'édit de mai

De plus, il est inexact de faire toujours obéir la dévolution d'un titre régulier aux règles d'un acte de collation, car nous avons montré que les plus anciennes qualifications n'ont pas été données par nos rois, qu'elles n'ont pas été créées par des lettres patentes. Or, les seigneuries primitives avec les dignités qui leur étaient attachées « se perpétuaient d'âge en âge, avec la glèbe, en faveur de tout possesseur » (1). Ainsi le 6 juin 1373, le titre de comte de Pardiac, porté pour la première fois par Arnaud de Montlezun, par la grâce de Dieu comte de Pardiac, passa, avec le comté de ce nom, dans la famille de Géraud d'Armagnac (2). De même, les douze baronnies de Bigorre et les douze baronnies de Béarn communiquaient leur dignité à leurs acquéreurs, même s'ils étaient roturiers. Louis XIII, en 1620, avait laissé à ces deux provinces leurs usages et coutumes (3).

1711), on trouve les termes d'hoirs successeurs et ayants cause. Pour la simple noblesse, V. le très curieux anoblissement du château d'Anglure (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXXXIV).

(1) Cf. DENISART, *op. cit.*, V. Dignité féodale, § 2 et D'ESTAINTOT, *Des titres de l'ancienne noblesse*, p. 5. C'est ce qu'après d'autres. M. DE SEMAINVILLE (*op. cit.*, p. 305) appelle les « baronnies de coutume ». Nous acceptons bien l'expression, mais à condition de l'entendre, d'une façon générale, de toutes les très anciennes seigneuries auxquelles étaient attachées les dignités de baron, vicomte, comte, etc. En outre, nous croyons que c'est être bien respectueux de l'autorité royale dans ses débuts que d'expliquer la possibilité de transmissions de ce genre par le fait que fiefs et titres n'avaient été accordées, ni pour un temps, ni pour une seule personne et que, par suite, une « nouvelle érection » n'était pas nécessaire.

(2) LA CHESNAYE DESBOIS, *Dict. de la noblesse*, V. Armagnac, Montlezun, Pardiac.

(3) V. CHÉRIN, *Abrégé chronol.* (édit. Migne, Pièces détachées : Bigorre et Béarn). Cette mesure eut pour but de calmer les susceptibilités de

Sans doute, tout cela était exceptionnel, mais prouve combien, toujours, était vivace la vieille idée que la personne reçoit la condition des choses (1). Incontestablement, depuis au moins l'ordonnance de Blois, on reconnaissait que les fiefs érigés en grande dignité pour des personnes illustres et de qualité, perdaient leur rang et leur éclat en passant dans les mains des roturiers. Mais, même pour les auteurs les plus exigeants, une solution identique paraissait plus pénible à appliquer à d'authentiques gentilshommes (2).

Nous trouvons dans certains ouvrages, formulé en termes absolus, le principe du droit au titre pour l'acquéreur noble, au lieu et place du vendeur déposé. Chopin, par exemple, s'exprime ainsi : « Les dignités féodales passent aux possesseurs des fiefs et,

provinces voulant continuer à vivre de leur vie indépendante. N'avait pas d'autre objet le mot célèbre d'Henri IV, roi gascon : « Je ne donne pas le Béarn à la France, mais la France au Béarn. »

(1) Ainsi pensait LOYSEAU (*Des seigneuries*, chap. IV, nos 3 et 4) : « La seigneurie est proprement attribuée et inhérente au fief et, indirectement, communiquée à la personne qui le possède. C'est pourquoi, au livre des fiefs, quand on demande : *Quis dicatur dux, marchio aut comes ?* on répond que c'est celui qui *de ducatu, marchia aut comitatu investitus est* ». C'est au même ordre d'idées, qu'il faut rattacher le droit, pour le possesseur, de prendre le nom du fief. Req., 14 novembre 1832, S., 33, 1, 324 ; Req., 15 décembre 1845, S., 46, 1, 182 ; Civ., 15 janvier 1861, D. P., 61, 1, 176 ; Civ., 10 mars 1862, D. P., 62, 1, 219 ; Civ., 20 mars 1866, D. P., 66, 1, 437 ; Req., 2 février 1881, D. P., 81, 1, 339 ; Req., 22 octobre 1901, S., 02, 1, 191.

(2) LA ROQUE (*op. cit.*, chap. XVIII) dit : « Il semble que les acheteurs de terres en dignité devraient obtenir des lettres de nouvelle érection ». BELLEGUISE (*op. cit.*, p. 54), LOYSEAU (*op. cit.*, chap. VI, nos 65 et 66), JEAN BAQUET (*op. cit.*, t. II, chap. XX), comme tant d'autres, n'envisagent guère que l'hypothèse d'un acquéreur roturier pour s'élever contre la transmission du titre. Cf. ordonnance de Louis XIV du 8 décembre 1699 (CHÉLIN, *Abrégé chronol.*).

souvent, les placent au-dessus de ceux qui prétendent opposer l'ancienneté de leur race à ces dignités purement réelles. En effet, ces prérogatives qui sont attachées à la glèbe se transfèrent à tout homme qui succède, à quel que titre que ce soit, à ces héritages nobles » (1).

On voit donc que, contrairement à ce qui a été le plus souvent écrit, les théoriciens du droit étaient loin d'être unanimes pour condamner la transmission d'un titre par la cession d'un fief de dignité.

Si, maintenant, nous considérons ce qui se passait en pratique, nous constatons avec M. Lallier que, « pendant toute la féodalité, les nobles, acquéreurs de fiefs, se titraient de leur dignité » (2).

L'habitude était prise, elle se maintint avec le tacite consentement du roi (3). La noblesse de l'acqué-

(1) *Coutumes d'Anjou*, titre IV. De même HEVIN (*Consultations*, p. 213) : « C'est une qualité purement réelle, inhérente à l'héritage, qui y demeure toujours attachée. C'est pourquoi elle se conserve toujours en quelques mains que passe la terre qui en a été décorée ». Citons encore, avec l'auteur anonyme de la courte mais précieuse *Notice sur les titres féodaux* (Marseille, 1823), SALVAING, *Traité des anciens fiefs* (à la fin du chapitre des baronnies du Dauphiné) ; BALU, sur l'article 70 de la *coutume de Touraine* ; BOUCHEL, *Bibliothèque du droit français* (V. Baronnies) et DE PINEAU, sur l'article 46 de la *coutume d'Anjou*.

(2) LALLIER, *op. cit.*, p. 92. Cf. BARON DE SCHONEN, *De la noblesse française*, p. 19.

(3) Extrait du cahier présenté par les députés de la noblesse de Languedoc à l'assemblée des États généraux en 1614 : « Sire, Votre Noblesse ose supplier Votre Majesté de nous faire vivre sous le bénéfice des édits... Que les ordonnances de 1560, 1566, 1579 soient observées... Que les gentilshommes tenant baronnies, qui ont entrée aux États, ne pourront aliéner les dites baronnies pour lesquelles ils ont entrée aux dits États, qu'à d'autres personnes nobles, autrement les dites baronnies demeureront déchargées de la dite faculté qui sera attribuée à autres de qualité requise...

reur était la condition nécessaire et suffisante de réceptivité (1). En style financier, nous dirions volontiers que le titre de noblesse était à l'ordre des propriétaires nobles successifs.

En 1832, le comte de Bastard rappelait à la Chambre des pairs les anciens usages, en parlant des titres « basés sur la possession d'anciens fiefs héréditaires titrés par concession du souverain ou antérieurement à toute concession et qui conféraient *aux possesseurs nobles*, et à leur famille, le droit de porter le titre qui y était annexé » (2).

Pour choisir un exemple parmi une infinité d'autres, remarquons que le nom de Saint-Vallier n'a pas disparu avec la belle Diane de Poitiers de Saint-Vallier, dernière de sa race ; c'est parce que ses héritiers vendirent ; en 1584 et 1586, le comté de Saint-Vallier à Jean de la Croix, qui, le premier de sa maison, se titra comte de Saint-Vallier (3).

Que les acquéreurs des terres nobles portant titre de baronnie, vicomté, comté, marquisat, n'étant les dits acquéreurs de la qualité requise, ne pourront prendre le titre attribué aux dites terres ».

V. encore arrêt du Conseil du 16 avril 1689 (*Dict. des Domaines*, V. Investiture), *Notice sur les titres féodaux* précité et art. 4 du placard du 14 décembre 1616 réglant la noblesse des Pays-Bas (CHÉRIN, *op. cit.*, Déclaration du 8 décembre 1699 et CHASSANT, *Les nobles et les vilains du temps passé*, p. 179).

(1) Cf., dans J. BAQUET (*op. cit.*, t. II, chap. XVIII), la forme des lettres d'anoblissement : « ...aussi que le dit tel, sa femme, enfants et successeurs, puissent en tout temps acquérir toutes manières de fiefs, héritages et possessions nobles de quelque qualité et condition qu'ils puissent être ».

(2) *Moniteur* du 13 mars 1832, ch. des pairs.

(3) M. LALLIER (*op. cit.*, p. 92) rapporte le cas, assez connu, du père de Casimir Périer, propriétaire des château et marquisat de Vizille et qui,

L'usage de prendre le titre de la terre achetée fut si constamment suivi jusqu'à la Révolution que la jurisprudence du ^{xix}^e siècle n'en a pas seulement mis en doute la légalité. C'est ainsi que la Cour d'Agen a parfaitement admis que Jean Coderc de Lacan ait pu, étant noble, devenir, le 5 novembre 1787, baron de Saint-Loup par la donation qui lui fut faite de cette baronnie (1). De même, dans son jugement du 17 juin 1870, le Tribunal de la Seine estimait que, pour résoudre le litige à lui soumis, il fallait « rechercher si la terre de Pardailhan était une baronnie et si son acquéreur se trouvait dans les conditions voulues pour prendre le titre de baron, c'est-à-dire, d'après les lois du temps, s'il faisait partie de la noblesse » (2).

Cette règle du titre attaché à la qualité de propriétaire d'une terre déterminée fut, pendant plusieurs siècles, si profondément implantée dans la pratique, que certains gentilshommes, vainement d'ailleurs, ont voulu, après la Révolution, la faire jouer à leur profit malgré la disparition des fiefs en 1789 (3).

désireux de devenir marquis, avait acheté, peu de temps avant la Révolution, la charge anoblissante de greffier en chef de la Chambre des comptes de Grenoble. Cf. Président PEZET, *Les barons de Creully*, p. 241.

(1) C. d'Agen, 28 décembre 1857, D. P., 59, 2, 91.

(2) BOREL D'HAUTERIVE, 1873, p. 209, avec les conclusions de l'avocat impérial DHERBELOT. Dans le même sens C. de Paris, 5 décembre 1857 (dans le Droit du 6) et Cour de Nîmes, 21 décembre 1874, D. P., 77, 2, 121.

(3) Le 8 avril 1819, Paul-François-Joseph de Caussans acquit de son frère aîné, le marquis de Caussans, les immeubles ayant autrefois formé le marquisat de ce nom. Cette cession fut faite en exécution de la volonté du père, désireux que le titre passât à celui de ses enfants en mesure, à la suite d'une alliance avantageuse, de le porter avec le plus d'éclat. La Cour de Nîmes, dans son arrêt du 21 décembre 1874, précité, déclara :

Sans doute, cette pratique pouvait être, parfois, d'une légitimité un peu douteuse, et cela explique les réérections que nous avons signalées comme ayant été sollicitées par de nouveaux acquéreurs. Mais nous pensons qu'il est abusif de qualifier « d'erreur capitale » une coutume immémoriale qui considérait les dignités comme les « fruits civils et honorables de l'héritage » (1).

D'ailleurs, les chapitres suivants nous montreront qu'admettre la transmission d'un titre par la cession d'un fief (vente, donation, succession) c'est se donner un fil conducteur dans le labyrinthe des règles de dévolution des titres glébés.

« Que ce mode d'acquérir un titre *a cessé d'exister*, qu'il est incompatible avec le droit moderne ». Enfin, pour signaler, de l'antique usage, une tentative de restauration sous la 3^e République, nous transcrivons une note envoyée au Parquet par le bureau du Sceau en 1883 (dossier n° 1597) : « Dans une lettre qu'il vient de m'adresser, le sieur... expose que la terre de S... a été érigée en marquisat en 1714 au profit du sieur de T... dont la descendance est aujourd'hui éteinte, et il me prie de lui indiquer quelles formalités aurait à remplir l'acquéreur de cette terre pour avoir le droit de porter le titre de marquis de S... Je vous prie de faire savoir au sieur... que si, dans l'ancien droit, les titres de noblesse étaient attachés, dans certains cas et sous certaines conditions, à la possession de fiefs, il ne saurait en être de même depuis 1789, époque à laquelle tous les droits féodaux ont été abolis, et que l'acquéreur de la terre de S... ne serait, dès lors, nullement fondé à solliciter du gouvernement le titre de marquis ».

(1) D'AGUESSEAU, 38^e *plaidoyer*, p. 704.

CHAPITRE XI

INSTITUTION CONTRACTUELLE OU TESTAMENTAIRE

§ I. — *Institution contractuelle ou testamentaire avant la Révolution*

Céder un titre en cédant un fief de dignité était le mode de transmission *volontaire* que nous venons d'examiner. C'est encore la volonté de celui qui est investi du titre que nous trouvons dans cet autre mode appelé institution contractuelle ou testamentaire.

Nous dégagerons d'abord la nature de l'ancienne institution contractuelle ou testamentaire ; nous rechercherons ensuite s'il n'y a pas là une application pure et simple de la règle que nous avons étudiée au chapitre précédent. Enfin, nous verrons si la volonté d'un individu a, encore aujourd'hui, une influence quelconque sur la transmission de son titre.

L'institution contractuelle ou testamentaire, dont il est aisé de trouver les origines dans des usages signalés par Cicéron (1) et qui furent, peut-être, la

(1) *De officiis*, liv. III, chap. XVIII.

source, à Rome, de l'adoption testamentaire, consistait, de la part de l'instituant, à céder, par donation entre vifs ou par testament, tout ou partie de ses biens à l'institué, à charge, pour ce dernier, de prendre les noms, titres et armes de l'instituant (1). Il s'établissait une véritable substitution de l'institué à l'instituant (2), d'où le nom de substitution souvent employé (3).

(1) Il y avait parfois des institutions ne concernant que les armes de l'instituant « et non la succession des biens » (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XVII). Ne nous occupant que de la transmission des titres nous écarterons de notre étude « ces agrégations d'honneur ».

(2) A vrai dire, la substitution n'était peut-être pas absolue ; LA ROQUE (*op. cit.*, chap. VIII) pose la question de savoir si un gentilhomme de nom et d'armes qui a été adopté dans une famille anoblie, à condition d'en prendre le nom et les armes, demeure encore gentilhomme de nom et d'armes ; si, au contraire, un anobli passant de la même manière dans une ancienne maison devient gentilhomme de nom et d'armes. Le même auteur (*Traité de l'origine des noms*, chap. XXVI) déclare que l'institué peut, sauf clause expresse contraire, ne pas abandonner son nom de famille, mais seulement ajouter celui de l'instituant. En résultait souvent la multiplication des noms (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XXIX). Cf. CL. DE FERRIÈRE, *Dict. de droit et de pratique*, V. Adoption et Institution d'héritier.

(3) On trouve aussi, couramment, chez nos vieux auteurs, le mot adoption. On distinguait l'adoption simple (agrégation de pur honneur) et l'adoption absolue (avec cession de biens). Mais pour éviter toute confusion, avec notre adoption du droit moderne (art. 343 et s. du Code civil), nous préférons ne pas employer cette dénomination. Le mot substitution indiquait encore un ordre établi entre différentes personnes, chacune ne recevant le titre qu'à charge de le restituer à telle autre. Ainsi le baron de Digoine institua héritier son fils Jacques, lui substituant sa femme, mère de ce fils. Celui-ci mourut âgé de 2 ans ; sa mère eut la baronnie de Digoine (PÈRE ANSELME, *Hist. générale de la maison de France*, t. VIII, p. 330). De même Louis-François Vivet de Montelus, mort évêque d'Alais, le 23 juillet 1755, étant marquis de Montpezat, avait été également, jusqu'en 1746, marquis de Montelus. Mais, à cette date, il avait dû remettre le marquisat de Montelus à son neveu (*Tablettes histor.*, t. VIII, V. Montelus).

A condition d'être noble (1) le gratifié pouvait continuer la lignée de celui qui mourait sans postérité.

C'était un moyen commode, pour les nobles de haut parage, dont la maison allait disparaître, de perpétuer, avec un nom illustre, des titres dont ils étaient légitimement fiers (2).

Une ordonnance royale du 24 mars 1555 déclara nécessaire, pour ces substitutions, l'autorisation royale (3) ; mais, jamais enregistrée, si ce n'est en Normandie en 1556, elle ne reçut aucune exécution (4). Toutefois, pour éviter des confusions, une formalité,

(1) LA ROQUE (*Traité de la noblesse*, chap. XVII) fait très justement remarquer que si l'on permettait à l'instituant de communiquer à l'institué sa noblesse, ce serait lui « reconnaître indirectement le droit d'anoblir qui n'appartient qu'au souverain ».

(2) « Les premières familles ne s'alliaient guère qu'entre elles ; ces changements (de noms, titres et armes) n'en apportaient point dans l'état des personnes. Il arrivait presque toujours que le dernier mâle d'une maison ancienne ou illustre ne consentait au mariage de sa fille unique, ou de sa nièce ou de l'une de ses filles ou de ses nièces ou parentes, qu'à la condition que son nom et ses armes seraient pris et portés par les époux ou par leurs enfants et leur postérité » (DE LAIGUE, *Les familles françaises*, n. 287). Cependant, il y eut de nombreuses substitutions alors qu'il restait des mâles de nom et d'armes (MERLIN, *op. cit.*, V. Nom, § 3).

(3) L'article 9 défendait « à toute personne de changer de nom et d'armes sans avoir des lettres de dispense et permission, à peine de 1.000 livres d'amende, d'être puni comme faussaire et privé de tout degré et privilège de noblesse » (V. DENISART, *op. cit.*, V. Nom et LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXXII).

(4) LA ROQUE, *Traité de l'origine des noms*, chap. XXVI et XXX ; MERLIN, *op. cit.*, V. Promesse de changer de nom ; Vicomte DE TOUSTAIN RICHEBOURG, *op. cit.*, p. 96 ; BISTON, *De la fausse noblesse*, p. 21. Cf. MAX PRINET, *L'ordonnance de 1556* ; PERREAU, *op. cit.*, p. 198. V. cependant SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 493 ; D'HAUCOURT, *Propriété du nom civil*, p. 12.

bien que non essentielle, était souvent remplie : le retrait de lettres patentes soumises à l'enregistrement (1).

Les substitutions, dans l'ancien droit, furent multiples. Citons, au hasard, Joachim de Chateaufieux, comte de Confolant, qui mourut sans alliance le 13 janvier 1615. Dernier de sa maison, il avait testé, en 1610, en faveur de son petit neveu, René de Vienne, à la charge de porter le nom et les armes de Chateaufieux, ce que fit celui-ci, qualifié depuis comte de Chateaufieux et de Confolant. Jacques-François-Léonor Goyon de Montignon n'eut la main de Louise Hippolyte Grimaldi, héritière d'Antoine Grimaldi, prince souverain de Monaco, duc de Valentinois, qu'à la charge, stipulée dans le contract de mariage, que lui et « ses enfants mâles et femelles seraient substitués aux nom et armoiries de Grimaldi ». Enfin, nous savons, par La Roque (2), que Louis, cardinal et duc de Bar, donna au comte de Guise « le duché de Bar et le marquisat de Pont-à-Mousson, à la charge de porter son nom et ses armes ».

Ce dernier exemple, tel qu'il est formulé par La Roque, nous montre tout de suite qu'il est sans doute

(1) « Il faut que ces changements, quoique légitimes, soient fondés en lettres enregistrées à la Chambre des comptes et publiées au Parlement pour rendre la chose plus solennelle et publique » (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XXX).

(2) *Traité de la noblesse*, chap. XVII. Pour d'autres exemples, V. notamment, DE LAIGUE, *op. cit.*, p. 302 et s. ; MERLIN, *op. cit.*, V. Nom, § 3 ; BOREL D'HAUTERIVE, 1849-1850, p. 346 et s. ; C. de Toulouse, 5 mars 1888 (motifs), *Gaz. Palais*, 88, 2, 418 ; Trib. Seine, 20 juin 1895 (motifs), *Gaz. Pal.*, 95, 2, 274.

inexact de concevoir, avec les auteurs, l'institution contractuelle ou testamentaire comme un mode spécial de transmission des titres. Les titres se transmettaient bien, mais uniquement parce que les fiefs auxquels ils étaient attachés étaient cédés par donation ou testament (1). Tous les cas de substitution sont seulement, pour les titres, des applications un peu particulières de la transmission du titre par la cession du fief. Une institution intervenait non pour les titres, mais pour le patronymique et les armes d'une maison (2).

(1) Ainsi, dans les cas où l'institution n'était pas valable, la transmission du titre s'effectuait si la cession du fief de dignité était régulière. C'est ce qui résulte du passage suivant de MERLIN (*ubi supra*) : « Anne, vicomtesse de Rochechouart fut mariée, sous Louis XI, à Jean de Pontville, à condition que leurs enfants prendraient le nom et les armes de Rochechouart. Elle était fille de Foucault, vicomte de Rochechouart, aîné du nom et des armes. Mais, comme il y avait des mâles du nom et des armes de Rochechouart, on ne souffrait que les enfants de Jean de Pontville et d'Anne de Rochechouart prissent le nom et les armes de Rochechouart... François de Pontville, issu de ce mariage, ne porta point le nom et les armes de Rochechouart et s'appelait François de Pontville, vicomte de Rochechouart ; on dit *de Rochechouart à cause qu'il possédait la vicomté de Rochechouart* ». Remarquons, au surplus, que les gentils-hommes, ajoutant souvent à leur nom celui de leur fief, François de Pontville aurait eu la faculté de se qualifier de Pontville de Rochechouart. Mais il lui eût été impossible de s'appeler de Rochechouart, tout court, de prendre les cry et armes des Rochechouart, de prétendre continuer cette maison. Cf. LEVESQUE, *op. cit.*, n° 131 et s. ; LALLIER, *op. cit.*, p. 114 et s. et 209 (en note).

(2) Cela est si vrai qu'il n'y avait pas d'institution, mais une simple cession de fiefs lorsque celui qui devait éviter l'extinction du titre portait déjà le nom du disposant. Ainsi, Armand Nompur de Caumont, 6^e duc pair de la Force, voulut rendre héritier de son titre ducal son cousin Bertrand Nompur de Caumont, seigneur de Beauvilla. Pour y parvenir, il lui fit, avec la duchesse sa femme, une donation entre vifs des terres et marquisats composant le duché de la Force, du domaine de

Lorsque Valpurge, vicomtesse de Polignac, héritière de sa maison, se maria en 1349 avec Guillaume, seigneur de Chalençon, s'il fut stipulé que le mari et les enfants prendraient le nom et les armes de Polignac, ce n'était nullement pour communiquer au seigneur de Chalençon le titre de vicomte de Polignac ; nous verrons, en effet, qu'il l'aurait eu, de plein droit, avec la vicomté que lui apportait sa femme. L'unique but de cette clause, insérée au contrat, était de faire disparaître le nom de Chalençon, sous celui de Polignac, ainsi qu'il est advenu (1). Si, d'ailleurs, dans une institution parfaitement valable n'était faite aucune cession de biens (agrégation de pur honneur) ou seulement une cession ne comprenant pas le fief de dignité, le titre ne pouvait se transmettre.

Rappelons que certaines érections de terres étaient faites en termes tels que n'en pouvaient pas bénéficier les acquéreurs des dites terres. Il fallait alors, au profit de l'institué, de nouvelles lettres patentes. Une seconde collation était également nécessaire pour les titres de pur honneur, soumis aux règles de l'acte

Bergerac, des marquisats de Caumont et de Taillebourg et de la baronnie de Castelnau. Il est vrai que, comme les règles de transmission des duchés étaient rigoureuses, vingt ans après la mort d'Armand Nomp de Caumont, le duché de la Force fut de nouveau érigé (lettres patentes de mai 1874) en faveur de la postérité mâle de Bertrand.

(1) Tout au plus pouvait-on, dans un contrat de mariage par exemple, obtenir de celui qui recevait et titres et terres, l'engagement de porter de préférence un titre spécialement désigné. François de Bourbon, comte de Saint-Paul, épousa Adriane, héritière d'Estouteville, le 19 février 1534, à charge de porter le nom, le cry et les armes d'Estouteville et, pour principal titre, celui de duc d'Estouteville (LA ROQUE, *Traité de la noblesse*, chap. VII).

de concession. L'institution contractuelle ou testamentaire, si elle transmettait le nom, ne transmettait plus, alors, le titre (1).

§ II. — *Institution contractuelle ou testamentaire depuis la Révolution*

Nous venons de voir que certains titres, sous l'ancien régime, ne pouvaient faire l'objet d'une cession entre vifs ou testamentaire. A plus forte raison, n'a-t-on pu en disposer depuis la Révolution. Quant aux distinctions accordées au XIX^e siècle, les lettres-patentes, par leur simple lecture, empêchent de concevoir une autre transmission que celle prévue : de mâle en mâle et par ordre de primogéniture.

Mais, étant donné qu'autrefois la plupart des titres glébés pouvaient, avec les fiefs, se transmettre par contrat ou testament, la volonté d'un gentilhomme n'a-t-elle pas, aujourd'hui encore, quelque effet sur la transmission d'un de ces vieux titres ?

Il est indéniable que, pour beaucoup d'esprits, demeure vivace l'idée que le chef d'une maison peut, dans une certaine mesure, disposer de ses titres (2).

(1) On peut appliquer à ces deux catégories de titres ce que M. LALLIER (*op. cit.*, p. 112) disait, sans distinguer les cas où pouvait jouer la règle de la transmission du titre par la cession du fief ; l'institution contractuelle ou testamentaire n'était pas un mode de dévolution des titres, mais le titre de l'instituant était acquis par l'institué en vertu de lettres du prince dont l'obtention était seulement préparée, facilitée par le défunt.

(2) « Beaucoup s'imaginent qu'il suffit d'inscrire une clause dans un contrat, ou une ligne dans un testament, pour faire d'un neveu, d'un cousin, même d'un ami, un gentilhomme, un comte ou un baron » (J. DE BON-

Sans différencier les titres selon leur provenance, les auteurs sont, cependant, unanimes à refuser le « jus abutendi » (1). C'est se montrer, sous l'influence de la législation des noms, plus sévère que ne l'était l'ancien régime. Toutefois, l'incapacité, pour un titulaire, de disposer de la distinction honorifique dont il a hérité peut, au besoin, se justifier par le fait que, depuis la Restauration, l'intervention du prince a toujours été jugée indispensable. Quoi qu'il en soit, le Conseil d'administration se refuse énergiquement à sanctionner le plus simple arrangement de famille (2).

NEFON, *La Noblesse de France*, p. 237). C'est surtout à l'étranger, ou pour des titres étrangers, qu'interviennent des conventions de cette nature. Ainsi fut présenté à la barre du Tribunal civil de la Seine (29 novembre 1881, BOREL D'HAUTERIVE, 1883, p. 344) le contrat passé à Rome, devant notaire, le 5 mars 1874, dans lequel le marquis Canali d'Altavilla avait déclaré que la comtesse de Ketschendorf était née de lui et de mère inconnue et qu'il lui avait concédé le droit de porter le titre de marquise d'Altavilla. De même, Hélié de Talleyrand Périgord, 5^e duc de Talleyrand, a renoncé, en faveur de son jeune fils Howard, au titre de Herzog zu Sagan, avec qualification d'Altesse Sérénissime.

(1) PERREAU, *op. cit.*, p. 334; LALLIER, *op. cit.*, p. 181; LEVESQUE, *op. cit.*, n^o 178; D'HAUCOURT, *op. cit.*, p. 68; SALVETON, *op. cit.*, n^o 634; COUSIN, *Des noms de noblesse*, p. 154. On peut donc appliquer aux titres tout ce que M. PERREAU (*op. cit.*, p. 142 et s.) dit de l'incessibilité des noms qui n'admettent aucun des modes de transfert de la propriété : vente, donation, legs. Pas plus qu'une cession perpétuelle, ne serait valable une cession temporaire. Nulle encore serait une cession tacite, un acquiescement aux décisions judiciaires relatives à des titres. Remarquons qu'il a été parfois cité, à l'appui du principe de l'incessibilité, un jugement du Tribunal d'Angers (12 février 1885, S., 86, 2, 186) déclarant qu'un titre ne peut faire l'objet ni d'un partage, ni d'une vente. Or, la lecture du jugement nous a montré qu'il s'agissait non d'une qualification, mais d'un parchemin de famille.

(2) Cela résulte nettement des deux lettres suivantes, émanées des bureaux du ministère de la Justice. La première fut adressée à un Parquet (dossier 2784 de l'année 1883) : « Le sieur..., notaire, demande quelles

Nous n'aurions pas à insister davantage sur les anciennes substitutions, dans leurs rapports avec les transmissions de titres, si la guerre de 1914 n'avait point fait renaître de ses cendres l'antique institution testamentaire. La loi du 2 juillet 1923 a voulu perpétuer « le nom des citoyens morts pour la patrie ». Cette loi mérite d'autant plus d'être examinée qu'elle fut votée, non seulement pour ceux dont le sanglant sacrifice permit, en 1918, de bouter l'ennemi hors de France, mais, encore, pour tous les morts des guerres futures.

formalités aurait à remplir un de ses clients, le baron de Fretat, pour transmettre son nom et son titre à son arrière-petit-fils A. de la Brunetière. Je vous prie de bien vouloir faire savoir au pétitionnaire : 1^o en ce qui concerne le nom : qu'aux termes de la loi du 11 germinal an XI, le gouvernement a seul le droit de modifier les noms patronymiques, soit par addition, soit par substitution, mais que si une demande, tendant à ce résultat, venait à être formée par le sieur de la Brunetière, ou en son nom, la volonté exprimée par M. de Fretat, soit dans un testament, soit dans tout autre acte authentique de laisser, à défaut de descendants mâles, son nom à son arrière-petit-fils susnommé ne pourrait que contribuer au succès de la demande ; 2^o En ce qui concerne le titre : que la transmission d'un titre, en dehors de la descendance masculine, a toujours été assimilée à la collation d'un titre nouveau et, qu'en l'état des lois constitutionnelles il n'y aurait pas lieu de solliciter de M. le Président de la République une décision ayant le caractère d'une collation de titre ».

La deuxième fut adressée à un abbé du nom de Lagarde (dossier 9431 de l'année 1906) : « Vous m'avez exprimé le vœu de voir le titre de baron, dont votre père a été en possession, et qui vous revient aujourd'hui en qualité de fils aîné, reporté, de votre vivant, sur votre frère puîné. J'aurais été heureux de pouvoir vous donner satisfaction en prenant en considération les motifs honorables qui dictent votre démarche. Mais les principes de la matière semblent s'y opposer d'une manière absolue. C'est sur votre tête que repose aujourd'hui le titre et votre caractère, dans l'état de notre législation, ne vous rend pas incapable d'en hériter. Votre renonciation même ne changerait rien. Elle serait sans valeur, car les règles sur la transmission des titres sont d'ordre public et l'on ne peut y déroger par des conventions particulières ».

Elle permet « au dernier représentant mâle d'une famille dans l'ordre de la descendance », mort à l'ennemi, de léguer son nom à l'un quelconque de ses parents jusqu'au sixième degré (1). Pour le cas où il n'aurait pas exprimé sa volonté, elle cherche à y suppléer en établissant, entre les divers proches parents susceptibles de relever le nom, un ordre de préférence (2).

Nous ne pouvons, dans le cadre de cette étude, chercher à résoudre les difficultés nombreuses qui surgissent de l'interprétation d'un texte extrêmement obscur, comme beaucoup de ceux qui sortent actuellement de l'officine parlementaire (3), mais puisque l'incessibilité du titre est couramment rattachée à l'incessibilité du nom, à la loi du 11 germinal an XI, il est intéressant de se demander : 1^o si la cession du nom, en vertu de la loi de 1923, entraînerait, *ipso*

(1) « Art. 4. — Tout individu, s'il est dans l'ordre de la descendance le dernier représentant mâle d'une famille, peut, en prévision du cas où il serait tué à l'ennemi sans postérité, transmettre son nom patronymique, par disposition de dernière volonté, à l'un de ses parents du degré successible, même non appelé à sa succession... Le présent article est rétroactivement applicable dans les conditions prescrites aux dispositions de dernière volonté par lesquelles un soldat « mort pour la France » aurait, depuis le 1^{er} août 1914, déclaré vouloir transmettre son nom ».

(2) « Article premier. — Au cas où le dernier représentant mâle d'une famille, dans l'ordre de la descendance, est mort à l'ennemi sans postérité, le droit de relever son nom en l'ajoutant au sien appartient au plus proche de ses successibles et, si celui-ci ne l'exerce pas, aux autres successibles dans l'ordre légal, jusques, et y compris, le sixième degré, vivant lors de son décès... »

(3) Le point délicat est de déterminer ce qu'il faut entendre par « dernier représentant d'une famille dans l'ordre de la descendance ». On a, paraît-il, voulu viser par là tous ceux qui meurent sans enfants mâles (V. au DALLOZ, note publiée sous le texte de la loi, D. P., 24, 4, 6. Cf. SAVATIER, *Lois nouvelles*, 1923, p. 209). C'est sans doute excessif.

facto, cession du titre ; 2^o si même, ce qui présenterait de l'intérêt pour les parents de même nom, le titre, dans des conditions semblables, pourrait, isolé, faire l'objet d'un legs.

En s'inspirant de la pensée très haute du législateur, il n'y a aucune raison de refuser un titre au parent jugé digne de recevoir le nom glorieux que ce titre décore (1).

Lorsque le parent a déjà le nom du défunt, on doit encore moins le déclarer incapable de recueillir une distinction dont fut honorée la famille (2).

Pour terminer l'examen rapide des hypothèses où la volonté d'un gentilhomme peut déterminer la transmission de la qualification dont il jouit, nous n'avons pas à exposer la question de la commercialisation possible (3) d'un titre de noblesse.

(1) Cf. *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1916, p. 622.

(2) Les droits acquis des collatéraux peuvent sembler un obstacle au pouvoir de disposer du titre en vertu de la loi de 1923. Mais, d'une part, les collatéraux étaient souvent, sous l'ancien régime, frustrés du titre du défunt par la volonté de celui-ci (MERLIN, *op. cit.*, V. Nom, § 3) et, d'autre part, on doit songer que, si le dernier titulaire n'avait pas donné sa vie pour son pays, il aurait eu probablement, par la suite, une postérité qui aurait réduit à néant les droits des collatéraux. Ceux-ci, d'ailleurs, peuvent pratiquer une opposition sur laquelle il sera statué par le Tribunal (art. 2 et 3).

(3) C. de Paris, 2 janvier 1896, D. P., 96, 2, 327 ; Trib. Seine, 19 novembre 1900, *Pand. franç.*, 02, 2, 64 ; LALLIER, dans BOREL D'HAUTERIVE, 1899, p. 378 ; POUILLET, *Traité des marques de fabrique*, 4^e édit., n^o 33 bis ; *contra*, Civ., 25 octobre 1898, D. P., 99, 1, 166 ; COUSIN, *op. cit.*, p. 152 et s. ; PERREAU, *op. cit.*, p. 335 et s. Cf. BOREL D'HAUTERIVE, 1901, p. 302. Sans entrer dans le détail de la discussion, disons simplement que nous ne voyons guère pour quel motif on différencie nettement, au point de vue de la commercialisation, titre et nom. Il est aussi pénible de voir un grand nom qu'un beau titre sombrer dans le déshonneur d'une faillite ou

Malgré la confusion commise par la Cour suprême, l'autorisation donnée, par exemple, à une société d'user d'un titre que l'on possède, ne constitue nullement une transmission.

Le fils du maréchal Lannes consentit à ce que des bouteilles d'un vin illustre fussent drapées de son manteau ducal; il ne pensait, d'aucune manière, céder ainsi à une société son titre de duc de Montebello (1). Il y a trente ans, le duc de Sagan n'avait pas davantage l'intention d'abandonner sa couronne à M. Forgues, autorisé à créer une marque de Champagne « Prince de Sagan ». Seul l'usage industriel du titre fait l'objet de semblables contrats.

couvrir d'indélicates opérations. Pourquoi vouloir protéger le titre d'éclaboussures qui ternissent le nom ?

(1) L'avocat général DESJARDINS (conclusions rapportées sous l'arrêt de la Ch. civ. du 25 octobre 1898 précité) expliqua cependant longuement qu'aux termes des lettres patentes du 15 juin 1808, le titre de duc de Montebello, et les insignes qui s'y rattachent, avaient été déclarés transmissibles de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, que le majorat était inaliénable (art. 41 du 2^e décret de 1808), que le titre incorporé au majorat était inaliénable comme le majorat lui-même, et que le duc ne pouvait le partager, ni avec ses frères, ni avec ses enfants, *a fortiori* qu'il ne pouvait en faire attribution à une société de commerce. L'erreur du rapporteur est d'autant plus inexplicable que l'arrêt de la C. de Paris (2 janvier 1896 précité) contre lequel pourvoi avait été interjeté, faisait parfaitement observer que la marque Duc de Montebello constituait une propriété distincte du nom et du titre et se transmettait suivant les règles établies pour les marques de commerce, la législation spéciale, relative aux titres nobiliaires, ne devant recevoir aucune application dans l'espèce.

CHAPITRE XII

FILIATION LÉGITIME

SECTION I

Le fils aîné

§ I. — *Le droit d'aînesse*

Le gentilhomme qui a acquis, au service de son prince, un titre, le transmet, au jour de son décès, à sa descendance même posthume (1), à celui qui, ici bas, le continue : « *Mortuus est quasi non esset mor-*

(1) Pierre de Rârecourt de la Vallée de Pimodan, né le 2 juillet 1918, a recueilli les titres de duc et de marquis de son père, mort pour la France le 31 mai 1918. Ce n'est qu'une simple application du vieil adage : « *In fans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur* ».

tuus, reliquit enim similem sibi » (2). Le fils se substitue au père. S'il y a plusieurs fils, l'aîné, ou celui qui le représente (1), devient chef de la maison et jouit seul des prérogatives paternelles.

Enfin, lorsqu'il n'y a aucun descendant mâle, à la fille, ou à l'aînée des filles, échoit le glorieux héritage. C'est ce que nous allons montrer en étudiant successivement les droits du fils aîné, des fils puînés et des filles.

Au seuil de nos développements sur la filiation, quant aux titres, il nous suffira simplement de remarquer que la collation d'un titre, pas plus qu'un décret de changement ou d'addition de nom, ne remonte, dans ses effets, le cours des générations, qu'un titre ne passe jamais des enfants aux parents, du moins aujourd'hui (3).

Nous n'aurons pas davantage à insister sur le fait que, moins sceptiques sur la vertu des femmes, nous ne sommes pas semblables à ces peuples qui n'admettaient, autrefois, pour la succession au trône, que la descen-

(1) *Ecclésiaste*, chap. XXX.

(2) Tout ce que nous dirons du fils aîné s'applique, en effet, au cas de prédécès de celui-ci, à l'aîné de ses descendants mâles venant par représentation à la succession nobiliaire de l'aïeul. Cf. DE CHENOUTEAU, *Conférence de la coutume de Sens*, p. 292.

(3) Pour l'ancien droit il y a une restriction à faire en conséquence de la règle de la transmission du titre par la cession du fief. Par ailleurs, il paraît qu'en Chine un système contraire serait en usage. La noblesse aurait pour effet d'anoblir la famille et les ancêtres, non les descendants qui devraient s'efforcer, à leur tour, de mériter les mêmes honneurs (Marquis DE MAGNY, *De la répression des usurpations*, p. 31)

dance par les femmes, cette filiation étant seule certaine (1).

Bien au contraire, à la mort du père dont il fut « l'espérance et la consolation », le fils aîné devient « la mémoire vivante de son nom et l'appui de sa race » (2).

Aussi, dès la plus haute antiquité, de très grands privilèges ont été attachés à la primogéniture (3) et c'est selon une lointaine tradition que, dans nos pays de coutumes, s'est établi le droit d'aînesse qui attribuait au fils aîné, au détriment des cadets et des filles, une part prépondérante dans l'héritage paternel et maternel (4).

(1) V. LA ROQUE, *Traité de la noblesse*, chap. XVI et CXLII et Hubertine AUCLERT, *Le nom de la femme*. Malgré soi, en parcourant de fastueuses généalogies, on se remémore parfois les vers de Boileau :

Mais qui m'assurera qu'en ce long cercle d'ans,
À leurs fameux époux vos aïeules fidèles,
Aux douceurs des galants furent toujours rebelles,
Et comment savez-vous si quelque audacieux
N'a point interrompu le cours de vos aïeux ?

(2) DE CHENOUTEAU, *op. cit.*, p. 289.

(3) On trouve, dans la *Genèse* (chap. XXV), l'histoire fameuse d'Esau vendant son droit à Jacob pour un plat de lentilles et (chap. XXVII) la bénédiction qu'Isaac donna à Jacob, le croyant Esau, son premier né : « Que les peuples, dit-il, vous soient assujettis et que les tribus vous adorent. *Soyez le seigneur de vos frères* et que les enfants de votre mère s'abaissent profondément devant vous ». De même le 5^e livre de Moïse, dit le *Deutéronome* porte (chap. XXI) : « Si un homme a deux femmes dont il aime l'une et n'aime pas l'autre, et que ces deux femmes ayant eu des enfants de lui, le fils de celle qu'il n'aime pas soit l'aîné, lorsqu'il voudra partager son bien entre ses enfants, il ne pourra pas faire son aîné le fils de celle qu'il aime, ni le préférer au fils de celle qu'il n'aime pas, mais il reconnaîtra pour l'aîné le fils de celle qu'il n'aime pas et lui donnera une double portion dans tout ce qu'il possède ».

(4) *Coutume de Paris*, 13 ; *d'Auxerre*, 53 et 54 ; *de Meaux*, 160 ; *d'Orléans*, 25 ; *de Sens*, 201 ; Cf. MARION, *op. cit.*, V. Aînesse.

A lui, le nouveau chef, quelque vice et quelque défaut qu'il eût (1), revenaient également les tableaux des ancêtres, le dépôt des archives, le cri de guerre, les armes pleines et, d'une façon générale, toutes les prérogatives d'honneur (2).

C'est pourquoi, en «récompensant» ses frères et sœurs, il succédait seul aux comtés, vicomtés, baronnies et autres dignités. Les grands fiefs ne se partageaient pas : chargés d'un service militaire, ils restaient entre les mains de l'aîné (3). Ainsi se maintenaient la splendeur d'une maison.

§ II. — *Droits du fils aîné durant la vie du père*

Mais, avant de nous occuper des droits de succession du fils premier né (4), voyons d'abord quelles étaient et quelles sont ses prérogatives durant la vie du père.

(1) DE FREMINVILLE, *Les vrais principes des fiefs*, V. Aînesse. L'aîné était toujours présumé plus capable de servir que les puînés (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XVIII).

(2) LAPLACE, *Introduction aux droits seigneuriaux*.

(3) Cette loi fondamentale était exprimée dans les quatre vers suivants :

Marchia seu comitis possessio sive ducatus
Integra permaneant, feudalia coetera multis
Participanda patent dominis, dum quisque fidele
Spondeat obsequium jurandaque foedera praestet.

V DU CANGE, *Glossaire*, V. Feudum; LOYSEAU, *Des Seigneuries*, chap. VI, n° 12; GUYOT, *Traité des fiefs*, chap. V, p. 401. Cf. TIRAQUEAU, *De jure primogen.*, quaest. 4, n°s 19 et 20; LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XXV; MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, liv. XXX, chap. 23.

(4) Nous supposons toujours, par la suite, que les qualités de fils et de premier né sont bien établies. Pratiquement il y a parfois, de ce chef, des difficultés. La maison de Cugnac s'est divisée, à la fin du xiv^e siècle,

En principe, sous la féodalité, le fils n'avait d'autre qualification que celle de chevalier ou d'écuyer, caractéristique de sa noblesse. Ainsi le voulait la nature du titre glébé dont jouissait seul le père, comme seul possesseur du fief (1). Plus tard, lorsque apparurent les titres purement honorifiques, les lettres du roi de France n'appelèrent jamais le fils aîné à recueillir le titre qu'au décès du titulaire (2).

Cependant, afin de procurer dans le monde, à l'aîné, une appellation plus brillante que celle de chevalier ou d'écuyer, très souvent le père lui cédait, en avance-ment d'hoirie, une seigneurie de haute noblesse, si

en deux lignes principales, celle des seigneurs du Bourdet et celle des seigneurs de Giversac, qui prétendent, chacune, à l'aînesse (RÉVÉREND, *Titres et confirmations de titres*, V. Cugnac). Sans évoquer le cas assez curieux du chevalier Charles-Geneviève-Thimothée Eon de Beaumont, appelé, avec quelque raison, « la chevalière d'Eon », nous signalerons seulement l'hypothèse des frères jumeaux. Celui qui a vu le jour le premier est réputé l'aîné comme premier conçu (POCQUET DE LIVONNIÈRE, liv. 6, chap. 12). Mais « si la mère sans le secours d'une sage-femme accouchait de deux jumeaux de même force et même taille, sans savoir lequel des deux aurait vu le jour le premier, il semble qu'il serait nécessaire d'avoir recours au sort » (DE CHENOUTEAU, *op. cit.*, p. 292). Le Tribunal de la Seine (2 juillet 1898) eut à statuer sur le cas de deux jumeaux dont les actes de naissance avaient été détruits dans les incendies de la Commune et se référa à la possession d'état (BOREL D'HAUTERIVE, 1899, p. 373 et *France jud.*, 98, 2, 358).

(1) De même, dans les Pays-Bas, l'édit du 11 décembre 1754 portait : « Défendons aux fils aînés des titrés de s'attribuer des titres du vivant de leur père. » P.-A.-F. GÉRARD, *op. cit.*, p. 185 et 268. Cf. *Almanach royal de Belgique*, 1925, p. 192.

(2) Sans que d'autre part il y ait lieu de considérer si la naissance a précédé ou non la collation (LOYSEAU, *Des ordres*, chap. V, n° 58 ; LEVESQUE, *op. cit.*, n° 164). V., cependant, LA ROQUE dont le chapitre LX de son *Traité de la noblesse* recherche « si la qualité du père qui acquiert la noblesse passe à ses enfants nés auparavant ».

du moins le fils n'en avait déjà acquis une par donation, succession ou autrement (1).

Fréquemment, une cession de ce genre n'avait point lieu et c'est alors, irrégulièrement, que le fils prenait le titre d'un des fiefs paternels qui devaient plus tard lui advenir par héritage (2).

Enfin l'usage donnait ordinairement au fils aîné, par courtoisie et avec un support identique, un titre semblable à celui du père (3) ou d'un éclat peut-être moindre ou, au contraire, d'un degré que l'on estimerait aujourd'hui supérieur (4).

(1) Le roi, loin de s'y opposer, n'intervenait guère que lorsqu'il voulait rendre plus élevée la dignité du fief. Le comté de Guiche, par exemple, fut érigé en duché (1700) en faveur du fils aîné du duc de Gramont. Parfois pour honorer le fils, notamment en vue d'un mariage, Sa Majesté se contentait d'accorder, par brevet, un titre simplement viager. C'est ce qui eut lieu en 1737 pour le duc d'Estissac. Le titre de duc d'Estissac ne devint héréditaire qu'en août 1758. De la même manière, Napoléon III accordait plus tard, au fils du général Cousin Montauban, comte de Palikao, le titre personnel de vicomte (décret du 9 février 1867).

(2) Louis-Antoine de Pardailhan Gondrin, fils du marquis de Montespau, prit le nom et le titre d'une seigneurie de Bigorre, Antin, voisine du château paternel de Bonnefont, possédée par les Pardailhan depuis le xvi^e siècle et érigée en marquisat en l'an 1612. Le titre, pris provisoirement par l'aîné, était ordinairement le même, dans une famille, de génération en génération (titre de prince de Marsillac, chez les La Rochefoucauld, de prince de Tarente dans la maison de La Trémoille). Les règles, autrefois appliquées, continuent de nos jours à être observées : le fils d'Adrien Maurice, duc de Noailles est Jean, duc d'Ayen, l'aîné d'Antoine Agenor Armand, 12^e duc de Gramont, est Antoine, duc de Guiche.

(3) La chose pouvait se passer tout à fait légalement dans les familles de pairs, si le roi autorisait une « démission » du duché ou comté-pairie en faveur du fils. Ce dernier devenait alors duc et pair, ou comte et pair. Celui qui s'était démis recevait un titre à brevet de duc ou de comte (SAINT-ALLAIS, *op. cit.*, p. 100 ; MAURY, *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1882 ; A. DE GRAMONT LESPARRÉ, *Les ducs français*, p. 15 et s.).

(4) On a, en particulier, donné en exemple (LALLIER, *op. cit.*, p. 107 ;

Pour donner une idée de l'anarchie qui régnait alors, nous ne pouvons mieux faire que de citer les lignes suivantes du maréchal de Castellane : « On ne changeait pas le titre de comte, si on l'avait porté dans sa jeunesse, pour celui de marquis. Mon grand-père s'appelait le marquis, mon père le comte. J'aurais été le marquis à mon tour si je n'étais entré au service après l'abolition des titres » (1).

Les habitudes étaient donc nettement contraires à la règle qui ne reconnaissait au fils aîné qu'un droit éventuel de succession. Elles triomphèrent dans la législation du premier Empire avec la disposition suivante : « Le fils du titulaire d'un majorat dont la transmission lui aura été assurée par nos lettres patentes, portera le titre immédiatement inférieur à celui du majorat » (2).

PERREAU, *op. cit.*, p. 347) le fils du comte de Grignan, titré marquis de Grignan, le fils du comte de Bussy Rabutin, titré marquis de Bussy Rabutin.

(1) *Journal du maréchal de Castellane*, t. I, p. 344 et s. Si on consulte les généalogies des vieilles familles, on peut constater la fréquence de pratiques de ce genre. Ainsi, dans la maison de M. Guy-Félix-Louis-Antoine-Marie de Tulle, marquis de Villefranche, confirmé dans le titre héréditaire de marquis par arrêté ministériel du 28 mars 1907, nous voyons le descendant des seigneurs de Soleillas, Thomas de Tulle, se qualifier, en 1631, marquis de Villefranche. Son fils Gaspard fut comte de Villefranche, son petit-fils, Jean-Dominique, marquis de Villefranche, son arrière-petit-fils Jean-Baptiste-Hyacinthe, comte de Villefranche. Enfin le fils de ce dernier, Edme-Jean-Dominique (1740-1784) s'appela le comte, puis le marquis de Villefranche. Depuis lors seulement le titre de marquis se « stabilisa » sur la tête des chefs successifs de la famille.

(2) Décret du 3 mars 1810, art. 10. Cf. décret du 4 juin 1810, art. 5. Un majorat spécial n'était exigé que pour le titre ducal auquel avait droit le fils aîné d'un grand dignitaire (art. 2 du premier statut du 1^{er} mars 1808). Ainsi deux titres pouvaient se trouver assis sur un même majorat,

Par une nouvelle exception au vieux principe de l'indivisibilité du titre, l'ordonnance du 25 août 1817 permit au fils aîné d'un pair de France de se parer d'une dignité moins élevée que la dignité paternelle (1). Mais cette disposition de l'ordonnance de 1817 a disparu avec la pairie héréditaire et ne peut plus être invoquée aujourd'hui par un premier né (2).

Si donc on fait abstraction de la noblesse impériale qui a conservé la faculté de se prévaloir de textes spéciaux (3), on doit, maintenant encore et malgré les abus de l'ancien régime, refuser au fils aîné, pendant

conséquence peu en harmonie avec l'article 35 du 2^e statut de 1808. Ajoutons que les textes précités semblent avoir une portée générale et s'étendre à tous les titres impériaux (Cf. SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 578 ; LEVESQUE, *op. cit.*, n^o 169 et C. de Paris, 16 mars 1910, D. P., 12, 2, 325 ; S., 10, 2, 307), sans se limiter au fils aîné d'un grand dignitaire ou d'un haut fonctionnaire portant un titre de droit (*contra*, PERREAU, *op. cit.*, p. 351).

(1) « Art. 12. — Le fils aîné d'un duc et pair portera de droit le titre de marquis, celui d'un marquis et pair, le titre de comte, celui d'un comte et pair, le titre de vicomte, celui d'un vicomte et pair, le titre de baron, celui d'un baron et pair, le titre de chevalier ». Cette communication du titre paternel avait eu pour but de flatter l'amour-propre des pairs de France et surtout de leurs aînés. Dans la même pensée, sous le ministère Polignac, le marquis de Montholon-Semonville proposa, comme nouveau moyen d'influence sociale, d'ajouter « l'autorisation, pour les fils aînés des pairs de France, d'entrer dans la salle du trône avec un habit vert pomme » (RÉVÉREND, *Titres et confirmations de titres*, p. VI).

(2) En 1906, M. de la Moussaye, petit-fils d'un pair de France et unique fils du marquis Georges-Maurice-Olivier de la Moussaye, fut gratifié, dans son acte de mariage, du titre de comte. Le ministère public demanda au Tribunal de la Seine et obtint la radiation de la qualification indûment prise (Trib. Seine, 5 juillet 1906, BOREL D'HAUTERIVE, 1907, p. 327).

(3) Sur la demande du prince d'Essling, duc de Rivoli, la Cour de Paris a ordonné, le 16 mars 1910 (D. P., 12, 2, 324), que l'acte de naissance du fils André-Prosper-Eugène-Napoléon Masséna de Rivoli serait rectifié, que le titre de comte serait inscrit avant les mots « de Rivoli ».

la vie de son père, un titre d'expectative. Cela résulte d'ailleurs formellement de la circulaire du garde des sceaux Tailhand, du 22 juillet 1874 (1).

Nous ne pouvons que faire nôtres les conclusions de M. le conseiller Guillemard, cherchant si le fils aîné d'un marquis est régulièrement nanti du titre de comte. « A notre connaissance, disait ce magistrat, on ne trouve nulle part, ni dans les écrits des jurisconsultes, ni dans les ouvrages qui traitent du blason, que la même dignité pût engendrer, sur la tête du fils, pendant la vie du père, une dignité différente, un titre nouveau et d'un rang inférieur » (2).

Nous refuserons donc à l'aîné des honneurs anticipés, du moins en droit, car la politesse française est si généreuse que la pratique contraire s'est répandue dans les salons (3).

(1) Paragraphe 13 (*Recueil officiel des instruct. et circ. minis*, Justice, III, p. 108 et BOREL D'HAUTERIVE, 1875, p. 321).

(2) C. de Paris, 15 avril 1864, *Gaz. des Trib.*, 18 avril 1864. Les tribunaux ont eu plusieurs fois l'occasion de statuer en ce sens. Le sénateur de Mimerel ayant été créé comte par l'empereur en 1866, fit prendre à son fils aîné le titre de vicomte, à son petit-fils, celui de baron. Le Tribunal de Lille ordonna les radiations de ces titres dans tous les actes d'état civil où ils avaient été introduits (BOREL D'HAUTERIVE, 1870, p. 385 ; 1876, p. 422). V. cependant, Trib. Seine, 13 février 1891, *Pand. franç.*, 91, 2, 250. Le cas de M. de Mimerel se retrouve aujourd'hui dans une multitude de familles. Le fils du troisième duc de Blacas est marquis, son petit-fils est comte.

(3) Le jeune fils d'Auguste de Caumont, 12^e duc de la Force, est déjà connu sous la dénomination de marquis de la Force et de Caumont. Le fils du 12^e duc de Mortemart est décédé en 1918 marquis de Mortemart (il avait en outre l'usage du titre de prince de Tonnay-Charente possédé par sa maison).

L'exemple vient de très haut, puisque S. A. R. la princesse Geneviève de Bourbon-Orléans, fille du duc de Vendôme et d'Alençon, se titre comtesse depuis le 2 juillet 1923, comme belle-fille du marquis de Chaponay (1).

§ III. — *Droits du fils aîné au décès du père*

Simple gentilhomme jusqu'au décès de son père, le fils peut, aussitôt après, se trouver *de plano* en possession de la plus haute dignité (2). Le droit nobiliaire ne lui ménage pas, selon la coutume, une agréable

(1) Tel est l'usage de la cour d'Angleterre ; les fils aînés des ducs sont marquis ou comtes, ceux des marquis, comtes ou vicomtes, ceux des comtes, vicomtes ou barons, ceux des vicomtes et barons, honorables (THIÉBAULT, *Influence d'une noblesse héréditaire*, p. 62). Cf. DE FRANQUEVILLE, *Institutions politiques, judiciaires et administratives d'Angleterre*, p. 155 et PERREAU, *op. cit.*, p. 346 (en note). Tous les projets d'une nouvelle constitution de la noblesse française ont voulu sanctionner chez nous des règles analogues (Baron de Schonen, *De la noblesse française selon la chartre*, p. 81 ; Marquis DE MAGNY, *De la répression des usurpations*, p. 79).

(2) L'état ecclésiastique ne lui fait pas perdre le droit d'aînesse au profit du cadet. Il en était ainsi sous l'ancien droit (DE CHENOUTEAU, *op. cit.*, p. 291 ; DE FREMINVILLE, *op. cit.*, V. Aînesse ; MARION, *op. cit.*, V. Aînesse). à plus forte raison aujourd'hui (V. lettre de la Chancellerie rapportée *supra*, p. 140). Le ministre de l'Instruction publique de Falloux ne prit le titre de comte qu'après la mort de son frère aîné, le cardinal de Falloux. Cf. les décrets d'investiture de Mgr. ROULLET DE LA BOUILLERIE (11 octobre 1870) et de l'abbé CRETTE DE PALLUEL (17 juin 1872). Toutefois le port des titres nobiliaires est réglementé par le droit ecclésiastique. Selon la constitution *Militantis Ecclesiae regimini* d'Innocent X, les cardinaux doivent se contenter du titre d'Éminence Révérendissime, sans prendre la qualification d'Altesse ou de Sérénissime et sans se faire appeler Princes, même s'ils possèdent ce titre par droit héréditaire. Un décret consistorial de Benoît XV, en date du 15 janvier 1915, a étendu les dispositions de cette constitution (Nisot, *Le droit des armoiries*, p. 120).

transition qui facilite l'attente ; mais, lorsque l'heure a sonné pour le fils de prendre les responsabilités du chef, il l'investit de tous les honneurs accordés à sa race (1).

Ces honneurs souvent se traduisent par des qualifications multiples. Le principe était, autrefois, qu'à l'aîné revenaient tous les fiefs, par conséquent tous les titres. Maximilien de Béthune mourut en laissant un duché, deux principautés, deux marquisats, une baronnie, deux vicomtés. Le fils puîné n'eut pas la moindre part de ce vaste domaine (2).

De même, sous l'Empire, les titres passaient cumulativement à l'aîné des mâles (3) ; mais des clauses contraires se rencontrent dans des lettres patentes de collation et justifient des répartitions pratiquées entre diverses branches d'une même maison. Les descendants du maréchal Ney se partagèrent les titres de prince de la Moskowa et de duc d'Elchingen, les descendants de Masséna, ceux de prince d'Essling et de duc de Rivoli.

De nos jours encore, lorsqu'il n'y a pas de dérogations prévues par la puissance souveraine, le fils aîné

(1) Il ne lui en donne pas de différents. Nous avons vu, néanmoins, la fantaisie des règles établies dans quantité de familles (dans celles des Castellane et des Villefranche, en particulier). Pour apporter un dernier exemple, signalons, avec le président PEZET (*Les barons de Creully*, p. 237), que le fils d'Antoine de Sillans IV, baron de Creully, prit, à la mort de celui-ci (janvier 1676), le titre de marquis de Creully.

(2) MAURY, *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1882.

(3) Décret du 4 juin 1809, art. 1 à 4. Cette transmission de titres multiples ne s'effectuait que s'il y avait un nombre égal de majorats.

vient à la succession de tous les titres paternels. Les dignités accordées à une maison ne reposent que sur une seule tête (1).

Le onzième duc de Luynes, Philippe-Anne-Louis-Marie-Dieudonné-Jean, né au château de Dampierre, le 15 août 1905, est ainsi duc de Luynes et de Chevreuse, prince de Neuchâtel et de Villengin, duc de Montfort, comte de Tours et de Dunois, vicomte de Châteaudun, marquis d'Albert (2).

SECTION II

Les fils puînés

§ I. — *Notions historiques*

Les fils puînés ont toujours reçu du père la noblesse (3) et, anciennement, pouvaient donc se dire écuyers, chevaliers ou seigneurs des terres qu'ils

(1) En Belgique, le cumul des titres sur le même nom et la même personne n'est pas admis, sauf exceptions rares, comme pour le prince de Caraman, titré aussi prince de Chimay (Comte de MARSY, *La noblesse de Belgique, Revue d'histoire nobiliaire*, 1882).

(2) V. pour la famille de Bauffremont, *infra*, p. 273.

(3) « Puisque les enfants sont considérés comme faisant une même personne avec le père, on ne peut que trouver étrange que l'un soit noble et l'autre roturier, et que dans un même corps le sang ne soit également pur » (BELLEGUISE, *Traité de la noblesse*, p. 127). †

recueillaient. Ainsi, Bernard de Montlezun, fils puîné d'Arnaud Guilhem, onzième du nom, comte de Pardiac, fut apanagé de la terre de Saint-Lary et d'autres seigneuries, le vendredi avant la fête de l'Annonciation de l'an 1309 et porta la dénomination de Bernard de Montlezun, chevalier, seigneur de Saint-Lary et autres lieux.

Lorsque le père ne laissait à sa mort qu'un unique fief de dignité, les puînés ne pouvaient se qualifier d'autre manière, par suite, pour ce fief, de l'indivisibilité dont nous avons déjà parlé et en conséquence de laquelle le fief passait entier aux mains de l'aîné (1), quelle qu'en fût l'importance (2).

Si, au contraire, plusieurs terres titrées appartenaient à une même maison, le père, soit de son vivant, soit à sa mort, transmettait fréquemment à un puîné un fief de haute seigneurie, autre que le maitre-fief

(1) Des exceptions furent admises au principe de l'indivisibilité (TIRAQUEAU, *op. cit.*, nos 44, 45, 46 ; GUILHIERMOZ, *op. cit.*, p. 195 et s.). Son maintien était même contesté par certains auteurs (FERRIÈRE, *op. cit.*, V. Fief de dignité ; MERLIN, *op. cit.*, V. Fief, Section II, § 4). On décidait du moins ceci : « quand un fief est partagé, il n'y a que l'aîné qui puisse porter la qualité de comté ou de baron qui y était annexée, sans que les puînés partageurs et par prenaus puissent prendre la même qualité » (FERRIÈRE, *ubi supra*) ; BOREL D'HAUTERIVE dit de même (année 1876, p. 422) : « Il y avait quelquefois des co-seigneurs, jamais des co-ducs, des co-marquis, des co-barons ». Cependant on trouve des exemples contraires (PEZET, *op. cit.*, p. 186 et SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 271), chaque puîné « parageux » se disant marquis, comte, baron, vicomte « en partie ».

(2) Relativement aux trois fils de Noé, ROUSSEAU écrivait avec autant de raison que d'esprit : « Descendant directement de l'un de ces princes, et peut-être de la branche aînée, que sais-je, si par la vérification des titres, je ne me trouverais point être le légitime roi du genre humain » (*Contrat social*, chap. II).

réserve à l'aîné. Le cadet pouvait alors faire bonne figure dans le monde et devenait la tige d'une branche nouvelle. Guillaume de Choiseul, baron de Clermont et de Lancques, mourut le 5 mai 1474, laissant deux fils : Pierre et Philibert. Celui-ci forma la branche des barons de Lancques, son aîné continua celle des barons de Clermont.

Dans la maison de Mailly, différents titres furent les lots de diverses branches et, à côté des marquis de Mailly et de Nesle, branche aînée, il y eut les marquis de Montcavrel, d'Haucourt, etc. (1).

Dans les hypothèses où tous les fiefs de dignité n'allaient pas à l'aîné en même temps que le fief principal qui lui revenait de droit, aucune règle ne présidait à la distribution (2). On se conformait au désir exprimé par le défunt ou aux conventions intervenues entre les frères (3).

(1) V. LA ROQUE, *Traité de l'origine des noms*, chap. XXXII. Bien rarement le roi fut appelé à approuver ce partage habituel entre les aînés et les cadets (*Contra*, BOREL D'HAUTERIVE, 1876, p. 422), quand, du moins, il ne s'agissait pas de duchés. En 1713, le duc François de la Roche-foucauld dut obtenir de Sa Majesté des lettres patentes de cession du duché de la Roche-Guyon, en faveur de son second fils Alexandre, comte de Duretal (A. DE GRAMONT LESPARRÉ, *op. cit.*, p. 19). La cession du duché du duc de Bournonville, en 1651, au second fils, fut approuvée par le roi. Celui-ci donna une autorisation que son « cousin » avait sollicitée pour rendre le transfert « plus authentique et plus assuré ».

(2) Certaines coutumes existaient cependant. En Bretagne les aînés des maisons nobles étaient comtes et les puînés prenaient le titre d'une baronnie. Dans la famille des comtes de Rennes, tandis que l'aîné avait ce titre, le puîné portait celui de baron de Fougères (Alain BOUCHARD, *Histoire de la Bretagne*, chap. 78 et LA ROQUE, *Traité de la noblesse*, chap. XXXV).

(3) MAURY (*ubi supra*). Il arrivait aussi que le hasard d'une liquidation fût le seul maître. De cette manière, échut, au quatrième fils d'Em-

Avec le temps, les puînés trouvèrent insuffisante la qualification de chevalier, la seule accordée, quand aucun fief de dignité ne leur était dévolu. Ils ne tardèrent pas à prendre, au besoin, le titre de l'aîné et à s'en décorer après l'avoir abaissé d'un ou plusieurs degrés, selon la hiérarchie communément admise. L'usage, quoique ancien, n'avait que la courtoisie pour fondement.

Ajoutons que les cadets ne possédaient aucune vocation pour succéder aux titres de pur honneur, transmis, aux termes des lettres patentes, selon le principe de primogéniture (1).

Une situation défavorable fut encore faite aux puînés dans les statuts de la noblesse impériale. Le décret du 3 mars 1810 déclara, d'une façon générale, dans son article dixième, qu'ils n'auraient que le titre de chevalier (2). Cette dignité était, d'ailleurs, purement viagère (3).

manuel de Crussol, 11^e du nom, duc d'Uzès, le marquisat de Pisani. Dans les Pays-Bas, rien de semblable. L'article 18 de l'édit du 11 décembre 1754 portait : « Défendons pareillement aux puînés de s'attribuer aucun de ces titres vis-à-vis de leurs aînés après la mort de leur père ».

(1) Cf. Trib. d'Orange, 17 mai 1874, et C. de Nîmes, 21 décembre 1874, D. P., 77, 2, 121.

(2) Nous devons citer des dispositions en contradiction avec la règle ancienne que devait expressément reproduire le décret du 3 mars 1810. Ce sont les articles suivants du premier statut du premier mars 1808 :

« Art. 3. — Les grands dignitaires pourront instituer, pour leurs aînés ou puînés, des majorats auxquels seront attachés des titres de comte et de baron, suivant les conditions déterminées ci-après.

Art. 4. — Nos ministres, sénateurs, etc., porteront pendant leur vie le titre de comte.

Art. 7. — Les titulaires mentionnés en l'article 4 pourront instituer, en faveur de leur fils aîné ou *puîné*, un majorat auquel sera attaché le

Mais, sous la Restauration, la célèbre ordonnance du 25 août 1817 vint jeter la perturbation dans les traditions nobiliaires les plus anciennes. L'article 12 autorisa les puînés d'un pair de France à porter le titre immédiatement inférieur à celui de leur aîné (1), les dignités étant rangées de la façon suivante : duc, marquis, comte, vicomte et baron (2). Cet article douze, qui s'attaquait à la notion même du titre, est demeuré énigmatique. Si nous supposons marquis le fils aîné d'un pair, le second fils était-il comte, le troisième vicomte, le quatrième baron, le cinquième chevalier ? C'est ce que l'on admet généralement (3), mais le texte autorisait aussi bien tous les puînés à prendre

titre de baron, suivant les conditions déterminées ci-après ». Ainsi, d'un grand dignitaire pouvaient descendre des ducs, des comtes et des barons ; et d'un comte, des comtes et des barons. Toutefois un titre n'était déclaré transmissible à un puîné que lorsque les droits de l'aîné étaient assurés (LALLIER, *op. cit.*, p. 148 ; REY, *op. cit.*, p. 18). Disons enfin que ce monnayage des titres ne pouvait être pratiqué qu'à la demande des personnes visées aux articles 3 et 4. L'article 7, inséré pour les premiers possesseurs de titres de droit, se trouve donc être, depuis fort longtemps, sans aucune application pour la noblesse d'Empire.

(3) Le décret ne prévoyait en effet aucune institution de majorat, condition de transmissibilité de tout titre impérial.

(1) Ce sont les termes mêmes de l'ordonnance : « Les fils puînés de tous les pairs porteront de droit le titre immédiatement inférieur à celui que portera leur frère aîné ». Déjà, en Angleterre, les fils cadets d'un duc ou d'un marquis étaient lords, ceux d'un comte, d'un vicomte ou d'un baron, honorables. Ces distinctions n'étaient pas héréditaires (THIÉBAULT, *op. cit.*, p. 62).

(2) La hiérarchie établie ne comprenait pas le titre de prince. A la chambre haute les princes étaient qualifiés princes-ducs. Cette lacune ne souleva ainsi aucune difficulté.

(3) PERREAU, *op. cit.*, p. 355.

un même titre, inférieur d'un degré à celui du premier né, en l'espèce, le titre comtal.

Le texte, dans son obscurité, permettait encore, pour les puînés, une sorte d'avancement lorsque l'aîné succédait au titre paternel. Semblable progression, admise dans le monde, était, pour le moins, bizarre (1). En tous cas, et malgré son silence, l'ordonnance n'a voulu accorder aux puînés que des titres non héréditaires (2).

Au surplus, l'étude de l'article 12 ne présente d'intérêt que pour juger de la validité de transmissions anciennes, puisque l'ordonnance de 1817 a été abrogée le 29 décembre 1831 (3).

Depuis lors, aucune loi, aucun décret n'est venu modifier l'état des puînés.

(1) Les dignités dont les puînés étaient investis résultaient, en effet, d'une simple communication graduée du titre du père de famille à ses enfants et non d'une transmission véritable. Lorsque celle-ci s'effectuait au profit de l'aîné, c'était sans influence sur l'état des puînés, titrés, non comme frères, mais comme fils d'un pair de France. V. note publiée sous l'arrêt de la C. de Nîmes du 21 décembre 1874 au D. P., 77, 2, 121 et Tribunal du Mans, 5 février 1896, D. P., 98, 2, 242.

(2) Reprenant un mot célèbre, on a pu dire que les puînés n'avaient du titre que « le reflet et la vaine écorce ». V. SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 760 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 161 ; PERREAU, *op. cit.*, p. 356 ; Trib. Seine, 5 juillet 1906, dans BOREL D'HAUTERIVE, 1907, p. 327 ; Trib. du Mans, 5 février 1896, précité. *Contra*, BOREL D'HAUTERIVE, 1875, p. 322 et son état de la maison du duc de Montebello décédé en 1874 laissant cinq fils. Dans le tableau généalogique, dressé par M. BOREL D'HAUTERIVE, on trouve des marquis et des vicomtes qui eussent fort étonné le grand Empereur.

(3) Cette loi de 1831 supprima tous les textes législatifs antérieurs relatifs aux titres de la pairie. Dans l'opinion qui attribue aux titres dégradés des puînés le caractère de transmissibilité, il faut reconnaître que l'ordonnance de 1817 avait déjà été fortement limitée en ses effets par celle du 10 février 1824, exigeant la constitution de majorats.

§ II. — *Législation actuelle*

Avec la suppression des fiefs a disparu, aujourd'hui, la possibilité pour les puînés de recevoir, comme avant 1789, les titres des terres dont ils héritent et le père de famille n'a plus, maintenant, la faculté de procéder à un partage (1).

Les cadets, à notre époque, sont fortement désavantagés et, en dehors de quelques cas exceptionnels qu'on rencontre dans certaines familles (2), surtout pour des titres étrangers, ils ne peuvent prétendre qu'à la très vieille qualification de chevalier ou d'écuyer (3).

(1) C'est pourquoi, dans la maison des La Rochefoucauld, le titre de duc d'Estissac devant aller à l'aîné ne put être valablement cédé à une branche cadette qu'après une confirmation par le roi Louis-Philippe (2 juillet 1840). Cf. arrêt de la C. de Nîmes, 21 décembre 1874, précité.

(2) V. Conseil d'État, 29 avril 1910; D. P., 12, 3, 72. Tous les fils sont princes du Saint-Empire dans les maisons de Bauffremont (diplôme d'octobre 1757) et de Broglie (diplôme de mai 1759). L'aîné seul est prince-duc. Dans la famille des Polignac, tous les descendants de Jules, deuxième fils du premier duc, ont le titre de *principe romano* (21 juillet 1820). Chez les Pimodan, toute la postérité mâle de Gabriel et celle de Claude, les deux fils du général papal, ont droit au titre de *duca romano* (31 octobre 1860).

Enfin, en application de ce que nous avons exposé, *supra*, p. 24, pour le titre de prince dans les maisons souveraines, signalons que dans la famille de la Trémoille, dont le chef actuel est le douzième duc de la Trémoille, prince de Tarente et de Talmond, les cadets sont princes de la Trémoille par suite de la reconnaissance, par Louis XIV, de la dignité princière pour tous les membres de la famille, en vertu des droits de succession acquis par le mariage (1521) de François, prince de Talmond, avec Anne de Laval, héritière des rois de Naples (*Gotha*, 1925, V. La Trémoille). De même les descendants de Joachim Murat, beau-frère de Napoléon I^{er} et roi de Naples du 15 juillet 1808 au 15 mai 1815, sont tous princes de l'Empire et princes royaux, princes de France et de Naples, avec la qualification d'Altesse (*Gotha*, 1866, V. Murat).

(3) V. C. d'Agen, 28 août 1860, D. P., 62, 2, 19; C. de Nîmes, 21 décembre 1874, précité; Tribunal du Mans, 5 février 1896, précité; Civ.

La transmission du titre échappe aux principes du Code civil. Selon la Cour de Nîmes, l'abolition du droit d'aînesse ne saurait réagir sur cette matière spéciale et en dehors des règles de l'égalité absolue (1).

On a cependant cherché à relever l'état de ceux venus trop tard au monde. Des auteurs ont voulu donner à tous les enfants les mêmes prérogatives. D'autres ont organisé une véritable course à la vie. Le gagnant a droit au titre paternel. Ceux qui suivent immédiatement reçoivent de glorieux accessits, sous forme de titres inférieurs.

L'égalité entre tous les fils, telle est, en effet, la conséquence la plus remarquable de la confusion entre le titre et le nom. « Puisque le titre dont est revêtu un chef de famille n'est qu'un accessoire de son nom, il faut, dit-on, y faire participer tous ceux à qui appartient le nom lui-même... Tous les enfants, ayant le même droit au nom de famille, ont le même droit au titre qui en fait partie » (2).

25 octobre 1898, D. P., 99, 1, 166 ; Req., 26 octobre 1897, S. 00, 1, 356 ; Conseil d'État, 29 avril 1910, précité ; Circulaire du 22 juillet 1874, *Recueil officiel des inst. et cir. minist.* Justice, III, p. 208. Les cadets peuvent adopter l'usage de certaines familles, l'usage de la famille de Lévaque, en particulier ; tout dernièrement, on annonçait la mort du « commandant de Lévaque, des anciens vicomtes de Lévaque ». Notons que, pour les puînés de la noblesse impériale, le titre de chevalier est intransmissible (*supra*, p. 158). Leurs descendants pourraient peut-être prendre celui d'écuyer, caractéristique de noblesse (Cf. art. 71 de la charte de 1814).

(1) C. de Nîmes, 21 décembre 1874 précité.

(2) LEVESQUE, *op. cit.*, n° 170. Cet auteur, dont la logique doit parfois fléchir devant les monstruosité engendrées par ses paradoxes, est contraint d'apporter des réserves pour les titres accordés après et malgré « les révolutions qui ont démocratisé notre société et frappé d'une abrogation générale les anciens modes de transmission fondés sur le privilège ».

La dignité paternelle est une huile sainte qui se répand sur toutes les générations présentes et à venir. Nous n'avons pas de nouveau à réfuter l'erreur initiale, aboutissant ici, malgré une tradition nettement contraire, à ne distinguer en rien, de ses cadets, le chef d'une maison (1).

Une doctrine moins absolue, s'inspirant d'ailleurs d'anciens abus, a maintenu, au profit de l'aîné, un fantôme de primogéniture ; elle a donné à l'ordonnance de 1817 le caractère d'une loi organique et générale de la transmission (2).

Si le père est marquis, le fils aîné prend cette qualification, le deuxième fils s'intitule comte, le troisième

Cf. TOURNADE, *op. cit.*, p. 138 et s. et Anonyme (comte DE CORNULIER), *Du mode d'hérédité des qualifications nobiliaires*. M. DE CORNULIER se base sur l'abolition du droit d'aînesse pour refondre toute la législation des titres. Cette considération fait également tenir à M. BOREL D'HAUTERIVE (année 1875, p. 334) un langage peu sérieux : « Aujourd'hui qu'il n'y a plus de droit d'aînesse et que les enfants sont appelés, par la loi, à une part égale de l'héritage paternel, pourquoi ne recueilleraient-ils pas tous le même titre à la mort de leur père ? Ce ne serait pas si anormal ; cette mesure existe en Belgique, en Allemagne, et dans plusieurs autres États de l'Europe ».

(1) Le marquis DE BELBEUF (*De la noblesse française en 1861*, p. 13) proposait, pour différencier l'aîné, de le dispenser seul d'intercaler le nom de baptême entre le titre et le nom patronymique. Le système est ingénieux (on en rencontre des applications), mais il ne procède que de l'arbitraire.

(2) Citons l'arrêt « classique » : Civ., 25 octobre 1898, D. P., 99, 1, 166, avec les conclusions de l'avocat général DESJARDINS. Les décisions en sens contraire sont rares tant la chose est évidente. Selon la Cour d'Angers, cependant, rien ne prouve que les titres rétablis jouissent encore de l'indivisibilité qui s'attachait primitivement au fief (C. d'Angers, 29 juin 1896, D. P., 98, 1, 242). Cf. Trib. Seine, 27 décembre 1894, BOREL D'HAUTERIVE, 1898, p. 454.

vicomte, le quatrième baron. Par la suite, les descendants des prétendus comtes, vicomtes et barons prennent aussi des titres selon la même hiérarchie. C'est dénaturer l'ordonnance de 1817, l'étendre en dehors de la pairie et la faire vivre, prodigieusement féconde, bien que morte depuis près de cent ans.

Au risque de rappeler, par notre complaisance, l'aimable discours du paysan du Danube, nous répéterons que l'indivisibilité du titre, liée durant des siècles à l'indivisibilité du fief, rattachée plus tard à celle du majorat, n'a nullement disparu avec les fiefs et les majorats.

Sous l'ancien régime, on raillait les d'Estrées parce qu'il y avait à la fois un maréchal d'Estrées, un marquis d'Estrées, et un comte d'Estrées. Il n'était pas au monde, disait-on, une seigneurie qui eût tant de seigneurs (1). Aujourd'hui on peut sourire de voir les titres nobiliaires champignonner dans les familles. « Un principe de notre droit, a écrit M. Jean de Bonnefon (2) est que les titres gardent la beauté des femmes stériles ; en langage vulgaire, *ils ne font pas de petits* ».

Le monde en a décidé autrement (3) ; ainsi une fille de Monseigneur le duc de Guise, S. A. R. la prin-

(1) Vicomte d'AVENEL, *La noblesse française sous Richelieu*, p. 113. Plusieurs comtes d'Olac (Hohenlohe) étant venus saluer le maréchal de Gramont, celui-ci, impatienté de ce que ces seigneurs portaient tous le même titre, s'écriait : « Serviteur à MM. les comtes d'Olac, fussent-ils un cent ! ».

(2) *La noblesse de France*, p. 39.

(3) Seul le caprice gouverne la matière. Parfois le système de l'ordonnance de 1817 semble s'appliquer. Alfred, comte de Noailles, petit-fils, il est vrai, d'un vicomte de Noailles, laissa à sa mort (1895) plusieurs en-

cesse Isabelle, mariée le 13 septembre 1923 à Bruno d'Harcourt, a pris, en le féminisant, un des nombreux titres de comte d'Harcourt amassés dans cette maison ducale.

Si la légalité a fui des salons, on la peut retrouver encore dans le treizième paragraphe de la circulaire du Garde des Sceaux Tailhand adressée, le 22 juillet 1874, aux procureurs généraux :

« A part, y lit-on, de rares exceptions créées par les lettres patentes originaires ou résultant de dispositions spéciales, les titres reposent sur une seule tête, et les fils d'un titulaire, appartenant à l'ancienne

fants mâles. L'ainé, Alexis, fut le comte de Noailles, le deuxième, Amblard, le vicomte de Noailles, le troisième se serait sans doute qualifié baron, s'il n'avait été missionnaire. Des deux fils de François de Cossé, 11^e duc de Brissac, le premier est marquis et le deuxième comte. Parfois encore un même titre est pris par tous les puînés. Dans la maison de Polignac les descendants du premier duc sont tous comtes, sauf ceux qui, sortant du prince Jules, deuxième fils du premier duc, sont, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, princes du Saint-Empire. (En réalité, si l'on consulte le tableau généalogique de la famille, on observe que le titre de prince est pris dans toutes les branches, sauf une). Chez les Blacas, en dehors du duc et de son fils, le marquis, tous les mâles ont le titre de comte.

Les Beaumont témoignent également d'une particulière affection pour cette qualification ; en 1858, on comptait déjà 114 comtes de Beaumont (V. baron DE VINCENT, *Etude sur la noblesse*, p. 45).

Mais, le plus souvent, règne le plus grand arbitraire. L'unique frère du 4^e duc de Maillé, Foulques-Marie-Albert-Jacquelin, décédé en 1921, portait seulement le titre de comte de Maillé ; celui d'Auguste de Caumont, 12^e duc de la Force, est Armand, comte de Caumont La Force. Dans la Maison de la Rochefoucauld, branche des ducs de Doudeauville, le chef de cette branche, 5^e duc de Doudeauville, est vicomte de la Rochefoucauld. Son frère puîné, Charles-Marie-François, duc d'Estrées, mort en 1907, était également vicomte de la Rochefoucauld et c'est le plus jeune frère, Édouard-François-Marie, 3^e duc de Bisaccia, qui porte le titre de comte.

noblesse ou décoré postérieurement à 1808, n'ont droit ni à un titre d'un degré inférieur ni, à plus forte raison, au titre même porté par le père » (1).

Dans sa « liste des noms des ci-devant nobles », Dulaure constate que si notre père Adam avait acheté une charge de secrétaire du roi, nul n'aurait été roturier. C'est exact. Mais le premier homme, en possédant un marquisat, n'eût pas fait de tous ses descendants des marquis, des comtes, des vicomtes et des barons, car un seul, parmi nous, serait l'héritier de ses droits nobiliaires.

SECTION III

Les filles

§ I. — *Droits des filles avant la Révolution*

Pour terminer l'étude des effets de la filiation légitime au point de vue de la transmission des titres nobiliaires, nous devons préciser rapidement l'étendue des droits des filles.

Longtemps ces droits furent inexistants, car il était de principe que les grands fiefs ne pouvant être desservis que par les mâles, les mâles seuls devaient

(1) *Recueil officiel des instr. et circul. ministérielles*, Justice, III, p. 308.

en être investis. L'origine de cette règle est lointaine. Clovis, chef des Francs Saliens, imposa des coutumes que Dagobert publia, au septième siècle, sous le titre de Loi salique (1). Par elle, aucune terre ne pouvait passer aux femmes (2) et, en conséquence, aucun titre. La présence d'une fille n'empêchait pas, à défaut de fils, l'extinction d'une race (3) et les fiefs faisaient retour à la couronne (4).

Très vite se produisit une réaction contre l'incapacité de posséder des fiefs.

Sans remonter à Halembruge, fille de Court-nez, qui en 793 succéda à son père investi par Charlemagne de

(1) DEZOBRY, *Dict. de biographie et d'histoire*, V. Loi salique. Depuis le xiv^e siècle, elle fut une loi fondamentale du royaume et Philippe le Long la fit invoquer, en 1316, pour succéder à Louis X; au préjudice de la fille de ce prince. A notre époque, il est encore facile de la retrouver, implicitement, dans la loi d'exil des princes, pour « le fief universel de la monarchie de France » (loi du 22 juin 1866). On peut dire que la troisième République applique le vieux principe que « la couronne ne doit tomber de lance en quenouille ».

(2) « Les femmes sont exclues des fiefs de dignité, même en ligne directe » (Claude FERRIÈRE, *op. cit.*, V. Fiefs de dignité). En voici la raison : « pour ce qu'il n'appartient pas à la femme à aller en ose, ni en chevauchée, où il y aurait fait d'armes, car son pouvoir n'est rien, ni ne doit aller à pied, ni à jugement » (DE FRÉMINVILLE, *Les vrais principes des fiefs*, V. Fiefs anciens).

(3) « Si la fille héritière reste seule en toute la famille et qu'il n'y ait aucun masle du nom et armes, que les armes de coustume soient enterrées et ensevelies avec le corps du dernier masle et demeurent mortes, estainetes et amorties » (Jean SCOTIER, *L'Estat et comportement des armes*, p. 63).

(4) Même si aucune mention n'était portée dans les chartes d'érection, comme il résultait de l'ordonnance de 1566 prescrivant à toutes les Cours, auxquelles les lettres patentes étaient adressées, de ne les enregistrer qu'à cette condition (Claude DE FERRIÈRE, *ubi supra*).

la principauté d'Orange (1), on a parfois cité l'arrêt, rendu par le roi dans son lit de justice (1331), pour confirmer Jeanne de Bourgogne dans la possession du comté d'Artois qu'elle tenait, comme héritière de Mahaud, comtesse d'Artois (2).

Dès cette époque, en effet, les hautes seigneuries passaient couramment aux filles. C'est, par exemple, Anne, fille du comte de Pardiac, Arnaud-Guilhem de Montlezun, quatrième du nom, qui, à la mort de son frère Jean, survenue en 1388, devint comtesse de Pardiac. Les chartes d'érection appelèrent bientôt les filles en l'absence de mâles, même pour les duchés pairies (3). On insérait expressément, ou d'une manière implicite, « à la supplication des seigneurs », des dérogations à la règle de réversion à la couronne.

L'évolution du droit ayant permis aux femmes de tenir des fiefs, chaque fois qu'un père décédait « sans

(1) SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 284. On sait qu'Irène en 797, et Théodora en 1054, montèrent sur le trône des Césars. C'est pourquoi, sans doute, FRÉMINVILLE (*ubi supra*) distingue les fiefs souverains de ceux qui ne le sont pas.

(2) LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XXX ; SEMAINVILLE, *ubi supra*. Parmi les noms les plus illustres qu'a transmis l'histoire pour la période antérieure, évoquons le souvenir des « pairs femelles » du Midi, Éléonore, duchesse d'Aquitaine (1141), Jeanne, comtesse de Toulouse (1150).

(3) On en trouvera des preuves nombreuses dans le *Traité des pairs de France*, faussement attribué à Guy COQUILLE et publié dans ses œuvres (édit. de 1665, t. I, p. 524 et s.). Généralement duché et pairie pouvaient passer aux femmes (Merccœur, 1659 ; Mayenne, 1573 ; Espernon, 1581 ; Piney, 1581 ; Joyeuse, 1582 ; Beaufort, 1597) ; dans certains cas la pairie s'éteignait et le duché seul subsistait (Vendôme, 1514 ; Guise, 1527 ; Montpensier, 1538) ou revenait en son premier état, celui du comté pour le duché de Penthièvre (1569). Rarement, le fief était réversible à la couronne (Uzès, 1572 ; Ventadour, 1589). Cf. BRUSSEL, *Usage général des fiefs*, chap. VIII, p. 91.

hoirs masles », la fille, ou l'aînée des filles (1), par préférence aux collatéraux mâles, recueillait l'héritage avec toutes les dignités qui y étaient attachées (2).

Les femmes étaient moins favorisées pour les titres nus et purement honorifiques. Elles n'étaient point désignées par les lettres patentes (3), mais nous savons que les titres de ce genre étaient exceptionnels.

Relativement aux titres « fieffés », l'ancienne incapacité fut très partiellement rétablie pour les duchés (4) par l'édit de 1711, selon des dispositions dont quelques-unes furent, en 1774, étendues aux grandesses d'Espagne. La postérité féminine, pour avoir des droits, devait être expressément visée dans les actes de collation (art. 4 et 5 de l'édit de 1711, art. 2 et 3 de l'édit de 1774) (5). De plus était accordé, à certains collatéraux mâles, un droit de retrait dont l'exercice pouvait dépouiller la fille héritière (6). Une transmis-

(1) Néanmoins, la plupart des coutumes n'avaient pas introduit le droit d'aînesse au profit des filles, « parce que les filles passent dans les familles étrangères, et sont elles-mêmes la fin de la leur ». CHENOUTEAU, *op. cit.*, art. 201). Rien n'indique que l'aînée des filles ait forcément eu en partage le maître fief.

(2) Le même usage existait en Angleterre ainsi que le rapporte LA ROQUE (*op. cit.*, chap. XC), « au dire de M. Chamberlain ».

(3) Comme titre français purement honorifique susceptible d'être transmis aux filles, nous ne connaissons que le titre de prince de Berghes créé à Marly en 1701 par Louis XIV en faveur de Philippe-Ignace de Berghes et de ses « héritiers mâles et femelles nés et à naître ».

(4) Non pour les marquisats, comtés et autres seigneuries (arrêt du Parlement de 1755 ; DENISART, *op. cit.*, V. Pairs, n° 39).

(5) V. ces textes, *infra*, p. 222 et 248.

(6) Édit de mai 1711, art. 7 : « Permettons à l'aîné des mâles descendant en ligne directe de celui en faveur duquel l'érection des duchés et pairies aura été faite, ou à son défaut ou refus, à celui qui le suivra

sion féminine ne pouvait, en outre, s'effectuer qu'une seule fois (art. 5 de l'édit de 1711, art. 3 de l'édit de 1774) (1).

§ II. — *Droits des filles depuis la Révolution*

Avec l'Empire, l'inaptitude féodale de la fille fut complètement restaurée (2) et les textes sont si formels qu'aujourd'hui encore nulle héritière ne peut prétendre trouver, dans la succession paternelle, un titre impérial. Il en est de même pour toutes les distinctions accordées au *xix^e* siècle en des termes qui n'autorisent pas semblable dévolution. Pour cette raison, M. Benoit-Joseph-Bertrand-Marie-Gabriel de Mun a été investi, le 17 février 1923, du titre héréditaire de marquis (lettres patentes du 15 février 1821) dont était titulaire son frère décédé le 24 août 1922 en laissant deux filles (3).

immédiatement, et ensuite à tous les autres mâles de degré en degré, de les retirer des filles qui se trouveront en être propriétaires, en leur remboursant le prix dans les six mois sur le pied du denier vingt-cinq du revenu actuel et sans qu'ils puissent être reçus en ladite dignité qu'après en avoir fait le paiement réel et effectif et en avoir rapporté quittance ».

(1) V. pour les textes, *ubi supra*.

(2) Art. 35 du 2^e statut du 1^{er} mars 1808 : « Le titre qu'il nous aura plu d'attacher à chaque majorat sera affecté exclusivement à celui en faveur duquel la création aura eu lieu et passera à sa descendance légitime naturelle ou adoptive *de mâle en mâle*, par ordre de primogéniture ». V. art. 5, 9, 12 du premier statut. L'exclusion des femmes était déjà un principe posé dans les décrets du 30 mars 1806 pour les grands fiefs déclarés reversibles à la couronne à défaut de mâles. Cf. C. de Paris, 30 juillet 1817, S., 17, 2, 361.

(3) V. décret impérial du 4 mai 1864 relevant le titre de duc de Montmorency (D. P., 65, 2, 121).

Le problème est plus délicat pour les dignités de l'ancienne monarchie, du moins pour les titres autrefois glébés, dont les lettres d'érection — s'il y en a eu — ne sont pas prohibitives (1). A notre avis rien n'impose un changement contraire au texte de la charte de 1814. Nous croyons qu'avec les mêmes restrictions que jadis (2) la fille, ou l'aînée des filles (3), se trouve investie à défaut de fils, du vieux titre paternel (4). Tel paraît être l'avis de la Chancellerie.

(1) V. lettres patentes d'érection du marquisat de Ligneris, de novembre 1776 (Req., 3 août 1908, D. P., 09, 1, 467).

(2) Pour ne parler ici que des titres français, remarquons que l'édit de 1711 est considéré comme toujours en vigueur (*infra*, p. 249). On doit donc se montrer rigoureux dans l'interprétation de lettres patentes autorisant la transmission féminine (art. 4 et 5) et le retrait, par les collatéraux mâles, pourrait encore s'effectuer (*contra*, LALLIER, *op. cit.*, p. 180), mais gratuitement, le duché étant inexistant.

(3) Nous avons dit que le droit d'aînesse était rarement accordé, par les coutumes, à l'aînée des filles ; cependant, chose curieuse, il est, sans discussion, reconnu en droit moderne par les auteurs (PERREAU, *op. cit.*, p. 354 ; REY, *op. cit.*, p. 95 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 179). Cela tient sans doute à ce qu'un partage des titres, comme autrefois un partage des fiefs, ne serait pas plus valable entre les filles qu'entre les frères. Cette question n'a pas préoccupé M. LEVESQUE (*op. cit.*, n° 173) qui, partant toujours du principe très faux que le titre fait partie du nom, que la saisine collective du nom au profit de tous les membres de la famille emporte et comprend la saisine collective du titre, est conduit à investir de ce titre toutes les filles. Cf. sur la féminisation du titre, TOURNADE, *op. cit.*, p. 130.

(4) La jurisprudence n'a pas eu, croyons-nous, à statuer sur la question pour des titres français. Pourtant on peut retenir qu'elle ne considère pas, *a priori*, la femme comme absolument incapable d'être investie d'un titre par succession. Ainsi, dans l'affaire de Brancas, le Tribunal de la Seine (19 février 1858) estima que Marie-Ghislainne-Yolande de Brancas avait le droit de se dire et qualifier duchesse de Brancas, par le seul fait du décès de son père, étant donné que le titre espagnol de duc de Brancas avait été, le 13 mai 1787, déclaré, par Louis XVI, transmissible à tous

Reconnaissons cependant que les usages mondains ne sont pas conformes à ces règles théoriques, du moins en France. Si, comme nous le constaterons ultérieurement, l'épouse prend, en le féminisant, le titre du mari, la jeune fille se contente de ses nom et prénoms. Le rang de la maison à laquelle elle appartient est seulement rappelé dans les revués nobiliaires par des formules du genre de celle-ci : Mlle Ney, des ducs d'Elchingen.

Il n'en est autrement que dans certaines familles. Les filles de la maison ducale de Blacas ont toutes la qualification de comtesse. Les Polignac sont princesses du Saint-Empire, sauf celles appartenant à la branche où elles ne sont que comtesses (branche issue du mariage du premier duc Jules-François-Armand avec Martine de Palastron, 7 juillet 1767).

Sont également princesses du Saint-Empire, les demoiselles de Bauffremont et de Broglie (1).

les successeurs. Ce fut aussi le sentiment de la Cour de Paris et de la Cour de cassation (Civ., 15 juin 1863, D. P., 63. 1, 313). Le tribunal de la Seine eut bien à s'occuper le 9 mars 1907 (aff. des Roys de Lédignan) de la transmission féminine d'un titre français. Mme des Roys, épouse Karcher, et défenderesse, était-elle marquise par droit de naissance ? Mais le tribunal ne statua pas au fond, le demandeur n'ayant d'aucune manière, justifié de sa qualité de marquis des Roys, comte de Saint-Michel. Le jugement est rapporté tout autrement par M. PERREAU (*op. cit.*, p. 354), à la suite du *Journal des Débats* (11 mars 1907) ; on en trouve le texte dans BOREL D'HAUTERIVE, 1908, p. 320.

(1) Pour les raisons que nous avons données, *supra*, p. 24, les filles de la maison de la Trémoille et les descendantes par les mâles de Joachim Murat sont revêtues de la dignité princière.

Les souverains étrangers, surtout ceux de l'Europe centrale, ont multiplié chez nous ces titres féminins et prolifiques dont les règles de dévolution heurtent toutes les traditions françaises (1).

(1) Pour prendre, à l'étranger, un exemple entre mille, dans la maison de Beaufort-Spontin, tous les membres ont droit au titre de comte ou comtesse, Graf, Gräfin de Beaufort-Spontin et du Saint-Empire. Même en Belgique, ces transmissions à toutes les filles sont très fréquentes.

Relevons le statut de la famille des princes de Chimay : alors que chaque fils est prince, chaque fille est comtesse (diplôme du 5 octobre 1869). V. Comte DE MARSY, La noblesse de Belgique, *Revue d'hist. nobil.*, 1882.

CHAPITRE XIII

FILIATION NATURELLE

§ 1. — *Droits des bâtards avant la Révolution*

Les bâtards (1), dans notre très ancien droit, étaient l'objet d'une assez grande défaveur, notamment au point de vue successoral (2). On attachait peu de considération à ces « larcins de l'amour » selon l'expression de La Roque (*Furtivum genus*, disait Sénèque).

Cependant, les qualités ancestrales peuvent se retrouver dans l'enfant par la mystérieuse loi d'hérédité. Puisque la noblesse dérive « *a coruscatione sanguinis* » (3), il était raisonnable de le tenir au même rang

(1) Peu de différence entre l'appellation de bâtard et celle d'enfant naturel, sinon, nous dit LA ROQUE (*op. cit.*, chap. CXXXIII) que « le nom de naturel est plus doux que celui de bâtard ».

(2) D'après les Établissements de Saint-Louis (V. CHÉRIN, *Abrégé chronol.*); « le bâtard ne peut rien demander, ni par lignage, ni par autre raison, pour sa mauvaise condition ».

(3) TIRAQUEAU (*De nobilitate*, chap. XV, n° 6). « La nature a autant contribué à la génération des bâtards que des légitimes et Dieu leur a également départi son souffle divin en formant leur âme » (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XXXVIII).

que ceux nés en loyal mariage. L'idée très nette de supériorité de race a fait logiquement déclarer que les bâtards de nobles étaient nobles (1) et pouvaient, par conséquent, jouir de tous les privilèges de la noblesse, recevoir les qualifications et les dignités les plus hautes et les plus éclatantes (2).

L'enfant prenait généralement le nom de son auteur, le faisant souvent précéder du mot « bâtard » dont ne s'effarouchaient pas nos pères. Garciot, de la maison de Cominges, se battit vers l'année 1409 avec Jean de Lautard qui lui avait reproché de n'être pas digne d'être appelé « bâtard de Cominges ».

En outre, à l'enfant illégitime, mais noble, était donné ou laissé une ou plusieurs seigneuries (3). Le bâtard, capable par sa naissance de tenir noblement

(1) « *Praeterquam quod non succedunt* », expliquent les auteurs. Les registres de la Chambre des comptes et du cabinet de l'ordre du Saint-Esprit contiennent une infinité d'actes qui montrent le rang et la noblesse de ces bâtards que l'on différenciait très peu des enfants légitimes (V. CHERRIN, *op. cit.*, Pièces détachées, édit. Migne, n° 432).

(2) N'avait-on pas vu un fils naturel de Clovis lui succéder conjointement avec les enfants légitimes et devenir « roy de France au titre d'Austrasie » (CLAUDE FERRIÈRE, *op. cit.*, V. Bâtards et LOYSEAU, *Traité des ordres*, chap. VII, n° 87) ? Autres exemples de souverainetés exercées par des bâtards dans LA ROQUE, *ubi supra*. Citons encore Aïmand, bâtard de la maison de Clèves, que Louis XII qualifiait dans des lettres de 1506 « son cher et féal cousin » et enfin ce bâtard d'un évêque de la maison de Bourbon, qui fut la souche des marquis de Bourbon-Busset, alliés aux premières maisons du royaume et représentés de nos jours par plusieurs branches.

(3) L'aîné des enfants naturels qu'eut Gaston de Castélbajac (mort en 1510) avant d'épouser Marie de Montlezun, reçut la seigneurie de Bures et se titra seigneur de Bures et premier bâtard de la maison de Castélbajac (DE LA CHENAYE-DESBOIS, *Dict. de la noblesse*, V. Castélbajac).

un fief de dignité, recevait, par là même, le titre attaché à la terre et dont son père avait été investi (1). Pour le fils né hors mariage, il devait être procédé comme à l'égard des cadets légitimes (2) ; néanmoins l'assimilation à ces derniers n'était pas totale. Les droits de succession de l'enfant naturel étaient restreints (3), ainsi que le montre l'histoire d'un père mourant qui s'en remettait pour son bâtard « à la miséricorde des légitimes » (4).

Ces usages propices aux enfants naturels subissaient, toutefois, certaines limitations, ne jouaient que pour les enfants « avouables », pour ceux dont la naissance n'était pas due à une faute particulièrement répréhensible (5). Il ne suffisait d'ailleurs pas que l'enfant

(1) V. toutefois les ordonnances de 1566 et 1579 (ISAMBERT, t. XIV, p. 218), d'après lesquelles ne devaient plus être érigés de fiefs de dignité, qu'à charge de reversion à la couronne au décès des propriétaires « sans hoirs masles procréés de leurs corps en loyal mariage ». Il est vrai que des clauses contraires étaient presque toujours insérées dans les lettres d'érection (Anonyme, *Notice sur les titres féodaux* ; BOREL D'HAUTERIVE, 1873, p. 209. *Contra*, PERREAU, *op. cit.*, p. 360).

(2) Le chef de la maison, gardant le fief principal, était, bien entendu, l'aîné des légitimes. Dans l'exemple précédent, emprunté à la maison de Castelbajac, Jean, bâtard de Castelbajac, né en 1486, n'eut pas, à la mort de son auteur, le titre de baron de Castelbajac, transmis à Guillaume, né en 1503 seulement, mais fils légitime.

(3) Claude DE FERRIÈRE, *ubi supra*. Cette réduction de la vocation héréditaire a fait penser à certains que le bâtard ne pouvait avoir un fief de dignité. Nous avons vu que son état était loin d'être si misérable.

(4) *Contra*, LALLIER, *op. cit.*, p. 109.

(5) On écartait de la noblesse, à plus forte raison des hautes dignités, ceux qui sont « *spurii et vulgo quaesiti vel adulterini seu nati ex uxorato vel uxorata, vel ex praesbytero, diacono et subdiacono sive incestuosi qui ex consanguineis in gradu prohibito nati sunt* » (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. CXXVI).

ait pu être valablement avoué, il fallait, en outre, qu'il vécut « noblement ». Presque tous les auteurs exigeaient une dernière condition : la légitimation par rescrit du prince. Cette légitimation *per rescriptum principis*, du droit romain survivance aujourd'hui disparue, était, théoriquement, indispensable pour que fût établie légalement la filiation naturelle. Les anciens traités de la noblesse y font souvent allusion. Pratiquement, il est douteux que cette formalité ait toujours été remplie.

Bientôt, ces restrictions furent estimées insuffisantes. Des protestations s'élevèrent, non point parce qu'il paraissait déplacé de décorer de titres de haute noblesse celui qui n'a « que le ventre souillé de sa mère pour toute origine » (1), mais uniquement pour une raison d'ordre fiscal. Ce point de vue était capital aux yeux des gens du roy (2).

Dès lors, dans les nouvelles lettres d'anoblissement se trouve l'indication qu'elles ne profiteront qu'aux descendants « issus en loyal et légitime mariage ». Enfin, intervient l'article 26 du règlement des tailles de mars 1600 ainsi conçu : (3) « Les bâtards, encore qu'ils soient issus de pères nobles, ne se pourront attribuer les titres et qualités de gentilshommes, s'ils n'obtiennent nos lettres d'anoblissement fondées sur

(1) BELLEGUISE, *Traité de la noblesse*, p. 105.

(2) Chaque noble de plus était un taillable de moins. Il est juste d'ajouter qu'en dehors de cette préoccupation financière, LA ROQUE (*op. cit.*, chap. XXXVIII) estimait plus tard « que l'ancien ordre multipliait trop cette sorte de noblesse ».

(3) ISAMBERT, *Anciennes lois franç.*, t. XV, p. 234.

quelque grande considération de leur mérite ou de leur père, vérifiées comme il convient (1) ».

Bref, depuis le règlement de 1600, la bâtardise faisait, en règle générale (2), perdre à l'enfant et la noblesse et les titres qui ne peuvent en être que les satellites plus ou moins étincelants.

Il fallait au fils des lettres d'anoblissement (3) pour effacer la tache de sa naissance et lui permettre, n'étant plus roturier, de se retrouver sensiblement dans la situation faite antérieurement aux bâtards (4). Ce qu'il importe de ne point oublier c'est que, sans la grâce royale, l'enfant naturel demeurerait roturier. Semblable déchéance l'a frappé jusqu'à la fin de l'ancien régime.

(1) L'édit de janvier 1634 (V. CHERIN, *Abrégé chronologique*) contenant règlement des tailles (art. 5) reproduisait les dispositions de l'art. 26 de l'ordonnance de Blois. Déjà le 23 septembre 1595, Philippe, roi d'Aragon et duc de Bourgogne, avait pris une mesure semblable.

(2) Exception était faite pour les bâtards des rois et des princes qualifiés, les premiers, princes et les seconds, gentilshommes, par suite d'une interprétation étroite du règlement de 1600, V. LOYSEAU, *Des ordres*, chap. V, n° 64 : « Qui voudrait dire que le bâtard d'un grand seigneur pût payer la taille ? » Les bâtards du roi, reconnus par lui, prenaient rang après les princes du sang (V. *supra*, p. 24). Sous Louis XIV, en vertu de deux ordonnances révoquées par la suite, ils purent même prétendre à des droits éventuels au trône de France. Nous devons, peut-être, faire encore des réserves pour les bâtards des provinces de Lorraine, d'Artois, de Flandre et de Hainaut, réunies à la couronne après 1600 (V. SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 715 et s.).

(3) Distinctes du rescrit du prince pour la légitimation (BELLEGUISE, *op. cit.*, p. 105 ; Claude FERRIÈRE, *ubi supra* ; LOYSEAU, *Des ordres*, chap. V, n° 61).

(4) Même anoblis, les enfants naturels n'étaient pas complètement assimilés aux enfants légitimes. Ils « seront tenus, prescrivait l'art. 197 de l'ordonnance du 15 janvier 1629, de porter en leurs armes une barre

§ II. — *Droits des bâtards depuis la Révolution*

Napoléon ne fit que reprendre une tradition vieille de deux siècles en prononçant l'exclusion des enfants naturels, soit par les statuts de la noblesse impériale (1), soit par les termes mêmes des actes de collation.

N'était envisagée que la transmission à la descendance directe, *légitime*, naturelle ou adoptive (2).

Quant au gouvernement de la Restauration, il usa de formules analogues dans des dispositions d'ordre général (3) et dans les lettres patentes des titres par lui créés. En ce qui concernait les dignités d'ancien régime, les vieux usages demeuraient toujours en vigueur. D'autre part, les décrets de 1808 continuaient à s'appliquer aux titres impériaux.

Postérieurement à la Restauration, toutes les concessions ont, au moins par omission, écarté les enfants

qui les distingue d'avec les légitimes et ne pourront prendre les noms des familles dont ils seront issus, sinon du consentement de ceux qui y ont intérêt ». Il est à peine utile d'observer que, bien que le règlement de 1600 n'ait parlé que des pères nobles, la même impossibilité de transmettre à un enfant noblesse et titre, frappait la mère noble dans les cas, que nous exposerons, où la dévolution se serait effectuée au profit d'une descendance légitime. V. REY, *op. cit.*, p. 66.

(1) Décrets du 30 mars 1806 et du premier mars 1808, spécialement art. 2, 5, 11, et 12 du premier statut et art. 35, 37 et 76 du deuxième statut.

(2) Le mot « naturelle », selon une interprétation unanimement admise, était employé pour opposer les descendants par le sang aux enfants adoptifs. Ainsi que le fait remarquer M. PERREAU (*op. cit.*, p. 361), une expression analogue se rencontrait déjà dans le sénatus-consulte organique du premier Empire (22 floréal an XII, art. 3) et nul n'aurait songé à la transmission du trône par filiation naturelle.

(3) Ordonnances du 25 août 1817, art. 3 et du 10 février 1824, art. 5.

naturels (1). Quelle que soit donc l'origine du titre, les bâtards ne peuvent jamais, aujourd'hui, venir à sa succession (2).

Cette loi établie solidement par toute l'histoire de la législation nobiliaire, a été contestée par des frondeurs qui désirent faire varier les usages les plus stables, selon ce qu'ils pensent être les aspirations de l'époque (3). Voulant voir dans le titre une partie intégrante et préfixe du nom paternel donné à l'enfant légalement connu, ils écartent, dans les cas les plus nombreux (4), la règle généralement admise.

La théorie de MM. Levesque et Tournade transmettrait entier un magnifique héritage d'honneur à ceux

(1) V. par exemple, les décrets du 9 mai 1859 (comte Paul Sieyes), du 14 mai 1864 (duc de Montmorency).

(2) M. DE SEMAINVILLE (*op. cit.*, p. 714) se basant avec raison sur ce que les coutumes anciennes doivent encore être suivies, à défaut d'autres dispositions, permet exceptionnellement la transmission des titres paternels aux enfants naturels issus des anciennes familles de Lorraine, d'Artois, de Flandre et de Hainaut, soumises autrefois à un régime spécial dont nous avons déjà parlé. Cette solution est peut-être inattaquable en droit pur, mais semble heurter l'équité et conduirait à des difficultés inextricables.

(3) LEVESQUE, *op. cit.*, n° 153 et s. ; TOURNADE, p. 144 et s. Cf. SALVERTON, *op. cit.*, n° 630.

(4) M. LEVESQUE accepte l'exclusion des enfants naturels pour les titres impériaux ou ceux dont les actes de collation ne prévoient la dévolution qu'à ceux nés ou à naître en légitime mariage. Pour lui, l'article 26 du règlement des tailles de 1600 n'est d'aucune valeur, comme ayant été motivé uniquement par un souci d'argent. Cet argument, généralisé, entraînerait l'abrogation d'une grande partie de nos lois. Ajoutons que M. TOURNADE s'est affranchi des derniers scrupules de son précurseur et réclame la transmission aux enfants naturels, alors même que l'acte de concession est représenté et porte que le titre sera seulement dévolu à la postérité légitime.

qui n'ont, pour les biens matériels, que des droits amoindris et ne font nullement partie de la famille ; elle pourrait parer de titres éminents des individus qui, au xx^e siècle, n'ont pas plus de race qu'autrefois. Il est fâcheux qu'un enfant naturel puisse revendiquer un beau et très glorieux nom de France ; il serait scandaleux que des honneurs soient attachés à une naissance qui doit demeurer obscure.

Ces considérations morales n'ont pu que pousser la jurisprudence à donner sa sanction à un principe constant. Les tribunaux se sont prononcés pour l'intransmissibilité soit en l'absence de toute clause spéciale (1), soit, *a fortiori*, en présence de dispositions formelles des lettres patentes (2). L'inexistence du droit de l'enfant naturel est si indiscutable qu'une légitimation a pu être attaquée pour priver le fils du titre paternel (3). Nous sommes ainsi amené à dire un mot de la légitimation.

(1) Le Tribunal civil de la Seine (30 mai 1879, J. CLUNET, 1879, p. 391) a jugé que l'enfant reconnu par le Comte François-Xavier Branicki, demandeur, avait pour seul nom patronymique celui de Branicki et qu'il ne pouvait prendre le titre de comte.

(2) C. de Paris, 7 août 1884, D. P., 86, 1, 454. Les lettres patentes d'érection de la duché-pairie de la Vauguyon (août 1758) déclaraient expressément que la transmission n'aurait lieu qu'à la descendance mâle et légitime.

(3) Civ., 20 avril 1885, D. P., 86, 1, 23. Pour l'enfant adultérin l'impossibilité d'établir légalement sa filiation lui enlève toute prétention. Il n'en est différemment que dans les cas, il est vrai de plus en plus fréquents, où la loi admet la preuve de la filiation adultérine. En dehors des ces hypothèses assez nombreuses, où l'enfant a la même appellation que son auteur, il arrive que les tribunaux maintiennent le nom paternel porté dès la naissance, mais en supprimant la particule et les titres nobiliaires (Civ., 6 mars 1923, D. P., 23, 1, 81).

§ III. — *La légitimation*

L'incapacité nobiliaire de l'enfant naturel subsistera-t-elle après une légitimation par mariage subséquent, la seule connue de nos lois ? Si nous nous reportons à l'ancien droit, il faut, sans hésitation, répondre oui (1).

Mais cette solution doit être rejetée car, depuis la promulgation du Code civil (art. 333), les enfants légitimés par le mariage subséquent ont les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage. Cela a été reconnu plusieurs fois par la jurisprudence, au moins implicitement (2).

Les tribunaux, par contre, n'ont pas eu à statuer sur les difficultés que soulève la question de savoir qui jouira du droit d'aînesse lorsqu'un enfant légitimé vient en concours avec un enfant légitime. La Roque donnait, en toute hypothèse, la préférence à l'enfant légitime (3). Pour nous ranger à son avis, nous sommes gêné par les termes de l'article 333 du Code civil.

(1) « La seule coutume de mettre un bâtard sous la drap ne suffit pas pour devenir capable de tous honneurs et successions » (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. CXXVIII). Le fils naturel, légitimé « par le mariage suivant », devait prendre des lettres du roi dûment vérifiées (*Contra*, SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 712).

(2) Civ., 20 avril 1885, précité. Les droits du fils naturel légitimé disparaissent par l'annulation de la reconnaissance. Pour le fils qu'aurait eu fort jeune Pasquale-Bayen-Marie de Bourbon, comte de Bari, V. Req., 18 mars 1913, D. P., 16, 1, 248.

(3) LA ROQUE, *op. cit.*, chap. CXXVI et CXXIX. Il sacrifiait l'enfant légitimé car « encore qu'il soit premier né, c'est la nature qui l'a engendré et non l'honnêteté du mariage ». Cf. TIRAQUEAU, *op. cit.*, *quæstio* XXXIV ; LEVESQUE, *op. cit.*, nos 121 et s.

On considère ordinairement que la naissance de l'enfant légitimé est fictivement reportée au jour de la célébration du mariage des père et mère (1). L'ancien bâtard est l'aîné de tous ceux qui naissent après cette célébration, mais le cadet de tous les légitimes nés auparavant, même s'ils sont plus jeunes que lui.

Enfin, en terminant l'étude des droits nobiliaires des enfants naturels, il est intéressant de rapprocher de leur situation juridique celle des enfants légitimes nés des mariages morganatiques (2).

Le Code civil ne connaît pas ces unions à mi-chemin, a-t-on dit, entre la fornication et les *justæ nuptiæ*. La condition des enfants issus d'un mariage morganatique est fixée par la loi nationale des époux. Celle-ci règle seule la dévolution du titre étranger (3).

(1) Elle ne peut l'être à une date antérieure puisque l'enfant est considéré comme issu du mariage de ses père et mère. V. BAUDRY-LACANTINERIE, *Précis de droit civil*, 12^e édit., t. I, n^o 877 ; AUBRY et RAU, 4^e édit., t. VI, § 546 ; BEUDANT, *L'état et la capacité des personnes*, t. II, n^o 656 et VALETTE, *Cours de droit civil*, p. 421.

(2) V. D'HAUCOURT, *Revue critique de législation*, année 1895, p. 579 et LA ROQUE, *op. cit.*, chap. CXXXIV. Ce mot qui vient, selon Grégoire de Tours, de « Morgengabe » désigne une union matrimoniale d'un caractère particulier, connue en droit et réglementée jusqu'à ces dernières années par la législation germanique. Elle n'est pas sans analogie avec cette espèce de *conjugium iniquum* que les Romains appelaient le *concubinatus*. Les enfants n'entrent pas dans la famille du père et ont la condition de la mère dont il prennent le nom. Ces mariages, dits de la main gauche, en usage dans la haute noblesse d'Allemagne, avec l'autorisation du souverain, ont disparu du nouveau code civil allemand.

(3) Cf. PERREAU, *op. cit.*, p. 362 et Trib. Seine, 28 janvier 1897, *La loi* 1897, p. 96.

CHAPITRE XIV

FILIATION ADOPTIVE

§ I. — *Notions historiques*

L'adoption est un acte juridique qui crée, entre deux personnes, des rapports fictifs et purement civils de parenté et de filiation (1). Cette filiation fictive procurera-t-elle, par la suite, à l'adopté, la transmission du titre nobiliaire de l'adoptant décédé ?

Ce n'est pas dans les vieux usages que nous trouvons les éléments d'une réponse, car si l'adoption a joué un grand rôle à Rome (2) elle avait, dans notre ancien droit, disparu complètement (3).

(1) COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de droit civil*, 4^e édition, t. I, p. 315.

(2) Elle y fut très pratiquée. L'empereur Hadrien préférait même les enfants adoptifs aux enfants naturels, parce que l'on choisit les enfants adoptifs et que c'est le hasard qui donne les enfants naturels. L'adoption était à Rome « une imitation parfaite de la nature » et au point de vue qui nous occupe un mode de transmission de la dignité impériale elle-même. L'assimilation avec les enfants par le sang était si complète, que CICÉRON (*Orat. pro domo sua ad Pontifices*) nous dit : « *Filios adoptivos*

La plupart des coutumes n'en faisaient pas mention, quelques-unes l'interdisaient expressément et elle était inconnue dans les pays de droit écrit (1). Du reste, étant donné le principe alors admis que l'adoption ne transmettait pas les biens (2), elle n'eût point présenté d'intérêt.

En effet, pour la transmission des nom, titres et armes, il y avait un autre mode, l'institution contractuelle ou testamentaire subordonnée à la condition que l'institué prendrait les nom, titres et armes du disposant (3) et souvent appelée, par nos anciens auteurs, adoption, sans doute comme ayant sensiblement les mêmes effets qu'à Rome l'adoption testamentaire (4).

sequi conditionem statumque patris adoptivi ut si pater esset patricii generis et filius quoque talis esset et e contrario si plebeii plebeius quoque filius censeretur ».

(3) V. au mot Adoption, Claude DE FERRIÈRE, *op. cit.* ; DENISART, *op. cit.* ; MERLIN, *op. cit.*

(1) Il est probable cependant que dans ces pays de droit écrit, il a été théoriquement possible de faire naître, sur la base du droit romain, un rapport de filiation artificielle. Mais les inductions dans cet ordre d'idées ne trouvent de fondement que dans des cas d'application extrêmement rares (NISOT, *op. cit.*, p. 140).

(2) BOREL D'HAUTERIVE, 1862, p. 350. Cela eut contrarié les droits éventuels du seigneur suzerain sur les fiefs possédés par les vassaux. D'où la règle : « *adoptivus filius in feudum non succedit* ».

(3) V. *supra*, pp. 132 et s.

(4) Cependant des auteurs (LEVESQUE, *op. cit.*, nos 82, 113, 114, 131 ; TOURNADE, *op. cit.*, p. 145), et même le Tribunal de la Seine (13 février 1891, *Pand. franç.*, 91, 2, 250) ont prétendu tirer de notre ancien droit des règles de transmission des titres aux enfants adoptifs. Il aurait suffi, pour éviter une aussi grave erreur, d'ouvrir, par exemple, le *Dictionnaire de droit* de Claude DE FERRIÈRE au mot Adoption. On y peut lire ceci : « Nous avons encore une autre espèce d'adoption parmi nous, qui est l'institution qui se fait d'une personne à la charge de porter les

Ce n'est qu'avec le Code civil (art. 343 et s.) que réapparaît, dans nos lois, l'adoption véritable (1), la seule que nous qualifierons adoption dans les développements qui vont suivre.

La question que nous examinons ne put être envisagée quand fut rédigé le Code ; légalement, n'existaient plus alors ni titre ni noblesse.

Mais elle a été résolue, en faveur de l'enfant adoptif, par les statuts organiques de la noblesse impériale (2) qui ont donné à celui-ci les mêmes droits qu'à l'enfant procréé en loyal mariage (3). On ne pouvait, en effet, objecter l'absence d'un « sang bleu » que n'avait pas le père duc, comte ou baron de l'Empire. Néanmoins, l'empereur entendit rester le maître et décréta que l'adoption elle-même devait être autorisée par lui (4).

noms et les armes du donateur ou du testateur ; mais soit que cela se fasse par donation entre vifs, soit par testament, cette institution n'a point de rapport avec les adoptions qui étaient en usage chez les Romains ».

(1) Lors de la rédaction du Code civil, le premier consul défendit l'adoption énergiquement, non, sans doute, sans certaines arrière-pensées politiques (COLIN et CAPITANT, *ubi supra*), ce qui semblait révéler l'intention de renouer la tradition romaine pour la transmission des titres et des dignités.

(2) Toutefois les décrets de 1806, taillant dans les pays étrangers les grands fiefs de l'Empire, déclaraient fiefs et titres transmissibles aux seuls descendants mâles, légitimes et naturels, de ceux qui en recevaient l'investiture.

(3) Décret du premier mars 1808 (1^{er} statut), articles 2, 5, 10 et 12. L'article 35 du second statut portait : « Le titre qu'il nous aura plu d'attacher à chaque majorat sera affecté exclusivement à celui en faveur duquel la création aura eu lieu et passera à sa descendance naturelle ou adoptive, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. »

(4) Article 36 du 2^e statut : « Toutefois aucun de nos sujets, revêtu d'un titre, ne pourra adopter un enfant mâle, suivant les règles déterminées par le Code Napoléon, ou transmettre le titre qui lui sera accordé ou

Le système était assez rationnel : la transmission du titre nobiliaire, n'est, disait-on, qu'une des conséquences de la fiction créée par l'adoption et c'est donc sur cette dernière que doit s'exercer le contrôle.

Notons, enfin, qu'en présence de parents collatéraux, appelés par l'acte de collation à recueillir le titre, il ne fut jamais accordé une autorisation qui les aurait lésés dans leurs droits éventuels (1).

Lorsque l'Empire se fut effondré, le Gouvernement de la Restauration continua à appliquer aux titres impériaux les statuts de 1808 et la teneur des actes de collation. La nécessité d'une autorisation, qu'il n'était pas toujours loisible d'accorder (2), fut maintenue sinon pour la validité de l'adoption elle-même, c'eût été excessif et contraire aux dispositions du Code civil, du moins pour la transmission des titres (3), comme,

échu à un enfant adopté avant qu'il soit revêtu de ce titre, si ce n'est avec notre autorisation énoncée dans nos lettres patentes délivrées à cet effet. Celui qui voudra obtenir la dite autorisation se pourvoira devant notre cousin, le Prince Archichancelier qui prendra à cet égard nos ordres. »

(1) Elle n'aurait pas d'ailleurs été possible, malgré la généralité des termes de l'article 36, lorsque le majorat n'avait pas été formé de biens particuliers. On ne pouvait frustrer les appelés du sang de ce majorat dont le titre était inséparable (V. BOREL D'HAUTERIVE, 1901, p. 294).

(2) Le domaine extraordinaire où Napoléon I^{er} prenait les dotations ayant été annexé au domaine inaliénable de l'État (loi de Finances du 15 mai 1818, art. 95), même en l'absence de collatéraux appelés par le sang, l'adopté, pourvu d'une autorisation postérieure à 1818, était incapable de recueillir un majorat de propre mouvement. Celui-ci devait faire retour à l'État (Conseil d'État, 26 août 1842, J. G., V. Domaine extraordinaire, n° 67). L'adopté n'aurait pu alors que solliciter une nouvelle collation, titre et majorat *proprio motu* étant restés liés jusqu'en 1905.

(3) Le Conseil d'État, le 14 octobre 1831 (J. G., *ubi supra*) déclara que les pensions tenant lieu de dotations (loi du 26 juillet 1821) n'étaient

précédemment, dans l'hypothèse d'une adoption antérieure à la date de collation (1).

Quant aux titres nouveaux, aucune difficulté : les lettres patentes n'établissaient de dévolution que pour la descendance mâle, légitime et naturelle.

Il est plus hasardeux de déterminer quel fut, sous Louis XVIII, l'effet de l'adoption à l'égard des anciens titres qui n'avaient jamais connu semblable institution. On soutient généralement qu'à partir de 1814, la transmission des titres accordés avant 1789 fut admise de plein droit (2).

Nous croyons néanmoins douteux, qu'en dehors d'un texte formel, il ait pu être ajouté des règles nouvelles à l'antique législation nobiliaire. Cela eût été d'autant plus surprenant que, nous l'avons déjà dit, les titres créés par le Restauration ignoraient l'adoption : une ordonnance de 1828 est intervenue pour assurer à Marc-Édouard de Pontevés, et à son défaut à son frère jumeau Joseph-Léon, le titre ducal de leur oncle Élzear-Louis-Sozime de Sabran sur le point de devenir leur père adoptif. En outre, une décision royale du 19 janvier 1818 affirma la nécessité du retrait

réversibles aux enfants adoptifs (et le titre suivait la dotation) que lorsque l'adoption avait été autorisée.

(1) V. Article 36 du 2^e décret du 1^{er} mars 1808, précité.

(2) LALLIER, *op. cit.*, p. 177 ; REY, *op. cit.*, p. 93 ; COUSIN, *op. cit.*, p. 150. M. PERREAU (*op. cit.*, p. 363) se range au même avis, soit en considération du large électionisme prouvé par les dispositions mêmes de la charte sur la noblesse, soit en remarquant que ni l'ordonnance de 1817 ni celle de 1824 ne visent l'article 36 du 2^e décret de mars 1808, parmi les nombreuses dispositions auxquelles elles renvoient.

de lettres patentes pour toute transmission hors « de la descendance *naturelle* et légitime, de mâle en mâle et par ordre de la primogéniture » (1).

Pour les gouvernements qui suivirent celui de la Restauration, il n'est pas commode de dégager nettement doctrine et pratique. Elles furent confuses et semblent avoir été en contradiction. Après les lois de 1832 et de 1835 sur les usurpations nobiliaires et les majorats, on vit régner l'anarchie ; les enfants adoptés portèrent sans autorisation (2) des titres qu'au moins une apparence de légitimité rendait bien supérieurs à la majorité des qualifications alors usitées.

Le second Empire accorda quelques confirmations (3), mais n'édicta aucune disposition d'ordre général (4), alors que la jurisprudence du Conseil du Sceau posait en principe que la condition essentielle d'une transmission, par filiation adoptive, demeurerait toujours l'agrément du souverain (5).

(1) V. *infra*, p. 200.

(2) Du moins lorsqu'il n'y avait pas de contestations de la part de collatéraux (aff. Borderès-Seillère, en 1846 ; le titre de baron héréditaire dut être confirmé le 26 juin 1846 en faveur du fils adoptif. V. BOREL D'HAUTERIVE, 1862, p. 350). Pour d'autres autorisations de la Monarchie de Juillet, V. RÉVÉREND, *Titres et confirmations de titres*, v. Bouet-Willamez et d'Audiffret Pasquier.

(3) Ainsi au profit de Charles-Marie-Louis-Albert Gigoult de Crisenoy de Lyonne (21 décembre 1861), d'Henry-Joseph-Marie de Rolland (25 octobre 1867).

(4) Cependant, il fut arrêté que, tant qu'il resterait, dans la ligne masculine, un descendant légitime et naturel du premier titulaire, ce descendant ne pourrait être dépouillé du titre par un rejeton de la branche adoptive (BOREL D'HAUTERIVE, 1868, p. 356).

(5) Anonyme, *Procédure en matière nobiliaire*, p. 29 ; LEVESQUE, *op. cit.*, n° 159. On peut même penser qu'une simple confirmation de

§ II. — *Législation actuelle*

La règle absolue du Conseil du Sceau sous le second Empire est-elle devenue, sous la troisième République, celle du Conseil d'administration ? Nous verrons ultérieurement que la Chancellerie, supprimant toute distinction entre reconnaissance, confirmation et collation de titres, toutes choses fort peu démocratiques, ne s'occupe plus, en fait, de questions nobiliaires. Si donc le Conseil d'administration avait, contre toute apparence, une doctrine quelconque sur la transmission actuelle des titres par l'adoption (1), il serait pratiquement impossible de la lui faire exposer officiellement.

l'empereur ne suffisait que dans le cas où les lettres patentes prévoyaient formellement la transmission à l'enfant adoptif. En dehors de cette hypothèse, une véritable collation nouvelle pouvait seule investir ce dernier. Le général Dubreton ayant, en 1865, sollicité l'autorisation de porter le titre de baron de l'Empire de Jean-Louis Dubreton, son père adoptif, il résulte du rapport adressé à l'Empereur qu'une concession, et non une autorisation, était nécessaire, non seulement parce que le père adoptif était déjà décédé, mais, encore, parce « qu'aux termes des lettres patentes constitutives, le titre ne pouvait être recueilli que par les descendants nés ou à naître en légitime mariage » (*Archives du ministère de la Justice*, dossier Dubreton, décret du 21 février 1866).

(1) A notre connaissance, deux fois seulement le Conseil d'administration a statué favorablement sur les droits d'un fils adoptif n'ayant pas été antérieurement l'objet d'une faveur impériale ou royale par une clause de réversibilité. Un décret du 16 octobre 1873 a autorisé Gabriel-Guillaume Pavée de Vendevre à transmettre, après son décès, son titre héréditaire de baron à son neveu et fils adoptif, Jean-Louis-Marie-Florent Evain (RÉVÉREND, *op. cit.*, V. Pavée de Vendevre). De même, un arrêté ministériel du 15 juillet 1892 a permis la transmission du titre de baron héréditaire conféré à Gabriel-Henry Chatry de la Fosse le 30 août 1827 (RÉVÉREND, *op. cit.*, V. Chatry de la Fosse).

Peu importe, a-t-on répliqué, le mauvais vouloir d'un ministère, peu importerait l'opinion d'un chef de bureau : le Code civil investit de plein droit l'adopté du titre de l'adoptant décédé. Tel est l'avis de presque tous les auteurs (1). Divers arguments juridiques ont été invoqués, nous allons examiner les plus sérieux.

On met en avant l'article 351 du Code civil (ancien article 347) : « L'adoption confère le nom de l'adoptant à l'adopté en l'ajoutant au nom propre de ce dernier ». Le nom n'est qu'un accessoire du patronymique (2), *accessorium sequitur principale*. C'est incontestable, mais cet adage ne doit être invoqué, en notre matière comme en tant d'autres, qu'avec une extrême prudence, puisque titre et nom ont des règles de dévolution distinctes (3).

Aussi, M. Demolombe a-t-il, en outre, fait ressortir l'intention évidente qu'aura presque toujours l'adoptant d'assurer, avec la conservation du nom, celle du

(1) Perreau, *op. cit.*, p. 366 ; REY, *op. cit.*, p. 94 ; COUSIN, *op. cit.*, p. 150 ; SALVETON, *op. cit.*, n° 630 ; LEVESQUE, *op. cit.*, n° 159 ; TOURNADE, *op. cit.*, p. 146 ; BAUDRY-LACANTINERIE et CHENEAUX, t. V, n° 90 ; BEUDANT, *op. cit.*, t. 11, n° 675 ; DEMOLOMBE, t. VI, n° 144 bis.

(2) Sans toutefois se confondre avec lui ; nous l'avons déjà assez souvent montré pour n'avoir pas à nous élever contre ceux qui, par simple application de l'article 351 du Code civil, reconnaissent à l'adopté (aux adoptés, s'il y a lieu) « le nom tel quel, le nom avec sa constitution propre, avec la sonorité particulière qu'il peut tirer de l'adjonction d'un titre ».

(3) V. les considérants de l'arrêt de la Cour de Paris du 18 juillet 1893 (D. P., 94, 2, 7). On pourrait même s'autoriser du silence de l'ancien article 347 pour limiter la transmission au seul patronymique. On répondrait, il est vrai, que cet article remonte à une époque où les qualifications nobiliaires étaient abolies, mais tous les textes relatifs à l'adoption ont été refondus par la loi du 19 juin 1923 et le nouvel article 351 reproduit littéralement l'ancien article 347.

titre, sa glorieuse parure (1). L'éminent jurisconsulte oubliait que l'adoption est un contrat dont les parties ne règlent pas les effets selon leur fantaisie et l'article 1156 du Code civil n'est ici d'aucune application (2).

Aussi préfère-t-on invoquer la volonté du législateur lui-même, plaçant l'enfant adoptif *loco filii*, permettant de former une descendance fictive, ayant en principe les droits de la descendance légitime quand il s'agit de perpétuer la race (3).

Il faudrait, précisément, déterminer jusqu'à quel point se fait légalement l'assimilation entre filiation adoptive et filiation légitime. L'imitation parfaite de la nature est loin d'être réalisée, surtout depuis la loi du 19 juin 1923, soit quant aux biens (4), soit quant à la personne (5). Bien fragile est ce lien artificiel de l'adoption qu'anéantira peut-être une révocation (article 370 nouveau). Il est

(1) DEMOLOMBE, *ubi supra*.

(2) Si l'argument de M. DEMOLOMBE était admis, il trouverait sa même valeur dans les conventions autres que l'adoption. Revivraient alors les antiques substitutions de nom et d'armes dont l'adoption du Code civil ne serait, du point de vue nobiliaire, qu'une forme particulière. Or, nous avons exposé que les substitutions ne sont plus aujourd'hui valables (V. *supra*, p. 138 et s.).

(3) PERREAU, *op. cit.*, p. 367.

(4) V. les articles 357, 358 et 359 du Code civil. On a voulu refuser à l'adopté des droits de succession à ce bien que représente le titre, en considérant celui-ci comme grevé d'une sorte de substitution entre les mains de l'adoptant (BOREL D'HAUTERIVE, 190, p. 294). Encore faudrait-il établir que l'adopté ne peut être considéré comme un appelé.

(5) L'article 352 du Code civil dit que l'adopté reste dans sa famille naturelle et y conserve tous ses droits. De plus l'adoption ne crée de rapports qu'entre l'adoptant et l'adopté. Ce dernier, en prenant le titre de l'adoptant, deviendrait le chef d'une maison dont toutes les branches lui seraient étrangères.

d'ailleurs au moins un cas où la transmission ne pourrait s'effectuer *de plano* : c'est dans l'hypothèse où un Français serait adopté par un gentilhomme étranger (1). En outre, des distinctions seraient sans doute nécessaires selon l'origine des titres (2), la présence ou l'absence des héritiers du sang (3).

Enfin, en supposant l'adopté investi de la dignité du père adoptif, il arriverait souvent que ne pourrait se transmettre un titre cependant héréditaire. En effet, les enfants de l'adopté n'ajoutent pas toujours à leur propre nom celui de l'adoptant (4), et alors s'éva-

(1) Article 345 du Code civil et article 1 du décret du 5 mars 1859 (V. *infra*, p. 241) combinés.

(2) LALLIER, *op. cit.*, p. 177 ; COUSIN, *op. cit.*, p. 150. Les titres du 1^{er} Empire sont souvent distingués des autres. La transmission prévue en 1808 se serait effectuée presque de plein droit si l'autorisation de l'article 36 avait été considérée comme devenue, à présent, une pure formalité administrative non contraire aux principes du siècle. Nous avons eu l'occasion de voir que, pour la Chancellerie, il n'en était rien (*supra*, p. 189). Remarquons, pourtant, que la transmission de plein droit à l'enfant adoptif serait probablement plus dans la nature des dignités impériales que dans celle des anciens titres. Le Conseil d'administration ne s'est jamais prêté à ces subtilités. Cf. CHARMONT, *Revue critique*, janvier 1895, p. 8 ; Trib. Seine, 13 février 1891, *Pand. franç.*, 91, 2, 250, avec les conclusions du substitut LOMBARD.

(3) Albert-Jérôme-Joseph de Boutechoux de Chavannes fut confirmé dans le titre de comte héréditaire par décret impérial du 12 mars 1860, alors que son frère aîné laissait un fils adoptif (RÉVÉREND, *op. cit.*, V. Boutechoux de Chavannes). Ont toujours été respectés les droits acquis ou même simplement éventuels. Les lettres patentes du 16 octobre 1867 autorisaient le marquis Dalon à transmettre son titre par filiation adoptive à défaut d'enfant mâle. On s'est constamment accordé à sous-entendre, dans les décrets d'autorisation, une restriction de ce genre, comme autrefois pour l'adoption de nom et d'armes (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XVII).

(4) Cela se produit pour les enfants nés à l'époque de l'adoption. V. MERLIN, *op. cit.*, v. Adoption ; DEMOLOMBE, t. VI, n° 141 ; BAUDRY-LACANTINERIE et CHENEAUX, t. V, n° 91.

nouissent les raisons tirées de l'article 351. D'ailleurs, à défaut de souverain agissant selon ses prérogatives pour modifier, au besoin, le support du titre, puisque le nom de l'adopté n'est pas seulement, en principe, celui de l'adoptant, on doit hésiter sur la manière dont le nouveau dignitaire sera qualifié (4).

Ainsi, admettre la théorie de la transmission de plein droit, c'est aboutir à des difficultés dont seul l'arbitraire peut triompher.

Il est plus simple, pour ce problème très complexe de l'adoption, de s'en tenir à ce qui fut établi au dernier siècle : nécessité d'une intervention gouvernementale constituant pour les titres impériaux l'autorisation prévue dans les statuts et, pour les autres distinctions, une confirmation ayant tous les caractères d'une collation nouvelle.

Tel fut le sentiment de la Cour de Paris dans un cas particulièrement favorable, cependant, à la transmission de plein droit : l'adopté soutenait avoir acquis, en vertu de l'arrêt d'adoption, le droit à un titre impérial menacé de s'éteindre faute d'appelé (2).

(1) Le Tribunal de la Seine (jug. du 13 février 1891, précité) a estimé que l'adopté devait placer son titre avant « son nom véritable tel que ce nom résulte de son adoption ». Nous pensons qu'au contraire le titre de duc, marquis, comte, etc. ne doit pas être enlevé à son premier support (V. *supra*, p. 117). En l'espèce, le défendeur, s'il avait droit au titre de comte, ne pouvait que s'appeler Bretonneau Clary, comte Clary et non le comte Bretonneau Clary. Cette façon de défigurer les titres est surtout critiquable pour ceux anciennement attachés aux fiefs de dignité. Cf. Trib. Seine, 20 juin 1898, *Gaz. Palais*, 98, 2, 275.

(2) C. de Paris, 18 juillet 1893, D. P., 94, 2, 7. L'affaire soumise à la Cour de Paris, eut, dans la société parisienne, un assez grand retentissement, soit en raison des personnes en cause ou du défenseur qui avait

Malgré les usages mondains, refuser à l'adoption de produire, sans le bon plaisir d'un souverain qui n'est plus, les effets nobiliaires de la « filiation légitime et naturelle », c'est éviter des abus possibles (1), se conformer aux règles anciennes et redire, avec un vieil auteur, « *aliud enim est gignere, aliud adoptare* » (2).

nom Waldeck-Rousseau, soit, surtout, en raison de l'importance du problème à résoudre. Le Tribunal de la Seine (jug. du 13 février 1891, précité) avait réglé l'usage du titre sans trancher la question. La Cour donna un an à l'adopté pour se faire investir par le garde des sceaux (arrêt du 18 juillet 1893, précité). M. Bretonneau Clary ne sollicita pas du Conseil d'administration une autorisation qu'on lui aurait refusée. A l'expiration du délai imparti il fut déclaré, par la Cour, sans aucun droit au titre de comte (arrêt du 30 mai 1895, BOREL D'HAUTERIVE, 1896, p. 508). Malheureusement, la Cour, après avoir, dans les considérants de son premier arrêt, déclaré que l'adoption « *n'opère pas ipso facto et de plein droit la transmission des titres* », n'a pas clairement distingué la reconnaissance ou confirmation d'un titre par décret ordinaire d'investiture constatant une transmission régulière et l'autorisation gouvernementale (nouvelle collation, en somme) nécessaire pour que s'effectue la transmission par filiation adoptive. C'est la confusion de la Cour de Paris qui a, sans doute, permis à M. PERREAU (*op. cit.*, p. 366) de donner de cet arrêt une interprétation toute différente.

(1) Il a, par exemple, été relevé dans les *Petites Affiches* de 1885 l'annonce suivante : « Enfants naturels, adultérins, reconnus ou adoptés par personne noble. Excessivement sérieux ». Plus récemment un titre ducal, d'importation étrangère très probablement, fut ainsi offert par la voie de la presse.

(2) TIRAQUEAU, *op. cit.*, *quæstio* 84. Dans le même sens, LALLIER, *op. cit.*, p. 179 et dans BOREL D'HAUTERIVE, 1901, p. 294 ; REV, *op. cit.*, p. 94 ; NISOT, *op. cit.*, p. 154 ; POPINEAU, Loi du 19 juin 1923, aux *Lois nouvelles*, 1923, p. 225 ; *Pand. franç.*, Répertoire, V. Noms et prénoms, n° 287. Pour le Conseil héraldique belge, l'adoption n'a pas d'effet quant à la noblesse. Celle-ci ne peut se transmettre que dans la descendance qui est à la fois naturelle et légitime (ARENDT et de RIDDER, p. 414).

CHAPITRE XV

PARENTÉ COLLATÉRALE

§ I. — *Droits des collatéraux avant la Révolution*

Nous avons étudié comment un titre passe du père à l'enfant. La dévolution à la descendance du dernier porteur du titre n'est pas le seul cas de transmission pouvant résulter de la parenté et nous allons, maintenant, examiner quels furent aux époques anciennes, et quels sont, de nos jours, les droits des collatéraux.

La succession du titre ne pouvait, autrefois, s'ouvrir au profit d'un des collatéraux que quand le défunt, investi d'un fief de dignité, ne laissait ni fils, ni fille (1).

Les collatéraux, sans qu'il y ait lieu de distinguer leur degré d'éloignement (2), étaient, au moins en

(1) V. MERLIN, *op. cit.*, V. Nom, § 3, n° 5. Lorsque la fille héritait d'un titre, elle le portait dans une autre famille, ainsi que nous l'exposerons (V. *infra*, p. 217 et s.) et, dans cette hypothèse, les droits des collatéraux n'étaient pas seulement suspendus jusqu'au décès de l'héritière, mais anéantis, du moins lorsqu'elle laissait une postérité.

(2) Nous ne pensons pas qu'on puisse, avec M. LEVESQUE (*op. cit.*, n° 176), appliquer aux titres ce passage assez mystérieux de TIRAQUEAU (*De Nobilitate*, cap. 17, n° 2) : « *Transit nobilitas usque ad quartum gradum in linea transversali* ». L'auteur visait probablement la question des preuves de noblesse, l'autorité des jugements de maintenue. Cf. LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXI.

droit, rangés en deux groupes : ceux qui descendaient en ligne directe, mâle ou femelle, d'un précédent possesseur, ceux dont aucun des ancêtres n'avait porté le titre. Les collatéraux du second groupe étaient tenus d'obtenir une confirmation (1). Au contraire, les descendants, même par les femmes, d'un précédent titulaire en étaient investis de plein droit (2). Ainsi l'ancienne baronnie de Grignan, érigée en comté par lettres de juin 1557, passa, après la mort de Louis Adhémar, à son neveu Gaspard de Castellane, fils de sa sœur Blanche, lequel prit le nom et les armes d'Adhémar.

Pratiquement, il était impossible de se montrer, à l'égard d'un collatéral quelconque, d'un parent par le

(1) « Un noble même qui obtient un fief par achat, donation, contrat ou succession légitime, s'il n'est descendant en ligne directe, mâle ou femelle, ou que, par l'érection il ne soit fait mention des collatéraux, ne peut le retenir dans sa famille sans le bénéfice ou indult du roy dont il doit requérir la confirmation » (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XX). Cf. DENT-SART, *op. cit.*, V. Pairs.

(2) Nous croyons que c'est à tort que certains auteurs ont étendu à toutes les transmissions aux collatéraux la nécessité d'une confirmation utile, par exemple, lorsque, selon les lettres d'érection, se trouvaient exclus les descendants par les femmes ou des collatéraux non issus d'un des précédents titulaires. Voici ce qu'écrit, à ce sujet, M. LALLIER (*op. cit.*, p. 111) : « Les titres n'étaient pas dévolus de plein droit en ligne collatérale. Quiconque était appelé à relever un titre en qualité d'aîné de la descendance mâle de son premier possesseur, devait obtenir des lettres équivalant à une collation nouvelle. Le titre était, à proprement parler, vacant au décès de son titulaire mort sans postérité et le roi pouvait le relever au profit de qui il voulait. Il n'existait pas réellement de dévolution des titres en ligne collatérale ; mais les collatéraux du défunt étaient désignés à la faveur royale dans un certain ordre de préférence dont le roi était maître de s'écarter. Peut-être aurait-il pu accorder le titre à un étranger ». Cf. REY, *op. cit.*, p. 79 et C. de Rouen, 18 mars 1861, *Gazette des Trib.*, 17 mars 1861, pour les conclusions du procureur général Massot.

sang, plus difficile que pour les étrangers nobles, acquéreurs de fiefs de dignité. On peut donc poser, pour tout l'ancien régime, la règle que le collatéral héritier, recueillant les seigneuries, en prenait les dignités, *ex consequentia rei hereditariæ* (1).

Parfois, à la vocation des collatéraux étaient apportées des restrictions par la teneur de lettres patentes n'appelant, du premier gratifié, que les descendants mâles et femelles ou les descendants mâles seulement. Toute dévolution contraire aux règles fixées par l'acte de concession ne pouvait, théoriquement, constituer qu'une usurpation. Mais il est reconnu que le plus souvent on ne sollicitait pas une nouvelle érection (2).

De même, pour les quelques titres non glèbés qui furent héréditaires, il suffisait de se conformer aux clauses insérées dans les lettres pour déterminer les droits de la ligne collatérale (3). Était ordinairement prescrite une transmission de mâle en mâle et par ordre de primogéniture.

(1) TIRAQUEAU, *De Nobilitate*, cap. XXIV, n° 6.

(2) BOREL D'HAUTERIVE, 1857, p. 347.

(3) Des lettres patentes de juin 1748, dûment enregistrées par le Conseil souverain d'Alsace, ont accordé le titre de comte au sieur de Waldner de Freundstein (Christian-Frédéric-Dagobert) et stipulé que dans le cas où le dit sieur de Waldner de Freundstein viendrait à décéder sans enfants mâles ou que ceux qu'il aurait laissés décèderaient eux-mêmes sans postérité, le titre passerait à son frère aîné, François de Waldner de Freundstein, baron de Waldner ou à l'aîné de ses descendants mâles et qu'à défaut de descendants, ledit titre passerait aux autres frères et à leurs descendants, l'ordre de primogéniture toujours gardé et toujours observé. En conséquence, le 31 octobre 1907 l'arrière-petit-neveu du premier titulaire a été confirmé dans le titre de comte héréditaire par arrêté ministériel.

Afin de savoir alors quel était l'ayant droit parmi les collatéraux, on appliquait, au besoin successivement, la règle suivante : le titre est dévolu au représentant de la branche détachée en dernier lieu du tronc commun et, si plusieurs se sont en même temps détachées, on appelle chacune d'après le rang d'âge des frères dont elles sont issues (1).

Au surplus, la transmission d'une ligne à l'autre était quelquefois réglée d'avance, dans une maison, avec l'autorisation du roi. Des lettres patentes de 1733 permirent une « substitution réciproque, dans le cas de défaillance de masles », de deux branches de la maison d'Albert : celle du duc de Luynes et de Chevreuse, et celle du duc de Chaulnes (2).

§ II. — *Droits des collatéraux depuis la Révolution*

Le premier Empire admit la transmission aux collatéraux, descendants d'un précédent titulaire (3). La dévolution en ligne collatérale s'effectuait même lors-

(1) PERREAU, *op. cit.*, p. 369.

(2) A. DE GRAMONT-LESPARRE, *op. cit.*, p. 21.

(3) Voici à ce sujet un avis du Conseil d'administration que nous avons trouvé au dossier du baron Roger (année 1881, n° 3117) : « La demande aujourd'hui présentée par un fils unique a pour objet de faire revivre un titre dont le père n'eut pu bénéficier que comme successeur de son frère aîné. Le Conseil... attendu que des dispositions des articles 35, 75 et 76 du second décret du 1^{er} mars 1808, il semble résulter que la transmission dans la ligne collatérale constitue plutôt une mesure gracieuse qu'un droit acquis pour les descendants du fondateur, que toutefois l'article 11 permet de douter que cette interprétation soit conforme à l'esprit de la législation de l'époque, que d'ailleurs la jurisprudence constante, tant du Conseil du Sceau que du ministère des Finances a admis

que le défunt laissait une fille, mais, par contre, n'était possible qu'au profit de la postérité masculine du premier gratifié (1).

Un régime semblable est celui de presque toutes les dignités conférées depuis la chute de Napoléon I^{er}, car les lettres patentes contiennent, très généralement, la formule de transmissibilité « de mâle en mâle et par ordre de primogéniture ».

Toutefois une ordonnance du 19 janvier 1818 affirma l'impossibilité, sans la permission du roi, de faire passer un titre hors de la ligne directe (2). Cette ordonnance, de portée incertaine, n'avait sans doute pas pour but de modifier des droits acquis et ne visait probablement que les titres de l'avenir (3) ou ceux dont les

que les expressions par ordre de primogéniture pouvaient ne pas être exclusivement entendues de la dévolution de descendants en descendants, que cette interprétation est conforme à la doctrine d'un arrêt de la Cour de Paris du 30 juillet 1817 et aux explications échangées à la Chambre des Pairs lors de la discussion de la loi du 12 mai 1835 sur les majorats, émet l'avis qu'il y a lieu d'investir du titre héréditaire de baron. »

(1) Sur l'incapacité des filles de recevoir un titre impérial, V. *supra*, p. 170.

(2) « Louis, par la grâce de Dieu... Article premier. — Lorsque nous jugerons convenable d'accorder la transmission des titres hors de la ligne directe et de la descendance naturelle et légitime, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, la grâce que nous accorderons devra être constatée par des lettres patentes retirées à peine de rapport de l'ordonnance dans le délai de six mois. Article 2. — Ces lettres seront assujetties au droit de concession de titre ».

(3) Nous avons déjà signalé (*supra*, p. 170) qu'un arrêté ministériel du 17 février 1923 a déclaré M. de Mun investi du titre héréditaire de marquis (lettres patentes du 15 février 1821) dont était décédé titulaire un frère ayant laissé deux filles.

relèvements par d'hypothétiques collatéraux constituaient manifestement des usurpations (1).

Quant aux titres d'ancien régime, dont beaucoup pourraient admettre peut-être des modes plus larges de transmission, leur statut est identifié à celui des titres modernes. Cela tient à la forte tendance qu'a la jurisprudence administrative et judiciaire à écarter la femme des successions nobiliaires et, surtout, à lui refuser la possibilité de porter aux enfants d'un mariage qu'elle contracte, des droits éventuels sur le titre d'une branche aînée (2).

On refuse encore plus énergiquement de reconnaître, comme héritier, un collatéral dont aucun des ancêtres n'a reçu la qualification vacante. Cette décision est quelque peu critiquable pour les titres anciennement glébés car le collatéral, le plus souvent, n'eût pas manqué, autrefois, d'appréhender et fief et dignité.

Bref, quelle que soit donc la provenance du titre nobiliaire, on peut dire qu'aujourd'hui le seul collaté-

(1) Ainsi vit-on, sous la Restauration, le sieur Latour d'Apchier s'autoriser d'une communauté d'origine probable entre la maison de Bouillon et la sienne pour prendre les titres de comte d'Auvergne et de duc de Bouillon. Le Tribunal civil de la Seine affirma le nécessité d'une autorisation royale (2 juillet 1823, S., 26, 1, 357).

(2) Il serait moins simple, mais plus conforme au droit nobiliaire, d'adopter la façon de procéder suivante : chaque fois que, dans l'arbre généalogique, pour trouver le collatéral appelé, on quitte une branche pour en prendre une autre, séparée du tronc plus anciennement, se demander, lorsqu'il y a une fille : 1^o si cette fille était capable, selon l'ancien droit, de recueillir ce titre ; 2^o si, selon des règles que nous étudierons, celui-ci n'a pas été porté par elle dans une famille étrangère. Sous le deuxième Empire, le prince de Bauffremont revendiqua le titre de duc de Montmorency, en qualité de fils unique de la sœur aînée du dernier duc décédé sans postérité le 18 août 1862. Sa prétention, loin d'être jugée absurde, ne fut repoussée que pour une raison étrangère à notre problème.

ral qui puisse se prévaloir d'un droit est l'aîné des descendants par les mâles d'un précédent possesseur du titre, cet aîné étant déterminé de la manière que nous avons indiquée pour la succession des titres de pur honneur sous l'ancien régime (1). Malgré le rigorisme de cette doctrine, les transmissions collatérales sont nombreuses et un titre passe très régulièrement, non seulement d'un frère à l'autre (2), d'un oncle à un neveu (3), d'un neveu à un oncle (4), mais encore d'un cousin à un autre (5), parfois fort éloigné. Peu importe le nombre des degrés pour une succession nobiliaire que l'État miséreux n'a aucun intérêt à confisquer. Une couronne de duc, de marquis, de comte, de vicomte, de baron peut se transmettre, même si ce n'est que dans les profondeurs du passé que l'on retrouve l'auteur

(1) Notons que, par sa théorie singulière, M. LEVESQUE (*op. cit.*, n° 176) est amené, pour la transmission collatérale, lui si prodigue, à être plus difficile que les plus difficiles : « Liant comme nous le faisons le titre au nom, dit-il, nous reconnaissons des copropriétaires du titre, nous n'en reconnaissons pas d'héritiers ; si celui qui le porte meurt sans postérité, le titre s'éteint avec lui ». Il eut été moins illogique, d'après les conceptions de M. LEVESQUE, de prétendre que tous les descendants, par les mâles, d'une personne titrée ont, dès leur naissance, droit à ce titre.

(2) Le titre de comte conféré à André Burthes, par lettres patentes du 5 octobre 1808, vint finalement se fixer sur la tête du cinquième de ses fils, Charles-François (arrêté ministériel du 17 juillet 1872).

(3) Joseph de Montesquiou-Fezensac, 4^e duc de Fezensac, a succédé à son oncle, le 3^e duc Philippe, mort le 30 septembre 1913.

(4) Ernest-Gabriel des Roys, marquis des Roys, fut confirmé, à la mort de son neveu, dans le titre de marquis héréditaire, par décret du Président de la République du 25 septembre 1874.

(5) Georges-Paul Barbier, baron Barbier, fut confirmé le 14 mai 1891, à la mort de son cousin germain, dans la transmission du titre de baron héréditaire conféré à Paul Barbier par lettres patentes du 25 juillet 1822.

commun. Le Béarnais ne reçut-il pas la couronne royale du dernier Valois dont il était parent au vingt-deuxième degré ?

L'incapacité du collatéral ne vient que du fait qu'il est un descendant par les femmes ou que nul de ses auteurs n'a été décoré du titre convoité. Dans l'un et l'autre cas le relèvement exigerait une collation nouvelle, de nos jours impossible (1).

En recherchant la cause profonde d'une sévérité toute moderne, on trouverait aisément que la grande coupable est encore cette loi de germinal an XI, si absolument étrangère à notre matière. Le descendant par les mâles ne recevra pas, avec le titre, un nom qui n'est pas le sien. Une erreur, déjà souvent rencontrée, est l'origine des exigences actuelles à l'égard des collatéraux (2).

(1) Cf. Trib. Seine, 2 juillet 1823, précité ; C. de Paris, 10 juin 1859, D. P., 63, 1, 315. C'est à propos d'une demande en relèvement qu'au mois de mai 1875 le maréchal de Mac-Mahon, en Conseil des ministres, fut questionné sur le point de savoir s'il convenait d'accueillir des requêtes de ce genre. L'avis du Conseil fut « qu'en l'état des lois constitutionnelles, le moment n'était pas opportun pour que le chef du gouvernement prit des décisions ayant le caractère de concession de titres » (lettre du 12 mai au député La Caze, dossier 3044 de l'année 1874). V. *supra*, p. 88.

(2) Voici à cet égard le singulier raisonnement de M. LALLIER (*op. cit.*, p. 181) : « La loi de germinal ne met pas obstacle à cette transmission du titre recueilli par une personne déjà en possession, de par sa filiation, du nom dont le titre ne peut être séparé. Il n'en a pas été ainsi, peut-il sembler, quand le duc de Bisaccia a recueilli le titre de duc de Doudeauville. Mais nous savons que quand un nom additionnel, titré ou non, est concédé à une personne, il devient le patrimoine commun de tous ses descendants. Le duc de Bisaccia était un La Rochefoucauld de la branche Doudeauville ; le nom de Doudeauville lui appartenait donc, bien qu'il ne fût porté, avec le titre de duc, que par son frère aîné ». Ce La Rochefoucauld, appelé par M. LALLIER, Doudeauville et Bisaccia, eut

Ajoutons tout de suite que, dans le monde, ces exigences n'ont point cours. Tous les titres sont relevés, avec plus ou moins de droit, par des collatéraux extrêmement soucieux de ne pas laisser inutilement tomber dans le néant un titre de famille (1).

Si la jurisprudence limite les cas de transmission en ligne collatérale, elle reconnaît, par contre, que le parent appelé à succéder est investi de plein droit. Il reçoit le titre, *jure hereditatis*, comme un fils le reçoit de son père, sans que la chose puisse, en quoi que ce soit, dépendre du caprice gouvernemental ou de la fantaisie administrative (2).

été d'une dénomination aussi pénible que brillante, s'il avait fallu, pour le désigner, joindre à La Rochefoucauld les supports de tous les titres portés par ses aïeux.

(1) Fréquemment, pour montrer une origine qui fut la cause d'une succession nobiliaire plus ou moins justifiée, une addition de nom est sollicitée du chef de l'État. Ayant officiellement le nom du défunt ou le support de son titre, on se considère investi de la dignité éteinte. Le procédé ressemble fort à une supercherie. D'ailleurs, la Chancellerie refuse quelquefois de donner son concours. Gyp, appelée, on ne sait pourquoi, comtesse de Mirabeau-Martel, ne put obtenir, pour ses enfants, l'addition, au nom de de Martel de Janville, de celui des Riquetti de Mirabeau dont la maison s'éteindra avec elle (V. *Journal officiel* du 26 octobre 1888, p. 4451).

(2) Lorsqu'intervient un décret, c'est uniquement pour « confirmer », pour reconnaître une dévolution accomplie. Ainsi, le décret du 2 mars 1859 portait : le comte de Tascher « ...est autorisé, en vertu des lettres patentes des 3 mars, 8 juillet 1810 et 16 mai 1811, à prendre le titre de duc *qui lui est dévolu* par suite du décès du duc de Dalberg. » La chose est si évidente qu'on éprouve quelque étonnement à constater que le contraire fut habilement soutenu devant la Chambre des requêtes, en s'appuyant sur une consultation de M. de Berly, président de la compagnie des référendaires au Sceau (Req., 3 août 1908, D. P., 09, 1, 467). M. le conseiller MARIGNAN, rapporteur, n'eut pas de peine à établir que Charles de Ligneris avait, au décès de son frère Jacques, mort sans postérité,

Dès qu'une branche s'éteint, faute de postérité mâle, le flambeau, à l'instant, passe entre les mains d'un autre descendant du premier gratifié. Le patrimoine d'honneur qu'a laissé celui-ci n'est jamais reçu que grevé d'une sorte de substitution (1) et se conserve ainsi, à travers les âges, jusqu'à ce que meure le dernier de la race.

recueilli *ipso facto* le titre de marquis. Mais l'expression de transmission en ligne collatérale évoquant l'idée de relèvement par la grâce du souverain, l'honorable rapporteur voulut montrer, dans Charles de Ligneris, non pas le frère de Jacques, mais l'aîné des descendants par les mâles du bénéficiaire primitif. On retrouve cette subtile et vaine distinction dans les attendus de l'arrêt. Cf. C. de Paris, 30 juillet 1817, S., 17, 2, 361 ; C. de Rouen, 18 mars 1861 (conclusions du procureur général Massot, *Gazette des Trib.*, 17 mars). Civ., 20 avril 1885, D. P., 86, 1, 23.

Citons en outre, avec M. PERREAU (*op. cit.*, p. 370), une décision du ministère des Finances du 4 mars 1882 et un avis du Conseil d'administration du 28 juillet 1882 auquel on peut ajouter celui précédemment rapporté (aff. Roger, 1881, *supra*, p. 199).

(1) Ce mot effrayait l'esprit démocratique de M. LEVESQUE (*op. cit.*, n° 176). Les prescriptions du Code empêchaient cet auteur de considérer un gentilhomme comme investi d'un titre à charge de le conserver et de le rendre, lors de son décès, au descendant le plus proche, après lui, de l'auteur commun. Nous estimons plutôt avec M. SALVETON (*op. cit.*, n° 631) que nous sommes ici sur un terrain trop spécial pour appliquer les principes généraux du droit. Au surplus, le gros inconvénient des substitutions est d'ordre économique et le titre est un bien *extra patrimonium*.

CHAPITRE XVI

TRANSMISSION PAR MARIAGE

SECTION I

Transmission à la femme du titre du mari

§ I. — *Nature particulière du droit de la femme*

La femme suit la condition de son mari. Ce principe, déjà nettement admis à Rome (1), se retrouve tout naturellement dans notre ancien droit, puisque la femme est *caro ex carne et ossibus viri et qui duo fuerunt jam non erunt duo sed una caro* (2). Elle n'est

(1) Notamment C. XII, I, *De dignitatibus*, 13. « Les empereurs Valens, Valentin et Arcadius arrêtaient que la femme suivrait en tout et partout la condition de son mari. *Mulieres honore maritorum erigimus, genere nobilitamus*, etc... *Si autem minoris ordinis virium postea sortitæ fuerint priore dignitate, privatæ posterioris mariti sequuntur conditionem* » (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XC).

(2) « La femme est l'*alter ego*, la personne même de son mari », dit BEUSTIUS, selon GODEFROY et ACCURSE (ACCURSE, *De alimentis et cibaris legatis*).

plus censée faire avec son mari, dit Pothier (1), qu'une seule personne, dont il est le chef. On peut considérer que s'est fondue, dans l'individualité de l'homme, toute celle de la femme. Ce sera parfois, pour cette dernière, la cause d'un avilissement (2), parfois, aussi, d'une élévation puisqu'elle aura du mari, la qualité, le rang, les honneurs et les privilèges. En prenant pour époux un duc, un marquis, un comte ou un baron, elle devient duchesse, marquise, comtesse ou baronne (3). Depuis une époque que l'on fait remonter au ^{xiii}^e siècle, elle use, en effet, du titre marital en le féminisant (4) comme elle fit, du ^{xiv}^e au ^{xv}^e siècle, pour le sobriquet qui devint le nom héréditaire (5).

(1) *Traité du contrat de mariage*, n^o 401.

(2) La femme noble, possédant un fief, et qui épousait un roturier payait le droit de franc-fief. Cette déchéance était toute de tradition. Les dames romaines, de la race patricienne ou de celle des chevaliers, qui épousaient des plébéiens perdaient leur rang et devenaient plébéiennes. TITE-LIVE (liv. IX de la première décade) rapporte un exemple d'éclat. Les nobles dames romaines s'assemblaient au temple de la Pudicité patricienne; Virginie, fille d'Aulus, patricien, avait été mariée à Voluminus, plébéien, qui fut consul de Rome, de l'ordre des plébéiens. La charge de son mari et la condition de son père l'avaient enhardi. Elle alla dans la chapelle de la Pudicité avec les dames romaines y faire ses dévotions comme elles. Ces dames la repoussèrent du sacrifice, la chassèrent de leur chapelle parce qu'elle avait perdu sa condition naturelle en épousant un plébéien (V. MAYNIER, *Maintenues de noblesse en Provence*, t. III, p. 336).

(3) MERLIN, *op. cit.*, V. Femme, n^o 6. Des réserves sont à formuler pour les mariages morganatiques (V. *supra*, p. 183; DENISART, *op. cit.*, V. Mariage, n^o 198 et *Code prussien de 1791*, art. 873.

(4) Sauf pour la qualification de chevalier qui ne donnait à la femme d'autre droit que celui d'être appelée dame et non demoiselle.

(5) DE WAILLY, *Eléments de paléographie*, t. I, p. 189; GIRY, *Manuel de diplomatique*, p. 369. Cela n'avait lieu que lorsque les noms s'y pré-

Voici une règle extrêmement ancienne, dont l'application n'a été contestée ni sous l'ancien droit (1) ni depuis le rétablissement des titres (2) et sur laquelle nous pourrions ne pas insister.

Il est cependant intéressant de chercher à déterminer de quelle nature est le droit de la femme sur le titre du mari ou, même, d'examiner si, malgré ce que nous venons d'exposer, elle jouit sur ce titre d'un droit quelconque et non pas seulement d'usages sociaux.

Ce problème que nous posons peut sembler étrange et, de fait, à notre connaissance, aucun auteur ne s'en est soucié. Il existe, toutefois, sur un terrain très voisin, une question analogue et qui n'a pas bénéficié d'un semblable mutisme : celle de savoir si la femme acquiert un droit sur le nom de son conjoint. D'une façon générale, on répond affirmativement (3) ; mais,

taient comme ceux de Chartier (La Chartière), de Robin (La Robine), de Briconnet (La Briconnette). M. GIRY voit dans cet usage, toujours vivace dans les campagnes, la source récente de noms de famille tels que Lamartine, Larousse, etc.

(1) Pas même par le roi, selon M. DE NIMAL (*Nobles et noblesse*) : « Le comte du Barry accourut en hâte de Toulouse, muni du consentement de sa très respectable mère, pour devenir le mari, *in partibus infidelium*, mais grassement renté de la fille Lange, et procurer ainsi une maîtresse titrée à Louis XV ».

(2) A condition du moins qu'il y ait bien eu mariage, et non pas seulement une sorte de possession d'état, comme il fut jugé par le Tribunal de la Seine, le 27 mai 1873, à l'égard de M^{lle} Cécile Blanchard, qui avait pris les nom et titre de princesse de P. Pour justifier ses modestes prétentions nobiliaires, M^{lle} Blanchard se prévalait d'une pension que lui faisait la princesse douairière de P. (BOREL D'HAUTERIVE, 1874, p. 257).

(3) BAUDRY-LACANTINERIE et CHENEAUX, t. III, n° 253 ; BEUDANT, *op. cit.*, p. 420 ; GENY, *Méthode d'interprétation*, n°s 119 et 122 ; MARGET, *Etude sur la loi du 6 février 1893*, p. 162 ; THIEROT, *Revue critique de légis.*

même depuis la loi du 6 février 1893, il est encore possible de ne voir aucun caractère légal dans l'usage, pour la femme, de substituer à son nom de jeune fille, celui du mari (1).

La femme n'a de droit que sur son propre nom. « Si l'usage lui a reconnu la faculté de prendre le nom de son mari, c'est à titre de prérogative de l'union légitime, pour consacrer, par un signe patent, la confusion de deux existences en une seule unité morale (2) ».

Chaque fois qu'on veut, dans un acte important, désigner une femme selon son état civil exact, on ne

et de jurispr., 1893, p. 378 ; PERREAU, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, p. 515 et *op. cit.*, p. 229, avec, en note, l'énumération d'un certain nombre d'arrêts.

(1) BUGNET, sur POTHIER, *Traité du contrat de mariage*, n° 401 ; CARPENTIER, n° 329 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 191 ; SARRAND, *Commentaire de la loi du 6 février 1893*, p. 40 ; FLURER, au D. P., 1889, 2, 9 ; J. CABOUAT, *Lois nouvelles*, 1893, p. 365 et s. ; BUFNOIR, *Ann. législ. franç.*, XIII^e année, p. 52 ; VIGIÉ, *Droit civil*, 2^e édit., t. I, p. 276 ; PLANIOL, *Droit civil*, 2^e édit., t. I, n° 404. Cour d'appel de la Martinique, 11 février 1836, sous Cass., 16 mars 1841, S., 41, 1, 522. Cass., 17 août 1864, S., 65, 1, 120. Trib. Aix, 7 mars 1867, sous Cass., 20 avril 1868, S., 68, 1, 194. Nîmes, 8 août 1887, S., 88, 2, 20. Poitiers, 11 juillet 1892, S., 92, 2, 284. Trib. Seine, 29 avril 1902, S., 04, 2, 162. Trib. Seine, 28 novembre 1902, *Gaz. Tribunaux*, 24 décembre 1902. Bordeaux, 27 novembre 1907, *Gaz. Palais*, 1907, 2, 648.

(2) FLOURENS, rapporteur de la loi 1893, doc. parlem., 1886, ann. n° 21, p. 379 et s. De même, dans son rapport à la Chambre, M. ARNAULT disait (J. CABOUAT, *ubi supra*) : « Aucun texte de loi ne donne au mariage aucun effet sur le nom des deux époux, aucun droit à l'un des époux sur le nom de l'autre, il ajoute simplement une mention à l'état civil : un tel époux ou épouse de un tel ou une telle ». Ces rapports ont servi de préparation directe à la loi du 6 février 1893 et, leurs conclusions ayant été à peu près intégralement adoptées, il est vraisemblable que le législateur a entendu se les approprier avec la portée qu'elles tiraient du commentaire dont elles étaient accompagnées.

manque pas de lui donner le nom de sa famille (1), celui qu'elle a toujours conservé (2), qu'elle peut seul transmettre à un enfant adoptif ou désavoué par le mari (3), ce nom qui, au cas de différentes expériences matrimoniales, sera, pour sa désignation, l'unique élément de fixité.

Par suite, il ne semble pas déraisonnable de ne reconnaître à la femme, quant au nom du mari, qu'une simple possession de fait légitimée par une pratique plusieurs fois séculaire, mais que peut lui retirer son conjoint s'il l'estime nécessaire (4), et que, d'ailleurs, voudraient abolir des féministes avancées (5).

Si, maintenant, nous considérons non plus le nom mais le titre, nous éprouverons encore moins de difficultés à n'en pas reconnaître à la femme ce droit « *sui generis* », voisin du droit de propriété, et qui constitue le droit au titre. En matière nobiliaire, en effet,

(1) Sur les registres d'état civil, le nom de la femme demeure aussi immuable que ses prénoms et ses qualités d'épouse, de divorcée, de veuve ne sont indiquées que pour faire connaître son état, sa capacité, son *curriculum vitæ*.

(2) Civ., 15 juin 1863, D. P., 63, 1, 313 ; Nîmes, 8 août 1887 ; Poitiers, 11 juillet 1892 ; Tribunal Seine, 29 avril 1902, précités.

(3) Paris, 9 mai 1894, D. P., 95, 2, 271.

(4) Trib. Seine, 15 décembre 1897, D. P., 98, 2, 496.

La femme a seulement sur le nom du mari, lisons-nous dans cet arrêt, un droit d'usage qu'elle ne peut exercer qu'en tant qu'il ne porte pas atteinte aux droits de propriété du mari. Celui-ci peut lui en interdire l'emploi dans la littérature, les arts, le commerce ou l'industrie. V. cependant, Trib. Toulouse, 18 mai 1886, S., 86, 2, 119.

(5) M^{me} Hubertine Auclert (Le nom de la femme) ne veut pas que ses sœurs soient estampillées du nom du maître et s'élève contre « un marquage bon pour les colis et les brebis ».

on ne se trouve pas gêné, comme pour le nom, par les formules obscures des articles 299 et 311 du Code civil (1).

Remarquons tout de suite que le titre de comtesse, par exemple, que la femme est censée recevoir du mari, n'avait autrefois, rien de commun avec le titre de comtesse qu'elle pouvait avoir depuis une certaine époque comme héritière de sa maison, à défaut de mâles. Le titre donné à l'épouse ne fut jamais qu'une distinction honorifique (2) créée par la courtoisie, selon une habitude qui nous fait dire encore aujourd'hui : la colonelle X, la générale Y. En réalité, la comtesse n'était pas plus titrée que la colonelle et la générale ne sont gradées (3).

Si cette qualification de comtesse avait été vraiment un titre, un fief se serait trouvé communiquer sa dignité

(1) La solution donnée au problème du titre n'est pas forcément liée à celle donnée au problème du nom, car, distinguant comme nous le faisons titre et nom, nous pourrions, à la rigueur, concevoir que la femme du comte de X ait nom de X, sans être, en droit strict, la comtesse de X.

(2) Donner une existence légale à cette distinction honorifique, c'est admettre, dès le XIII^e siècle, une comtesse sans comté, chose impossible, car les titres de pur honneur, non assis sur un fief, n'apparurent que beaucoup plus tard.

(3) Alors que la plus élémentaire politesse décorait l'épouse du titre marital féminisé, celle-ci n'empruntait à son « seigneur » ni le titre ni le nom. Après comme avant son mariage, elle signait simplement du nom de son père. La duchesse de Châtillon écrivait au bas de ses lettres : Isabelle-Angélique de Montmorency et la duchesse de Chevreuse : Marie de Rohan (V. d'AVENEL, *op. cit.*, p. 118). Pour montrer que les droits de la femme ne se confondaient pas avec ceux du mari, notons que lorsque la femme voulait prendre les armes du mari, elle ne pouvait jamais les porter seules ; elle était obligée de les placer du côté droit avec celles de sa propre famille du côté gauche (DENISART, *op. cit.*, V. Nom, n^o 5).

à deux personnes bien distinctes, quoi qu'en aient pu penser des esprits chimériques; d'autre part, n'auraient pas été observées les lettres patentes d'un titre de pur honneur, prescrivant la dévolution au seul aîné des mâles (1). De même, aujourd'hui, serait une erreur l'affirmation du Garde des Sceaux Tailhand, au paragraphe 13 de la circulaire du 22 juillet 1874 : « A part de rares exceptions, créées par les lettres patentes originaires, les titres reposent sur une seule tête » (2).

Pour concilier les règles de transmission et une coutume aussi constante qu'universelle, nous reconnaitrons à la femme d'un comte le droit absolu de se qualifier « comtesse » (3), mais nous ne verrons dans le mot comtesse qu'un titre de courtoisie, un titre décerné *honoris causa* (4).

(1) C'est le cas, en particulier, de tous les titres du 1^{er} Empire. Leur dévolution est, en dehors des lettres, réglée par le 1^{er} statut du 1^{er} mars 1808. Ce statut (art. 2, 5, 10, 12) ne prévoit la transmission du titre qu'à la descendance directe et légitime, naturelle et adoptive, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture. Comment, d'ailleurs, la femme aurait-elle prêté le serment « de marcher à la défense de la patrie » (art. 37 du 2^e statut. V. cependant, *infra*, p. 224) ? En outre, si on pouvait considérer le majorat du mari comme suffisant pour soutenir en même temps le titre hypothétique de la femme, des difficultés auraient surgi à la mort de l'époux, puisque la veuve n'avait, sur le majorat, qu'une pension (art. 48 et 49). Enfin, le droit au titre du mari semble bien douteux en présence de l'article 75 du même statut : « Si la descendance masculine vient à s'éteindre, le titre demeure supprimé ».

(2) *Recueil officiel des inst. et circulaire minist.*, Justice, III, p. 308.

(3) Admis implicitement par la Cour de Paris le 17 juillet 1876 (D. P., 76, 2, 25) pour la comtesse Valentine de Caraman-Chimay, mariée au prince de Bauffremont.

(4) Cela explique que, pour les officiers d'état civil, la femme n'ait d'autres titres que ceux qui lui sont propres. Dans l'acte de décès de Ferdinand-François-Philippe-Marie-Laurent d'Orléans, duc de Montpen-

§ II. — *Conséquences découlant de la nature particulière du droit de la femme*

Puisque le titre porté par la femme n'est qu'un reflet de la dignité du mari, nous estimons que si ce dernier, mutilant une appellation ancestrale, se contente de son patronymique (n'est titré qui ne veut), l'épouse ne pourra même plus jouir d'une possession de fait (1). Pour des raisons de convenance qu'il est inutile d'exposer, nous irons jusqu'à reconnaître au mari, qui jouit dans le monde de ses prérogatives nobiliaires, le droit d'interdire à sa femme le port d'un titre qu'elle risquerait de compromettre (2).

Mais, si nous ne voyons dans le titre de la femme que le rayonnement de celui du mari, si « toute splendeur » émane du chef, qu'advient-il lorsque le lien unissant

sier, dressé à Randan (Puy-de-Dôme) le 31 janvier 1924, la veuve du prince est dénommée et qualifiée : Maria-Ysabelle-Josephina-Magdaleina-Theodora Gonzalès de Olaneta, vicomtesse de Los Antrines. Bien que M. Julien-Claude Davignon ait été créé vicomte par lettres patentes du roi Albert, le 11 mars 1916, sa femme, M^{me} Hélène Calmeyn, reçut, le 15 novembre 1919 le titre de vicomtesse. Cette seconde collation eût été inutile si le mari avait transmis son titre.

(1) Cf. POTHIER, *op. cit.*, n° 402.

(2) Cette défense, comme pour le nom, doit avoir une cause sérieuse soumise à l'appréciation des Tribunaux. Cf. Trib. Seine, 13 juillet 1893, *Lois nouvelles*, 93, 2, 139. En fait, des difficultés ne surgissent guère. Il est des comédiennes dont les maris portent de grands noms et de beaux titres, que nous n'avons pas vus, jusqu'à présent, flamboyer sur l'affiche. La chronique nobiliaire a conservé, cependant, l'écho de scandales retentissants. C'est ainsi que M^{me} Rose de Mercy Argenteau, duchesse d'Avaray, ouvrit boutique de modes et de frivolités aux armes et titre de son mari. Le duc d'Avaray s'opposa à cette prostitution de son titre et obtint gain de cause (J. DE BONNEFON, *La noblesse de France*, p. 57).

les deux époux se relâche dans la séparation de corps ou se rompt par la mort ou le divorce ?

La séparation de corps ne changera pas la situation antérieure (1). Le gentilhomme aura seulement plus de facilité pour faire interdire à sa femme le port du titre, ou même du nom, en vertu de l'art. 311 du Code civil (2).

Le problème est plus complexe lorsque se produit la dissolution du mariage. Étudions d'abord ce qui arrive au décès du mari, seule hypothèse à envisager pour l'ancien droit de la vieille France catholique. Nous déterminerons ensuite les effets du divorce.

En ce qui concerne la veuve, un arrêt du Parlement de Grenoble, d'avril 1461 (rendu en faveur de celle de Jean de Marolz), proclama qu'elle retenait la noblesse et la dignité du mari défunt, à condition de vivre « chastement et honnêtement » (3). Les usages, aujourd'hui encore, lui conservent la même qualification que

(1) Le mariage subsiste toujours, bien que la séparation de corps ait été appelée le divorce des catholiques. Une réconciliation reste possible et surviendra d'autant plus facilement que, pendant l'orage, moins de choses apparentes auront été modifiées (V. CABOUAT, *op. cit.*, p. 282).

(2) Nous dirons, *a fortiori*, pour le titre, ce que M. le rapporteur FLOURENS (Sénat, Doc. Parlem., ann. n° 21, p. 378) déclarait pour le nom : « Si le législateur accorde à la femme l'indépendance de son domicile, s'il l'affranchit, pour la disposition de ses biens de l'autorisation maritale, il doit, par une équitable réciprocité, accorder au mari une action pour sauvegarder l'honneur de son nom. »

(3) PAPON, liv. V, titre II, n° 27 ; MAUGARD, *Code de la noblesse*, p. 642. Cf. BALDE, cons. 446, coll. 2, lib. 2 et LA ROQUE, *op. cit.*, chap., XXXVI et XC. Inversement, la fille noble, devenue roturière par son mariage, le restait dans son veuvage, tant qu'elle n'avait pas obtenu des lettres de restitution (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XC). Actuellement, le Conseil héraldique de Belgique semble avoir admis une solution contraire à la tradition ; il a pris la décision suivante : « Une femme, dont le mari n'appar-

durant le mariage (1). Toutefois, pour éviter des confusions, on intercale, entre le titre et le nom, soit le mot : douairière, soit, plus ordinairement, le prénom usuel du défunt. C'est qu'en effet, l'épouse de celui qui recueille la distinction héréditaire, va, également, féminiser le titre, prendre dans le monde ce que la politesse et la tradition ne peuvent lui refuser.

Nous n'avons envisagé que la faculté pour une veuve d'user d'une dénomination qu'elle avait antérieurement. Mais peut-elle devenir comtesse, alors que son mari ne fut jamais comte, parce que mort trop tôt ? On serait tenté de le croire puisque le maintien de la qualification résulte, en somme, d'une fiction de survie qui fait toujours considérer celui que la femme a perdu comme étant auprès d'elle et faisant partager à sa compagne honneurs et prérogatives. Cependant semblable théorie est impossible à admettre en présence, dans l'histoire, d'antécédents contraires (2).

tient pas à la noblesse, ne peut obtenir une reconnaissance de noblesse de son propre chef pendant la durée du mariage, mais cette reconnaissance peut être accordée après la dissolution du mariage ». (Nisot, *op. cit.*, p. 157).

(1) Nous lisons néanmoins dans les attendus d'un jugement du Trib. de Moulins, du 21 juillet 1905 (BOREL D'HAUTERIVE, 1906, p. 314), déboutant de sa demande la marquise douairière des Ligneris : « Attendu qu'aucun enfant n'étant issu de son mariage avec le marquis Jacques des Ligneris, elle (la veuve) ne fait pas partie de la famille de ce dernier et n'en continue pas le nom — que le titre nobiliaire de son mari est devenu caduc dans la branche de celui-ci par suite du défaut d'enfants et du décès — que le titre est essentiellement attaché à la personne et à la descendance et qu'un étranger à la famille (la veuve) n'a pas qualité pour se plaindre de ce que le titre a été pris par un autre membre de la famille. »

(2) Belle-fille et mère de ducs de Coigny, Marie-Thérèse de Nevet, veuve de François de Franquetot, marquis de Coigny, ne dut le tabouret

En terminant, remarquons que tous les droits, reconnus par l'usage à la veuve, disparaissent dès que, par un mariage subséquent, elle cesse d'être la gardienne fidèle d'un passé commun (2). Ces droits ne renaîtront pas au décès du nouveau mari. Le mieux titré des divers époux d'une femme ne peut, dans sa tombe, servir, à la mort de ses différents successeurs, d'intérimaire brillant.

Quant au divorce, nous l'assimilerons, pour ses effets, beaucoup plus au convol de la veuve qu'au décès du mari. Nous ne pouvons pas chercher de règles sous l'ancien régime, nous ne devons raisonner que par analogie avec ce que l'on décide en matière de nom. Or, de plein droit, chacun des deux époux reprend l'emploi de son nom (art. 299 du Code civil). Comment, d'autre part, l'usage donnerait-il encore à une femme le nom ou le titre d'un homme qui lui est devenu étranger (1) et dont le pénible souvenir ne doit

et les honneurs du Louvre qu'à la concession expresse de Louis XIV. Pour les titres autres que le titre ducal, de très grandes libertés étaient prises. V. LALLIER, *op. cit.*, p. 117.

(1) TIRAQUEAU, *De Nobilitate*, cap. 6, num. 24 ; LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XXXVI. La duchesse de Chaulnes épousa un maître des requêtes, M. de Giac, et perdit ainsi le tabouret. La belle duchesse s'en consola : « J'aime mieux, disait-elle, être couchée qu'assise. » Il y eut, cependant, des veuves remariées conservant leur titre ou même prenant, par la suite, celui dont elles se seraient légitimement parées si le premier mariage avait duré. Non seulement la marquise de Coligny continua à s'appeler ainsi après son mariage avec La Rivière, mais, plus tard, préféra le titre de comtesse de Dalet auquel Coligny, vivant, lui eût donné droit.

(2) Cet argument n'avait pas suffi avant la loi de 1893. V. Tribunal de Toulouse, 18 mai 1886, S., 86, 2, 119 : « Attendu que la femme ne perd pas virtuellement, par le divorce, le droit de porter le nom de son ancien époux..., qu'il serait souvent excessif, lorsque c'est à sa requête que le

pas être évoqué par une appellation ancienne. Le divorce détruit plus que la mort, puisqu'il efface le passé (1).

SECTION II

Transmission au mari du titre de la femme

§ I. — *Notions historiques*

Une fille héritière de sa maison porte-t-elle, à celui qu'elle choisit pour mari, et par son intermédiaire à leur commune descendance, le titre dont elle se trouve investie ? Le titre fera-t-il partie d'une dot dont le

divorce est intervenu, de la priver du nom qu'elle a toujours respecté, sous lequel elle est connue depuis de longues années et qui est celui de ses enfants ». En ce sens, MM. DE DOUVILLE-MAILLEFEU et LEPÈRE, avaient déposé un amendement au cours de la discussion de la loi de 1884 rétablissant le divorce. Il fut repoussé. La femme pourra, tout au plus, se qualifier : divorcée du baron de X (V., cependant, Nantua, 18 février 1891, S., 92, 2, 58). En Angleterre, au contraire, a été reconnu à l'épouse divorcée d'un pair, le droit, après s'être remariée, de continuer à porter le nom et le titre de son premier mari (affaire Cowley, CLUNET, 1901, p. 827 et PERREAU, *op. cit.*, p. 375). Tel n'est pas l'usage en France. Pour ne parler que d'un divorce qui ne fut pas prononcé sans fracas, nous citerons M^{me} Anna Gould, devenue duchesse de Talleyrand-Périgord, et qu'il serait de fort mauvais goût d'appeler marquise de Castellane.

(1) C'est très difficilement que la jurisprudence conserve à la femme le nom du mari comme nom commercial (Trib. de Toulouse, 18 mai 1886, Trib. de Nantua, 18 février 1891, précités ; Trib. Seine, 2 novembre 1895, D. P., 96, 2, 152 et 19 novembre 1907, D. P., 10, 2, 16). Pour le titre, la

mari sera, sinon propriétaire ou co-propriétaire, du moins usufruitier ou, au contraire, ne va-t-il pas disparaître, d'une façon définitive ou provisoire, après un mariage qui place la femme dans une nouvelle famille ?

Problème très délicat dont la complexité semble avoir augmenté avec le temps, et pour la solution de laquelle nous voudrions tenter de dégager les principes les plus essentiels.

Selon une idéale conception du mariage, on est disposé à faire participer aux privilèges, honneurs et dignités de la femme l'homme qui ne forme qu'un seul être avec elle ; on a tendance à penser que la simple noblesse de celle-ci suffisait à anoblir un mari roturier et, par là même, leur postérité. Or, la règle contraire a dominé tout l'ancien droit. « La femme noble mariée à un non-noble, disait-on, perd la beauté et le prix de son origine » (1). Sauf peut-être pour les filles de la

question ne se poserait pas puisqu'on admet qu'il ne se commercialise pas. Néanmoins, la femme divorcée pourrait peut-être conserver son titre si tel est le bon vouloir de son ex-mari. A été jugé valable (Trib. de Nevers, 14 février 1921 et C. de Bourges, 18 octobre 1921, D. P., 21, 2, 128) l'engagement d'honneur, pris par le mari, M. de N. au cours d'une instance en divorce, de ne contester à Mme de N. ni dans le présent, ni dans l'avenir, alors même qu'il contracterait un second mariage, le droit de porter le nom de la famille de N. Sans doute, le nom est incessible, a dit la Cour, mais l'usage du nom d'autrui n'est pas une atteinte à l'incessibilité. La distinction semble assez subtile et critiquable pour le nom, impossible pour le titre. Un arrêt récent de la Chambre civile (20 février 1924, *D. hebdomadaire* 1926, p. 266) a pourtant déclaré, de la façon la plus générale que le droit, pour chacun des époux, de reprendre l'usage de son nom n'est pas d'ordre public et que, par suite, les intéressés sont libres d'exercer, ou non, ce droit sous les modalités de leur choix.

(1) LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XL.

Maison de France (1), en dehors, soit des cas très rares de lettres patentes contenant clauses déroatoires (2), soit des coutumes spéciales de Champagne, de Brie, de Lorraine et du Barrois (3), la loi fondamentale fut,

(1) Leur « qualité est si illustre qu'elle communique sa splendeur à qui se joint à elle, plutôt que de perdre son lustre et son éclat par l'approche d'une lumière moins forte » (LA ROQUE, *Hist. d'Harcourt*, liv. I). Contra, *De la noblesse au temps présent*, par Raymond BORDEAUX ; « Jamais, ce nous semble, la femme d'origine princière, alliée en dehors des convenances sociales, n'a véritablement anobli d'une façon régulière et juridique un époux obscur ».

(2) Parmi les lettres de ce genre les plus connues, on cite celles accordées :

1^o En 1088, à tous les héritiers d'Eudes, maire de Chalon-Saint-Mars et appelant à en bénéficier tous les serfs du roi qui épouseraient des femmes de la descendance d'Eudes (GUIZOT, *Histoire de la civilisation en France*, t. IV, p. 342).

2^o En 1429, à Jeanne d'Arc, à son père, sa mère, ses frères, toute leur postérité légitime masculine et féminine (LA ROQUE, *Traité de la noblesse*, chap. XLIII. Cf. chap. XXI et XLI).

Bien qu'exceptionnels, ces anoblissements par les femmes parurent abusifs (sous Saint-Louis, les descendants nobles d'Eudes étaient déjà au nombre de 3.000) ; ils furent presque tous révoqués. Ainsi, la race d'Eudes eut son privilège supprimé par un édit de 1598 et les filles, descendues des frères de la Pucelle d'Orléans, n'anoblirent plus leurs maris après un édit de 1614.

(3) V. BISTON, *De la noblesse maternelle en Champagne*. Il était de principe dans ces provinces que « le ventre affranchit et anoblit ». Mais de plus, sauf dans les coutumes de Bar et de Saint-Mihiel, le mari, par son mariage avec une fille noble, cessait d'être roturier (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XL, XLIII, CLIX ; A. DE MAUROY, *La noblesse en Champagne*, p. 4 ; GRESLEY, *Recherches sur la noblesse de Champagne*, p. 226). Il devait primitivement en être partout ainsi, mais ces provinces conservèrent seules cet anoblissement. La noblesse ainsi conférée par la femme et la mère était incomplète (Raymond BORDEAUX, *op. cit.*, p. 9 ; Contra, SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 232 et s.). Ceux qui jouissaient de cette « roture privilégiée » pouvaient se qualifier, non pas chevalier ou écuyer, mais seulement noble, noble homme. S'il est vrai que les dispositions de certaines de ces coutumes doivent être considérées comme encore en vigueur (V. cependant, LEVESQUE, *op. cit.*, nos 115 et 177), c'est à ces seules dénominations que se résoudraient les droits des maris et des enfants.

pour la femme du roturier, la perte de sa simple noblesse (1).

Ceci est important à relever, car la femme roturière qui épousait un noble jouissait de tous les avantages de la noblesse. En conséquence de ce que la femme, selon un vieil usage, se décore du titre du mari, nous ne pouvons sans doute point, par seule raison de symétrie, admettre le mari à se décorer de ceux de la femme, en supposant que celle-ci n'en soit pas elle-même dépouillée par son mariage.

Il est vrai que nous trouvons solidement établi, en droit féodal, la coutume suivante : les titres étaient, avec les fiefs, apportés en dot par les filles ; les maris les recevaient pour les transmettre plus tard, avec ces mêmes fiefs, aux enfants à naître. Simple application au mariage de la transmission d'un titre par la cession d'un fief de dignité (2), cet usage ne semble même pas avoir reçu les limitations de l'ordonnance de Blois (3).

D'ailleurs, nous pouvons parler vraiment de transmission du titre de la femme au mari. Il ne s'agissait plus, en effet, comme pour l'épouse d'un comte, d'une

(1) MERLIN, *op. cit.*, V. Nom, § 3, n° 5.

(2) TIRAQUEAU, *op. cit.*, chap., XVIII, nos 1 et 15 ; D'AGUESSEAU (*Œuvres de*), t. IV, p. 79 et s., 38^e plaidoyer ; POTHIER, *Traité de la puissance maritale*, n° 87 ; MERLIN, *op. cit.*, V. Puissance maritale, sect. II, § 1, n° 2 ; P. ANSELME, *Hist. chronol. des pairs de France*, t. III, p. 682 et 706 ; LEVESQUE, *op. cit.*, n° 128 ; REY, *op. cit.*, p. 80 ; D'AVENEL, *op. cit.*, p. 115. Trib. Seine, 6 mars 1872, dans BOREL D'HAUTERIVE, 1873, p. 228. Dalloz, *Répert.*, V. Noblesse, n° 33. *Contra*, BOREL D'HAUTERIVE, 1867, p. 343 et 1873, p. 209 et 228.

(3) BRAUMANOIR, *C. de Beauvoisis*, chap. XLVIII ; LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XC ; SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 210 et 637. V., cependant, POTHIER, *ubi supra*.

appellation courtoise ; le mari, et lui seul pendant le mariage, se trouvait investi du fief, en était le seigneur (1).

Telle fut la pratique depuis une époque très reculée. Le ministère public, en 1872, citait, devant le Tribunal civil de la Seine, l'exemple d'Éléonore de Guyenne, du chef de laquelle Louis le Jeune, et Henri, roi d'Angleterre, étaient devenus ducs d'Aquitaine (2).

C'est par milliers qu'il serait possible de compter les fois où la femme porta à son mari, et à leur commune descendance, les titres attachés aux fiefs dont elle était l'héritière.

Pour prendre un autre exemple dans la chronique de Guyenne, mentionnons Anne de Montlezun, fille unique et héritière d'Arnaud Guilhem de Montlezun, IV^e du nom, comte de Pardiac. Elle se maria le 6 juin 1373 à Gérard d'Armagnac, et lui porta, avec les baronnies de Biran et d'Ordan, le comté de Pardiac. Gérard d'Armagnac devint comte de Pardiac et, par une mort tragique, transmit ce titre à son jeune fils Jean (3). Trois siècles plus tard, Jacques de Montlezun, chevalier, comte de Champagne, vicomte d'Euze, prit le titre de marquis de Mauléon, après son mariage

(1) « La femme qui a un fief anoblissant et de grande dignité, et qui épouse un inférieur, ne perd pas la noblesse que la possession d'un tel fief peut lui donner, car le mari est anobli par l'investiture et la possession qu'il en a » (LA ROQUE, *ubi supra*). Il devait, pour ce fief, la foi et l'hommage, ainsi que le droit de relief. *Novus maritus, novus fit vavassalus* (SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 624).

(2) Trib. Seine, 6 mars 1872, précité.

(3) P. ANSELME, *Hist. des grands officiers de la couronne*, t. II, p. 434.

avec Françoise de Mauléon, héritière de cette maison (11 octobre 1671) (1).

Ainsi les dignités passaient avec les fiefs, et par les femmes, d'une famille à l'autre, au mari d'abord, à la descendance ensuite.

Plus la dignité était considérable, plus il pouvait être nuisible à l'État que la transmission résultât du hasard d'un mariage ou du caprice d'une femme. Des mesures furent prises, non pour les marquisats, comtés, vicomtés, baronnies, ni même pour les principautés, mais seulement à l'égard des duchés, avec ou sans pairie.

Pour eux, en effet, un édit de mai 1711, apporta de fortes restrictions à la transmission du titre par la cession du fief que possédait la femme (2). On peut

(1) En dehors des exemples donnés par SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 612, DE LAIGUE, *op. cit.*, p. 302, signalons que Françoise de Vienne, comtesse de Chateaufieux et de Confolant, porta ces titres à son mari Charles, 2^e du nom, duc de la Vieuville, et leur deuxième fils, le comte de Confolant, devint marquis de Saint-Chamond par son alliance avec Marie-Anne Mitte de Chevière. De même encore, l'ancienne baronnie de Clermont fut portée en mariage à Gérard de Choiseul par la fille et héritière de Guy, baron de Clermont. De ce mariage naquit Guy de Choiseul, qui épousa, en 1412, Isabelle de Lancques et en eut Guillaume de Choiseul, baron de Clermont et de Lancques. De même, enfin, Guigon de Châteauneuf reçut de sa femme la baronnie de Joyeuse et fut le 5^e aïeul de Louis II, baron de Joyeuse, en faveur duquel cette baronnie devint vicomté en juillet 1432. Duché-pairie depuis août 1581, Joyeuse fut recueillie par Henriette-Cathérine, duchesse de Joyeuse et portée en dot à Charles de Lorraine, duc de Guise. Cf. GUY COQUILLE, *Des pairs de France*, édit. de 1665, t. I, p. 524 et s. ; LA ROQUE, *op. cit.*, chap. VIII et XXX ; D'AVENEL, *op. cit.*, p. 118 ; PEZET, *Les barons de Creully*, p. 225. Conseil d'État, 11 août 1866, D. P., 69, 3, 2 ; Civ., 27 juillet 1886, D. P., 86, 1, 454.

(2) Art. 4. — Par les termes d'hoirs et successeurs et par les termes d'ayants cause, tant insérés dans les lettres d'érection ci-devant accordées

même dire qu'il écarta complètement ce mode de transmission puisque ultérieurement le mari ne reçut la dignité de la duchesse, sa femme, qu'après une confirmation qui ressemblait beaucoup à une collation nouvelle.

La réglementation des duchés féminins fut la seule exception aux très anciens usages féodaux maintenus jusqu'à la Révolution.

En dehors de ces usages féodaux, et toujours sous l'ancienne monarchie, l'acquisition, par le mari, du titre de la femme semble beaucoup plus problématique. Les titres de pur honneur (1), peu nombreux, étaient dévolus strictement, au moins en droit, selon les règles que contenaient les lettres patentes et les maris ne paraissent pas avoir été appelés à bénéficier

qu'à insérer dans celles qui pourraient être accordées à l'avenir, ne seront et ne pourront être entendus que les enfants mâles descendus de celui en faveur duquel l'érection aura été faite et que les mâles qui en seront descendus de mâle en mâle, en quelque ligne et quelque degré que ce soit.

Art. 5. — Les clauses générales insérées ci-devant dans quelques lettres d'érection de duchés et pairies, en faveur des femelles et qui pourraient l'être en d'autres à l'avenir, n'auront aucun effet, qu'à l'égard de celle qui descendra et sera dans la maison et du nom de celui en faveur duquel les lettres auront été accordées et à la charge qu'elle n'épousera que celui que nous jugerons digne de posséder cet honneur et dont nous aurons agréé le mariage par des lettres patentes qui seront adressées au Parlement de Paris et qui porteront confirmation du duché en sa personne et descendants mâles; et n'aura ce nouveau duc rang et séance que du jour de sa réception au dit Parlement sur nos dites lettres.

Art. X. — Voulons et ordonnons que ce qui est porté par le présent édit pour les ducs et pairs ait lieu pareillement pour les ducs non-pairs, en ce qui les peut regarder.

(1) On pourrait en rapprocher certaines dignités héréditaires comme celle de sénéchal (V. LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XIX).

de ces titres, peut-être, surtout, parce que les femmes étaient rarement désignées pour les recueillir à défaut de mâles.

Quant aux dignités conférées sous l'Empire, les femmes n'ayant aucun droit de succession aux titres impériaux, n'ont pu, sauf quelques très rares exceptions, en être investies (1) et, par suite, les porter en dot (2). Il en a été de même pour les titres créés postérieurement.

Au cours du *xix^e* siècle, il y a eu, dans les familles, de nombreuses transmissions par les femmes; ces appropriations ont souvent paru d'une régularité dou-

(1) En dépouillant la liste des titres du I^{er} Empire, nous n'avons trouvé qu'une douzaine de collations faites à des femmes, en particulier à l'ex-impératrice Joséphine, créée duchesse de Navarre, par lettres patentes du 9 avril 1810. Ces titres féminins étaient personnels, sauf clauses contraires. Le décret du 30 mars 1806 faisant Marie-Pauline Bonaparte duchesse de Guastalla donna également le titre ducal à son mari, Camille-Philippe-Louis Borghèse, prince de Sulmona. Une faveur de ce genre ne fut pas accordée à François de Fontanges, lorsque sa femme, Caroline Lefebvre, devint baronne de l'Empire par décret du 3 décembre 1809. A plus forte raison le titre de la femme ne passait-il pas à la descendance, à moins d'une disposition expresse, comme pour la baronne de Marbeuf (lettres du 19 juin 1813). Voilà pourquoi des lettres patentes distinctes donnaient à la veuve du général Richepanse le titre de baronne et, à son fils Eugène, celui de baron.

(2) Cf. décret du 15 août 1809 : « Art. 4. — Voulant traiter favorablement les familles des généraux, officiers et soldats morts sur le champ de bataille de la présente guerre, nous autorisons notre Conseil du Sceau des titres à nous proposer, pour ceux qui n'auraient pas laissé d'enfants mâles, la transmission des titres et dotations qui leur auraient été accordés par nous de leur vivant, au premier mâle né de leur fille aînée. » Pour les mariages des princesses, parentes de l'empereur, V. article 6 du S. C. des 7-16 novembre 1852 et BATJIN, *Hist. de la noblesse*, chap. XV.

teuse et de multiples confirmations ont été sollicitées du souverain (1).

§ II. — *Législation actuelle*

Les confirmations sont-elles de nos jours absolument indispensables ? On répond, en général, par l'affirmative (2). Nous hésitons toutefois à nous montrer aussi catégorique et la valeur de la théorie, ordinairement acceptée, doit être examinée attentivement puisque, maintenant, aucune confirmation ne peut être sollicitée.

Nous avons montré qu'il n'y avait autrefois aucune controverse pour les titres glébés que possédait la femme ; le mari s'en trouvait investi et, à sa mort, les léguait à son fils aîné. Il en était ainsi du moins lorsque le fief n'étant pas une très ancienne seigneurie et des lettres patentes ayant été délivrées, celles-ci ne contenaient rien de contraire, mentionnaient, par exemple, « les hoirs mâles et femelles, les successeurs ou ayants cause ».

Qu'importe, depuis, l'abolition des droits féodaux ! La charte de 1814 n'a en rien modifié la transmission

(1) Décret du 21 février 1866 pour le gendre du marquis de Saint-Brisson, décret du 18 juillet 1868 pour le gendre du comte Marchand ; décret du Président de la République du 20 août 1872, conformément au décret impérial du 29 avril 1868, en faveur d'Étienne Gourgaud, pour lui permettre de recueillir le titre héréditaire de son aïeul maternel, le comte Ramond du Taillis, etc.

(2) PERREAU, *op. cit.*, p. 379 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 180 ; SALVETON, *op. cit.*, n° 632 ; LEVESQUE, *op. cit.*, n° 177 ; ANONYME, *De la procédure en matière nobiliaire*, p. 30 ; BOREL D'HAUTERIVE, 1873, p. 228.

des titres par les femmes selon les usages anciens avec, pour les duchés, les limitations de l'édit de 1711 (1). L'héritière d'une maison possédant un titre, jadis attaché à un fief, apporte fictivement à son mari la terre titrée, comme fictivement de nos jours cette terre titrée est laissée au fils par le père (2).

Mais ayons soin de dire que personne ne fait semblables distinctions historiques entre les divers titres

(1) Cet édit, qui fut plusieurs fois appliqué sous l'ancienne monarchie n'a jamais été abrogé. Selon la Cour de cassation (Civ., 15 juin 1863, D. P., 63, 1, 313), il est bien loin d'être en désuétude (*Contra*, SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 652). En conséquence, avec la Cour suprême, nous ne reconnaissons à une fille le titre ducal que s'il n'est pas réclamé par un descendant mâle d'un précédent possesseur. Mais il est plus hasardeux de croire, avec cette haute juridiction, que la fille duchesse ait toujours besoin de l'autorisation du chef de l'État pour apporter sa couronne en dot. Nous ne pensons pas qu'incombe au gouvernement de la République le soin d'éviter de fastueuses mésalliances. C'est d'ailleurs ce qu'estimait le Tribunal de la Seine dans la même affaire (19 février 1858, D. P., 63, 1, 313). Une preuve éclatante de ce qu'un titre ducal peut parfois être porté en mariage par une femme, sous les conditions de l'édit de 1711, en a été donné dans le procès de Montmorency. A la mort de Raoul, duc de Montmorency, dernier descendant direct en ligne masculine de la branche aînée de Montmorency, le prince de Bauffremont, fils unique de la sœur aînée du défunt, revendiqua le titre ducal comme un droit. Le Conseil du Sceau examina avec attention cette prétention et la repoussa, non point parce qu'une femme ne peut porter un titre à son mari pour le transmettre ensuite à leur enfant, mais uniquement, en application de l'édit de 1711, article 5. Le duché de Montmorency avait, en effet, été apporté déjà une fois en dot, lorsque, en 1767, Françoise de Montmorency Luxembourg avait épousé, avec l'agrément du roi, Léon de Montmorency, marquis de Fosseux, son cousin. L'édit de 1711 empêchait une seconde transmission féminine (V. plaidoirie de M^e LARNAC devant le Conseil d'État, *Gaz. des Tribun.*, 25 mars 1866).

(2) L'exclusion de la transmission par les femmes se limiterait donc : 1^o aux titres autrefois glébés, accordés par des lettres d'érection nettement contraires ; 2^o aux titres de pur honneur, en particulier aux titres impériaux.

aujourd'hui en circulation ; on les déclare, tous en bloc, intransmissibles par les femmes et, si une modeste explication est sollicitée pour un aussi brusque changement, on répond, triomphalement, qu'ainsi le veut la loi de germinal an XI (1).

On va même, actuellement, jusqu'à déclarer que la femme est déchue, durant le mariage, de son droit au titre (2). Cela est contraire à toute la vieille législation nobiliaire. Ce paradoxe est, en outre, inconciliable avec la conservation, par l'épouse, de son nom de famille et l'usage qui en est, à présent, reconnu au mari (3).

En réalité, il est inexact de dire d'une façon absolue que le mari ne peut recevoir, comme chef de famille, le titre dont a hérité sa compagne ; mais des difficultés sérieuses surgissent dès qu'on veut déterminer les conditions dans lesquelles une transmission de ce genre pourra s'effectuer.

Nous avons eu la bonne fortune de trouver au ministère de la Justice une très récente demande d'investiture présentant, selon ce que nous avons exposé, les

(1) V. C. de Paris, 10 juin 1859 et Civ., 15 juin 1863, D. P., 63, 1, 313. Cf. l'arrêt du 6 février 1866 (D. P., 67, 2, 24) de la Cour de Besançon, devant laquelle BERRYER soutint, pour Hugon de Poligny, le droit au titre comtal apporté en mariage par la mère.

(2) Avis du Conseil du Sceau du 2 juillet 1866, cité par M. PERREAU, *op. cit.*, p. 380.

(3) Le Conseil héraldique de Belgique décide, avec plus de raison, que si la femme possède un titre, elle peut continuer à le porter, mais en le faisant suivre de son nom de jeune fille (DE RIDDER, *La noblesse en Belgique*, p. 113 ; *contra*, comte DE MARSY, *La noblesse de Belgique, Revue d'histoire nobiliaire*, 1882).

éléments les plus favorables à une admission : l'impétrant avait obtenu, précédemment, le droit de porter le nom support d'un titre autrefois attaché à un fief, et ce fief avait été érigé en dignité au profit du possesseur, de ses hoirs, successeurs et ayants cause.

En l'espèce, il s'agissait, non d'un mari désireux de prendre le titre de sa femme, mais d'un descendant en ligne féminine. Cela constitue la forme secondaire du même problème.

Nous reproduisons, malgré sa longueur et bien qu'il nous soit défavorable dans ses conclusions, le rapport fait au Conseil. Il montrera, en effet, que les successeurs de Chérin ont d'étranges notions d'histoire nobiliaire, des arguments imprévus, des affirmations assez audacieuses ; il prouvera, surtout, que la demande ne fut pas jugée, *a priori*, irrecevable.

*Rapport adressé au Conseil d'administration
par le Directeur des Affaires civiles
et du Sceau le 17 mai 1924*

(Dossier n° 2239, Année 1924)

M. de B... a obtenu, par décret du 13 décembre 1882, l'addition à son nom du nom de de C..., devenu caduc par le décès, en 1894, de son grand-oncle Ludovic de C... Il sollicite aujourd'hui l'investiture du titre de marquis dont ce dernier était possesseur.

Le titre de marquis a été créé, dans cette famille, par lettres patentes d'avril 1658 dont la copie conforme figure au dossier.

D'après les affirmations du postulant, il n'existe plus, actuellement, aucun descendant par les mâles, du titulaire originaire. D'autre part, ce postulant serait l'aîné des descendants par les femmes du même titulaire.

Sous réserve d'établir, par toutes pièces nécessaires, l'exactitude de cette double affirmation, une question de principe doit d'abord être résolue en cette affaire. Les titres de noblesse se transmettent-ils par les femmes à défaut d'héritier mâle et, dans tous les cas, les termes des lettres patentes, dont état, n'imposeraient-elles pas la reconnaissance du titre en cause, au profit du postulant, héritier prétendu par les femmes ?

La charte de 1814 décida que « la noblesse ancienne reprendrait ses titres et la nouvelle conserverait les siens » (art. 71). On tire de ce texte la conséquence suivante : les titres impériaux sont soumis à leurs règles de dévolution propre ; les titres de l'ancienne monarchie sont régis par les règles applicables en la matière à la fin de notre ancien droit.

Les statuts impériaux ont consacré le principe de l'exclusive transmissibilité des titres par les mâles. C'est au contraire, une question plus délicate de savoir si, dans l'ancien droit, la transmission par les femmes n'était pas admise en l'absence d'héritier mâle.

A l'origine, une telle transmission a été possible. C'est qu'en effet, le titre a été attaché à la terre plus qu'à la personne ; il avait le caractère d'un véritable droit réel, de telle sorte que la femme, héritière, en l'absence de descendant mâle, devenait également héritière du titre et en exerçait les prérogatives ; elle le transmettait dès lors à ses enfants.

Mais, à mesure que ce caractère du titre nobiliaire s'efface et que la noblesse tend à devenir un attribut personnel héréditaire, les règles de dévolution deviennent plus incertaines. Cependant l'on peut affirmer que, sous réserve de certaines coutumes, où, peut-être, s'est maintenue la transmission utérine, l'ancien droit, dans ses derniers errements, s'attachait au principe de l'exclusive transmission masculine.

Du reste, si un doute pouvait subsister à cet égard, il semblerait légitime de se référer au principe de masculinité consacré par les statuts de 1808 qui constituent la charte du droit nobiliaire moderne.

En définitive, la seule question qui se pose en l'espèce est celle de savoir si, à une époque où l'évolution du droit nobiliaire n'était pas accomplie, les lettres patentes de 1648 n'ont pas formellement prévu la transmission utérine du titre créé dans la famille de C...

Une lecture superficielle des lettres tendrait à faire adopter la solution affirmative. Il y est dit, en effet, que jouiront du bénéfice des lettres « le dit René de C..., ses hoirs, successeurs et ayants cause, tant mâles que femelles ».

Mais, en examinant d'une manière plus approfondie la teneur d'ensemble des lettres patentes et en rapprochant les dispositions de ces lettres des errements du droit nobiliaire à cette époque, il est permis de mettre en doute la solution extensive qui comporterait la transmission par les femmes.

Notons, en effet, que dans leur première partie, les lettres déclarent que le titre se transmettra « aux hoirs mâles, successeurs et descendants en loyal mariage », sans faire aucune allusion aux femmes. C'est là, à mon sens, le dispositif essentiel. L'acte même de collation ; la suite n'en est que le commentaire.

Il reste possible d'expliquer l'allusion formelle faite aux femmes dans la dernière partie (sus-visée) des lettres. Les lettres permettent aux femmes de reprendre la terre noble, à défaut d'héritier mâle, par dérogation au principe du retour à la couronne des terres tombées en quenouille. Elles conserveront donc, aux termes de cette disposition, la terre érigée en marquisat et, en conséquence, succéderont au titre de dignité attaché à cette terre. Il est exact en ce sens, que, dans le passé, des dames nées de C..., ont pu hériter ou auraient eu qualité pour hériter du marquisat, en l'absence d'héritier mâle.

Mais, dès lors qu'à la fin de l'ancien droit même, le principe de la réalité du titre qui entraînait la transmission utérine avait déjà disparu, et, qu'au surplus, ce dernier mode de transmission a été rejeté par le droit nobiliaire moderne, il n'est plus possible, en l'absence indiscutable des lettres, d'envisager la dévolution à l'héritier d'une branche féminine du titre dont il s'agit. Admettre une solution contraire, serait, semble-t-il,

faire revivre des errements du droit nobiliaire le plus ancien, en opposition avec les principes du droit actuel et de notre organisation politique.

J'ai l'honneur etc...

Remarquons pour terminer, que dans le cas où serait reconnu au mari le pouvoir de se parer de la « dignité uxoriale », il faudrait déclarer l'époux investi d'un droit véritable et exclusif. Ainsi le commandant la tradition historique et le vieux principe que l'homme est *domini loco rerum et personnae uxoris*. La femme n'aura plus aucune qualité nobiliaire propre, elle ne jouira plus de son titre qu'indirectement, elle ne sera plus comtesse que parce que unie à un comte.

Le mari ne possédera d'ailleurs qu'un droit essentiellement résoluble (1), soit par une décision judiciaire, conséquence possible d'une séparation de corps, soit par son remariage, s'il était devenu veuf (2), soit enfin par le divorce.

(1) Bien entendu, l'aîné des enfants communs, s'il se trouve être l'aîné des enfants légitimes de la femme, possède un droit éventuel que rien n'est susceptible de lui enlever.

(2) Sur les droits du mari pendant sa viduité, V. LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XLV et SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 645. On trouvera dans ce dernier ouvrage, le cas de Mathieu de Foix, troisième mari de Marguerite, comtesse de Cominges ; il resta comte jusqu'à sa mort, quoiqu'il fût veuf et même remarié à Catherine de Coarale.

CINQUIÈME PARTIE

Titres étrangers et Investitures en Chancellerie

CHAPITRE XVII

TITRES ÉTRANGERS

SECTION I

Titres conférés à des étrangers par des souverains étrangers

Il y a bien longtemps que l'on s'est inquiété de savoir si les gentilshommes étrangers peuvent, sur le territoire français, se prévaloir de titres conférés par les gouvernements étrangers (1). Sur le terrain des principes, les anciens auteurs se montraient assez

(1) LOYSEAU (*Des ordres*, chap. V, n° 111) se plaignait, néanmoins, de ce qu'on laissât ce problème dans l'ombre : « Toute la plus difficile question

rigoureux : « N'étant pas citoyens de France, moins peuvent-ils être nobles, attendu que la noblesse est le second degré du peuple français, lequel présuppose le premier » (1). Refuser à l'étranger les qualifications nobiliaires dont il avait été honoré, c'était se conformer à l'adage romain : « *Extra territorium suum jus discenti impune non paretur* » (2).

Cette théorie n'était pas en harmonie avec la définition de la noblesse, cette « qualité qui rend généreux celui qui la possède et qui dispose secrètement l'âme à l'amour des choses honnêtes » (3) ; aussi a-t-on préféré dire : que celui qui est noble en un lieu, est nécessairement noble partout, « puisque la qualité de l'homme n'est pas moins indivisible que sa propre substance ». *Cælum non animum mutant qui trans mare currunt* (4).

que je sache en cette matière et possible la moins traitée est de savoir si les gentilshommes étrangers, habitués en France, jouissent des privilèges de la noblesse ».

(1) LOYSEAU, *ubi supra*. L'argument est, au surplus, d'une valeur douteuse, car il ne s'agit point de considérer ces gentilshommes comme des nobles français, mais uniquement comme des nobles étrangers.

(2) LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXXVI. Plus orgueilleuse encore était la conception romaine, ne reconnaissant pas, au delà des frontières, une autorité assez forte pour créer une parfaite noblesse. D'où la désignation de « *domi-nobiles* » donnée à d'illustres étrangers. D'ailleurs, les citoyens de l'ancienne Rome, comme ceux d'Athènes, s'estimaient plus que les rois « parce que les rois étaient, pour eux, ce qu'un prince de Guinée serait pour un bourgeois de Paris » (DE TOUSTAIN RICHEBOURG, *op. cit.*, p. 174). Un sentiment de ce genre faisait signer un Espagnol « noble comme le roi et un peu davantage », parce que Philippe V était Français, et lui Castillan.

(3) LA ROQUE, *op. cit.*, Préface.

(4) BELLEGUISE, *Traité de la noblesse*, chap. II ; MERLIN, *op. cit.*, V. Noblesse.

La courtoisie, enfin, exigeait que les étrangers ne fussent pas dégradés à leur entrée dans le royaume (1).

Afin d'éviter des abus, certaines vérifications devaient être faites pour contrôler cette noblesse de « transmigration » que La Roque appelle également « la débarquée » (2).

Le droit, pour les étrangers, d'user en France de leurs qualifications nobiliaires était si universellement admis, que la Révolution, malgré sa folie de destruction, ne le supprima pas (3).

Il existe encore aujourd'hui (4). Le statut personnel suit, en France, l'étranger. Celui-ci, relativement à son état, à sa capacité civile, continue à être soumis à sa loi nationale. Or, le titre, comme le nom, fait partie de son état. C'est un des attributs essentiels de sa per-

(1) « Il est de la bienséance et de l'utilité pour l'entretien de la société des hommes, principalement entre les chrétiens, de reconnaître chez soi la noblesse d'un étranger (LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXXVI). Cf. LOYSEAU, *op. cit.*, chap. V, n° 115.

(2) « J'entends, dit LOYSEAU (*ubi supra*) du gentilhomme étranger, qu'il apparaisse d'une vraie et parfaite noblesse, provenue par les moyens usités en France ». Il signale certains pays, comme l'Angleterre d'alors, où les nobles étaient « faits à bon marché ». Un examen était formellement prévu dans les Pays-Bas. L'article 13 de l'édit du 11 décembre 1754 portait : « Les étrangers d'une noblesse reconnue qui se sont déjà établis ou viendront à s'établir ci-après dans nos provinces des Pays-Bas pourront, cependant, jouir des titres et honneurs dont ils sont décorés et profiteront des immunités dont jouissent nos sujets nobles, pourvu qu'ils fassent dûment conster de leurs titres ou état et que les preuves qu'ils en donneront soient vérifiées et enregistrées du consentement de nos fiscaux ».

(3) Lois des 19-22 juin 1790 (art. 4) et 27 septembre-16 octobre 1791 (art. 1).

(4) HÉDOUIN, *op. cit.*, p. 251 ; PERREAU, *Journal de droit intern. privé*, année 1910, p. 1025 et s.

sonnalité et l'on invoquerait en vain, contre l'usage en France de ses titres, des règles d'ordre public international. Ayant laissé à la haute noblesse française le port de ses anciennes qualifications, la troisième République ne saurait se montrer plus ombrageuse que les gouvernements révolutionnaires. C'est pourquoi est admise, pour les étrangers, la circulation en France de leurs titres.

En outre, à une époque où, toujours, on oppose à la législation nobiliaire les grands principes démocratiques, il est sûrement abusif de prétendre que, pour la transmission de ces titres, l'ordre public ne peut tolérer, en règle générale, le libre jeu de la loi étrangère (1). L'ordre public est néanmoins invoqué par les auteurs pour empêcher, par exemple, la transmission au mari du titre de la femme. Par ailleurs, de l'avis unanime, la loi étrangère reçoit seule son application (2)

(1) V. cependant, Req., 26 octobre 1897, S. 00, 1, 356 et PERREAU, *ubi supra*. Il est vrai que certains titres étrangers ont des règles de dévolution absolument contraires aux coutumes de notre pays. Le titre de comte d'Hust (ou d'Hulst, en Zélande) et du Saint-Empire fut accordé par diplôme de l'empereur Rudolph II (4 septembre 1605) à Georges de Basta, son conseiller et à tous ses enfants et descendants légitimes de l'un et l'autre sexe. Ces expressions, interprétées depuis trois siècles d'une manière constante dans leur sens le plus étendu, ont fait appliquer le titre de comte d'Hust et du Saint-Empire à toute la postérité issue de Georges de Basta, par les mâles ou par les femmes (BOREL D'HAUTERIVE, 1854, p. 301).

(2) C'est ce que jugea le Tribunal de la Seine, le 5 mai 1880 (BOREL D'HAUTERIVE, 1881, p. 328), en se déclarant incompétent, attendu... « que le statut personnel suit l'étranger en tout lieu et qu'il incomberait alors aux Tribunaux français d'appliquer une loi étrangère aux risques d'incertitudes et d'erreurs qui engageraient l'autorité de la Justice et l'autorité de ses décisions ». Cette loi étrangère ne doit pas être mutilée ; en conséquence, si un individu relève d'un souverain ne permettant qu'après autorisation l'usage de titres conférés par un autre souverain,

et, comme d'une façon générale en matière d'état, les décisions prises, les jugements rendus selon la législation du pays d'origine sont obligatoires pour les juridictions françaises (1).

Notons, de plus, que si le titre est pris sans droit, ainsi qu'il est fréquent, l'usurpateur n'encourt pas, bien que vivant parmi nous, les rigueurs de la loi de 1858 (2) ; celle-ci a été promulguée pour protéger la noblesse française et non la noblesse universelle.

SECTION II

Titres conférés à des Français par des souverains étrangers

§ I. — *Notions historiques*

Que vaut, dans notre pays, la collation d'un titre nobiliaire accordé à un Français par un souverain

celle-ci sera nécessaire pour que la qualification nobiliaire soit prise régulièrement au point de vue français. *Contra*, PERREAU, *ubi supra*. Mais, quelle que soit l'origine du titre porté par l'étranger, aucune autorisation n'est à solliciter de notre gouvernement (décret du 5 mars 1859, argument *a contrario*).

(1) Dans l'affaire Branicki (30 mai 1879, J. CLUNET, 1879, p. 391), le Tribunal de la Seine aurait pu éviter de trancher au fond une question de transmission par filiation naturelle, en remarquant qu'avant la naturalisation du père, sujet russe, celui-ci avait été, par un ukase, déclaré déchu de toute prérogative nobiliaire.

(2) HÉDOUIN, *op. cit.*, p. 251.

étranger ? On prétend que cet acte doit rester sans effet au regard de nos lois. C'est la théorie déjà présentée par La Roque : « On demande encore si le prince, ou celui qui tient sa place, peut conférer la noblesse hors des limites de ses États. Il semble que non, dit M. Tiraqueau, *quia illic loco est privati*, tellement qu'il n'y peut anoblir et *jus dicere extra territorium* » (1).

Donner la solution contraire eut été, partiellement, porter atteinte à la souveraineté de nos rois (2) et encourager peut-être des calculs fâcheux (3). Par suite, de très bonne heure, fut proclamée chez nous,

(1) LA ROQUE, *op. cit.*, chap. LXXVI. Toutefois, Jean RAYNUCE, en son *Traité de la noblesse*, a soutenu le contraire parce que la collation d'un titre est un acte de juridiction volontaire : « *ideo potest extra territorium exerceri* ».

(2) Loin d'accepter un empiètement de leurs droits, ils accordèrent, au contraire, à quelques étrangers, certains titres de très haute noblesse ; ainsi eurent le titre et le rang de duc français Hamilton (duc de Châtellerauld, 1548), Lennox (duc d'Aubigny, 1672), Rianzarès (duc de Montmoret, 1847). La grâce royale distribua également des dignités moins élevées. Quoique le cas soit d'une nature un peu spéciale, citons les lettres de confirmation (juillet 1774) du nom de Deux-Ponts et du titre de comte et de comtesse de Forbach, en faveur des enfants que Christian IV, duc de Deux-Ponts, prince palatin, eut de M^{lle} Camasse, de l'Opéra, cette jolie danseuse qu'il enleva au théâtre pour la nommer comtesse de Forbach.

(3) BELLEGUISE, après avoir parlé du Français anobli par son prince, constatait (*Traité de la noblesse*, chap. II) « qu'il n'en était pas de même d'un Français qu'un prince étranger aurait anobli, qu'il avait, en revenant chez soi, la même qualité qu'il y avait en partant ; par cette raison que si, par des actions généreuses, il avait gagné l'estime d'un prince étranger, qui pour en laisser des marques l'avait anobli, il ne s'ensuivrait pas qu'il dût être reconnu pour tel par son prince naturel à qui sa vertu était inconnue, et qui, au contraire, pouvait se plaindre de quoi il ne l'avait pas employée pour son service ».

comme partout ailleurs (1), la nécessité d'obtenir une confirmation en la forme solennelle de lettres patentes enregistrées ; le plus souvent même, la régularisation ne s'effectuait que par l'érection en France d'une terre en un fief d'une dignité correspondante (2).

Parmi les titres étrangers dont des Français, sous l'ancienne monarchie, ont été investis, les plus nombreux furent ceux du Saint-Empire (3) et les grandes espagnoles (4). Pour ces dernières dignités, les

(1) C'est, par exemple, l'article XII de l'édit de Marie-Thérèse du 11 décembre 1754 : « Nul de nos vassaux ou sujets ne pourra se prévaloir, en nos provinces des Pays-Bas, de lettres de légitimation, chevalerie, annoblissement, octroi de nouvelles armoiries, accroissement, relief ou confirmation d'icelles ou de noblesse, concessions de titres, érections de nouveaux titres de leurs terres, fiefs ou seigneuries ou quelques autres grâces et marques distinctives qu'ils auraient obtenues de quelques princes étrangers. » V. ARENDT, et DE RIDDER, p. 210.

(2) M. LALLIER (*op. cit.*, p. 186) donne l'exemple du titre de marquis de Mondragon, conféré par Philippe II, roi d'Espagne, à la famille de Gallet et assis sur une terre française par lettres patentes de novembre 1724. Cf. l'édit du 8 décembre 1699, rapporté dans CHÉRIN, *Abrégé chronol.* ; DENISART, *op. cit.*, V. Comte ; baron DE VINCENT, *op. cit.*, p. 23.

(3) Dès le XII^e siècle, on trouve des princes du Saint-Empire romain ; ce sont les possesseurs d'un fief de l'Empire n'ayant comme seul suzerain, que l'empereur. Ce titre était le plus éclatant de tous ; mais, depuis le XVIII^e siècle, les empereurs de la maison de Habsbourg l'ont accordé si facilement qu'il en est résulté une singulière dépréciation (BOREL D'HAUTERIVE, 1896, p. 614 et TOISON D'OR, *Noblesse de contrebande*, p. 164). Il y avait encore des qualifications moins brillantes que celle de prince, qui seule donnait primitivement le droit de siéger à la diète (on en trouvera des exemples dans SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 609). De nos jours, le titre de prince du Saint-Empire est encore porté en France, notamment dans les familles d'Aremberg, de Beauvau-Craon, de Bauffremont, de Broglie, de Croy et de Ligne.

(4) La dignité des Grands d'Espagne a été érigée par Charles-Quint, qui substitua à l'autorité dangereuse des *Ricos hombres* une qualification nouvelle. On la dit fondée sur ce texte : « *Fecitque tibi nomen grande*

demandes de confirmation furent si fréquentes qu'intervint, le 21 août 1774, un édit « traitant favorablement ceux que Sa Majesté catholique avait honorés de sa bienveillance » (1).

Lorsqu'après la tourmente révolutionnaire fut créée une noblesse nouvelle, il ne devint plus possible d'attribuer une valeur quelconque à la faveur d'un souverain étranger. L'empereur n'eut pas été d'humeur à partager avec d'autres les prérogatives par lui conquises et, décemment, il ne pouvait être plus respectueux de la volonté des princes étrangers que de celle des différents monarques français. Napoléon voulait être seul maître d'une institution ayant pour but de nourrir, au cœur des Français, « une louable émulation, en perpétuant d'illustres souvenirs et en conservant aux âges futurs l'image toujours présente des

juxta nomen magnorum qui in terra sunt ». D'après LA ROQUE (*op. cit.*, chap. LII), il y a trois sortes de grandesses : « La première, de ceux qui se couvrent avant que de parler au roy. La seconde de ceux qui commencent de parler au roy devant que de se couvrir. La troisième, de ceux qui ne se couvrent qu'après avoir parlé au roy ».

A défaut de fils, les filles succèdent aux terres qui ont le titre de grandeur. La femme associe de plein droit son mari à la grandesse et la transmet à ses descendants. A notre époque, les grandesses qu'on trouve en France sont celles de MM. Rougé (duc de Caylus), Galard de Béarn (prince de Chalais), Levis Mirepoix (duc de Fernando Luis), Cossé Brissac (prince de Robecq) et du duc de la Mothe Houdaucourt.

(1) Art. 1. — Ceux des sujets à qui le roy d'Espagne a conféré ou confèrera la grandesse et qui l'auront acceptée ou recueillie avec la permission de Sa Majesté, jouiront à la cour des mêmes honneurs et prérogatives dont jouissent les ducs avec lesquels ils paraîtront, sans distinction ni préférence, suivant leur rang d'ancienneté, dans les cérémonies de l'ordre du Saint-Esprit. »

récompenses qui, sous un gouvernement juste, suivent les grands services rendus à l'État » (1).

La Restauration, avec les anciens titres, fit revivre les anciens usages et la courtoisie entre les cours vint tempérer le principe d'une souveraineté exclusive (2).

Sous le second Empire, un procès ayant « jeté de tristes lumières sur les abus qui se mêlent trop souvent à la recherche et à l'obtention de certaines distinctions étrangères », Napoléon III donna, le 15 mars 1859, une nouvelle consécration légale aux règles traditionnelles. Par ailleurs, le décret de cette date spécifia que l'autorisation ne serait accordée qu'exceptionnellement et pour des causes graves (3).

De nos jours c'est encore ce décret qui régit la matière, et, pour connaître les droits d'un régnicole sur

(1) Préambule du 2^e statut du 1^{er} mars 1808. Cf. article 5 du s. c. du 14 août 1806.

(2) Selon une ordonnance du 31 janvier 1819, insérée au *Bulletin des lois*, les titres honorifiques, conférés à des Français par des souverains étrangers, ne pouvaient être portés en France sans une autorisation du chef de l'État. Les articles 2 et 3 de cette ordonnance n'assujétissaient les lettres patentes de confirmation qu'au tiers du droit de sceau exigé en France pour la collation du titre semblable. En application de cette ordonnance, plusieurs autorisations furent accordées de 1819 à 1848 (rapport du Garde des Sceaux DE ROYER à l'empereur, *Recueil des statuts* précité, p. 198). Mais, par la suite, et tant que ne furent pas rétablies les pénalités contre les usurpations de titres nobiliaires (28 mai 1858), nul ne se soucia d'obtenir une régularisation.

(3) « Art. 1. — Aucun Français ne peut porter en France un titre conféré par un souverain étranger sans y avoir été autorisé par un décret impérial rendu après avis du Conseil du Sceau des titres. Cette autorisation n'est accordée que pour des causes graves et exceptionnelles. »

Les droits de sceaux étaient augmentés. L'article 2 portait : « L'impétrant est assujéti au droit de sceau qui serait perçu en France pour la collation du même titre ou du titre correspondant. »

un titre nobiliaire d'origine étrangère, nous étudierons brièvement la nécessité et les effets de l'autorisation du gouvernement français.

§ II. — *Nécessité de l'autorisation*

Aux termes du décret du 5 mars 1859, aucun Français ne peut, sans y avoir été autorisé par le chef de l'État, porter un titre nobiliaire conféré par un souverain étranger (1). La collation d'une distinction nobiliaire est demeurée un acte de souveraineté qui ne peut avoir d'effets au delà des frontières du pays où celle-ci s'exerce. Ainsi décide la jurisprudence en conformité du décret précité (2) et le défaut d'autorisation peut provoquer, parfois, l'action du ministère public (3).

(1) Ce principe fondamental a été rappelé au § 15 de la circulaire du 22 juillet 1874 de M. TAILHAND (*Recueil off. des inst. et circul. minist.*, Justice, t. III, p. 308). On peut dire que c'est une conséquence du principe que l'état et la capacité d'un Français ne peuvent pas être modifiés par l'application d'une loi étrangère (VALÉRY, *Manuel de droit international privé*, n° 594). M. PERREAU (*op. cit.*, p. 391) fait très justement remarquer, qu'ont seules besoin d'être autorisées les qualifications identiques aux titres honorifiques de France ou celles qui en constituent l'exacte traduction dans une langue étrangère. Ainsi nous ne pensons pas qu'eût pu être poursuivi, avant la guerre, en vertu de l'article 259 du Code pénal, cet espion français qui, jusqu'à l'expiation au poteau de Vincennes, se qualifia pacha. Ne sont pas davantage atteintes par les prescriptions du décret de 1859, les dénominations plus ou moins brillantes données par des ordres, corporations, confréries, sociétés étrangères ou princes non souverains. Pour les noms de seigneuries étrangères, V. C. de Lyon, 29 juillet 1898, D. P., 99, 2, 61.

(2) Tribunal Angers, 26 février 1904, *Gaz. Trib.*, 04, 2, 353.

(3) Cours de Rennes, 20 avril 1880, S. 81, 2, 30 et de Riom, 12 juillet 1905, *Pand. franç.*, 07, 2, 166.

Ceci était nécessaire pour éviter la complète dépréciation, en France, des titres de noblesse. L'obtention d'un titre étranger, qu'on pourra faire passer plus tard pour un titre français (1), est, pour beaucoup, le but des efforts les plus persévérants (2). La chose, d'ailleurs, est aisée. On a pu constater qu'accorder des distinctions honorifiques constitue, pour quelques États, une ressource normale du budget. La République de Saint-Marin, elle-même, comme État souverain et indépendant, a le droit de conférer des titres

(1) Il est très douteux qu'on soit tenu de justifier d'une autorisation pour porter, au moins en dehors des actes d'état civil, un titre toujours énoncé de manière à en faire connaître l'origine. Nous croyons qu'il n'y a aucune formalité à remplir en Chancellerie pour se dire comte romain lorsqu'on a un brevet pontifical (Cf. Trib. Angers, 26 février 1904, précité). Un tel usage d'un titre étranger ne tomberait pas, du moins, sous le coup de l'article 259 du Code pénal (BOREL D'HAUTERIVE, 1905, p. 348).

(2) Ce ne sont pas seulement des titres, mais encore des décorations qui sont sollicitées en masse des chancelleries étrangères. Voici, à l'appui, un exemple qui peut servir à l'étude de l'esprit démocratique français. Claude Drigon, dit, en vertu d'un bref pontifical, le marquis de Magny, était, il y a une soixantaine d'années : commandeur avec plaque de l'ordre de Stanislas de Salm, chevalier de l'ordre souverain et militaire de Saint-Jean de Jérusalem, grand précepteur de l'ordre du Temple, commandeur de l'ordre pontifical réformé de Saint-Sylvestre, chevalier de l'ordre pontifical de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, chevalier-commandeur (avec plaque) de l'ordre royal et distingué de Charles III d'Espagne, commandeur de l'ordre de la couronne de chêne des Pays-Bas, chevalier de justice de l'ordre militaire de Saint-Étienne de Toscane, chevalier de l'ordre pontifical du Saint-Sépulchre, commandeur de l'ordre de François 1^{er} de Naples, commandeur de l'ordre royal du Sauveur de Grèce, commandeur de l'ordre royal et militaire du Christ du Portugal, commandeur de l'ordre royal des Guelphes de Hanovre, commandeur de grâce de l'ordre royal et militaire constantinien de Saint-Georges de Naples, commandeur de l'ordre ducal de Henri le Lion de Brunswick, commandeur de 1^{re} classe de l'ordre ducal d'Albert l'Ours d'Anhalt Dessau, etc., etc., (V. C. HIPPEAU, *Biographie de M. de Magny*).

nobiliaires et à distribué à quelques Français des « savonnettes à vilains » (1).

C'est surtout au Souverain Pontife, considéré en droit international comme un chef d'État, que s'est adressée la foule des quémandeurs, poussés, a-t-on dit charitablement, par un sentiment religieux plus encore, sans doute, que par un mouvement de vanité. Certains des titres pontificaux furent magnifiquement gagnés sur les champs de bataille ; il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler les noms du général marquis de Pimodan et du colonel d'Albiousse. Beaucoup d'autres ont une origine moins noble (2).

D'ailleurs les titres conférés par le Saint-Siège sont plus rares qu'on ne le pense généralement. On trouve, en effet, de faux comtes du Pape, du très faux dans le faux, du ruolz qui n'est pas du vrai ruolz. On peut estimer à 300 le nombre des familles françaises titrées

(1) L.-A. BALME, *La République de Saint-Marin*. Pour la République du Val d'Andorre et la principauté de Monaco, V. BOREL D'HAUTERIVE, 1878, p. 328 et 1882, p. 358 ; *contra*, PERREAU, *op. cit.*, p. 384 (en note). Parmi les dignitaires de Saint-Marin, citons M. Théodore Morin, ancien député de la Drôme, autorisé le 9 août 1877, par décret du Président de la République française, à porter le titre de baron de Malsabrier (diplôme du 15 février 1876). De même M. Amédée Astraudo, négociant niçois, fut créé baron par la République de Saint-Marin le 12 avril 1894, avant d'être élevé à la dignité ducal par un bref de Léon XIII, en date du 26 avril 1898.

(2) On peut consulter l'ouvrage de M. J. DE BONNEFON : « *La ménagerie du Vatican ou la noblesse pontificale*, avec la liste des laïcs, clercs, moines nés français et pourvus de titres, prélatures, camériats et autres fonctions près de Sa Sainteté, avec des portraits courts mais bienveillants, avec la description des ordres de chevalerie, avec des recettes pour obtenir ces honneurs, avec un avis discret et précieux sur l'article dix-septième du Code civil » (Paris, 1906).

par le Pape et, cependant, plus de deux mille portent des couronnes dites, à l'origine, pontificales. En outre, la chancellerie française n'a, depuis Louis-Philippe, confirmé qu'une quarantaine de titres romains et cette faveur fut presque toujours purement personnelle (1).

Au surplus, d'une façon générale et quelle que fût l'origine des titres, les demandes d'autorisation ont été peu nombreuses, le décret de 1859 ne prévoyant que des cas graves et exceptionnels.

Mais la question s'est posée de savoir si l'autorisation, toujours nécessaire, est encore susceptible d'être donnée après le triomphe de la démocratie. Nous savons que le Président de la République ne peut, sinon en droit du moins en fait, conférer des titres de noblesse. Logiquement, on doit, par suite, déclarer qu'il ne peut également, sinon en droit du moins en fait, autoriser le port d'un titre étranger. Il s'agit, en effet, de la reconnaissance d'une distinction qui, jusque-là, n'a aucune existence aux yeux de la loi et cette reconnaissance touche de très près à une collation nouvelle.

Pour cette raison, il a été décidé que, dorénavant, aucune autorisation ne serait accordée s'il en était sollicité (2). On ne peut regretter que soit tarie, pour les

(1) Les ducs et princes du Saint-Siège sont chez nous, en l'an de grâce 1926, les ducs de Gadagne (1669), de Rarécourt (1860), de San-Lorenzo (1887), Loubat (1893), Ferry d'Esclands (1898), de La Salle (1899), de Ravèse (1908), de Vendières (1909), les princes de Polignac (1820), de Clermont-Tonnerre (1823), d'Umbriano del Precetto (1847), de la Tour d'Auvergne Lauragais (1853), de Manville-Bianchi (1900).

(2) Avis du Conseil d'administration du ministère de la Justice du 7 juin 1876, approuvé par le Garde des Sceaux (REY, *op. cit.*, p. 107 et

titres, une source par trop abondante et, qu'à l'avenir, ne puissent s'investir légalement de qualifications brillantes ceux que Saint-Simon disait être « de pleine et entière roture ».

§ III. — *Effets de l'autorisation*

Quelles sont les conséquences de l'autorisation accordée ?

Ce problème est, en notre matière, de la plus haute importance et le demeurerait encore si persistait la pratique actuelle du ministère de la Justice. Il y a lieu, en effet, d'étudier le statut des titres étrangers ayant acquis cours légal en France avant l'épanouissement de la troisième République.

Parmi les auteurs règne un certain désaccord. Dans une première théorie (1), l'autorisation s'analyse en une véritable naturalisation du titre. Le chef de l'État français fait plus que reconnaître le titre, il le confère ;

RÉVÉREND, *Titres et confirmations de titres*, p. X). V. déclaration à la Chambre de M. MONNIER, directeur des Affaires civiles et du Sceau, le 14 décembre 1906 (*J. off.*, Débats parlementaires, p. 3242), malgré les inexactitudes, sans doute volontaires, qu'elle contient pour la pratique antérieure. En dépit d'affirmations solennelles, des confirmations émanèrent ultérieurement de la Chancellerie. Le dernier bénéficiaire d'une mesure de ce genre a été Alphonse-Édouard Lefebvre Pigneaux de Behaine, ambassadeur de France, dont la carrière nobiliaire ressemble à celle de beaucoup d'autres prétendus nobles. Né Lefebvre, il fut autorisé à ajouter à son nom celui de Pigneaux de Behaine, par décret impérial du 24 mars 1858, puis créé comte héréditaire par bref pontifical du 19 mai 1871 et autorisé, personnellement, à porter ce titre, par décret du Président de la République du 25 octobre 1893.

(1) SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 462 et s.

on a été amené, ainsi, jusqu'à prétendre qu'il n'y a pas, en droit, dans notre pays, de titres étrangers. Devenus français, ils cessent, sur notre territoire, d'être soumis à leurs lois d'origine ; ils dépendent exclusivement de la législation nobiliaire française (1).

Cette conception du décret d'autorisation, bien que pouvant s'appuyer sur des précédents historiques (2), est, cependant, très généralement repoussée dans la doctrine (3).

On préfère, selon une seconde théorie, voir dans l'autorisation une sorte d'exequatur. Le titre confirmé reste un titre étranger, mais son usage est toléré en France. Il n'y a, effectivement, aucune raison d'écarter la loi étrangère. Pour M. Lévesque (4), malgré les quelques objections qu'on pourrait peut-être soulever en droit contre un semblable dédoublement de la personnalité, le Français devient, au point de vue nobiliaire, Espagnol ou Allemand et, par suite, obéira aux

(1) Leur usage devrait alors cesser si une nouvelle fois, en France, les titres nobiliaires venaient à être supprimés. La solution de M. DE SEMAINVILLE évite des conflits entre deux législations différentes et permet l'application de l'adage romain : « *extra territorium suum jus dicenti impune non paretur* ». Les lettres patentes de concession émanant d'un gouvernement étranger contiennent, souvent, d'ailleurs, dispense des obligations imposées aux nationaux. Notons enfin que l'édit de 1774 semblait ne plus faire dépendre du roi d'Espagne les grandesses autorisées.

(2) En Angleterre, le duc de Richemond continua, pendant la Révolution de 1789, à avoir inscrit sur l'almanach officiel de son pays son titre français de duc d'Aubigny.

(3) PERREAU, *op. cit.*, p. 395 ; REY, *op. cit.*, p. 103 ; TOURNADE, *op. cit.*, p. 134 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 189 ; BARBIER DE FELCOURT, *op. cit.*, p. 141.

(4) LEVESQUE, *op. cit.*, n° 142.

lois nobiliaires espagnoles ou allemandes qui sont dans la classe des statuts personnels.

La Cour de cassation s'est prononcée en ce sens dans la célèbre affaire de Brancas relativement à une grandesse d'Espagne (1). De son arrêt, il résulte nettement que le titre autorisé en France reste soumis, quant à sa conservation, à la loi étrangère et que, si cette loi vient à supprimer les titres ou bien subordonne leur possession régulière à certaines conditions, elle doit être appliquée. Avec raison, la noblesse étrangère a pu être comparée à un arbre jetant des branches en France, mais gardant toujours son tronc hors de nos frontières.

Examinons, maintenant, spécialement au point de vue de la dévolution, la manière dont vont se combiner alors les deux législations nobiliaires, celle de France et celle du pays étranger.

En général, des clauses spéciales, insérées dans le décret de confirmation, viennent lever la plupart des difficultés. L'usage de telles clauses est ancien comme le prouve l'édit du 21 août 1774 qui ne fut que la généralisation de celles employées pour les grandes d'Espagne (2).

(1) Civ., 15 juin 1863, D. P., 63, 1, 313. Après le décès du duc Bufile de Brancas, la grandesse fut recueillie par sa fille Marie-Ghislaine-Yolande. La difficulté était de savoir si, en épousant en 1846 M. Hibon, comte de Frohen, elle avait pu, selon la loi espagnole, l'associer à tous ses titres et distinctions.

(2) « Art. 2. — La grandesse demeurera fixée et restreinte à la seule ligne directe de l'institué conformément aux dispositions de l'édit de 1711, portant règlement pour les duchés-pairies, et se perpétuera de mâle en mâle.

Le titre autorisé est un voyageur qui ne peut entrer chez nous qu'avec un passeport français et doit se conformer à ce passeport pour circuler sur notre territoire.

Pratiquement, au second Empire, sur l'avis du Conseil du Sceau et toutes les fois qu'elle a cru devoir accueillir favorablement une demande, la chancellerie a décidé que le titre ne passerait que de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, alors même qu'à l'étranger des droits seraient reconnus aux puînés sur le titre admis (1). La sévérité des bureaux a augmenté

Art. 3. — Entend, néanmoins; Sa Majesté, qu'à défaut de mâle dans la ligne directe, la grandesse puisse être recueillie une fois par une des filles de la même ligne, en supposant toutefois que le diplôme du roi d'Espagne les y appelle.

Art. 4. — Dans le cas où la grandesse, conformément à l'article ci-dessus, deviendrait femelle, elle sera recueillie de droit par l'aînée à moins que l'institué ou ses successeurs n'aient fait des dispositions contraires en faveur d'une des filles cadettes, en vertu du pouvoir qui lui aurait été donné par le diplôme du roi d'Espagne; bien entendu que, dans tous les cas, les femmes auxquelles il écherra des grandesses ne pourront les porter à leurs maris qu'autant qu'elles épouseront des personnes agréables au roi ».

La Cour de Paris et la Cour de cassation n'ont point considéré cet édit comme tombé en désuétude (D. P., 63, 1, 313). Cependant, sa validité a été mise en doute, car il ne fut pas enregistré (SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 654) et on ne se trouve pas d'accord pour déterminer quelles sont les dispositions qui ont survécu au changement de nos institutions (V. *supra*, p. 226).

(1) En Belgique, par exemple (*Almanach royal*, 1925), on distingue quatre espèces de titres :

1^o Ceux transmissibles à toute la descendance sans distinction de sexe ni de primogéniture.

2^o Ceux transmissibles à tous les descendants mâles seulement.

3^o Ceux transmissibles par ordre de primogéniture masculine.

4^o Ceux qui sont personnels.

avec le temps et les dernières autorisations ont été purement viagères (1).

Au cas où, pourtant, aucune réserve n'aurait été faite dans l'acte d'autorisation, la loi étrangère est-elle seule à considérer ? On répond ordinairement qu'il y aura toujours lieu d'exiger, pour les titres étrangers, l'observation des règles qui intéressent l'ordre public (2). Tel est le sentiment de la jurisprudence (3). Nous ne pourrions que faire nôtre cette doctrine s'il n'y avait, à son admission, une insurmontable difficulté : comment établir les limites entre lesquelles pourra se mouvoir le titre selon sa constitution propre ? Comment fixer les cas dans lesquels la notion d'ordre public doit

De même, ainsi que nous avons eu déjà l'occasion de le signaler, les titres du Saint-Empire et du Saint-Siège vont à toute la descendance masculine, fréquemment à toute la descendance masculine et féminine.

(1) Le paragraphe 15 de la circulaire du Garde des Sceaux Tailhand est ainsi conçu : « Quant aux titres étrangers, un Français ne peut les porter en France qu'en vertu d'une autorisation spéciale par application du décret du 5 mars 1859, *autorisation essentiellement personnelle* et qui ne peut s'étendre aux enfants de celui qui l'a obtenue ». Ainsi était viagère la confirmation précitée du titre de comte romain dont était investi M. Lefebvre Pigneaux de Behaine. Pratiquement, fort peu de titres étrangers autorisés descendent au tombeau avec leur premier titulaire. Pour que la situation du fils aîné, héritier, fût régulière, une nouvelle autorisation serait indispensable. D'ailleurs un fils peut solliciter le visa officiel, alors même que le père est décédé sans avoir été investi en France du titre héréditaire, à lui conféré par un prince étranger (décret du 2 décembre 1874, en faveur du fils d'Antoine-Frédéric Carmoy, comte romain. V. RÉVÉREND, *op. cit.*, v. Carmoy).

(2) PERREAU, *op. cit.*, p. 396 ; LALLIER, *op. cit.*, p. 189 ; BARBIER DE FELCOURT, *op. cit.*, p. 141 ; *Pand. franç.*, Répert., V. Noms et prénoms, n° 288.

(3) Cour de Paris, 10 juin 1859, Civ., 15 juin 1863, D. P., 63, 1, 316.

forcément intervenir ? Y a-t-il même des hypothèses où cette notion d'ordre public joue nécessairement ? On peut en douter. C'est du moins à tort qu'elle a été invoquée pour éviter une dévolution soi-disant contraire à la loi de germinal an XI, relative aux changements et additions de nom (1). C'est sans plus de raison qu'on a voulu poser, grâce à elle, le principe de l'unique transmission de mâle en mâle et par ordre de primogéniture (2). A l'heure où le gouvernement se désintéresse totalement de la question nobiliaire, il est paradoxal d'invoquer l'ordre public afin d'écarter des règles de transmission susceptibles de provoquer une certaine dépréciation des anciennes qualifications.

Pour en terminer avec la question des titres étrangers, entre le cas où un titre est conféré à un étranger par son souverain et celui où un Français reçoit une

(1) Arrêts précités. Quelques années avant l'affaire de Brancas, Guy de Lévis, marquis de Mirepoix, devint Grand d'Espagne et duc de San-Fernando-Luis, du chef de Charlotte de Montmorency-Laval. La loi de germinal an XI n'a pas été violée. Le vieux nom de Lévis ne s'est d'aucune façon résorbé et l'actuel Grand d'Espagne se fait nommer et qualifier Lévis Mirepoix, duc de Fernando-Luis.

(2) V. cependant, *Pand. franç., ubi supra*. C. de Nîmes, 21 décembre 1874, D. P., 77, 2, 121 ; Cass., 26 octobre 1897, S., 00, 1, 356. Il est curieux de défendre, au nom de l'ordre public, ce qui est rigoureusement conforme aux usages de courtoisie et à la pratique ancienne de certaines grandes familles, comme celles de Bauffremont et de Broglie. De plus, le principe de primogéniture, s'il était d'ordre public, n'aurait pu être formellement exclu de certaines autorisations. Dans la maison des barons de Bouvet, originaires de la ville d'Asti en Piémont, le titre héréditaire de baron fut confirmé pour tous les mâles de cette famille, par lettres patentes du 9 mai 1724 (*BACHELIER DEFLORENNE, Etat présent de la noblesse française*).

distinction nobiliaire d'un prince qui ne peut plus être le sien, se placent les deux hypothèses, assez spéciales, d'annexion et de naturalisation.

SECTION III

Annexions

En ce qui concerne l'hypothèse d'une annexion, il y a lieu de se demander si un gentilhomme, dont la province change de nationalité et devient française, se trouve dans l'obligation de se munir d'une autorisation gouvernementale pour jouir des prérogatives de son titre (insertion dans les actes d'état civil) ou, au besoin, pour ne pas être inquiété (art. 259 du Code pénal). Le contrôle du chef de l'État français s'impose ici avec beaucoup moins de rigueur. Il n'y a pas eu, à la date de la collation, une souveraineté atteinte dans ses prérogatives. On peut, d'autre part, hésiter à refuser au nouveau Français un droit attaché à sa personne et qu'il avait très régulièrement acquis au service de sa patrie.

Il semble, cependant, que sous l'ancienne monarchie, une confirmation fût toujours de rigueur (1) et le

(1) BARTHÉLEMY, *La noblesse au XIX^e siècle*, p. 49. L'ordonnance du 8 décembre 1699 (CHÉRIN, *Abrégé chronol.*), par exemple, confirma toutes les lettres de noblesse accordées par les rois d'Espagne, les archiducs et

despotisme napoléonnien ne pouvait que rendre cette règle plus absolue (1).

Depuis la chute du premier Empire, en dehors d'un article inscrit dans le traité de réunion à la France de la Savoie et du comté de Nice (2), aucune mesure d'ordre général ne fut prise, alors que l'occasion s'en serait plusieurs fois présentée (3).

A vrai dire, le texte de l'article 1 du décret du 5 mars 1859 ne s'opposerait pas absolument à son application

gouverneurs des Pays-Bas dans les provinces d'Artois, Flandre et Hainaut depuis 1600, à la charge, pour ceux qui avaient obtenu les dites lettres, de payer certaines sommes. V. de même, pour les anoblissements, graduations et concessions d'honneurs faits par les ducs de Lorraine, l'art. 15 du traité signé à Vienne entre le roi très chrétien et l'empereur, le 28 août 1736 (CALMET, *Hist. de Lorraine*, t. VIII).

(1) BATJIN, *op. cit.*, p. 131 ; RÉVÉREND, *op. cit.*, p. 12. A ceux des habitants des divers départements réunis à l'empire, qui étaient en possession de titres féodaux, le décret du 26 août 1811 accorda, jusqu'au premier janvier 1813, la faculté de se pourvoir en obtention de nouveaux titres du dit empire français ainsi que de nouvelles armoiries et livrées. Beaucoup de gentilshommes des Pays-Bas espagnols, des provinces rhénanes, d'une grande partie de l'Italie et de la Suisse s'empressèrent de régulariser leur situation nobiliaire. On en trouve la liste dans BOREL D'HAUTERIVE, 1865, p. 417.

(2) Cet article eut pour but de protéger les droits acquis des indigènes déjà en possession de titres reconnus et vérifiés. Il permit, par exemple, à M. Roissard de Bellet de se faire investir (arrêté ministériel du 5 mai 1900) du titre héréditaire de baron conféré à son arrière-grand-père par lettres patentes du roi de Sardaigne du 12 septembre 1777.

(3) En particulier pour le comtat venaisin, annexé à la France en 1791. Les dignitaires du Pape attendirent vainement du gouvernement de la Restauration une ordonnance de confirmation qui eût été d'autant plus utile que les érections de fiefs de dignité au comtat venaisin étaient faites avec une certaine complaisance. Actuellement la désannexion de l'Alsace-Lorraine pourrait être la cause de difficultés de l'ordre de celles que nous étudions.

dans le cas d'annexion, mais la lecture du rapport présenté à l'Empereur par le Garde des Sceaux E. de Royer ne permet pas semblable extension.

Le plus souvent on se refuse à voir des titres étrangers, proprement dits, dans ceux portés par les gentilshommes devenus français à la suite d'une annexion ; par là même on décide leur maintien de plein droit (1). Cette solution, injustifiable selon les anciennes règles, s'impose cependant à un gouvernement soucieux d'éviter de dangereux mécontentements ; elle a été adoptée par la jurisprudence judiciaire (2) et administrative (3).

Mais, le titre de l'annexé étant supposé admis, quelles en seront les lois ? Ce problème est analogue à celui rencontré déjà pour des titres conférés à des Français par un souverain étranger. Ici comme là, on a prétendu que l'application des seules lois étrangères ou des clauses de l'acte de collation peut présenter de graves inconvénients ; que ce serait avilir les titres et empiéter sur la prérogative souveraine que de les éten-

(1) Anonyme, *De la procédure en matière nobiliaire*, p. 27. M. PERREAU, *op. cit.*, p. 394 suppose que l'on sous-entend, dans les actes d'annexion, une autorisation en masse de tous les titres existants sur le territoire annexé. Pour que cette supposition fût toujours possible, il faudrait que les habitudes gouvernementales ne fussent point parfois contraires. Or, c'est ce qui a lieu à présent pour notre pays, dont le chef ne se reconnaît pas le droit de conférer des titres. Il nous paraît contestable d'invoquer le traité de Versailles pour conserver aux Alsaciens-Lorrains les titres accordés dans l'entre-deux guerres.

(2) C. de Nîmes, 21 décembre 1874, D. P., 77, 2, 121 ; Req., 26 octobre 1897, S., 00, 1, 356.

(3) BOREL D'HAUTERIVE, 1862, p. 352.

dre outre mesure (1), que l'unique transmission doit être celle de mâle en mâle et par ordre de primogéniture. Tel fut l'avis de la Chancellerie dans une affaire assez récente. Le chef de la maison de Martimprey contestait à son oncle paternel, Albert de Martimprey, le droit au titre de comte qu'il portait lui-même et qui avait été concédé régulièrement en Lorraine avant la réunion de cette province à la couronne de France (1766). Pour justifier de sa réclamation, il prétendait qu'au statut nobiliaire de l'Empire, transmettant le titre à tous les descendants par les mâles, s'était substituée la loi française, la loi salique d'après laquelle le titre se transmet seulement à l'aîné des enfants mâles. Sur une demande d'investiture, adressée par l'oncle au ministère de la Justice, le Garde des Sceaux, en Con-

(1) Il est vrai que certains titres étrangers, peuvent se multiplier à l'infini. M. DE SEMAINVILLE (*op. cit.*, p. 598) reproduit le texte d'une charte donnée le 30 avril 1711 par Charles VI, empereur d'Allemagne, à un lorrain, Joseph Le Bègue de Germiny, et confirmée en 1715 par le duc de Lorraine. Cette charte accorda le titre de comte et de comtesse du Saint-Empire romain, non pas à l'impétrant et à ses descendants mâles par ordre de primogéniture, mais à lui et à tous ses héritiers et descendants mâles et femelles, tous en général et chacun en particulier, sans exception et à l'infini, avec pouvoir pour eux tous à la fois de le posséder, l'acquérir et l'apporter librement sans interruption ni obstacle aucun. Après la réunion de la Lorraine à la France, le titre comtal de Joseph Le Bègue de Germiny a-t-il continué à se transmettre selon ces formules démesurément larges ? Nous ne savons rien qui puisse sérieusement justifier des restrictions quelconques. Il est seulement loisible aux auteurs de discuter l'interprétation des expressions employées, de rechercher si, selon les lettres, la transmission, quant aux femmes, ne doit pas être limitée à celles qui portent le nom. M. DE SEMAINVILLE voit, dans cette charte, une des concessions honorifiques les plus larges qu'on ait jamais accordées ; mais il ne dit pas que, descendant d'un Pierre Parrin, sieur de Semainville, il avait épousé une demoiselle Le Bègue de Germiny.

seil d'administration, estima qu'Albert de Martimprey n'avait justifié d'aucun droit au titre de comte. C'était repousser les lois nobiliaires de l'Empire, celles qui avaient réglementé la noblesse de Lorraine (1).

Nous ne voyons pas très bien en quoi il importait à l'ordre public que M. Albert de Martimprey ne fut point comte comme son neveu ; après avoir constaté l'erreur, applaudissons, du moins, au souci qu'ont quelquefois nos gouvernants de maintenir aux vieux titres tout leur éclat.

SECTION IV

Naturalisations

Des questions semblables à celles que nous venons de passer en revue se posent lorsque se fait naturaliser Français un étranger régulièrement investi d'un titre nobiliaire (2).

(1) V. Conseil d'État, 29 avril 1910 et les conclusions de M. CORNEILLE, Commissaire du Gouvernement, D. P., 12, 3, 73 ; JÈZE, *Revue de droit public*, 1910, p. 482. Cf. BORÉL D'HAUTERIVE, 1867, p. 343 et 1911, p. 444.

(2) Si des solutions analogues ne s'imposaient, nous aurions encore à envisager deux autres hypothèses : 1^o Lorsqu'un individu devient Français par le bienfait de la loi (c'est le cas de celui né en France de parents étrangers) ; 2^o lorsqu'une étrangère titrée épouse un Français. Il est à peine besoin d'ajouter, d'autre part, que tout ce que nous dirons s'applique au Français ayant perdu sa nationalité par naturalisation en pays étranger et redevenant Français après l'obtention d'un titre de noblesse (LEHR, J. CLUNET, 1896, p. 121).

Il peut paraître critiquable de laisser au naturalisé son nom patronymique et de supprimer le titre qui n'en est que la décoration. En outre, la naturalisation n'a pas d'effet rétroactif et ne modifie pas les droits acquis. Le gentilhomme étranger, s'il est reçu parmi nous, doit l'être avec tout ce qui constitue ou modifie son statut. Il restera titulaire d'une qualification nobiliaire (1) comme il restera enfant légitime ou homme marié (2). Telle était la solution ancienne (3).

Les auteurs la repoussent sans donner d'autres raisons que celle-ci : le gouvernement se trouverait dans l'alternative, ou de rejeter une demande d'acquérir la nationalité française, peut-être justifiée, ou de permettre implicitement de porter un titre immérité (4). Mais il nous semble qu'un gentilhomme indigne de porter un titre est plutôt un indésirable que devraient écarter les bureaux du Sceau s'ils n'étaient d'une bienveillance trop connue.

En fait la Chancellerie s'est refusée obstinément à faire figurer, dans les lettres de naturalisation du prince Radziwill, un titre incontesté et, rejetant la

(1) A condition toutefois de pouvoir justifier parfaitement des droits allégués. « A beau mentir qui vient de loin », dit le proverbe. On peut consulter sur un titre princier, dont eut à s'occuper le ministère de la Justice, les « Preuves des extravagantes prétentions de la famille roturière Chanel, dite de Crouy Chanel, de Hongrie », par le comte du Chastel de la Howardries (Tournai, 1885). V. toutefois *La noblesse et les titres nobiliaires dans les sociétés chrétiennes* (p. 41), par Auguste DE HONGRIE.

(2) LEHR, *ubi supra*.

(3) « S'il a été fait citoyen du Royaume..., il est censé présumé y avoir été reçu en sa propre et primitive qualité, posé qu'il puisse faire clairement apparoir d'icelle » (LOYSEAU, *Des ordres*, chap. V, n° 114).

(4) PERREAU, *op. cit.*, p. 394.

demande en reconnaissance du titre de prince formée par M. de Crouy Chanel, s'est, subsidiairement, mais très nettement, prononcée, en 1861, sur la nécessité d'une autorisation spéciale (1).

Celle-ci ne pourrait être sollicitée que par un Français, c'est-à-dire après la naturalisation, donc à une époque trop tardive pour celui qui, avant tout, tiendrait à conserver ses qualités nobiliaires.

Quant à la dévolution des titres du naturalisé, comme précédemment et malgré des dissentiments dans la doctrine, nous appliquerons les lois nobiliaires du pays d'origine (2), sans jamais avoir peur de troubler, en France, l'ordre public. Si, par hasard, la naturalisation fait, dans sa première patrie, perdre au nouveau Français le titre dont il jouissait, une collation nouvelle de notre gouvernement serait seule capable de le sauver de la déchéance.

(1) Dans cette affaire de Crouy Chanel, le droit au titre de prince royal était plus que contestable et l'on comprend que le Conseil du Sceau ait réservé, pour le gouvernement français, le droit d'examiner si devait être accordé le port, chez nous, d'une semblable qualification. Néanmoins, il y avait, entre la question de preuve et le principe de l'autorisation, comme l'entend le décret de 1859, une confusion que nous trouvons encore aggravée dans la lettre suivante adressée, en 1880, à un préfet par le Garde des Sceaux : « Je vous serais obligé de faire savoir au requérant qu'il ne justifie nullement de la possession régulière du titre de baron et qu'il ne peut, dès lors, être désigné, dans le décret de naturalisation le concernant, par un titre qui ne lui a pas été conféré régulièrement en France et qui, d'ailleurs, ne figure ni dans son acte de baptême ni dans celui de son mariage » (dossier 294, année 1880).

(2) Ainsi pour les Rotschild, créés barons autrichiens le 25 mars 1817, et dont la devise est : « *Concordia, integritas, industria* ». Tous les descendants mâles sont barons et les filles, portant le nom de Rotschild, sont baronnes. Cf. autre exemple, dans LEHR, *ubi supra*.

CHAPITRE XVIII

INVESTITURES EN CHANCELLERIE

§ 1. — *Nature de l'investiture en Chancellerie*

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, comment un titre se transmet. Nous savons qu'au décès du dernier porteur, il est recueilli *de plano* par celui qu'appellent les lettres patentes. Mais, pour les pouvoirs publics, il n'y a pas une très grande différence entre l'individu qui n'a hérité d'aucun titre et celui dont le droit, n'ayant pas été officiellement reconnu, n'est susceptible que d'un usage privé (1).

(1) Cf. déclaration à la Chambre de M. MOREAU, directeur des Affaires civiles et du Sceau (*J. Off.* du 15 décembre 1906, Débats parlem., p. 3242). L'investiture personnelle du successeur constitue le moyen de preuve indispensable pour la constatation légale des droits du possesseur. En conformité d'instructions de la Chancellerie adressées le 22 juillet 1874 aux procureurs généraux (circulaire TAILHAND, précitée) les officiers d'état civil ou les notaires ne doivent laisser figurer dans un acte public la mention d'un titre nobiliaire que si l'intéressé en rapporte la preuve par la production, soit d'un arrêté d'investiture soit d'une décision judiciaire. Mais les tribunaux judiciaires évitent le plus souvent de déterminer les règles de dévolution par interprétation de l'acte de collation et renvoient

On peut dire que pratiquement la transmission n'est réalisée que lorsque le nouveau titulaire s'est fait, par les autorités, revêtir de la dignité héréditaire qui lui est échue. C'est la formalité de la demande d'investiture en Chancellerie; on pourrait aisément la rapprocher d'une action en réclamation d'état (1).

Si l'on excepte la foi et l'hommage prescrits par la loi des fiefs (2), on peut dire que rien de semblable n'existait sous l'ancienne monarchie (3). Sous le premier Empire, au contraire, pour prévenir toute usurpation et toute difficulté de preuve, chaque transmission fut enregistrée (4). La Restauration ordonna des

devant le Conseil d'administration en se dessaisissant de toute l'affaire ou en déclarant qu'il y a lieu de surseoir à statuer. V. Civ., 15 juin 1863, D. P., 63, 1, 316; Crim., 27 mai 1864, D. P., 65, 1, 452; Req., 14 mars 1865, D. P., 66, 1, 266; C. de Paris, 18 juillet 1893, D. P., 94, 2, 7; Req., 10 novembre 1897, D. P., 98, 1, 242; Trib. des conflits, 17 juin 1899, S., 01, 2, 17; Conseil d'État, 29 avril 1910, précité.

(1) Voici les fières paroles prononcées par le prince DE BAUFFREMONT devant le Conseil du Sceau des titres : « Je suis le duc de Montmorency par droit de naissance et de dévolution. Je ne demande pas, je n'ai pas à demander une qualité qui est la mienne. Vérifiez et reconnaissez-là » (D. P., 66, 3, 50).

(2) V. *supra*, p. 118.

(3) On trouve néanmoins des précédents, par exemple le règlement de Charles VIII en 1484, décidant « que tout noble serait tenu, une fois dans sa vie, de faire la description de sa généalogie et de sa race jusqu'à quatre degrés, aux mains du bailli ou du sénéchal des lieux pour y avoir recours quand il serait besoin et que les héritiers seraient obligés de continuer cette description dans l'an du décès d'un gentilhomme et à chaque mutation de famille ». Cf. Baron DE VINCENT, *op. cit.*, p. 23. Pour les lettres de reconnaissance et de confirmation soumises au droit du marc d'or, fixé postérieurement par l'édit de 1773, V. LA ROQUE, *op. cit.*, chap. XXI.

(4) Décret du 3 mars 1810, art. 15 : « Notre procureur général près le Conseil du Sceau des titres fera tenir un registre, divisé par départements,

mesures analogues pour la pairie (1) et, aux héritiers de titres quelconques, donna la possibilité d'obtenir des « lettres patentes » recognitives ou de maintenue (2). D'ailleurs, la Commission du Sceau fut, en 1825, appelée par le ministre de la Guerre à dresser des certificats destinés à constater les droits aux titres dont les officiers demandaient l'insertion dans les brevets et diplômes des divers grades militaires.

La Monarchie de Juillet, qui supprima la Commission et les pénalités de l'article 259, se désintéressa des transmissions en l'absence de majorats (3). Le second Empire, au contraire, en rétablissant, le 8 janvier 1859, le Conseil du Sceau de France, fixa dans les attribu-

sur lequel seront inscrits tous les titulaires de titres impériaux domiciliés dans les dits départements ». Des certificats étaient délivrés moyennant 24 francs pour les ducs, 18 pour les comtes, 12 pour les barons, 6 pour les chevaliers (art. 29 du même décret).

(1) Ordonnance du 25 août 1817, art. 9 : « Tout pair de France sera tenu d'adresser au grand référendaire expédition en bonne forme des actes de l'état civil qui le concerneront ou ses descendants directs ou des appelés à la pairie, dont il est titulaire, selon l'ordre légitime de succession ».

(2) Ordonnances royales du 8 octobre 1814 (art. 2) et du 12 mars 1817, dont l'art. 1^{er} était ainsi conçu : « Les lettres patentes portant confirmation et maintenue des titres de marquis, de comte, de vicomte, de baron seront soumises à un droit de sceau égal au quart du droit établi pour la collation de ces mêmes titres ».

(3) V., toutefois, circulaire ministérielle du 30 septembre 1833, rapportée au *Mémorial du ministère public* de DURRUC (V. Titres nobiliaires). On doit remarquer en outre que, sous ce gouvernement, fut inaugurée une ingénieuse manière de régulariser les transmissions de nouveaux titres : une disposition insérée dans les actes de collation obligea les successeurs à faire apposer, par la Chancellerie, un visa sur les lettres patentes lors de chaque mutation (Baron DE VINCENT, *op. cit.*, p. 42).

tions du Conseil la confirmation et la reconnaissance des titres (1).

Depuis le 11 janvier 1872, le Conseil d'administration du ministère de la Justice a été substitué à l'ancien Conseil du Sceau. Les reconnaissances de titres, les investitures, sont donc, à l'heure actuelle, de la compétence de ce Conseil d'administration. Y siègent le secrétaire général du ministère remplissant les fonctions de commissaire au Sceau, le directeur des Affaires civiles, le directeur des Affaires criminelles et des grâces ainsi que le chef de division du Sceau. Leurs décisions sont prises à la pluralité des voix.

Lorsqu'en prenant la succession du Conseil du Sceau le Conseil d'administration ouvrit son registre, on put croire que la noblesse titrée allait profiter de dispositions bienveillantes pour que, spontanément, s'établisse un livre d'or. Des gentilshommes non suspects donnèrent l'exemple, mais en vain. Les investitures sont, en effet, toujours facultatives (2) et les

(1) Art. 6. — Il (le Conseil du Sceau) délibère et donne son avis :

1^o sur les demandes en collation, confirmation et reconnaissance de titres que nous aurons renvoyées en examen ;

2^o sur les demandes en vérification de titres.

Art. 7. — Toute personne peut se pourvoir auprès de notre Garde des Sceaux pour provoquer la vérification de son titre par le Conseil du Sceau.

(2) On croit souvent le contraire. V. C. de Paris, 18 juillet 1893, D. P., 94, 2, 7, Chambre des députés, 14 décembre 1906, *J. off.*, Débats parl., p. 3243. Au cours des débats à la Chambre, le 14 décembre 1906, M. PECHADRE avait proposé l'amendement suivant : « Le titre sera prescrit, et le bénéficiaire déchu de ses droits, si la taxe de Chancellerie n'a pas été acquittée dans le délai de 5 années ». Les intéressés sont parfois eux-mêmes victimes de cette erreur. Pour le montrer, il nous suffit de transcrire une lettre adressée, en 1899, par le garde des sceaux, à un référen-

exceptions à cette règle ont disparu avec les majorats dont la jouissance était subordonnée à l'accomplissement des formalités prescrites. Par suite, la noblesse n'a pas voulu soumettre ses qualifications au visa d'un chef de bureau promu, presque seul et sans appel, héraut d'armes de France et le nombre des investitures sollicitées est minime (1). Au surplus, la peu agréable perspective de payer des droits de sceau (2) a

daire (dossier n° 515) : « M. de Talleyrand-Périgord m'informe, par votre intermédiaire, que l'état mental de son père ne permet pas à celui-ci de poursuivre l'investiture du titre de duc dont son grand-père est décédé titulaire. Il ajoute, qu'en sa qualité de fils aîné, il est appelé à succéder aux titres portés par son aïeul et dont son père devrait être actuellement investi. Il exprime, en même temps, la crainte que ce défaut d'investiture ne puisse, un jour, lui être opposé. Je vous prie de faire savoir à M. Hélié de Talleyrand-Périgord que le jour où ses droits éventuels au titre de duc, dont son grand-père avait été investi, viendraient à s'ouvrir, le fait que son père n'aurait pas rempli les formalités nécessaires pour jouir du dit titre, ne lui serait pas opposable ». Il suffit pour s'en convaincre, d'autre part, de parcourir la dernière partie de l'ouvrage du vicomte RÉVÉREND, *Titres et confirmations de titres*, 1830-1908.

(1) Depuis 1910, ont été investis : 1 prince, 14 ducs, 9 marquis, 12 comtes, 3 vicomtes, 22 barons. Cela ne fait d'ailleurs pas, au total, 61 personnes distinctes, car certaines n'ont pas demandé l'investiture d'un titre unique. M. de Bauffremont a été investi du titre de duc le 2 avril 1921 et de celui de comte le 2 mai suivant. M. de la Trémoille a été inscrit, par arrêté du 8 octobre 1921, comme ayant succédé au titre héréditaire de duc de Thouars et, par un second arrêté, du même jour, comme ayant succédé au titre héréditaire de duc de la Trémoille.

(2) La délivrance de l'ampliation, servant de brevet d'investiture, donne lieu aux honoraires personnels du référendaire qui occupe obligatoirement pour les intéressés dans chaque affaire (ordonnance du 31 octobre 1859, art. 5, décret des 8-12 janvier 1859, art. 8. Cf. décret du 11 juin 1892 pour la suppression, par voie d'extinction, des charges de référendaire, actuellement au nombre de 3). En outre, sont perçus des droits de chancellerie, variables en raison de l'importance du titre et selon qu'il s'agit de titres conférés par l'empire ou de titres conférés par les autres régimes monarchiques, sans distinction pour ceux-ci, suivant qu'ils sont

retenu beaucoup de ceux qui auraient été heureux de faire officiellement constater leurs droits nobiliaires (1).

§ II. — *Procédure de l'investiture en Chancellerie*

Il peut encore arriver qu'une personne titrée, aux prises par exemple avec un officier d'état civil récalcitrant, veuille se faire inscrire sur le registre du Sceau de France. Nous allons donner une idée de la procédure suivie. Constatons, auparavant, que ce registre devrait être, en sa forme, digne de contenir les noms les plus illustres de notre Histoire ; gisant sur le plancher, et parmi des amoncellements de dossiers de naturalisation, il ne semble être, au contraire, que le grand livre encombrant d'un comptable négligent...

Pour montrer comment est présentée une demande d'investiture, de quelle manière l'affaire est instruite

antérieurs ou postérieurs à la Révolution. Les droits sont fixés par les décrets impériaux et les ordonnances de la Restauration. Le tarif, un peu inexact, dressé par la Chancellerie, donne les chiffres suivants (Rapport adressé le 10 mars 1924, par le Garde des Sceaux, à M Béranger, sénateur) :

<i>Titres de l'Empire :</i>		<i>Titres des autres régimes :</i>	
Duc.	fr. 200 »	Duc.	fr. 5.000
Comte. . .	— 133 34	Marquis.	— 2.000
Baron.	— 66 67	Comte.	— 2.000
		Vicomte.	— 1.333
		Baron.	— 1.000

(1) Il en est d'autres qui se sont abstenus parce qu'ils estimaient injuste le paiement de droits de sceau. Ainsi, le duc de Tarente, petit-fils du maréchal Macdonald, préféra, en 1908, ne pas être inscrit, sur son acte de mariage, avec le titre ducal.

et, s'il y a lieu, sous quelle forme est rendu l'arrêté ministériel, nous avons pensé que le mieux était d'ouvrir un des dossiers du Conseil d'administration et de transcrire le contenu de ses différentes pièces (1).

M. R..., référendaire au Sceau de France, à Monsieur le Garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Monsieur le Garde des Sceaux,

Au nom, et comme référendaire de M. Valentin-Alexandre-Auguste-Joseph de L..., demeurant à Paris..., né à...

J'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit. Par décret du 3 décembre 1809, l'empereur Napoléon 1^{er} a conféré le titre de comte à l'aïeul du postulant Alexandre-Louis-Joseph de L...

Aux termes des dites lettres patentes, le dit titre devait être transmissible à sa descendance directe, légitime, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, après que le titulaire se

(1) Dans le dossier que nous dépouillons ici, il est, comme dans tous ceux de la Chancellerie, une série de documents de caractère confidentiel. Nous devons en parler au risque de paraître indiscret. On verra ainsi que le Conseil d'administration n'entend pas jouer un rôle purement mécanique et veut dispenser ses grâces en connaissance de cause. Des renseignements sur le demandeur sont pris auprès du parquet, du préfet et de la police. Pour l'investiture de M. Valentin-Alexandre-Auguste-Joseph de L..., le préfet de police fut prié de donner toutes précisions sur le prix du loyer, les antécédents de l'impétrant, sa conduite, sa moralité, ses moyens d'existence, le sexe, l'âge et la profession de chacun de ses enfants. C'est surtout cette note de police qui permet au Conseil, érigé en Tribunal d'honneur des gentilshommes de France, d'apprécier si « la faveur sollicitée doit être accordée ».

Ajoutons qu'il est une moderne cause de dérogeance que nous avons trouvée en particulier au dossier 1951 de l'année 1880 (Baron R. de M.). Le rapport, fait au Conseil, porte : « Monsieur le Préfet de police signale le pétitionnaire comme professant avec ardeur les opinions légitimistes et il émet un avis défavorable ».

serait conforme aux dispositions contenues en l'article 6 du 1^{er} statut du 1^{er} mars 1808. D'après ces dispositions, le titulaire devait, pour assurer cette transmissibilité, constituer un majorat au dit titre. Aucun délai n'était fixé pour remplir cette condition, le titulaire pouvait le faire jusqu'à sa mort. M. le comte de L... n'avait pas encore constitué de majorat lorsque la loi du 12 mai 1835, en abolissant cette institution, vint le priver d'un droit qu'il eût pu exercer jusqu'à son décès. Aux termes d'une décision royale du 4 octobre 1837, les titulaires d'un titre héréditaire, à charge de constituer un majorat, et non suivi de cette constitution avant la loi abolitive du 12 mai 1835, étaient censés avoir été surpris par cette loi avec l'intention d'instituer le majorat et transmettaient, en conséquence, le titre à leurs descendants.

M. le Comte de L... est décédé à Paris le 20 octobre 1842 et son titre peut être considéré comme héréditaire suivant la jurisprudence constante adoptée, d'après la décision royale citée plus haut.

L'inventaire, après son décès, dressé par MM. ..., notaires à Paris, le 9 novembre 1842, établit qu'il laissa comme héritiers, chacun pour un quart, son fils unique, Léon-Emmanuel-Joseph de L..., et ses trois filles, M^{mes}...

M. Léon-Emmanuel-Joseph de L..., marié à ..., le 13 juillet 1839, avec M^{lle} ..., mourut le 25 mars 1869. L'inventaire, après son décès, dressé par MM. ..., notaires à Paris, le 5 mai 1869, établit qu'il laissa trois fils et trois filles, savoir :

1^o M. Valentin-Alexandre-Auguste-Joseph de L..., né à..., le 13 septembre 1840 (*suiwent les prénoms, lieu et date de naissance des autres enfants*).

... C'est donc bien au postulant, comme fils aîné du dernier titulaire, à recueillir le titre de comte. En conséquence, j'ai l'honneur de solliciter son inscription sur les registres du Sceau de France comme successeur au titre héréditaire de comte, conféré à son aïeul par lettres patentes du 9 janvier 1810.

Je suis, avec respect, Monsieur le Garde des Sceaux, votre très humble serviteur.

E. R.

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

J'ai l'honneur de proposer au Conseil d'administration de délibérer s'il y a lieu d'inscrire sur les registres du Sceau de France, M. de L... (Valentin-Alexandre-Auguste-Joseph), comme ayant succédé au titre héréditaire de comte conféré à son aïeul M. de L... (Alexandre-Louis-Joseph).

Le directeur des Affaires civiles et du Sceau.

AVIS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil :

Sur le rapport de M. le directeur des Affaires civiles et du Sceau, émet l'avis qu'il y a lieu d'inscrire sur les registres du Sceau M. de L... (Valentin-Alexandre-Auguste-Joseph) comme ayant succédé au titre héréditaire de comte conféré à son aïeul.

*Le conseiller d'État,
directeur des Affaires criminelles et des grâces,
président du Conseil d'administration.*

ARRÊTÉ

Nous, Garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Vu la requête présentée par M. R..., référendaire au Sceau de France, au nom de M. de L... (Valentin-Alexandre-Auguste-Joseph), né le 13 septembre 1840, à ..., en vue d'obtenir son inscription sur les registres du Sceau de France, comme ayant succédé au titre héréditaire de comte conféré à son aïeul, M. de L... (Alexandre-Louis-Joseph),

Vu les lettres patentes du 9 janvier 1810 qui ont conféré à M. de L... (Alexandre-Louis-Joseph) le titre de comte,

Vu l'acte de décès du 1^{er} titulaire, en date à Paris du 21 octobre 1842,

Vu l'inventaire dressé le 9 novembre 1842 par MM. ..., notaires à Paris, duquel il résulte que le défunt a laissé pour héritiers trois filles et un fils, Léon-Emmanuel-Simon-Joseph,

Vu l'acte de décès de ce dernier en date à..... du 26 mars 1869,
Vu l'inventaire dressé le 5 mai 1869 par MM. ..., notaires à Paris, constatant que le défunt a laissé pour héritiers trois filles et trois fils dont le requérant est l'aîné,

Vu la loi du 12 mai 1835 abolitive des majorats,

Vu la décision royale du 4 octobre 1837,

Vu l'article 14 du 4 mai 1809,

Vu l'avis émis, sur le rapport du directeur des Affaires civiles et du Sceau, par le Conseil d'administration du ministère de la Justice, dans la séance du.....,

Sur la proposition du directeur précité, remplissant les fonctions de commissaire du Sceau de France,

Avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — M. de L... (Valentin-Alexandre-Auguste-Joseph), né le 13 septembre 1840, à ..., sera inscrit sur les registres du Sceau de France comme ayant succédé au titre héréditaire de comte, conféré à son aïeul, M. de L... (Alexandre-Louis-Joseph).

ART. II. — Ampliation du présent arrêté sera délivré à l'intéressé pour lui tenir lieu de brevet d'investiture.

Fait à Paris, le 1^{er} mai 1907.

Transcrit sur le registre n° 7 des investitures, page 543.

§ III. — *Projet de loi* *portant abolition de l'investiture en Chancellerie*

Nous savons maintenant comment se fait une investiture : cela n'est peut-être pas d'une grande utilité. En effet, si le 26 février 1924 un arrêté était signé par M. Maurice Colrat, en faveur du baron Charles-Louis-Jean Lambert de Cambray, l'arrivée de M. René Renoult au ministère de la place Vendôme vint couper court à une pratique légale mais peu républicaine.

Après avis favorable du Conseil d'administration, un arrêté d'investiture fut soumis à la signature de M. Renoult. Ce dernier estima qu'on sollicitait de lui une chose incompatible avec les lois constitutionnelles et refusa (1).

Depuis lors, le Conseil d'Administration est tombé en léthargie et, pour classer définitivement quelques rares dossiers, attend avec patience que le Parlement ait voté le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI PORTANT ABOLITION
DE L'INVESTITURE DES TITRES NOBILIAIRES
EN CHANCELLERIE

(Renvoyé à la Commission de la législation civile et criminelle,
sous réserve de l'avis de la Commission des Finances).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Nous vous proposons de supprimer la formalité de l'investiture des titres nobiliaires en Chancellerie.

Les textes relatifs à l'investiture des titres nobiliaires sont compris au décret du 1^{er} mars 1808, constituant le statut de la nouvelle noblesse impériale et réglementant les majorats. Formellement maintenus par la charte de 1814 qui fit, en outre, revivre la noblesse d'ancien régime, ces deux décrets furent

(1) Il n'y a pas eu, de la part de l'intéressé, recours devant le Conseil d'État pour excès de pouvoir, recours qui s'ouvrait, car les décisions ou négligences du garde des sceaux en matière de vérification de titres sont uniquement des actes administratifs ; on demande au ministre d'appliquer les lois existantes à un droit régulièrement démontré (PERREAU, *op. cit.*, p. 387).

temporairement abolis par le décret-loi du 29 février 1848, mais furent remis en vigueur par celui du 24 janvier 1852. Ils n'ont jamais été abrogés depuis lors.

Il est inutile de souligner ce que cette législation a de contradictoire avec l'institution même d'un gouvernement démocratique. D'une part, le gouvernement doit légalement continuer à investir officiellement, quand il en est requis, les titulaires des titres créés par les régimes politiques déchus, alors que ses principes s'opposent à la création de titres nouveaux. D'autre part, cette investiture, qui ne constitue que la reconnaissance authentique d'un droit qu'elle ne crée pas, mais se borne à constater, n'est pas juridiquement obligatoire pour les propriétaires de titres, sauf pour l'usage public du titre, c'est-à-dire pour l'usage du titre dans les actes publics. Il est arrivé que les intéressés, sauf quelques rares exceptions, négligent en fait de se faire investir ; si bien que la garantie qui semblerait devoir résulter de ce contrôle officiel est parfaitement illusoire et le profit fiscal nul. C'est ainsi que, pendant les cinq dernières années (1920-1924), 16 investitures seulement ont été demandées à la Chancellerie ; les droits de sceau perçus à l'occasion de ces 16 investitures n'ont pas dépassé 35.000 francs.

Il nous a paru, dans ces conditions, qu'aucune raison fiscale sérieuse ne commandait le maintien, dans nos lois, d'une institution qui, devenue à peu près théorique, n'en conserve pas moins, sous la République, un caractère officiel au titre de noblesse. Il n'est pas question d'abolir, dans la vie courante, l'usage du titre de noblesse qui peut y subsister comme un élément de distinction d'une nature particulière. Nous ne proposons donc pas d'abroger l'ensemble de la législation sur les titres nobiliaires. La République a montré, par plus de cinquante ans d'existence, qu'elle n'avait rien à redouter de cette survivance du passé. Nous estimons seulement qu'il y a lieu, en supprimant l'investiture en Chancellerie, de leur retirer tout caractère officiel.

L'abolition de l'investiture des titres nobiliaires en Chancellerie doit être, nécessairement, accompagnée de la prohibi-

tion faite aux officiers publics et ministériels de mentionner, dans les actes publics, les titres nobiliaires.

Il y aurait, en effet, une contradiction à laisser subsister la possibilité de faire figurer, dans les actes concernant l'état des personnes, une qualification alors que la formalité, destinée à en établir le bien-fondé, se trouve abolie pour l'avenir.

Tel est l'objet du projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Le Président de la République Française

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit, sera présenté à la Chambre des députés par le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, et par le ministre des Finances qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

Article unique

L'investiture des titres nobiliaires en Chancellerie est abolie.

La mention de ces titres est prohibée dans les actes publics, sous peine, pour l'officier public ou ministériel qui aurait contrevenu à la présente disposition, des sanctions édictées par les articles 50 et 53 du Code civil.

Fait à Paris, le 4 novembre 1924.

Signé : Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Signé : René RENOULT.

Le Ministre des Finances,

Signé : CLÉMENTEL.

CONCLUSION

Nous voici au terme d'une étude forcément sommaire des règles d'acquisition et de transmission des titres nobiliaires. Pour donner une illustration des principes, très généraux, que nous nous sommes efforcé de dégager en cette matière difficile, il suffit de dresser le tableau des titres et qualifications que Pierre d'Alcantara-Laurent-Joseph-Marie-Alexandre-Théodore de Bauffremont a recueillis au décès de son père, le 30 août 1917, comme chef d'une maison féodale qui est présumée, à l'origine, se rattacher, par des liens de parenté, aux anciens ducs de Lorraine et qui tire son nom du château de Bauffremont, près de Neufchâteau (Vosges) (1) :

Sire et baron de Bauffremont, depuis 1090. Branche aînée éteinte en 1446. — Comte de Charny, créé par Philippe le Bon, duc de Bourgogne, 9 juillet 1456 et par Louis XI, janvier 1461, pour une branche éteinte en 1472. — Comte de Cruzilles, créé par Henri III, novembre 1581. — Marquis de Senecey, créé par Louis XIII, juillet 1615. — Duc de Randan et pair de France, créé par Louis XIV, mars 1661, pour une branche

(1) On peut consulter sur « li Bauffremont li bons Barons », spécialement l'*Histoire généalogique des Pairs de France*, par DE COURCELLES et la Notice historique de M. E. DE LA BEDOLLIÈRE, au *Mémorial historique de la Noblesse*, t. I, p. 462.

éteinte en ligne féminine en 1680. — Acquisition par mariage, en 1527, de Claude I^{er} de Bauffremont, baron de Sombornon et d'Anne de Vienne, des biens et titres de la maison de Vienne Listenois et par substitution masculine et primogéniture, 3 avril et 8 juin 1536. — Marquis d'Arc en Barrois (devenu Listenois), créé par Henri III, février 1578. — Acquisition par mariage, en 1588, de Guillaume II de Bauffremont, baron de Sombornon et de Claude de Villelume, marquise de Meximieux, vicomtesse de Marigny, des substitutions masculines en primogéniture de Villelume, 7 août 1638 (avec les titres de marquis de Meximieux et de vicomte de Marigny) et de Gorrevod, 26 mai 1527, adjugée par arrêt du Parlement de Paris, 13 juillet 1712 (avec les titres de vicomte de Salins, existant dès 1080, de comte de Pont de Vaux, créé par Charles III, duc de Savoie, le 28 janvier 1521). — Duc de Pont de Vaux, créé par Louis XIII en février 1623. — Marquis de Marnay, créé par les archiducs Albert et Isabelle des Pays-Bas, 4 mai 1600. — Prince du Saint-Empire, sous le nom de Marnay, créé par Ferdinand II, de Ratisbonne, 22 mars 1623 ; reprise des fiefs des dites substitutions par Louis de Bauffremont, Compiègne, 12 juillet 1756 et par Charles-Roger de Bauffremont, 29 mars 1773. — Citoyen de la cité impériale de Besançon, pour tous les descendants nés et à naître, par diplôme du 20 août 1636. — Acquisition, par alliance, en 1681, avec la maison des Barres et par substitution masculine en primogéniture, du titre de marquis de Mirebeau, créé par Henri III, en décembre 1574. — Grand Chambellan héréditaire (fief masculin) de l'archevêché de Besançon, par investiture du 26 janvier 1738. — Prince de Courtenay, par héritage du dernier prince de Courtenay, Charles-Roger, de la maison capétienne. — Prince du Saint-Empire, comme héritier de la maison de Gorrevod et « cousin de l'empereur », avec qualification de « très cher et bien-aimé cousin », pour les descendants, par diplômes de l'empereur François I^{er}, Vienne, 8 juin 1757 ; insinué à la Chambre impériale de Wetzlar, 14 juillet 1761 et reconnaissance du titre en France, 21 août et 27 septembre 1757. — Cousin du roi de

France, au chef de la maison, par ordre de primogéniture masculine, par brevets de Louis XIV des 13 décembre 1759 et 1^{er} novembre 1762. — Prince de Listenois, 1^{er} novembre 1762. — Prince de Carency, par alliance avec Antoinette de Quelen de la Vauguyon, confirmé en ligne masculine et primogéniture par brevets des 24 juillet 1721 et 4 novembre 1768, comme héritière de la maison de Bourbon-Carency. — Comte de l'Empire français, par lettres patentes du 3 mai 1810 (avec transmission confirmée par arrêté ministériel du 1^{er} avril 1898). — Membre héréditaire de la Chambre des pairs (prince de Bauffremont), ordonnance royale du 31 août 1817 et lettres patentes de Louis XVIII, 18 février 1818 (transmission du titre ducal confirmée par arrêté ministériel du 9 février 1898). — Duc d'Atrisco et Grand d'Espagne de 1^{er} classe, créé par Philippe V, roi d'Espagne, 17 avril 1708. — Marquis de Leganès et Grand d'Espagne de 1^{re} classe, créés par Philippe IV, 22 juin 1627 et 12 mai 1640 et marquis de Moreta de la Vega, créé par Philippe IV le 9 septembre 1635 (transmission de ces titres espagnols par cession du 30 décembre 1864 et ordonnances royales des 29 octobre 1866 et 22 avril 1905).

Il eût été logique, après avoir examiné l'acquisition, puis la transmission des titres, d'expliquer comment un titre peut s'anéantir malgré la présence d'une postérité mâle. Dans l'ancien droit, la perte d'un titre se produisait assez fréquemment, non point par prescription extinctive (1), mais à la suite d'une cession

(1) L'omission d'un titre ne faisait pas plus perdre le droit à ce titre que l'omission de la qualité d'écuyer, eût-elle duré cent ans, ne faisait perdre la noblesse (SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 708). Semblablement, il est aujourd'hui admis que le titre, étant une partie accessoire du nom, faisant l'objet d'un droit de même nature est revêtu du même caractère d'imprescriptibilité (SALVETON, *op. cit.*, n° 638. DALLOZ, *Répert.*, V. Noblesse).

du fief auquel le titre était attaché (1) et, surtout, en conséquence de la perte de la noblesse. Or celle-ci disparaissait principalement pour trois causes : l'infamie, le mariage de la « gentilfemme » avec un roturier, la dérogeance (2).

Aujourd'hui, non seulement la possession d'un titre est indépendante de la conservation des terres érigées, mais encore, toutes les causes indirectes de déchéance des titres sont abolies. Déclassement, mésalliance, for-

(1) Cour de Paris, 5 décembre 1857, *Le Droit* du 6 décembre. M. LALLIER (*op. cit.*, p. 98) cite, en le signalant d'ailleurs comme rare, l'exemple de la maison d'Albert de Luynes qui cessa d'user du titre de marquis d'Albert après la vente du marquisat de ce nom au comte de Toulouse (18 mai 1695). De même, François de Montlezun, comte de Campagne, après avoir, le 19 mars 1708, confirmé la vente de la terre de Campagne faite par son père à M. de Maniban, cessa de se qualifier comte de Campagne. Lorsque le fief, suivant la loi de succession et la province dans laquelle il était situé, sortait de la branche aînée, le chef de celle-ci ne recevait le titre de duc qu'à la charge de retirer des mains de l'héritier la terre érigée en duché. Ce fut ce qui arriva au XVIII^e siècle pour la terre de Sully, attribuée au comte d'Orval, comme héritier le plus proche, tandis que la dignité de duc et pair était dévolue à Louis-Pierre-Maximilien de Béthune, chef de la branche aînée (V. Plaidoirie de M^e GIGOR, affaire de Montmorency, *Gaz. des Trib.*, 24 mars 1866). Mais il ne faudrait pas dire pour l'époque actuelle que les gentilshommes n'ayant plus de fiefs n'ont plus de titres. Cela résulte notamment de l'arrêt de la Cour de Riom du 20 décembre 1906 (D. P., 09, 1, 467). *Contra*, POL DE COURCY, *op. cit.*, p. 18 et s. On peut rapprocher de la perte du titre par la perte du fief, la déchéance qui frappait, sous le I^{er} Empire, l'héritier dont les biens majorisés étaient insuffisants à la suite des prélèvements effectués par les co-héritiers (V. PIERSON, *op. cit.*, p. 122).

(2) LOYSEAU, *Des ordres*, chap. V, nos 89 et s.; LA ROQUE, *op. cit.*, chap. CXXX et s.; Claude SERRES, *Institution de droit français*, liv. I, t. III, p. 17; SEMAINVILLE, *op. cit.*, p. 707 et s.; DESBROUSSE, *Condition personnelle de la noblesse au moyen âge*, Thèse Bordeaux, 1901; DE LA BIGNE DE VILLENEUVE, *Essai sur la théorie de la dérogeance de la noblesse*, Thèse Paris, 1918.

faiture, plus rien ne fait, légalement, perdre un titre.

Les idées actuelles ne permettent plus d'établir une sorte de peine contre celui qui exerce un humble métier (1), contre celle qui épouse un homme qui n'est pas de son rang (2). Mais, en vertu d'une législation nobiliaire maintenue, nous ne comprenons nullement pourquoi on ne considère pas celui qui s'est déshonoré, comme étant, lui et sa postérité, sans droit à une distinction honorifique dont il aurait hérité (3). La pratique n'est pourtant pas en ce sens ; une qualification nobiliaire est aujourd'hui une plante si vivace que rien ne peut la détruire.

(1) On fait généralement découler l'effacement des lois de dérogeance du principe de la liberté du travail et de l'industrie proclamé les 2-17 mars 1791, ainsi que des principes généraux contenus dans la déclaration des Droits de l'homme (LALLIER, dans BOREL D'HAUTERIVE, 1897, p. 415 ; DE LA BIGNE DE VILLENEUVE, *op. cit.*, p. 164). Or, rien ne nous semble plus faux, car autre chose est la liberté du travail, autre chose est la possibilité de s'adonner à une profession incompatible avec l'éclat d'un titre (V. baron D'EGGERS, *op. cit.*, p. 28). On invoquerait avec un peu plus de raison l'article 41 du décret des 4-11 août 1789 : « Nulle profession utile n'emporte dérogeance ». Il serait curieux de rechercher si la charte de 1814 n'a pas abrogé ce décret. Si l'on considérait les règles de dérogeance comme encore en vigueur, on aurait la faculté de se montrer très indulgent à cause, dirait LA ROQUE, « de l'incommodité que plusieurs reçoivent en leurs biens ».

(2) Remarquons, que, selon les principes fondamentaux du droit nobiliaire, un homme ne se mésallie pas puisqu'il communique à la femme noblesse et dignité. Toutefois, d'après ces mêmes principes, lorsque l'origine de la femme est obscure, l'enfant est noble mais pas gentilhomme (DUCANGE, *Glossaire*, V. *litterae ex regib.*, chap. anno 1366).

(3) En ce sens, BARBIER DE FELCOURT, *op. cit.*, p. 141 ; DE TOURTOULON, *L'hérédité et la noblesse*, p. 30. La jurisprudence n'a jamais eu à se prononcer, mais la doctrine est en sens contraire (V. REY, *op. cit.*, p. 99 ; DALLOZ, *Répert.*, V. Noblesse. Cf. conclusions du P. G. FALCONNET, C. de Pau,

Il y a, d'ailleurs, « comme un soulèvement universel de tous les hommes contre leur condition ». Cela n'est pas nouveau puisque telle était la constatation faite par d'Aguesseau. Sous l'ancien régime, en effet, les titres de haute noblesse étaient déjà mis au pillage. Il ne pouvait en être autrement, étant donné les idées de l'époque et l'indulgence du souverain. Une seule chose importait : ne pas laisser envahir par la roture le corps de noblesse (1).

On connaît une multitude d'ordonnances, d'édits, de règlements, de déclarations du roy, d'arrêts de son

15 novembre 1858, D. P., 59, 2, 92). C'est oublier de quelle façon était frappé le noble qui trahissait les devoirs que lui imposaient les privilèges dont il jouissait. Les cérémonies de la dégradation prenaient parfois un caractère effrayant (V. Louis STOFFLET, De la dégradation de la noblesse, *Mémorial historique de la noblesse*, t. I, p. 478).

(1) Cela résulte de tous les documents du temps. Voici, par exemple, le préambule de la « Déclaration du roy contre les usurpations de noblesse, vérifiée en la Cour des comptes, aydes et finances d'Aix, le 22 juin 1665 : « Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, comte de Provence, Forqualquier et terres adjacentes, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Après avoir, par l'assistance divine, donné la paix à nos sujets, tout à fait glorieuse, nous ne pouvons avoir aucun objet plus juste que de faire jouir les peuples qui sont soumis à notre obéissance des avantages et des fruits de cette paix et, pour cet effet, d'empêcher les désordres qui se sont commis et se commettent par la licence des temps contre et au préjudice de nos ordonnances pour l'observation desquelles nous désirons apporter tous les moyens possibles, et à cette fin, nous étant fait représenter plusieurs ordonnances, règlements et arrêts expédiés en conséquence, entre autres nos déclarations des 8 février 1661 et 22 juin 1664 pour la recherche des usurpateurs de noblesse qui, n'étant point gentilshommes, prennent néanmoins les qualités de chevalier et d'écuyer, portent armes timbrées et s'exemptent du paiement de nos impositions et des charges auxquels les roturiers sont sujets, à notre grand préjudice et des véritables gentilshommes d'anciennes et nobles maisons et à l'oppression de nos autres sujets, à cause des indues exemptions, dont jouissent les dits usurpateurs. »...

Conseil pour les recherches d'usurpations du « titre de noblesse », c'est-à-dire de la qualité de noble (1). Sous Louis XIV, la lutte devint vive. Les règlements des 15 mars 1655, 30 décembre 1656, 5 juillet 1664, com mirent les Cours des aides. Un arrêt du Conseil d'État du roy, du 22 mars 1666, retira aux officiers des Cours des aides leurs attributions pour les confier aux intendants des provinces et à des commissaires spéciaux. L'enquête ne se termina qu'en 1729 (2).

Quant à empêcher un gentilhomme, ou même un simple anobli, de prendre un titre de marquis, de comte, de vicomte, de baron, Sa Majesté ne s'en souciait guère.

(1) Citons, parmi les divers actes relatifs à cette matière, ceux de mars 1555, janvier 1560, juin et juillet 1576, septembre 1577, mai 1579, mars, octobre et novembre 1583, 23 août 1598, mars 1600, janvier 1629, juillet 1634, 15 mars 1655, 30 décembre 1656, 8 janvier 1661, 22 juin 1664, 27 février 1665, 22 mars 1666, 19 et 30 octobre 1667, 20 janvier et 4 septembre 1696, 26 février 1697, 30 mars 1702, 15 mai 1703, 16 janvier 1714, 4 juillet et 14 décembre 1715, 30 avril 1716, 1^{er} mai, 7 octobre, 18 décembre 1717, 26 juin 1718, 24 octobre 1719, 28 juin et 29 avril 1720, 21 juillet 1722, 30 juin et 8 septembre 1726, 11 mai 1728 et 2 mai 1730 (Cf. CHÉRIN, *Abrégé chronol.*).

(2) La valeur des jugements de maintenue était souvent si douteuse que ceux-ci ne pouvaient être invoqués pour l'admission aux honneurs de la cour (V. *supra*, p. 55 et s.). Nous lisons dans les *Mémoires de la Cour de France*, par un anonyme (s. l. n. d.) : « Après tout quel était le but de cette recherche de noblesse ? Voulait-on diminuer le nombre des nobles ? Point du tout. On voulait de l'argent et l'on a fait plus de faux nobles qu'il y en avait, car tous ceux qui ont pu donner de grandes sommes se sont trouvés avoir de fort bons titres ». BOILEAU disait également :

« Mais quand un homme est riche, il vaut toujours son prix,

Et l'a-t-on vu porter la mandille à Paris,

N'eut-il de son vrai nom, ni titre, ni mémoire

D'Hozier lui trouvera cent aïeux dans l'Histoire ».

On ne trouve que deux déclarations ordonnant l'exacte recherche de ceux qui avaient usurpé le titre « de baron ou autre semblable ou plus grand » (3 mars et 8 décembre 1699). Or, ces deux déclarations étaient spéciales aux provinces espagnoles nouvellement réunies à la France et avaient pour but de maintenir d'anciens édits des rois d'Espagne, ou de leurs vice-rois, promulgués pour la Franche-Comté, les Flandres, le Hainaut et l'Artois (1).

C'est pourquoi les titres étaient pris, comme nous avons souvent eu l'occasion de le faire observer, avec d'autant plus de liberté que la race était ancienne. Selon Borel d'Hauterive, moins d'un vingtième des titres portés en 1789 avait une origine régulière (2). Cela explique l'extraordinaire avilissement dans lequel tombèrent les qualifications nobiliaires à la fin de l'an-

(1) V. CHÉRIN, *Abrégé chronol.* ; D'ESTAINTOT, *op. cit.*, p. 13 et s. On doit encore relever un arrêt rendu en la Cour du Parlement de Paris, le 13 août 1663, faisant « défense à tous propriétaires de terres de se qualifier barons, comtes, marquis, vicomtes, chevaliers, et d'en prendre les couronnes à leurs armes, sinon en vertu de lettres patentes, bien et dûment vérifiées en la Cour et ce à peine de 1500 livres d'amende ». Un règlement de ce genre fut porté par un arrêt du Parlement de Rennes en 1679 (Comte DE WAROQUIER DE COMBLES, *op. cit.*, t. II, p. 23). Selon le vicomte DE TOUSTAIN RICHEBOURG (*op. cit.*, p. 46), sans compiler les recueils de jurisprudence, on peut dire que presque tous les Parlements ont rendu, en différents temps, de semblables arrêts, d'autant plus mal observés que les auteurs ou les interprètes de la loi ont trop souvent donné l'exemple de l'infraction. Cf. la déclaration de M. DE LA FAYETTE à la Chambre des députés (*Moniteur* du 28 décembre 1834).

(2) BOREL D'HAUTERIVE, 1857, p. 341. Peu avant la Révolution, CHÉRIN écrivait dans le discours préliminaire de son *Abrégé* : « On voit aujourd'hui, généralement dans tous les actes publics et passés devant notaires, dans les actes de célébration de mariage, de baptême et de

ancien régime. Déjà, au ^{xvii}^e siècle, Hay du Chatelet, dans son *Traité de la politique de France*, pouvait écrire : « Cette grande quantité de faux marquis, de messires, de chevaliers, fait qu'on méprise les qualités et qu'on a pas pour les marquis véritables la considération qui leur est due » (1).

Avec la Restauration le nombre des usurpations augmenta considérablement. L'article 259 du Code pénal que Napoléon avait jugé avec raison nécessaire au prestige des titres réguliers, ne fut jamais appliqué contre les gentilshommes de fantaisie. Ainsi qu'on l'a très justement fait remarquer, agir autrement aurait été frapper l'élite de la noblesse française. D'après le marquis de Magny (2), qui peut-être exagère pour sauver l'honneur de son titre pontifical, presque toutes les personnes d'une noblesse ancienne ou nouvelle, possédant des surnoms de terres ou simplement la particule, prirent des titres nobiliaires. L'autorité les laissa faire, lorsqu'elle ne les y encouragea pas ; c'était politiquement favoriser des partisans, les dédommager des persécutions et des pertes que leur avait fait subir la Révolution et leur ménager, en quelque sorte, une certaine supériorité, par le nombre, sur les nobles de l'Empire, qui tous étaient titrés en vertu de décrets et

sépulture, et jusque dans les tribunaux même, usurper avec ardeur, et sans aucune espèce de retenue, des qualités nobles lorsqu'on est véritablement que roturier par la naissance, s'arroger titres et qualifications superbes lorsqu'on a de place marquée que dans l'ordre de la plus simple noblesse ».

(1) Cf. *supra*, p. 30.

(2) *De la répression des usurpations*, p. 53.

de lettres patentes parfaitement régulières dont ils pouvaient justifier en toute occasion.

Mais, non contents de jouir de l'impunité, beaucoup de nobles voulurent alors présenter leurs titres comme inattaquables en arguant, ainsi qu'on le fait encore aujourd'hui, d'une soi-disant prescription acquisitive (1). Le désordre augmenta d'une façon prodigieuse avec l'ordonnance de 1817 relative à la pairie et on ne peut, aujourd'hui, comparer le miracle de la

(1) Le seul texte sur lequel on ait pu appuyer l'existence d'une prescription acquisitive d'un titre nobiliaire par une possession centenaire, est la déclaration précitée du 3 mars 1699, faite pour la recherche des usurpateurs dans la Bourgogne et la Franche-Comté. Cette déclaration interdisait « à toute personne de prendre les titres de marquis, comte, vicomte, baron ou autres semblables sans une concession expresse ou *une possession plus que centenaire* ». Elle n'avait d'autre but que de garantir aux gentilshommes de ces provinces, annexées à la France, la conservation de titres en usage depuis plus de cent ans. Sa portée ne fut pas générale. Souvent, il est vrai, la prescription a été invoquée comme mode d'acquisition de la noblesse. Certains auteurs parlent d'une prescription de 40 ans, d'autres d'un usage prouvé pour trois générations. En réalité une longue possession d'état n'anoblissait pas, mais, ce qui revenait sensiblement au même, dispensait de rapporter des preuves plus anciennes. Cette règle était précieuse pour les nobles de race « dont le commencement excède la mémoire des hommes » et dont la noblesse, par suite, ne pouvait être prouvée que par la possession (LOYSEAU, *Des ordres*, chap. V, n° 39). Cela, d'ailleurs, constituait une simple présomption admettant la preuve contraire. Or, pour les titres, les preuves de légitimité étaient faciles puisqu'à l'exception des vieux titres féodaux, tous connus, ils découlaient de lettres patentes enregistrées. Au surplus, aucune justification n'était demandée. V. Trib. Péronne, 2 avril 1890 et C. d'Amiens, 24 décembre 1890, D. P., 93, 1, 244 ; LEVESQUE, *op. cit.*, n° 92 ; LALLIER, *op. cit.*, d. 401 ; REY, *op. cit.*, p. 77 ; DALLOZ, *Répert.*, V. Noblesse. V. cependant Déclaration du comte DE BASTARD, à la Chambre des pairs, *Moniteur* des 13 et 22 mars 1832. Conclusions de l'avocat impérial DHERBELOT (Trib. Seine, 17 juin 1870, dans BOREL D'HAUTERIVE, 1873, p. 209) ; Trib. Seine, 6 mars 1872, dans BOREL D'HAUTERIVE, 1875, p. 231.

multiplication des titres qu'à celui de la multiplication des pains. Un spirituel anonyme a constaté que chacun dans la vie fait « des barons, des comtes, des marquis. Un inconnu vous écrit, il signe baron ou marquis. Vous lui répondez marquis ou baron ; la politesse vous en fait une loi » (1). Jamais ne fut plus exact le mot de Montesquieu : « En France, on ne reconnaît ni les hommes à leur nom, ni les femmes à leur visage ». Les titres ducaux ou princiers eux-mêmes ne sont plus respectés et nous pourrions donner, parmi ceux qui encombre quotidiennement les échos mondains, une longue liste d'appellations dues uniquement à l'imagination de ceux qui, superbement, s'en parent (2). Des auteurs très sérieux, et non d'envieux polémistes, assurent que de nos jours 95 % des titres en usage sont faux ou indûment portés (3). Si nombreuses qu'aient été les usurpations sous l'ancien régime, leur nombre est infime si on les compare à celles des temps modernes.

Rares sont les familles qui, méprisant les titres d'emprunt, tirent uniquement leur fierté de l'antiquité de leur maison et de la pureté des alliances qui y furent contractées. Les conceptions nobiliaires ont singulièrement évolué, qui donnent aux titres une importance

(1) TOISON D'OR, *Noblesse de contrebande*, p. 95.

(2) On en trouvera une trentaine dans les « généalogies fabuleuses » de Georges MAUREVERT, au *Mercure de France*, septembre 1921, p. 404 et s.

(3) J. SORBIERS DE LA TOURASSE, *Question des titres*, p. 5 ; VICOMTE DE ROYER, *Avons-nous une noblesse française ?* (*Revue des Revues*, 1^{er} octobre 1898).

qu'ils n'eurent jamais à Versailles (1) et la contre-bande serait moins forte; du moins chez les cadets de famille, si l'on reportait sur le nom l'orgueil que l'on tire d'une vaine parure.

Vœu inutile. La manie du titre va s'accroissant. Sous notre régime égalitaire, chacun prend soin, à sa manière, d'indiquer qu'il se distingue du « *vulgum pecus* » (2) et il est étrange d'observer que les titres

(1) Nous avons eu souvent l'occasion d'exprimer le rôle secondaire du titre. Il apparaît clairement dans le passage suivant du père MENESTIER (*Nouvelle méthode raisonnée du blason*, leçon XLVIII) : « En France, les preuves (de noblesse) doivent remonter jusqu'aux bisaïeux et, pour entrer dans les collèges et ordres qui exigent la noblesse paternelle et maternelle, il faut produire quatre degrés ou lignes qui sont huit quartiers, savoir : les quatre bisaïeux et bisaïeules paternels et les quatre bisaïeux et bisaïeules maternels. Quelques chapitres, comme ceux de Lyon, de Saint-Claude, etc., exigent même seize quartiers ou cinq degrés, c'est-à-dire qu'il faudrait remonter jusqu'aux trisaïeux paternels et maternels qui tous doivent être nobles de nom et d'armes, c'est-à-dire d'extraction. On rejetterait, dans ces chapitres, un quartier dont la noblesse ne ferait que commencer ».

(2) Au cours d'une récente période électorale, on pouvait lire, sur les murs de la bonne ville de Nîmes, la liste des « titres » de M. Paul Villaret, fabricant de biscuits secs, conseiller général sortant, républicain démocrate laïque, officier de l'Instruction publique, ancien membre de la Commission municipale républicaine en 1880, pendant douze ans conseiller municipal, ancien conseiller d'arrondissement, président du Syndicat d'initiative des intérêts régionaux de Nîmes et du Gard, président de la Fédération des sociétés de gymnastique d'I. E. P. et de préparation militaire de l'Ardèche, de Vaucluse et du Gard, président de la section cantonale des Pupilles de la Nation, vice-président de la section permanente des Pupilles de la Nation, vice-président de l'Union des pères et mères dont les fils sont morts pour la France, vice-président de l'aéro-club du Gard, délégué cantonal, membre de la Commission des hospices, du Comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, de la société indépendante de gymnastique et de tir : « Les enfants de la Patrie », de la Caisse des Écoles, des Jeunesses laïques, de la Ligue des

nobiliaires qui ont résisté à la haine révolutionnaire périssent à présent par la vanité du bourgeois français.

Il n'y a pas lieu de se réjouir d'une submersion inévitable des titres nobiliaires, comme de la noblesse elle-même (1). « Quoique tous les hommes, disait La Roque, soient universellement de même espèce et de même condition, il y a néanmoins, parmi eux, certains avantages particuliers qui servent à les distinguer dans la vie civile ». Chaque individu prend, dans la société, un rang et une position hiérarchiques. Pas de démocratie sans aristocratie. Mais de quels éléments disparates sera formée l'aristocratie de demain ? On ne peut d'un mot répondre à cette importante question qui nécessiterait l'étude délicate des tendances actuelles. Mais puisque n'est pas terminée encore une très large évolution, constatons, pour notre époque, que si le dernier rejeton d'une race illustre n'est pas forcément, par la nature, mieux doué qu'un enfant du peuple (2),

Droits de l'homme, du Cartel des Gauches, de la Ligue de l'enseignement, du Patronage laïque, des principales sociétés sportives de Nîmes, des Sauveteurs du Gard, défenseur ardent des libertés régionales ».

(1) On a cependant, plusieurs fois tenté de reconstituer en groupement l'ancienne noblesse. Peu avant la guerre de 1914, le comte de Puységur réunissait, en son hôtel, une quinzaine d'amis, sous la présidence du duc de Luynes, pour créer une association de la noblesse ; celle-ci n'eut pas été fermée à ceux qui s'imposaient par leurs mérites. Des statuts furent rédigés et même, paraît-il, déposés (DE SORBIERS DE LA TOURASSE, *Projet d'une reconstitution de la noblesse*). Moins utopiste, LÉON DE MONTESQUIOU (*La noblesse*, p. 13) comprenait qu'arrêter la création de faux titres et refaire de la noblesse une classe ouverte supposait une autre réforme : la Monarchie.

(2) Avec une naïveté charmante, nos ancêtres étaient bien persuadés du contraire. DETHIERRIAT, seigneur de LOCHEPIÈRE, dans ses *Trois*

il conserve, du moins, un incontestable prestige, même et surtout en ce temps où l'or est devenu l'idole suprême ; malgré les sarcasmes de jaloux démagogues, il possède, au plus haut point, les qualités du Français de tous les âges : c'est une personnalité faite lentement, à travers les siècles, par de multiples générations d'hommes d'honneur, vaillants, généreux, désintéressés.

<i>Vu : le Président,</i>	<i>Vu : le Doyen,</i>
R. PIÉDELIÈVRE.	H. BERTHELÉMY.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
PAUL LAPIE.

traités de la noblesse (Paris, 1606, p. 47), en voulait, d'ailleurs, chercher la raison profonde : « Mesme au lieu que les ignobles doivent faire leur quinquennium aux escolles pour être graduez en droict canon et civil, toutefois, il suffit au gentilhomme de faire le triennum, soit que le droict nous ait estimés plus aptes à comprendre les sciences que les ignobles, parce que la chasse nous étant permise nous mangeons plus de perdrix et autres chairs délicates qu'eux, ce qui nous rend un sens et une intelligence plus déliés qu'à ceux qui se nourrissent de bœuf et de pourceau ».

BIBLIOGRAPHIE

ALÈS DE CORBET (Vicomte P.-A.). — *Origine de la noblesse française*, Paris, 1766, in-12.

ANONYME. — *Notice sur les titres féodaux*, Marseille, 1823, in-8°.

— *De la procédure en matière nobiliaire devant le Conseil du Sceau des titres et les tribunaux*, Paris, 1861, in-12.

ANSELME de la Vierge Marie (Pierre de Guibours, dit le P.). — *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France, des pairs, des grands officiers de la Couronne et de la maison du roy*, 3^e édit., Paris, 1726-1733, 9 vol., in-f°.

AVENEL (Vicomte G. d'). — *La noblesse française sous Richelieu*, Paris, 1901, in-8°.

BABILLE, HENRION, OUDART. — *Mémoire et consultation sur la noblesse maternelle de Champagne*, Paris, 1874, in-4°.

BACHELIN-DEFLORENNE. — *Etat présent de la noblesse française*, Paris, 1866, 4 vol., gr. in-8°.

BACQUET (J.). — *Œuvres*, édit. de Lyon, 1744, 2 vol., in-f°.

BARBIER DE FELCOURT (R.). — *Des titres de noblesse et des noms dits nobiliaires, thèse*, Paris, 1867, in-8°.

BARTHÉLEMY (A. DE). — *Recherches sur la noblesse maternelle*, Paris, 1861, in-8°.

— *Nouvelles observations contre la noblesse maternelle*, Paris, 1865, in-8°.

— *Etude sur les lettres d'anoblissement*, Paris, 1869, in-8°.

BARTHÉLEMY (E. DE). — *De la noblesse au XIX^e siècle et du rétablissement des dispositions pénales applicables à l'usurpation des titres*, Paris, 1857, in-12.

- BARTHÉLEMY (E. DE). — *La noblesse en France avant et depuis 1789*, Paris, 1858, in-12.
- *Les ducs et les duchés français avant et depuis 1789*, Paris, 1867, in-8°.
- BARTHÉLEMY (E. DE) et LOUIS DE LA ROQUE. — *Catalogue des gentilshommes en 1789 et des familles anoblies ou titrées depuis le premier Empire*, Paris, 1866, 2 vol., in-8°.
- BATJIN (N.). — *Histoire complète de la noblesse de France depuis 1789 jusque vers l'année 1862*, Paris, 1862, in-8°.
- BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES FOURCADE. — *Traité théorique et pratique de droit civil, des personnes*, t. I, 3^e édit., Paris, 1907, in-8°.
- BEAUNE (H.). — *Des distinctions honorifiques et de la particule dite nobiliaire*, Paris, 1861, in-8° (Extrait de la *Gazette des Tribunaux* des 27 et 31 octobre 1861).
- *La condition des personnes*, Paris, 1882, in-8°.
- BELBEUF (A.-L.-P.-J. GODARD, marquis DE). — *De la noblesse française en 1861, par un maire de village*, Paris, 1861, in-18.
- BELLEGUISE (A.). — *Traité de la noblesse et de son origine*, Paris, 1700, in-12.
- BÉTENCOURT (DOM P. L. J. DE). — *Question de diplomatie*, sans lieu ni date, in-4°.
- BIGOT DE MOROGUES (BARON P.-M.-S.). — *La noblesse constitutionnelle*, Paris, 1825, in-8°.
- BISTON (P.). — *De la modification de l'article 259 du Code pénal et des preuves de la légitimité des titres nobiliaires*, Épernay, 1858, in-8°.
- *De la noblesse maternelle en Champagne et de l'abus des changements de noms*, Châlons, 1859, in-16.
- *De la fausse noblesse en France*, Paris, 1861, in-16.
- *De l'avilissement des titres de noblesse sous l'ancien régime*, Paris, 1885, in-12.
- BLANCHE (A.) et G. DUTRUC. — *Études sur le Code pénal*, 6^e édit., Paris, 1887-1888, 6 vol., in-8°.
- BONNEFON (J. DE). — *La ménagerie du Vatican ou le livre de la noblesse pontificale*, Paris, 1906, in-4°.
- *La noblesse de France et les anoblis de la République*, Paris, 1910, in-16.

- BORDEAUX (R.). — *De la noblesse au temps présent*, Rouen, 1861, in-8°.
- BOREL D'HAUTERIVE. — *Annuaire de la noblesse de France et des maisons souveraines de l'Europe*, in-12. Paraît depuis 1843.
- BOULAINVILLIERS (Comte H. DE). — *Essai sur la noblesse de France*, Amsterdam, 1732, in-8°.
- BRILLON (P.-J.). — *Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des Parlements de France et autres tribunaux*, Paris, 1711, 3 vol., in-f°.
- BROC (H. DE). — *Essai historique sur la noblesse de race*, Le Mans, 1877, in-4°.
- CAMPARDON (E.). — *Liste des membres de la noblesse impériale, dressée d'après les registres de lettres patentes conservées aux Archives nationales*, Paris, 1899, in-8°.
- CARRÉ DE BUSSEROLES (J.-X.). — *Les vrais et faux titres de noblesse ; liste des titres conférés à des familles de la Touraine, de l'Anjou, du Maine et du Poitou*, Tours, 1886, in-8°.
- CHARMONT (J.). — *Examen doctrinal, Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1895, p. 5 et s.
- CHASOT DE NANTIGNY (L.). — *Tablettes historiques, généalogiques et chronologiques contenant les terres du royaume érigées en titres de marquisat, de comté...*, Paris, 1748-1757, 8 vol., in-12.
- CHÉRIN (L.-N.-H.). — *Abrégé chronologique d'édits, déclarations, règlements, arrêts et lettres patentes des rois de France de la 3^e race, concernant le fait de noblesse*, Paris, 1788, in-12.
- COHEN (J.). — *La noblesse de France. Histoire, mœurs, institutions*, Paris, 1855, gr. in-8°.
- COQUILLE (G.). — *Œuvres*, édit. de Paris, 1665, 2 vol., in-f°.
- COURCY (P. DE). — *De la noblesse et de l'application de la loi contre les usurpations nobiliaires*, Nantes, 1858, in-8°.
- COUSIN (H.). — *Des noms de noblesse et des titres nobiliaires*, thèse, Paris, 1905, in-8°.
- CROUY-CHANEL de Hongrie (Prince A. DE). — *La noblesse et les titres nobiliaires dans les sociétés chrétiennes*, Paris, 1857, in-8°.
- DALLOZ. — *Recueil périodique de jurisprudence et de législation*, Paris, in-4°.

- DALLOZ. — *Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, Paris, 1910-1926, 12 vol., in-4°.
- DEMANTE (G.). — *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1898-1899, t. 47, p. LXX.
- DENISART (J.-B.). — *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence présente*, 7^e édit., Paris, 1771, 4 vol., in-4°.
- DESBROUSSES (X.). — *Condition personnelle de la noblesse au Moyen Age*, thèse, Bordeaux, 1901, in-8°.
- DESJARDINS (A.). — *Conclusions*, *Pand. franç.*, 99-1-90.
- DUÇANGE (C.). — *Glossaire*, édit. de Niort, 1883-1887, 10 vol., in-4°.
- DULAURE (J.-A.). — *Liste des ci-devant ducs, marquis, comtes, barons, etc.*, Paris, an II, in-8°.
- DUTRUC (G.). — *Mémorial du ministère public*, Paris, 1871, 2 vol., in-8°.
- DUVERGIER (A.-J.). — *Mémorial historique de la noblesse*, Bordeaux, 1839-1840, 2 vol., gr. in-8°.
- EGGERS (Baron C. d'). — *Réflexions sur la nouvelle noblesse héréditaire en France*, Lunebourg, 1808, in-8°.
- ESMEIN (A.). — *Cours élémentaire d'Histoire du droit français*, Paris, 1892, 2 vol., in-8°.
- ESTAINOT (Vicomte R. d'). — *Des usurpations de titres nobiliaires, au double point de vue de l'histoire et du droit pénal*, Paris, 1858, in-18.
- *Des titres de l'ancienne noblesse*, Paris, 1864, in-18.
- FAYARD DE LANGLADE (Baron G.-J.). — *Répertoire de la nouvelle législation civile, commerciale et administrative*, Paris, 1823, 5 vol., in-4°.
- FERRIÈRE (Cl. J. de). — *Dict. de droit et de pratique*, 2^e édit., Paris, 1740, 2 vol., in-4°.
- FLACH (J.). — *Les origines de l'ancienne France*, Paris, 1884-1904, 3 vol., in-8°.
- FRAIN DE GAULAYRIE (P.). — *Les majorats depuis le 1^{er} Empire jusqu'à nos jours*, thèse, Rennes, 1909, in-8°.
- FRÉMINVILLE (E. de). — *La Pratique universelle pour la rénovation des terriers et des droits seigneuriaux*, Paris, 1746-1757, 5 vol., in-4°.

- FRÉMINVILLE. — *Les vrais principes des fiefs, en forme de dictionnaire*, Paris, 1769, 2 vol., in-4°.
- FUZIER-HERMAN (E.). — *Répertoire général alphabétique du droit français*, Paris, 1886-1906, 37 vol., in-4°.
- GARRAUD (R.). — *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, Paris, 1888-1890, 5 vol., in-8°.
- GASQUET (A.). — *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, Paris, 1885, 2 vol., in-16.
- Gazette des Tribunaux.* — Collection.
- Gazette du Palais.* — Collection.
- GÉRARD (P.-A.-F.). — *Histoire de la législation nobiliaire de Belgique*, Paris, 1846, in-8°.
- GERMAIN (F.). — *Du rétablissement légal de la noblesse*, Paris, 1857, in-32.
- GIRARD (J.). — *Des titres de noblesse et des noms nobiliaires*, Paris, 1857, in-16.
- GIRY (A.). — *Manuel de diplomatie*, Paris, 1894, in-8°.
- GLASSON (E.). — *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, 1903, 8 vol., in-8°.
- Gotha (Almanach de).* — *Annuaire généalogique, diplomatique et statistique*, 162^e édit., Gotha, 1925, in-16.
- GOURDON DE GENOUILLAC (H.). — *Dictionnaire des fiefs, seigneuries, chatellenies, etc. de l'ancienne France*, Paris, 1862, in-8°.
- GRAMONT-LESPARRE (A. DE). — *Les ducs français*, Paris, 1924, in-8°.
- GRANIER DE CASSAGNAC. — *Histoire des classes nobles et des classes anoblies*, Paris, 1840, in-8°.
- GUETAT (J.-E.). — *Histoire élémentaire du droit français*, Paris, 1884, in-8°.
- GUIGARD (J.). — *Bibliothèque héraldique de la France*, Paris, 1862, in-8°.
- GUILHIERMOZ (P.). — *Essai sur l'origine de la noblesse en France au Moyen Age*, Paris, 1902, in-8°.
- GUYOT (P.-J.-J.-G.). — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique*, Paris, 1784-1785, 17 vol., in-4°.
- HAMEL (E.). — *Les principes de 1789 et les titres de noblesse*, Paris, 1858, in-16.

- HAUCOURT (D'). — Propriété du nom civil, *thèse*, Rennes, 1891, in-8°.
- HEDOUIN (J.). — De l'usurpation des titres nobiliaires, *thèse*, Paris, 1900, in-8°.
- HOZIER (L.-P. D') et A.-M. D'HOZIER DE SÉRIGNY. — *Armorial général de la France*, Paris, 1738-1768, 10 vol., in-f°.
- ISAMBERT (F.-A.). — *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, Paris, 1821-1833, 29 vol., in-8°.
- JÈZE (G.). — *Revue de droit public*, année 1910, p. 476.
- LA BIGNÉ DE VILLENEUVE (M. DE). — Essai sur la théorie de la dérogeance de la noblesse, *thèse*, Rennes, 1918, in-8°.
- LA CHENAYE-DESBOIS (F.-A.-A. DE) et BADIER. — *Dictionnaire de la noblesse*, Paris, 1863-1876, 39 vol., in-4°.
- LA GRANGE (E. LELIÈVRE, marquis DE). — *De la noblesse comme institution impériale*, Paris, 1857, in-16.
- LAIGUE (A.-L. DE). — *Les familles françaises considérées sous le rapport de leurs prérogatives honorifiques*, Paris, 1884, in-8°.
- LAINÉ (P.-L.). — *Dictionnaire véridique des origines des maisons nobles*, Paris, 1818-1819, 2 vol., in-8°.
- LA ROQUE (G.-A. DE). — *Traité de la noblesse et de ses différentes espèces*, Paris, 1678, in-4°.
- *Traité de l'origine des noms et surnoms*, Paris, 1681, in-12.
- LAURIÈRE (DE), SECOUSSE, DE BRÉQUIGNY, DE PASTORET, PARDESUS. — *Ordonnances des rois de France de la 3^e race*, Paris, 1823-1849, 21 vol., in-f°.
- LE HARDY (G.). — *Du principe aristocratique, de la noblesse et des noms patronymiques*, Caen, 1912, in-8°.
- LEHR. — Noms, titres de noblesse, *J. de droit int. privé*, année 1896, p. 342 et s.
- LEVESQUE (A.). — *Du droit nobiliaire français au XIX^e siècle*, Paris, 1866, in-8°.
- LOUANDRE (Ch.). — *La noblesse française sous l'ancienne monarchie*, Paris, 1880, in-12.
- LOISEAU (Ch.). — *Œuvres*, Paris, 1701, in-f°.
- MAGNY (Claude DRIGON, marquis DE). — *Le Roy d'Armes*, Florence, 1867, gr. in-4°.

- MAGNY (Claude DRIGON, marquis DE). — *De la répression des usurpations de noms et de titres de noblesse*, Turin, 1869, in-8°.
- MARSY (Cte A. DE). — *La noblesse de Belgique*, Angers, 1883, in-8° (Extrait de la *Revue d'Histoire nobiliaire*).
- MAUGARD (M.). — *Code de la noblesse*, Paris, 1789, in-8°.
- MAUROY (A. DE). — *De la noblesse maternelle*, St-Amand (Cher), 1891, in-8°.
- MAURY (A.). — Des titres de noblesse avant et depuis la Révolution. *Revue des Deux-Mondes*. 15 décembre 1882.
- MERLIN (Comte MERLIN, de Douai). — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, Paris, 1827-1828, 18 vol., in-4°.
- MIRAL (DU). — *Rapport au Corps législatif*, Dalloz, 1858-4-59.
- MONTLUC (L. DE). — *La question des titres nobiliaires*, Paris, 1886, in-8°.
- NAUROIS (E. DE). — *Les classes dirigeantes*, Paris, 1910, in-16.
- NEYREMAND (E. DE). — *Nécessité de réprimer les usurpations et changements de noms. La particule et sa valeur nobiliaire*, Montbéliard, 1888, in-8°.
- NIMAL (DE). — *Nobles et noblesse*, Paris, 1892, in-18.
- NISOT (P.). — *Le droit des armoiries*, Bruxelles, 1924, in-8°.
- Pandectes françaises*. — *Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence*, Paris, 1899-1905, 49 vol., in-4°.
- *Recueil mensuel de jurisprudence et de législation*, Paris, in-4°.
- PASQUIER (E.). — *Œuvres*, Amsterdam, 1723, 2 vol., in-f°.
- PERRÉAU (E.-H.). — *Le droit au nom en matière civile*, Paris, 1910, in-8°.
- *Journal de droit intern. privé*, 1910, p. 1025 et s.
- PIERSON (E.). — *Étude de la noblesse d'Empire, thèse*, Paris, 1910, in-8°.
- Recueil des statuts, décrets, ordonnances et avis relatifs aux titres nobiliaires et au Conseil du Sceau des titres*, publié par ordre du du garde des sceaux, Paris, 1860, in-8°.
- RÉVEREND (Vicomte A.). — *Armorial du 1^{er} Empire*, Paris, 1894-1897, 4 vol., gr. in-8°.
- *Titres, anoblissements et pairies de la Restauration, 1814-1830*, Paris, 1901-1906, 6 vol., gr. in-8°.

- RÉVEREND (Vicomte A.). — *Titres et confirmations de titres*, 1830-1908, Paris, 1909, gr. in-8°.
- REY (Ch.). — *La noblesse et la législation nobiliaire française depuis la Révolution*, thèse, Paris, 1902, in-8°.
- ROYER (Vicomte A. DE). — *Avons-nous une noblesse française ?* Paris, 1898, in-8° (Extrait de la *Revue des Revues*, 1^{er} octobre 1898).
- SAINT-ALLAIS (N.-V. DE). — *De l'ancienne France*, Paris, 1833-1834, 2 vol., in-8°.
- SALVETON (H.). — *Le nom en droit romain et en droit français*, thèse, Lyon, 1887, in-8°.
- SCHONEN (Baron DE). — *De la noblesse française selon la charte*, Paris, 1817, in-8°.
- SEMAINVILLE (Comte P. DE). — *Code de la noblesse française*, 2^e édit., Hyères, 1860, in-8°.
- SENEMAUD aîné (E.). — *De la noblesse actuelle en France*, Angoulême, 1857, in-16.
- SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts*, Paris, in-4°.
- SORBIERS DE LA TOURRASSE (J. DE). — *La question des titres nobiliaires*, Paris, 1910, in-8°.
- *Projet d'une reconstitution de la noblesse*, Paris, 1914, in-8°.
- SOUPLIER (H.). — *Des origines et de l'état social de la nation française*, Paris, 1898, in-8°.
- SOYECOURT (Comte DE). — *Notions claires et précises sur l'ancienne noblesse de France*, Paris, 1855, in-8°.
- TÉTU (E.). — *Etude sur les noms et les titres*, Paris, 1912, in-8°.
- THIÉBAULT (M.). — *Influence d'une noblesse héréditaire et du droit de primogéniture sur la civilisation et la liberté*, Paris, 1825, in-8°.
- TIRAQUEAU (A.). — *De nobilitate et jure primogeniorum*, Lyon, 1574, in-f°.
- TOISON D'OR (Vicomte DE CALONNE). — *Noblesse de contrebande*, Paris, 1883, in-8°.
- TOURNADE (P.). — *De l'adoption en droit romain. — Du nom de famille et des titres nobiliaires en droit français*, thèse, Paris, 1882, in-8°.

TOURTOULON (Ch.). — *De la noblesse dans ses rapports avec nos mœurs et nos institutions*, Paris, 1857, in-12.

— *L'hérédité et la noblesse*, Paris, 1862, in-12

— *Du droit, de l'usage et de l'abus en fait de titres*, Paris, 1865 in-8°.

TOUSTAIN-RICHEBOURG (Vicomte C.-G. DE). — *Précis historique moral et politique sur la noblesse française*, Amsterdam, 1777, in-12.

VINCENT (Baron DE). — *Etude sur la noblesse*, Paris, 1858, in-8°.

VIOLLET (P.). — *Histoire du droit civil français*, Paris, 1893, in-8°.

WAILLY (DE). — *Eléments de paléographie*, Paris, 1838, 2 vol., in-4°.

WAROQUIER DE COMBLES (Comte C. DE). — *Etat de la France*, Paris, 1783-1785, 2 vol., in-8°.

WATTEVILLE (O. DE). — *Simple note sur les origines de la noblesse, des titres et des anoblissements*, Paris, 1900, in-8°.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	9

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE DES TITRES

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Sources historiques des titres</i>	19
§ I. — Notions générales.	19
§ II. — Les princes	23
§ III. — Les ducs.	26
§ IV. — Les marquis	28
§ V. — Les comtes	30
§ VI. — Les vicomtes.	32
§ VII. — Les barons.	33
CHAPITRE II. — <i>Hiérarchie des titres</i>	36

DEUXIÈME PARTIE

ACQUISITION DES TITRES

CHAPITRE III. — <i>Acquisition des titres</i> . I. — Ancienne monarchie.	41
Section I. — Titres féodaux.	41

	Pages
<i>Section II. — Concessions régulières.</i>	45
§ I. — Concessions réelles.	45
§ II. — Concessions personnelles	50
§ III. — Lettres patentes, enregistrement.	51
<i>Section III. — Concessions irrégulières.</i>	55
§ I. — Honneurs de la cour.	55
§ II. — Titres donnés par le roi dans les brevets, contrats, etc.	59
CHAPITRE IV. — <i>Acquisition des titres.</i> II. — Premier Empire.	65
§ I. — Création d'une noblesse impériale	65
§ II. — Manières d'acquérir un titre.	68
§ III. — Lettres patentes, enregistrement.	70
CHAPITRE V. — <i>Acquisition des titres.</i> III. — Restauration.	73
CHAPITRE VI. — <i>Acquisition des titres.</i> IV. — Monarchie de Juillet, seconde République, second Empire	77
CHAPITRE VII. — <i>Acquisition des titres.</i> V. — Troisième République.	83

TROISIÈME PARTIE

NATURE DES TITRES

ET RÈGLES GÉNÉRALES DE TRANSMISSION

CHAPITRE VIII. — <i>Nature des titres.</i>	91
§ I. — Définition du titre	91
§ II. — Distinction du titre et du nom.	93
CHAPITRE IX. — <i>Règles générales de transmission.</i>	101
<i>Section I. — Conditions de transmissibilité</i>	101
§ I. — Institution des majorats	101
§ II. — Transmissibilité du titre de chevalier . . .	107

	Pages
<i>Section II.</i> — Règles de dévolution.	109
§ I. — Titres postérieurs à la Révolution.....	109
§ II. — Titres antérieurs à la Révolution.....	113
<i>Section III.</i> — Saisine de l'héritier	118

QUATRIÈME PARTIE

DIFFÉRENTS MODES DE TRANSMISSION

CHAPITRE X. — <i>Transmission d'un titre par cession d'un fief</i>	121
§ I. — Doctrine généralement admise.....	121
§ II. — Critique de cette doctrine	125
CHAPITRE XI. — <i>Institution contractuelle ou testamentaire</i> . ..	132
§ I. — Institution contractuelle ou testamentaire avant la Révolution.	132
§ II. — Institution contractuelle ou testamentaire depuis la Révolution.	138
CHAPITRE XII. — <i>Filiation légitime</i>	144
<i>Section I.</i> — Le fils aîné.	144
§ I. — Le droit d'aînesse.....	144
§ II. — Droits du fils aîné durant la vie du père. ..	147
§ III. — Droits du fils aîné au décès du père. ..	153
<i>Section II.</i> — Les fils puînés.....	155
§ I. — Notions historiques	155
§ II. — Législation actuelle.....	161
<i>Section III.</i> — Les filles.	166
§ I. — Droits des filles avant la Révolution. ...	166
§ II. — Droits des filles depuis la Révolution .	170
CHAPITRE XIII. — <i>Filiation naturelle</i>	174
§ I. — Droits des bâtards avant la Révolution .	174
§ II. — Droits des bâtards depuis la Révolution. ..	179
§ III. — La légitimation	182

	Pages
CHAPITRE XIV. — <i>Filiation adoptive</i>	184
§ I. — Notions historiques	184
§ II. — Législation actuelle.	190
CHAPITRE XV. — <i>Parenté collatérale</i>	196
§ I. — Droits des collatéraux avant la Révolution.	196
§ II. — Droits des collatéraux depuis la Révolution	199
CHAPITRE XVI. — <i>Transmission par mariage</i>	206
<i>Section I.</i> — Transmission à la femme du titre du mari.	206
§ I. — Nature particulière du droit de la femme.	206
§ II. — Conséquences découlant de la nature particulière du droit de la femme.	213
<i>Section II.</i> — Transmission au mari du titre de la femme.	217
§ I. — Notions historiques	217
§ II. — Législation actuelle.	225

CINQUIÈME PARTIE

TITRES ÉTRANGERS ET INVESTITURES EN CHANCELLERIE

CHAPITRE XVII. — <i>Titres étrangers</i>	233
<i>Section I.</i> — Titres conférés à des étrangers par des souverains étrangers.	233
<i>Section II.</i> — Titres conférés à des Français par des souverains étrangers.	237
§ I. — Notions historiques	237
§ II. — Nécessité de l'autorisation	242
§ III. — Effets de l'autorisation.	246

	Pages
<i>Section III. — Annexions</i>	252
<i>Sections IV. — Naturalisations.</i>	256
CHAPITRE XVIII. — <i>Investitures en Chancellerie.</i>	259
§ I. — Nature de l'investiture en Chancellerie..	259
§ II. — Procédure de l'investiture en Chancellerie	264
§ III. — Projet de loi portant abolition de l'investiture en Chancellerie.	268
CONCLUSION	273
BIBLIOGRAPHIE	287

PARIS
LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge, 45

1926

